

سكراية المجلد



Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14018 - 4,50 F

MERCREDI 21 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Le Pakistan et le nucléaire

CELA fait des lustres que le Pakistan rêve de se doter de centrales nucléaires. Bien entendu, il n'a cessé de proclamer à ce sujet ses intentions strictement pacifiques. La visite de M. François Mitterrand est une fois de plus, l'occasion pour les dirigeants de cet Etat qui vit à l'ombre - et dans la crainte - de l'Inde voisine de réaffirmer leurs revendications.

Celles-ci ont d'autant plus de chances d'être écoutées que l'industrie nucléaire - dont la France demeure à l'avant-garde - est en crise. Les centrales se vendent mal : au cours des cinq dernières années, Paris n'en a exporté qu'une, vers la Chine. On ne vend pas des centrales nucléaires comme des centrales thermiques, car chacun sait que ce n'est pas avec le charbon qu'on se dotera de l'arme atomique...

DANS ce domaine, le Pakistan ne fait certes pas figure d'enfant de chœur. Depuis les années 70 il a été accusé, et parfois même convaincu, d'avoir tenté, par tous les moyens - y compris le piratage de technologies sensibles ou le recours à la complicité de la Libye pour tenter de fabriquer une « bombe islamique » - de se doter d'une industrie nucléaire « civile » pouvant aisément s'adapter aux besoins militaires. Les « soupçons » américains avaient conduit Washington à suspendre son aide économique, et la France à geler un contrat pour la vente d'une usine de retraitement des combustibles irradiés. En 1979, un ambassadeur de France trop curieux s'était même fait rosser près de la centrale de Kahuta.

Pourtant, lors des visites à Paris du général Zia en 1982, puis, à Islamabad en 1983, de M. Chénouard et, en 1987, de M. Raymond, la France avait manifesté son désir de vendre au Pakistan une centrale nucléaire, à condition d'obtenir toutes les garanties de non-prolifération et du caractère exclusivement « civil » de l'opération. Comme on pouvait s'y attendre, Mme Benazir Bhutto est revenue à la charge auprès de M. Mitterrand. Jusqu'à présent, le président de la République s'est montré d'autant plus prudent que de délicates négociations financières sont en cours, Islamabad exigeant d'être « dédommagé » pour le gel du contrat précédent.

On peut penser que M. Mitterrand s'est fait une religion sur cette affaire, un « non » de Paris risquerait de réduire à néant les résultats de sa visite. Il n'en demeure pas moins que, dans ce domaine hautement sensible de la non-prolifération nucléaire, toutes les garanties doivent être prises. Surtout avec des pays à l'avenir politique incertain, situés dans des zones de conflit particulièrement imprévisibles.

Le Pakistan ne se trouve-t-il pas à la frontière d'un Afghanistan en guerre, et surtout d'une Inde qui a fait exploser son premier engin nucléaire en 1974 et fabrique ses propres missiles? Dans ces circonstances, et même si les affaires demeurent les affaires pour une France au déficit commercial chronique, il est souhaitable d'éviter l'émergence de nouvelles puissances nucléaires. Ces exigences ne sauraient bien évidemment s'appliquer uniquement au Pakistan.

Lire nos informations sur le voyage de M. Mitterrand p. 7

M 0147 - 2210 - 4,50 F



3790147004500 02210

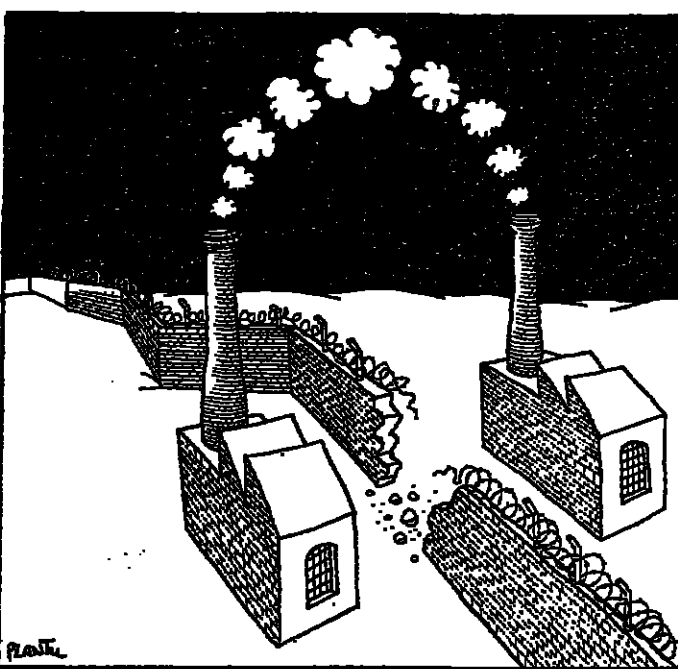
Les perspectives de la réunification allemande et leurs conséquences économiques

Les entreprises de RFA investissent la RDA

Le chancelier Helmut Kohl devait intervenir, mardi 20 février à Bonn, devant une assemblée de dirigeants industriels et financiers ouest-allemands et leur confirmer l'importance que doit, selon lui, jouer le secteur privé dans le processus de réunification des deux Etats allemands - processus symbolisé par la destruction, lundi, de 3 kilomètres de mur au cœur de Berlin.

Déjà, les entreprises de RFA, même si elles restent prudentes, multiplient leurs approches en direction d'une région dont plusieurs d'entre elles sont originaires.

Lire l'article de S. CHERARDI, E. LE BOUCHER et C. MONNOT page 25 - section C



Les tensions s'accroissent sur les marchés financiers

La première réunion du comité d'experts mis en place par MM. Kohl et Modrow et chargé de préparer l'union monétaire entre la RFA et la RDA devait avoir lieu mardi 20 février à Berlin-Est. La perspective de la réunification allemande continue de provoquer de vives tensions sur les marchés financiers européens. La hausse des taux d'intérêt à long terme déprime les marchés boursiers. Après un recul de 1,8 % lundi 19 février, la Bourse de Paris était à nouveau en baisse à l'ouverture mardi. M. Pierre Bérégovoy a jugé lundi « excessif » le pessimisme des marchés.

Lire l'article de F. RENARD page 25 - section C

Cuba, « dernière tranchée » du socialisme

I. — L'heure de la mobilisation générale

LA HAVANE

de notre envoyée spéciale

Asphyxié depuis trente ans par le blocus économique américain et menacé à présent directement par la faillite d'un bloc de l'Est avec lequel il effectuait 85 % de ses échanges, Cuba vit dans l'expectative et s'apprête, selon M. Fidel Castro lui-même, à vivre des « lendemains difficiles ». Essouffie et isolée, la révolution castriste a lancé un appel à la mobilisation générale. Mais la solution choisie, un retour à un « socialisme de pureté » en contradiction avec la perestroïka soviétique, satisfait bien peu une population lassée de l'immobilisme politique et de la pénurie.

Depuis les premières heures du jour, les queues se forment, patentes, devant les comptoirs d'alimentation : aujourd'hui il y a pléthore de fruits, mandarines, pamplemousses, etc. Un peu

avancés, mais qu'importe ! Le cargo soviétique qui devait venir, cinq jours auparavant, les charger à destination de l'URSS n'est pas arrivé et il a bien fallu les mettre sur le marché. Du même coup, il n'a pas apporté le blé, et le pain va manquer.

L'austérité de la libreta, la carte de rationnement qui n'autorise qu'une demi-livre de viande de bœuf par mois, va encore s'accroître. Déjà, l'autre jour, la télévision a annoncé une augmentation sans précédent du pain et des oeufs, nourriture essentielle de la population avec le riz et les haricots noirs, surtout

quand le poulet se fait rare lui aussi.

Certes, en quelque trente ans de blocus économique américain, les Cubains ne sont jamais morts de faim, ils ont même appris avec un art consommé à s'accommoder de la pénurie. Mais trente ans c'est long, surtout pour une île maintenue sous perfusion économique par un bloc de l'Est en plein désarroi. Et les premières répercussions de cette tournure idéologique sont déjà visibles, ici, sur les rayonnages désespérément vides.

MARIE-CLAUDE DECAMPS Lire la suite page 5

Un point de vue du ministre de l'économie sur le débat au PS

La rigueur contre les polémiques

M. Michel Rocard a reçu, lundi 19 février, MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Pierre Mauroy, et mardi M. Jean Popelin. L'ordre du jour officiel de ces réunions était la préparation de la rentrée parlementaire. Mais tous ces dirigeants sont des personnalités-clés du congrès socialiste qui se réunira à Rennes en mars. Dans la perspective de ce congrès, M. Pierre Bérégovoy explique son engagement aux côtés de M. Laurent Fabius.

par Pierre Bérégovoy

En 1990, il n'y aura pas d'élections en France. En revanche, il y en aura beaucoup en Europe, surtout à l'Est. Le paysage politique s'anime dans les anciennes démocraties populaires après le drame roumain. Chez nous, il n'est pas aussi calme qu'il y paraît. La montée de l'abstention, l'écho que rencontre le discours raciste du Front national, une droite malade de ses ambitions rivales, une gauche en proie au doute, un syndicalisme morcelé, sont des signes évidents du malaise de notre société.

A l'extérieur, l'échec économique et politique du communisme dans les pays de l'Est est sans appel, l'unification de l'Allema-

gne inéluctable, l'avenir de Michaël Gorbatchev incertain. Tout cela bouleverse les schémas de pensée auxquels nous étions habitués depuis plus de quarante ans.

Que faire ? Que faire aussi pour répondre à l'attente des pays en développement où la misère continue à gagner du terrain, pour enrayer la dégradation de notre environnement naturel à l'échelle du globe, pour en finir avec les maux de la drogue, nouvelle source de malheurs et de profits scandaleux ?

On le voit, nous avons du pain sur la planche. En France, nous avons la chance que la barre soit tenue par un capitaine expérimenté. François Mitterrand avait prévu, bien avant 1981, je

peux en témoigner, la dislocation du bloc soviétique. La diplomatie active qu'il a menée en direction de l'Union soviétique, les relations de confiance qu'il a tissées avec les Etats-Unis, son audience dans le tiers-monde, lui confèrent une autorité incontestable, fort utile à notre pays dans les circonstances actuelles.

Le président a pu accélérer la construction de l'Europe tout en ouvrant à l'Espagne et au Portugal. Il a avancé l'idée d'un cadre ouvert à la démocratisation des pays de l'Est en proposant la confédération européenne de l'avenir. L'on y trouvera la meilleure réponse aux questions que soulève la réunion des deux parties de l'Allemagne.

Lire la suite page 10

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Austin dans la banlieue de la Terre

Au mois de mai, cette comète exceptionnellement brillante nous donnera un spectacle

Le nitrate dans les eaux potables

La sécheresse a servi de révélateur

La grande faille du Tibet

pages 17 à 19 - section B

BOULANGER
Mes coquins
ROMAN
nrf
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Japon, 4 400 Y. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

1501

de Pascal

Le Monde • Mercredi 21 février 1990 3

ÉTRANGER

URSS

Moscou souhaite des pourparlers directs entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

La séance à huis clos du Parlement soviétique sur la crise du Caucase, ouverte lundi matin, a été suspendue pour vingt-quatre heures faute de résultats et devrait reprendre mercredi 21 février. Moscou souhaite des pourparlers directs entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais lundi les députés de cette dernière République ont commencé par quitter la séance du Parlement.

MOSCOU

de notre correspondant

A huis clos de peur qu'une déclaration, une phrase, un mot de trop, ne remettrait le feu aux poudres, le Soviet suprême a consacré, lundi 19 février, une journée de débats à la crise du Caucase. Faute de résultats concrets, cette séance se prolongera mercredi, mais les dirigeants soviétiques sont cette fois-ci décidés à ne pas laisser dériver la situation et à négocier directement avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En conflit ouvert depuis deux ans sur la question du Haut-Karabakh, les deux républiques seraient ainsi amenées à rechercher elles-mêmes une solution qui puisse les satisfaire l'une et l'autre.

Il n'est pas du tout certain que l'équipe de M. Gorbatchev parvienne à faire dénouer ce processus et à empêcher surtout qu'il n'échoue rapidement, puisque le Haut-Karabakh est aujourd'hui le ciment des nationalismes armé-

nien et azéri et qu'il y a des siècles que cette terre divise les deux peuples. En tout état de cause, d'éventuels pourparlers directs seraient longs, difficiles et émaillés de ruptures, mais c'est précisément là le premier avantage qu'y verrait le Kremlin. Car s'il n'est pas de solution miracle, la seule chose sur laquelle Moscou puisse vraiment tabler est le temps – le temps qui permettrait d'ouvrir les dossiers, de cerner les arguments et de dépassionner la discussion en contraignant chacun à savoir plaider publiquement sa cause. Et

tant qu'on parle, le bruit des armes, à défaut de s'éteindre, s'assourdit.

Deuxième avantage de pourparlers directs : Arméniens et Azéris ne pourraient alors plus accuser à l'unisson Moscou de tous leurs maux présents. Une fois examinée l'histoire et fixées les responsabilités (elles sont grandes) tant de la Russie impériale que de l'Union soviétique, resterait en effet à définir les moyens d'un compromis. Or, dès lors qu'il serait conjointement proposé par l'Arménie et l'Azer-

baïdjan, non seulement le Kremlin n'aurait pas les moyens de s'y opposer, mais il n'y aurait non plus aucun intérêt puisque, vu de Moscou, le meilleur statut du Haut-Karabakh est celui qui permettrait de régler la crise.

En ce sens, M. Gorbatchev poursuit d'ailleurs à travers cette tentative un objectif beaucoup plus large, puisque la démarche qu'il propose au Caucase est celle qu'il aimerait généraliser à l'ensemble de l'Union. Confronté à l'irréversibilité de la montée des nationalismes au sein de l'URSS

et à l'obligation qui s'ensuit de totalement redéfinir les liens entre les républiques actuellement soviétiques, il souhaite en effet désamorcer les conflits en leur proposant la renégociation des traités d'union.

A terme – et à terme sans doute rapproché – cela signifie que certaines Républiques sortiraient de l'Union soviétique mais, que celles qui restent ce choix garderaient des liens économiques institutionnels avec l'URSS et que les autres pourraient redéfinir la nature de leur appartenance à un

futur Etat de type confédéral.

Cette démarche se cherche encore. Rien de très concret ne pourra être fait avant l'été au plus tôt, c'est-à-dire avant que les élections locales et parlementaires, que le régime présidentialiste n'ait institué et le rôle dirigeant du parti abrogé et que n'ait eu lieu, enfin, le congrès du parti.

Dès avant l'été, cette démarche peut en revanche se roder, et la crise caucasienne est à cet égard le meilleur des bancs d'essai, puisqu'elle permet de demander à deux Républiques d'user de leur souveraineté jusqu'à présent théorique et cela pour résoudre un problème de minorité. Car le plus redoutable dans la montée des nationalismes des peuples d'URSS n'est pas la radicale transformation à laquelle elle contraindrait l'Etat soviétique. Ce siècle, après tout, a déjà appris aux empires que la décolonisation n'était pas leur fin et aux colonies qu'elle avait aussi ses inconvénients. Il existe des formules de partage. Elles seront forcément diverses mais toutes se heurteront à deux difficultés fondamentales : la faiblesse (sauf dans les pays baltes) des forces politiques nationales, et les garanties à offrir aux minorités – arménienne d'Azerbaïdjan, russe de partout, abkhaze de Géorgie, etc.

Tout est à inventer et lundi tout a mal commencé puisque les députés d'Azerbaïdjan, au paroxysme des polémiques, ont quitté le Soviet suprême pendant qu'y intervenait le général Iazov, responsable, comme ministre de la Défense, de l'entrée, le mois dernier, des troupes soviétiques à Bakou.

BERNARD GUETTA

Dans ses Mémoires

M. Eltsine brosse un portrait peu flatteur de M. Gorbatchev

Les Mémoires de M. Boris Eltsine, l'enfant terrible de la perestroïka, ne sortent qu'au début d'avril dans plusieurs pays, mais les extraits qu'en publie le *Sunday Times* de Londres ont déjà de quoi donner le tournis à la nomenklatura soviétique, et à M. Gorbatchev lui-même.

Dans un premier chapitre, l'ancien premier secrétaire du parti à Moscou avait décrit les privilèges réservés aux dignitaires du régime d'une manière d'autant plus véridique qu'il en a largement profité lui-même, en tant que chef du parti à Moscou et membre suppléant du bureau politique, entre 1985 et 1987.

Dans un second, l'auteur raconte ses relations tumultueuses avec M. Gorbatchev pendant cette période. On y apprend qu'avant la session du comité central qui consacra sa chute, en octobre 1987, M. Eltsine avait déjà formulé des critiques au cours d'une réunion du bureau politique.

Mai lui en prit : « Gorbatchev suspendit la séance et sortit de la pièce. Pendant une demi-heure, le politburo garda le silence, ne sachant que faire. Quand il revint, il se lança dans une longue tirade contre moi. Le choix de ses mots était presque hystérique (...) Il parla pendant quarante minutes, presque dans un langage de charlatan, et pratiquement sans aborder le fond de mes remarques. »

On croyait pourtant que c'est

grâce au secrétaire général que le disgracié avait pu s'exprimer au dernier jour de la conférence du parti, pendant l'été 1988, dans un discours qui donna lieu à une mémorable passe d'armes avec M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs. En fait, M. Eltsine révèle qu'il dut prendre d'assaut la tribune et qu'on essaya, sous prétexte de consultation, de l'attirer dans un bureau d'où il ne serait pas ressorti. On finit par lui donner la parole, mais le geste fut en quelque sorte imposé.

Cela dit, c'est tout de même le secrétaire général qui, en 1987, offrit au disgracié un poste secondaire au gouvernement, alors que ce dernier s'attendait à être exilé comme ambassadeur dans un lointain pays. L'explication, selon lui, est simple : « Je

crois que si Gorbatchev n'avait pas eu Eltsine, il lui aurait fallu l'inventer (...) Il y a le conservateur Ligatchev, qui tient le rôle du vilain. Puis Eltsine, l'enfant terrible, le radical farfelu. Enfin le héros sage et omniscient, Gorbatchev lui-même. »

Cette description est-elle toujours valable au moment où M. Eltsine, l'un des chefs du groupe interrégional des députés et le seul qui ait voté contre la plate-forme du parti au dernier plénum, a de fortes chances de se faire élire à la tête de la fédération de Russie lors des prochaines élections ? Si oui, elle a pour effet d'entraîner toujours plus sur sa gauche le centriste « sage et omniscient » qu'est le secrétaire général.

M. T.

RDA : trois kilomètres du mur ont été démolis à Berlin

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Une unité de pionniers des garde-frontière allemands a commencé dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 février à démanteler les installations sur la portion du mur qui va du Reichstag au point de contrôle Check Point Charlie en passant par la Porte Brandebourg et la Postdamerplatz : près de trois kilomètres au total, en plein cœur de ce qui sera peut-être bientôt une ville de Berlin réunifiée.

Dans un premier temps le mur sera remplacé par une simple clôture métallique. Les travaux prendront plusieurs semaines. Le chantier a été ouvert en présence de personnalités des deux parties de la ville dont le maire de Berlin-Ouest, M. Walter Momper, venu faire un tour à pied au milieu de la petite foule de Berlinois rassemblés tout autour de la Porte Brandebourg. L'atmosphère était joyeuse, sans avoir cependant cette intensité qu'on avait connue lors de l'ouverture des premiers points de passage ou de la Porte Brandebourg elle-même. On s'habitue à tout.

Aujourd'hui en RDA, la question n'est plus tant de savoir s'il y aura réunification, mais quand et comment. Tout de suite – et par intégration pure et simple à la RFA – comme le voulait le dernier accord de manifestations de Leipzig qui n'était plus qu'une cinquantaine de mille lundi soir ? Le pavé de la « ville héros », monopolisé à présent par les formations de droite, est devenu inhospitalier pour beaucoup de manifestants des premières heures. L'arrogance des dirigeants ouest-allemands à l'égard du premier ministre de l'Est, M. Hans Modrow, et des membres de son

gouvernement lors de sa visite la semaine dernière à Bonn a provoqué une réaction de sursaut. On prend conscience qu'une absorption pure et simple serait lourde de conséquences pour tout un chacun. Le chancelier Kohl, qui devait tenir mardi 20 février en fin d'après-midi un meeting à Erfurt, en RDA, devra en tenir compte. Commentant sa visite à la « table ronde », samedi, lundi comme chaque semaine à Berlin-Est, M. Modrow a indiqué que le résultat le plus important était que « désormais les gouvernements des deux Etats ont jeté les bases de l'unification de la

RDA et de la RFA dans un Etat fédéral ». Mais il a aussi affirmé que cette unification devait être réglée par un traité, que les citoyens de RDA « quelles que soient les fautes du passé » avaient des valeurs à défendre et que l'union économique et monétaire ne devait pas se faire au préjudice des épargnants, des retraités, des familles. Tout en regrettant que Bonn ait refusé l'aide immédiate de 1,5 milliard de deutschemarks, le premier ministre a indiqué qu'il n'était pas question de « mendier à genoux ». Ce discours a été défendu par la grande majorité

des partis représentés à la table ronde qui a par ailleurs décidé de montrer elle-même de quel bois elle se chauffait en demandant au gouvernement, contre l'avis des socialistes démocrates (ex-communistes) et des chrétiens-démocrates, de libérer avant les élections les prix des produits alimentaires. Elle a proposé de redistribuer les trente milliards de marks de subventions annuelles aux familles sous forme d'une allocation de 150 DM par mois en moyenne, par personne.

HENRI DE BRESSON

TÉMOIGNAGE

« La logique policière l'emportait souvent sur le bon sens et la raison politique »

nous déclare un ancien diplomate est-allemand

M. Armin Riecker, quarante-huit ans, a quitté le Parti communiste est-allemand le 1er décembre 1989. Depuis le mois d'août, il tenait de persuader ses camarades de tenir compte de la réalité et de s'engager dans la voie des réformes. La vague d'émigration avait commencé, et sa position de chef d'un service des affaires intérieures du district de Leipzig lui permettait de percevoir l'ampleur de la crise qui secouait son pays.

Au mois de septembre, avec sa famille, il avait passé deux semaines de vacances en Hongrie où il avait subi un choc : « Je me suis rendu compte, en voyant les citoyens de la RDA fuir par la frontière qui venait de s'ouvrir, que j'étais le serviteur d'un pouvoir rejeté par le peuple. Je ne voyais plus qu'une issue : que la RDA s'engage dans une réforme radicale du système socialiste, du type de celle que Gorbatchev essaie de mettre en œuvre en URSS. »

De retour à Leipzig, Armin Riecker vit en direct cette révolution tranquille qui, le 18 octobre, provoqua la chute d'Erich Honecker. L'accession vogue à la tête du parti et de l'Etat suscite, chez lui, l'espoir d'un renouveau : Armin, membre depuis vingt et un ans du parti, espère toujours que les idées auxquelles il a consacré sa vie ont quelques chances de survivre à la débâcle du stalinisme.

Seul un processus démocratique total

L'espoir sera de courte durée. Egon Krenz n'était en mesure que de faire des réformes. L'appareil stalinien, en revanche, ne désarmait pas et s'accroche à son pouvoir, à ses privilèges et à ses postes. Le 30 novembre, on procéda, dans les sections de Leipzig du SED, à l'élection d'un délégué au congrès extraordinaire du parti. Son programme de réformes est rejeté, et il en tire les conséquences : un parti stalinien du type du SED, en dépit de la bonne volonté et de l'honnêteté de dirigeants comme Gregor Gysi, est incapable de se réformer en profondeur.

L'accession de la décomposition du parti et de l'Etat, les risques de radicalisation des conflits politiques et sociaux amènent Armin Riecker à la conviction que seul un processus démocratique total, ne laissant aucune zone d'ombre sur le fonctionnement des rouages les plus secrets de l'ancien pouvoir, est de nature à garantir l'avenir d'une Allemagne sur la voie de l'unité.

Armin Riecker, avant d'être cadre de l'administration territoriale a servi pendant dix-neuf ans dans l'armée nationale populaire et l'influence de la Stasi dans les ambassades ont été supprimées. « Cela concerne au premier chef la France et les autres pays de la CEE, car cela n'a aucun sens de poursuivre des activités de renseignements dans une Communauté dont on sera bientôt l'un des membres. »

Ces fonctions l'amènent en 1975 à l'ambassade de RDA à Paris. Officiellement, il occupe le poste de premier secrétaire d'ambassade, mais, en fait, il est là en tant que commandant de l'armée nationale populaire, détournant les prévisions de la diplomatie française qui n'admet pas, en tant que puissance alliée de la seconde guerre mondiale, la présence d'un attaché militaire de la RDA à Paris.

« Décrire aujourd'hui certains mécanismes mis au service d'une politique de sécurité erronée n'est pas un acte de trahison, mais le devoir de quelqu'un qui estime de sa responsabilité d'éviter le retour de telles pratiques. A l'inverse d'un Schalk-Goldkowsky, qui, selon les bonnes vieilles méthodes livre ses informations aux services secrets de la RFA, j'ai choisi de m'adresser à l'opinion publique par l'intermédiaire de la presse. »

Il est important que deux aspects de cette période passée soient mis en lumière : la toute-puissance de la Sécurité d'Etat (Stasi), et les activités du parti échappant au contrôle démocratique. Cela ne veut pas seulement pour le territoire de la RDA où chaque jour amène sa moisson de scandales, mais tout autant pour les activités des missions diplomatiques à l'étranger, qui ont été jusqu'à présent épargnées par la critique démocratique. Je ne suis pas pour une chasse à l'homme, mais pour la destruction des structures dont j'ai fait partie lors de mon séjour parisien. »

Armin Riecker a pu constater comment des postes diplomatiques étaient réservés à des personnages de la Stasi, plus ou moins compétents. « Lorsque, par exemple un ministre plénipotentiaire et vrai diplomate comme M. Günter Buring, numéro deux de l'ambassade à la fin des années 70, se refusait à exécuter les ordres du chef de la Stasi à l'ambassade Waldemar Ziemer, pourtant en principe son supérieur hiérarchique, le conflit aboutissait au départ prématuré de M. Buring. La logique policière l'emportait la plupart du temps sur le bon sens et la raison politique. »

Cette domination de l'appareil de sécurité doit cesser, estime Armin Riecker. Il souhaite que le ministre est-allemand des affaires étrangères,

M. Oskar Fischer, l'un des rares survivants de l'ancien gouvernement fasse une déclaration solennelle annonçant que les structures et l'influence de la Stasi dans les ambassades ont été supprimées. « Cela concerne au premier chef la France et les autres pays de la CEE, car cela n'a aucun sens de poursuivre des activités de renseignements dans une Communauté dont on sera bientôt l'un des membres. »

De l'argent pour le PCF

Cette lenteur dans la mise au grand jour des tares du système déchu concerne également les activités extérieures du parti communiste SED. Le 5 février dernier, l'organe central du parti, *Neues Deutschland*, publiait pour la première fois les comptes de l'organisation. Un poste de dépense a particulièrement attiré l'attention d'Armin Riecker. Il s'intitule « aide solidaire aux mouvements progressistes du monde entier » et son montant s'élève à plus des trois quarts des dépenses en devises fortes du SED. Une somme considérable à laquelle s'ajoute les importations de publications communistes étrangères, en fait des subventions déguisées à ces organes qui s'élèvent à 10,8 % des dépenses totales.

Armin Riecker pense qu'il serait « nécessaire de connaître dans le détail les bénéficiaires de ces aides ». Au cours de son séjour à Paris, il a pu en effet constater que cette « aide solidaire » n'était pas seulement destinée à soutenir le combat de mouvements révolutionnaires clandestins ou sans moyens, mais servait aussi à financer des partis ayant pignon sur rue, comme le Parti communiste français.

« En parlant de cela, je ne veux dans aucun cas faire offense aux militants communistes sincères que j'ai connus en France. J'ai autant d'estime pour eux que pour ceux qui ont combattu dans la Résistance contre l'occupant nazi. Mais, aujourd'hui cela n'a plus aucun sens de poursuivre ces pratiques conspiratrices dans les relations entre partis. C'est pourquoi je regrette d'avoir, au début de l'année 1979, apporté une mallette bourrée d'argent à la secrétaire de Gaston Plissonnier, la « camarade Ghislaine ». Pendant qu'elle faisait compter les coupures par un autre camarade, je m'entretenais de la situation politique en France avec Gaston Plissonnier. »

Sur le moment, j'étais fier d'accomplir une telle

tâche au nom du parti : aujourd'hui j'en ai honte. J'attends de Georges Marchais qu'il dise lui aussi aujourd'hui qu'il a honte d'avoir été un bon ami d'Erich Honecker, d'avoir passé d'agréables vacances dans les demeures luxueuses de la nomenklatura de la RDA, et d'être le secrétaire général d'un parti qui a accepté de l'argent, durement gagné par le peuple de la RDA, ou obtenu par des moyens douteux. »

Il s'est avéré en effet, que les devises généralement distribuées aux « mouvements amis » provenaient d'entreprises propriétés du parti, comme par exemple « Genex », une société commerciale par l'intermédiaire de laquelle des étrangers ou les possesseurs est-allemands de devises pouvaient acquérir des biens introuvables dans le pays. Ainsi, des Allemands de l'Ouest pouvaient faire cadeau d'une automobile à leur famille en RDA et financer, sans s'en douter les activités internationales du SED.

Les liens entre quelques dirigeants du PCF et des communistes allemands comme Hermann Axen doivent leur solidité au combat commun dans la Résistance sur le sol français. D'autres ont fait connaissance pendant la guerre d'Espagne. « A cette époque, et plus tard pendant la guerre froide, ces méthodes avaient leur justification. Qu'elles se soient perpétuées pour assurer la préservation d'un appareil stalinien me paraît profondément immoral. »

Armin Riecker aurait pu se taire et faire comme tant de ses compatriotes, tenter sa chance à l'Ouest. Mais, dit-il, « d'une manière ou d'une autre la vie ne sera pas facile. Les uns me traitaient de traître, les autres voient en moi un coupable du régime précédent. Je resterai à Leipzig pour tenter de participer à la reconstruction démocratique de mon pays réuni. J'occuperai la place que me confieront les nouvelles instances démocratiquement désignées lors des prochaines élections. »

Il a l'intention d'exposer son point de vue et ses vérités à l'opinion publique dans son pays, malgré sa première expérience décevante. Il s'agit en effet adressé à un de ces « comités de citoyens » qui ont fleuri pendant la révolution de novembre, et qui était chargé d'enquêter sur les activités des forces de sécurité intérieure. Or quelques semaines plus tard, il s'avéra que le président de ce comité de citoyens était au service de la Stasi.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

150

AMÉRIQUES

Cuba, « dernière tranchée » du socialisme

Suite de la première page

Le savon, l'aspirine, le beurre? Tout comme les soutiens-gorge ou les chaussettes, « se soude l'île » n'y en a plus. « Même le sucre est rationné, tout va à l'exportation », s'exclame une femme, avant d'ajouter avec d'autant plus de conviction qu'elle devient vite le point de mire dans la queue qui s'allonge: « On s'en sortira cette fois encore, le gouvernement l'a dit: deux autres cargos sont attendus avec 100 000 tonnes de blé le pain ne va pas manquer! Ce sont les Russes qui ont des problèmes, il paraît que là-bas il n'y a plus assez de wagons pour décharger nos produits quand les bateaux arrivent... » Mais demain, si ça s'aggrave? Génée, elle désigne simplement l'un des innombrables panneaux qui, en lettres géantes, proclament à travers la ville: « Le socialisme ou la mort ». Une façon radicale d'anticiper toutes les questions, d'éluder toutes les réponses. Dernier cri de ralliement d'un régime crispé à la barre, dans le grand naufrage du camp socialiste, et qui attend que la tempête se calme pour colmater les voies d'eau.

Pour l'instant, en ce mois de février, l'île la plus militarisée du monde est sur le pied de guerre. Retrouvant les accents passionnés et les formules un peu vertes de ses discours-fleuves des années 60, le commandant en chef Fidel Castro a pris la parole à deux reprises en une semaine pour réaffirmer que « le destin du mouvement révolutionnaire mondial se joue ici » et que Cuba « sera la dernière tranchée » de l'on se battra pour le socialisme et le tiers-monde. A chaque fois, il est des milliers à venir l'écouter, alourdi et grisonnant mais pourtant comme jamais ces « fils de p... de yankees » toujours prêts à envahir l'île, ces « Cucarachas », ces cafards dissidents, qui « craignent pour créer la cinquième colonne de l'impérialisme » ou même ces socialistes de l'Est qui, abandonnant toute pudeur, « démolissent les statues de Marx, Lénine, Engels, alors qu'il, nous, nous les construisons ». Ils racontent des heures pour voir « Fidel », quitte à s'évanouir parfois sous le soleil, à force de se déhancher au rythme de la salsa généralement dispensée par les haut-parleurs d'un gouvernement qui s'y entend comme nul autre pour orchestrer en spectacle de masse ses grandes manœuvres politiques. Et le marxisme d'une population résignée ou le « ramassage » systématique par les autobus d'entreprise et de quartier n'explique pas tout.

Pour l'anniversaire de José Martí, héros de la lutte contre le colonialisme, le 28 janvier dernier, le « commandante » avait appelé à lui les jeunes. Ces jeunes qui sont les premiers, y compris au sein des mouvements communistes, à réclamer ouverture et réformes. A l'Université notamment, parmi les classes d'élite de mathématiques ou de cybernétique, deux quatre élèves ont été arrêtés, le 5 janvier, et deux retenus à la « villa Marista », le QG de la police politique, pour avoir adressé aux autorités une plate-

forme critique dans laquelle ils évoquaient le culte de la personnalité du « leader maximo ». Des jeunes qui faisaient partie des « seguidores de Mella », les adeptes de Mella (du nom d'un des initiateurs communistes de l'autonomie universitaire), un des rares groupes connus. Mais il y en a d'autres dans une Université travaillée elle aussi par le vent de la perestroïka: en philosophie, les cours ne sont plus assurés depuis un mois car on ne sait plus comment enseigner la pensée marxiste-léniniste inspirée jusqu'ici de l'école soviétique, et les graffiti se multiplient. « Ni socialisme ni mort mais glasnost et vie! » disent un tract qui a circulé en face de lettres. Aussi, en dépit d'un impressionnant quadrillage policier, le pari de ce 28 janvier n'était-il pas gagné. Au cours de l'interminable procession de torches portées à bout de bras, une marée de manifestants, le front coiffé d'un bandeau (à l'iranienne?) a pourtant défilé en proclamant sa foi révolutionnaire. De ce bain de foule chaleureux, on dit que le gouvernement fut le premier surpris et que Fidel en sorti-ragailardi.

Fibre nationaliste

Le mot-clé de cet état de grâce Washington. Car en remettant au goût du jour la politique de la canonniers, George Bush a réveillé la fibre nationaliste, engourdie mais bien vivante chez chaque Cubain en dépit de trente ans de pesanteurs bureaucratiques et d'immobilisme politique. Surexploités sans doute, mais toujours chargés d'écouler, les gens de la Sierra Maestra et de la lutte de « barrios » contre la dictature de Batista ou la tentative de débarquement de la baie des Cochons en 1961, télescopés par la CIA, donnent une dimension héroïque à une vie de plus en plus érigée, à laquelle personne ne veut renoncer.

Et puis, émué mais encore — oh combien — puissant, le charisme du « Commandante » a fait le reste. Tel étudiant copiste, taire, exclu de l'Université pour propos subversifs, confiera dans le secret d'une maison amie, entre deux diatribes contre « ce régime mortel qui va à l'encontre de l'histoire. A la première apparition d'un chasseur américain à l'horizon du Malecon, je serais à mon poste de combat. Nous réglerons ensuite nos histoires entre Cubains... »

Entraîné depuis l'enfance dans des organisations paramilitaires à jouer « David contre Goliath », la foule s'est rendue trois jours de suite aux abords du bunker du bureau des intérêts américains pour un « sit in » anti-impérialiste auquel ne manquait ni slogan ni rumba. « Mieux », explique un diplomate occidental, au moment où dans le flot des analyses ne savaient plus qui finalement, de Moscou ou de Washington, était le plus dangereux, l'affaire de Panama a donné une bouffée

d'oxygène au régime en permettant de recentrer le débat. » En somme, tandis que la Maison Blanche se félicitait de ce que la révolution roumaine « cache » un peu les bavures de Panama, le gouvernement cubain, lui, n'était pas mécontent que Panama docile en quelques jours la découverte de l'Est. Encore que, si l'on en croit les commentaires

de ces consignes tonitruantes de « viser à la tête car les marines portent des gilets pare-balles! » qui ont circulé, le péril le plus imminent, c'est l'économie, qui dépend à 85% de l'Est, et se voit momentanément privée, depuis l'affaire de Panama, de son circuit le plus facile pour contourner l'embargo américain. Depuis trois ans, en raison d'achats massifs de

dette, n'est qu'un maigre palliatif. Déjà le COMECON a décidé de s'aligner sur les prix du marché mondial et de réviser ses statuts. Enfin, à plusieurs reprises ont été publiés à Moscou, des articles incitant ouvertement le gouvernement à laisser tomber le « boulet » cubain dont la dette à l'égard de l'URSS se chiffrait au minimum à 11 milliards de dollars.

Et du coup — ce qui n'est pas l'un des moindres paradoxes de La Havane — voilà les conseillers de l'Est promus maîtres à penser dans l'art du marketing et autres études de consommation: « Cette année, nous avons pleinement respecté les accords, affirme ainsi un expert soviétique, mais avec un peu de retard dans les livraisons. A présent, je ne sais pas, peut-être trouvera-t-on un régime spécial pour la dette cubaine? Nous attendons ce mois-ci une délégation de Moscou à haut niveau pour l'élaboration d'un nouveau plan. Le problème, c'est qu'il va bien falloir travailler ensemble. Nous avons évolué chacun en sens contraire. Plus exactement, eux n'ont pas bougé, leur problème c'est l'inefficacité. Nous, on décentralise, on pense en argent réel et vers l'horizon des années 2 000... » Quant aux rapports politiques, officiellement, depuis la visite de M. Gorbatchev en avril dernier, il n'y a aucun usage. « Tout ne nous plaît pas ici, dit encore cet expert soviétique. Mais pourquoi faudrait-il que les Cubains nous copient? Copier n'a jamais été un acte créatif, c'est plutôt mauvais en général... »

Faire la différence

Si tant est que l'association entre La Havane et Moscou ait été un mariage de raison, on assiste en ce moment, sous la retenue de la rhétorique unitaire, d'assez belles scènes de ménage. Non contents d'avoir interdit les « Nouvelles de Moscou » et « Spoutnik » la propagande officielle dénonce désormais la subversion « externe », et plus seulement américaine. Un journaliste de la radio Tchèque a été expulsé

pour avoir utilisé une comparaison malvenue avec la Roumanie; un autre, après un accrochage en voiture avec un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, a été proprement rossé par des « spassniks ». Une façon de montrer aux « frères de l'Est » qu'ils n'ont plus de régime de faveur?

Quoi qu'il en soit, les dirigeants cubains ont ostensiblement adopté un nouveau slogan, « faire la différence ». « C'est tout de même insensé, cette vision européenne du socialisme en jeu de dominos qui veut faire de Fidel le dernier des Mohicans! s'insurge Carlos Salsamendi, membre du comité central et surtout bras droit du vice-président Carlos Rafael Rodríguez, qui pressait justement pour être l'homme de Moscou. Le socialisme cubain, il s'est fait lui-même, il ne nous a pas été imposé. C'est pour cela que ce qui se passe en URSS peut nous toucher économiquement, mais ne met pas en cause l'existence même de notre système. Ici il y a eu une révolution anti-impérialiste, de plus nous sommes liés au tiers-monde et à l'Amérique latine. Et Fidel n'est pas Césaire! C'est un des derniers dirigeants vivants à avoir mené une lutte historique, c'est ça, la différence cubaine. Et Alfredo Guevara, qui fut le compagnon d'études de Castro avant de créer l'institut du cinéma puis de représenter Cuba à l'UNESCO, de conclure: « Dans le fond, il s'est passé ce qui devait se passer, à présent c'est catastrophique pour nous, mais c'est clair: il ne reste plus qu'à se défendre contre ce monde unipolaire qu'a dénoncé Fidel, soumis aux Etats-Unis. » Et, ajoute, s'agitant les bras, les Soviétiques, nous n'avons rien à voir avec eux! Heureusement dans le domaine de l'art nous avons toujours existé, nous qui sommes partenaires naturels ce sont les américains, dommage qu'ils ne veulent pas faire un geste... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Prochain article
Une jeunesse
en quête d'identité



narquois de la population, le feu sacré de la solidarité pour Noriega est vite retombé.

Il n'empêche, le ferment révolutionnaire a pris. D'autant mieux que les Etats-Unis ont donné plusieurs autres occasions en or au régime castriste de battre le rappel: le projet de former un bloc naval au large de la Colombie, accueilli par un tollé en Amérique latine, et l'envoi, le 23 janvier, à la base américaine de Guantanamo du cuirassé Wisconsin puis d'un navire de transport de troupes avaient été interprétés comme de nouveaux « préparatifs d'attaque ». Le 3 janvier, enfin, les tirs des gardes-côtes américains sur le cargo cubain *Hermann* en route pour le Mexique ont suscité une nouvelle flamme patriotique. Le cuisinier de bateau, analysé et le front coiffé du bandeau désormais rituel, a expliqué, sur l'éstrade à côté de Fidel lui-même, comment il s'était « saisi de sa machette et de son couteau de cuisine pour résister aux canons impérialistes ».

Enfin, dernière bataille, la guerre des ondes qui menace le ciel cubain. Les Etats-Unis qui abreuvent déjà abondamment Cuba de radios clandestines, dont la plus fameuse, Radio Martí, émet depuis quatre ans, ont un projet de télévision, télé-marti, qui devrait diffuser depuis un aérostat captif à 4 300 mètres d'altitude. Ce projet, chiffré d'après les Cubains à 40 millions de dollars, est une « ingérence grossière » à laquelle ils s'apprêtent à répondre en brouillant plus de deux mille cinq cents émetteurs à ondes moyennes en Floride. Au point que les Soviétiques, qui maintiennent toujours dans l'île une présence estimée à 2 000 hommes (dont un bataillon de 3 000 hommes et 2 000 techniciens du renseignement à la station d'écoutes de Lourdes, de source américaine) ont jugé l'affaire suffisamment sérieuse pour s'entretenir. Ils auraient fait savoir à Washington que le lancement de Télé-Martí porterait atteinte à la bonne entente actuelle, entre super-grands dans la région. Appel suivi d'effet? Les premiers essais, prévus pour janvier, ont été reportés à la mi-mars.

Pourtant, en dépit de cette effervescence anti-américaine, et

SPECIAL FLORIDE

VOL PARIS ORLANDO

AR 2.990F*

Vol affrétés par Jet'America auprès d'Air Charter, avec repas, rafraîchissements, écouteurs et projection de film gratuits.

SEJOUR A ORLANDO

3.700F*

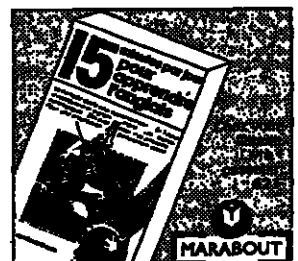
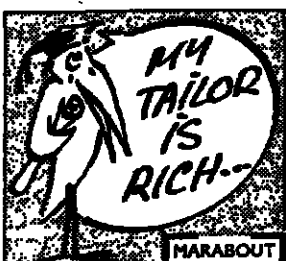
Séjour 9 jours/7 nuits avec transport aérien, 7 nuits à l'hôtel Quality Inn Plaza et location de voiture.

Jet'america

Renseignements : (1) 47.05.01.95



Catalogue disponible dans toutes les agences de voyages.



Publicité
Le Mans est à 55 minutes de Paris; Angers, à une heure et demi; Nantes, à deux heures; Rennes aussi; Brest, à quatre heures et quart; Quimper, à quatre heures vingt; D'ici peu, Tours sera à une heure de Paris, Bordeaux à moins de trois heures. Avec le TGV Atlantique, une merveille de technologie, étudiée pour que la vie à bord soit un rêve tout confort. Un train qui devrais se compter succès, tant il va faciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Atlantique se lance aujourd'hui vers la réussite, à 300 km/h. Le TGV Atlantique est avancé sur 482,4 km. Un train qui devrais se compter succès, tant il va faciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Atlantique se lance aujourd'hui vers la réussite, à 300 km/h. Le TGV Atlantique est avancé sur 482,4 km. Un train qui devrais se compter succès, tant il va faciliter vos déplacements, en toute sécurité. Décidé en septembre 1981, mis en travaux en mai 1984, présenté au Président de la République au printemps dernier, le TGV Atlantique se lance aujourd'hui vers la réussite, à 300 km/h. Le TGV Atlantique est avancé sur 482,4 km.

PARIS-RENNES 10 CROISIÈRES PAR JOUR.

Aujourd'hui le TGV Atlantique offre Rennes aux parisiens et Paris aux Rennais au rythme de 10 Croisières par jour. Le TGV Atlantique vous souhaite d'agréables Croisières à 300 km/h entre Paris, Rennes et sa Région.

**TGV ATLANTIQUE
LA CROISIÈRE A 300 KM/H**

SNCF
C'EST POSSIBLE!

ce train extraordinaire, demandez votre gare le guide des croisières. On a pensé à tout et avec des horaires adaptés, à la destination, au déplacement, au confort.

met à votre disposition, la souplesse d'utilisation qu'il vous en propose, et la qualité d'organisation qu'il vous assure sur place. En pratique, vous voyagez dans le TGV Atlantique avec votre billet et votre Resa 300. Un TGV où vous pourriez bien trouver le temps trop court! Treize gares s'enorgueillissent aujourd'hui d'accueillir le TGV Atlantique dans le triangle Paris-Le Croisic-Brest. On en compte trente et une fin 1990 avec l'inauguration de la deuxième branche du TGV Atlantique, sur l'axe Paris-Bordeaux; trente six en 1993, dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France, jusqu'à Toulouse et Hendaye. Car ces lignes sont en train de tisser un fantastique réseau de trains à très grande vitesse à travers la France du XXI^e siècle.

ASIE

JAPON : disposant à nouveau de la majorité absolue à la Chambre

Les conservateurs, au pouvoir depuis trente-cinq ans font preuve d'une étonnante capacité d'adaptation

Si l'on ajoute au nombre (275) des députés conservateurs élus le 18 février celui des indépendants (21) qui sont pour la plupart des transfuges du parti gouvernemental, le camp conservateur dispose à la Chambre basse de presque la même majorité absolue qu'à la veille des élections. Compte tenu des ralliements, le Parti libéral-démocrate (PLD) pouvait déjà compter, mardi 20 février, sur 286 députés.

TOKYO

de notre correspondant

Le monopole du pouvoir exercé par les conservateurs depuis trente-cinq ans n'est pas synonyme de monolithisme. C'est à son étonnante capacité à s'adapter aux changements que le PLD doit d'avoir conservé les rênes si longtemps. Cette souplesse tient paradoxalement à ce qu'il passe pour l'un de ses maux : le jeu des « factions » (*habatsu*), qui le dote en réalité de puissants moyens internes d'épuration et de renouvellement.

Alors que les clans du PSJ l'empêchent de formuler un programme cohérent susceptible de satisfaire l'électorat insaisissable, ceux du PLD sont parvenus comme la garantie de solutions de rechange plus souples qu'une alternance risquée en raison de l'expérience de l'opposition.

Il existe cinq grands clans au sein du PLD : par ordre d'importance, ceux de MM. Takeshita, Miyazawa, Abe, Nakasone et Komoto. Loin d'être de simples « clubs » ou des « courants », ce sont des entités fortement structurées, disposant d'une organisation permanente, de fonds propres, de locaux et de publications. Plus qu'un parti, le

PLD est une coalition de clans constitués autour de ses « barons ». « Archaisme » reflétant la progression au regroupement en clans des japonais ? Les liens d'appartenance et les effectifs des clans étaient plus fluctuants avant guerre. Ils se sont structurés avec ce qu'il est convenu d'appeler le « régime de 1955 », qui présente deux caractéristiques : un parti dominant confronté à une opposition constituée, au départ, d'un PSI puissant (le PCJ était alors quasi-inexistant), puis, à la suite de l'apparition de formations centristes (sociaux-démocrates et bouddhistes), de quatre partis cantonnés strictement dans l'opposition ; ensuite une forte imbrication du parti au pouvoir, de la bureaucratie et du monde des affaires.

Le « régime de 1955 » est né d'une réaction des conservateurs, alors divisés en deux partis rivaux, destinée à contrer une progression du camp socialiste qui disposait d'une minorité de blocage au Parlement. Le but était d'éviter d'affaiblir le camp conservateur par des rivalités pour le pouvoir en offrant à celles-ci une arène, hors du Parlement, où pourraient jouer les ambitions sans risquer l'instabilité gouvernementale.

Jeu feutré des arbitrages

Depuis, le véritable pluralisme est resté au champ clos des arbitrages entre clans. Leurs rapports de force déterminent une alliance majoritaire et une opposition. Quelle que soit l'appréhension, une règle tacite veut que jamais la minorité ne cherche un appui à l'extérieur de la « famille ». En échange de sa fidélité, elle ne sera pas exclue du pouvoir : tous les clans, selon leur importance, reçoivent des porte-

feuilles. Des remaniements périodiques du cabinet assurent la rotation des charges. Mécanisme de régulation, les clans décident la nomination du président du PLD, qui deviendra, *ipso facto*, premier ministre, étant donné la majorité conservatrice au Parlement.

Une démocratie de clientèle

En raison de la crise politique de l'année dernière, les « barons » du PLD avaient exceptionnellement choisi un premier ministre, M. Kaifu, qui n'était pas l'un des leurs et appartenait en outre à un clan mineur. C'est là l'origine de la faiblesse de l'actuel premier ministre. Lui ayant accordé un sursis, les « barons » décideront avant la fin du mois la composition de son second cabinet.

En trente-cinq ans de pouvoir, le PLD est devenu une organisation plus complexe et différenciée qu'une simple coalition de clans : une puissante machine de pouvoir qui contrôle de larges secteurs de l'économie, notamment à travers un usage sans scrupule des commandes publiques.

Les clans sont à l'origine des « lobbies » constitués autour d'« intérêts spéciaux », administrations ou entreprises para-publiques ayant le maximum de fonds d'État. Chaque clan a ses réseaux, qui contrôlent les « *zoku gin* » (les « députés de la famille » du ministre concerné ou de telle entreprise publique). Les *zoku* sont la cheville ouvrière de la collusion entre politiciens, bureaucrates et milieux d'affaires ; ces lobbies ajustent les intérêts », dit-on. En d'autres termes, ils déterminent la politique.

Alors qu'un tel système pourrait conduire à l'asservissement de l'État aux intérêts privés et à sa paralysie, la rivalité des factions et

le jeu de contre-poids qu'elle suppose à maintenu un caractère pluraliste à la prise de décision. Le PLD est un « parti omnibus » tant il rassemble d'opinions diverses (d'une droite nostalgique jusqu'aux tiers-mondistes). Mais le système des clans empêche les courants idéologiques de s'organiser.

L'idéologie n'est jamais aux commandes, mais aucune option n'est exclue car, chacun en est convaincu, c'est le pragmatisme qui permet de conserver le pouvoir. L'après de la rivalité entre clans assure une souplesse au jeu du pouvoir qui a conféré aux conservateurs le monopole du réalisme, leur permettant notamment cette habile alternance entre des politiques d'expansion forcée et de concessions des qu'ils se sentaient menacés par une poussée de mécontentement. Ce qui explique que, lorsqu'une crise menace, il existe toujours une solution de rechange par le remplacement à la tête du gouvernement d'un « baron » par un autre sans compromettre la continuité du pouvoir.

Pour effacer qu'il soit, ce système présente des aspects négatifs : le choix du premier ministre est moins fonction de qualités personnelles d'homme d'État que de sa force au sein du parti ; les sommes énormes qu'exige la course au pouvoir accentuent la corruption ; enfin, les électeurs sont appelés à voter moins en fonction de convictions politiques que d'appartenance à des clientèles.

Il faudra cependant du temps pour que change cette « démocratie de clientèles » si rodée et enracinée dans les moeurs : ses avantages en terme de stabilité politique et d'efficacité équilibrée ses travers aux yeux d'un électoralat dont les dernières élections démontrent une nouvelle fois qu'il est pragmatique.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

LIBAN : trêve fragile

La population du réduit chrétien vit dans l'angoisse du lendemain

BEYROUTH

de notre correspondant

Malgré la trêve fragile, maintenue depuis trois jours, et l'annonce par le comité de médiation de l'acceptation par les deux protagonistes de son plan de paix en six points, la population du réduit chrétien vit dans l'angoisse du lendemain.

La bataille d'Achrafieh aura-t-elle lieu ? L'incertitude, la question est sur toutes les lèvres. En principe, malgré la lueur à mort qui les oppose, le général Aoun et M. Geagea ne peuvent refuser un armistice qui prendrait la forme d'un accord de paix, même s'il ne s'agit que d'une pause un peu plus longue. Le général parce qu'il a constaté que la milice du FL n'était pas si facile à réduire et parce qu'il doit commencer à s'inquiéter de la montée du ton « interventionniste » des averses proférées par le gouvernement « légal » et par les pro-syriens de Beyrouth-Ouest. M. Geagea parce que sa milice est épuisée et que l'intervention extérieure contre le général Aoun se fait attendre.

Tous deux enfin parce qu'ils ont perdu beaucoup d'hommes et de matériel (90 hommes tués selon l'armée - près du double en réalité - et 120 morts du côté des milices). Le bilan total des victimes s'est brusquement élevé de 600 à 764 morts et de 2.200 à plus de 2.500 blessés. Ces chiffres macabres viennent de s'alourdir avec la

mort de 19 vieillards foudroyés par les obus dans leur asile d'Ain-Rammaneh.

Le comité de médiation espère surprendre tout le monde en instituant une paix stable, dont la clé de voûte serait le « comité supérieur de référence politique » où le général Aoun et M. Geagea siègeraient côte à côte, avec d'autres éléments modérés. Tous deux ont admis le principe de ce comité mais donnent à leur agrément une signification différente. Pour le général Aoun, il s'agit d'obtenir la disparition de la milice FL en tant que force armée, ce que M. Geagea refuse évidemment.

LUCIEN GEORGE

Deux Casques bleus tués dans un bombardement

Deux soldats népalais de la Force interarmées des Nations unies au Liban (FINUL) ont été tués et six blessés dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 février au Liban sud par des obus tirés d'une région sous contrôle israélien, a annoncé mardi le porte-parole de cette force.

Selon M. Timor Goksel, un obus de 120 mm a touché de plein fût une position du contingent népalais de la FINUL, et 15 autres ont explosé tout autour, dans le secteur occidental de la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël, dans un hameau à 17 km au nord de Tyr.

IRAK

Amnesty International s'inquiète de « disparitions »

Amnesty International s'est déclarée, lundi 19 février, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, « profondément inquiète » du sort de centaines de personnes revenues en Irak après les amnisties prononcées par Bagdad à la suite du cessez-le-feu conclu avec l'Iéran en juillet 1988.

L'organisation a ainsi reçu des « rapports » concernant des arrestations et même des « disparitions » de personnes qui auraient dû bénéficier de ces amnisties, parmi lesquelles des Kurdes et des chrétiens assyriens.

Le régime du président Saddam Hussein est, d'autre part, dénoncé par une organisation américaine de

défense des droits de l'homme, Middle East Watch, qui le qualifie de l'un des « plus brutaux et répressifs » à l'heure actuelle.

Faisant le bilan de plus de vingt ans de pouvoir du parti Baas, un rapport de ce groupe - branche de l'organisation privée Human Rights Watch - qualifie l'Irak d'« État policier bien organisé » qui a supprimé « la plus petite expression de dissension » dans le pays.

En ce qui concerne la minorité kurde, le rapport estime que le gouvernement irakien « a entrepris à l'heure actuelle des programmes de réengagement d'une telle proportion qu'ils menacent l'identité ethnique et la survie culturelle kurde ».

(AFP)

SYRIE

L'économie a souffert de la rétention des eaux de l'Euphrate par la Turquie

L'interruption par la Turquie du cours de l'Euphrate, le 13 janvier dernier, pour un mois, a eu pour la Syrie des retombées économiques négatives et a provoqué dans le pays une certaine inquiétude politique. Prise unilatéralement par la Turquie pour accélérer le remplissage du lac de retenue du barrage Atatürk, pièce maîtresse du projet d'irrigation du sud-est anatolien, cette mesure devait prendre fin lundi dans la soirée.

Cette rétention des eaux « a contraint » la Syrie à « ajourner la production hydroélectrique au barrage de Tabqa », ou barrage de l'Euphrate, dans le nord du pays, a déclaré à l'AFP un responsable du ministère syrien de l'Irrigation. De 800 mégawatts de puissance, ce barrage qui, avec ses huit turbines, couvrait 60 % des besoins électriques de la Syrie, ne fonctionnait

plus qu'avec une turbine et ne fournissait que 2 % de la capacité de production, pendant les quatre heures par jour de sa mise en marche.

Cette coupure du courant a causé de « grands dommages » aux industries consommatrices d'électricité, notamment la raffinerie de pétrole de Homs, les usines textiles à Damas, Alep et Homs, et les productions d'engrais chimiques à Homs.

Côté agriculture, la rétention des eaux a provoqué de « sérieux dégâts », selon la source du ministère de l'Irrigation, notamment sur les cultures d'hiver en amont du barrage de l'Euphrate. Les surfaces irriguées ont été réduites, et il est encore tôt pour évaluer les conséquences sur les cultures de blé, de coton, de betterave à sucre, de fourrages, ainsi que sur l'élevage des animaux de boucherie. (AFP)

CHINE : l'agitation s'étend aux frontières

Pékin s'inquiète des troubles ethniques

Le chef du gouvernement chinois, M. Li Peng, a annoncé une révision de la politique d'aide aux populations les plus déshéritées de Chine, et en priorité les régions peuplées de minorités ethniques. Cette mesure est destinée à contrer la résurgence, à peine dissimulée par Pékin, du mécontentement de ces peuples à l'encontre du pouvoir central au moment où l'agitation s'étend à plusieurs régions jouxtant la Chine occidentale.

PÉKIN

de notre correspondant

Après l'Asie centrale soviétique et le Cachemire contesté entre l'Inde et le Pakistan, c'est à présent au Népal, autre pays voisin, que la Chine voit resurgir le risque d'un débordement menaçant ses marges.

La presse n'a que très timidement fait état des émeutes de Katmandou et continue d'observer un silence quasi total sur l'agitation en Asie centrale soviétique. Cependant, pour le cas du Cachemire, région d'une importance stratégique cruciale en raison de l'accès à l'océan indien qu'y fournit le Pakistan à la Chine, Pékin est sorti de sa réserve à la première sollicitation d'Islamabad.

Après la visite-surprise d'un envoyé spécial de M. Benazir Bhutto à Pékin la semaine dernière, le ministre chinois de la Défense, le général Qin Jiwei, s'est envolé lundi 19 février pour Islamabad à la tête d'une délégation militaire en « visite de bonne volonté ». Ce déplacement est clairement destiné à faire comprendre à New-Delhi que la normalisation sino-indienne a ses limites dès lors que le contentieux frontalier dans cette région peut resurgir à la faveur des troubles ethniques.

L'annonce d'une redistribution de l'assistance économique figure dans un discours prononcé par M. Li le 15 février, lors d'une conférence sur les relations avec les minorités ethniques dont la presse vient seulement de publier des extraits détaillés. Le premier ministre y manie la carotte et le bâton à l'égard des minorités tentées par

l'agitation séparatiste. Il note ainsi, d'une part, que les problèmes ethniques sont, dans le monde, « relativement communs, complexes et délicats » et qu'il convient, pour la Chine, de les traiter comme des questions « relevant des contradictions au sein du peuple » ; ce qui sous-entend qu'il faut les résoudre par la manière douce tant que l'autorité centrale n'est pas mise en cause.

Mais, d'autre part, M. Li lance également un vigoureux appel à « éradiquer toute activité séparatiste tant qu'elle se trouve encore au stade embryonnaire », dénonçant au passage « l'impérialisme » dont les tentatives de déstabilisation à l'encontre des régions de minorités nationales chinoises sont promises à « la déconquête », comme par le passé.

Le dalaï-lama critiqué

Le premier ministre ne mentionne aucun cas particulier, mais on relève que cette conférence annuelle des organes d'État chargés des relations avec les minorités nationales précède de peu le nouvel an traditionnel tibétain, début mars, qui marque le premier anniversaire de l'instauration de la loi martiale à Lhassa à la suite de troubles répétés.

La revue *Beijing Informations*, destinée au monde extérieur, a vivement critiqué, dans sa dernière livraison, les propos tenus par le dalaï-lama depuis que le chef spirituel tibétain a reçu le prix Nobel de la paix à la fin de 1989 et offert à Pékin de négocier une solution politique au Tibet sur la base d'une semi-indépendance de fait.

M. Li Peng a reconnu dans son discours que les Chinois de souche (les Hans) ont une « responsabilité particulière » - c'est-à-dire un intérêt stratégique - dans le développement économique de ces régions, celles-ci représentant « la plupart » des zones où sévit encore la pauvreté absolue en Chine. Les cinquante-cinq minorités nationales officiellement répertoriées en Chine représentent 80 millions de personnes, soit 14 % de la population, mais occupent des territoires équivalant à 64 % de la superficie totale du pays.

FRANCIS DERON

Un témoignage sur la situation en Afghanistan

A Kaboul, un régime sous perfusion

Stéphane Thiollier, qui vient de passer deux semaines à Kaboul, a rapporté le témoignage suivant.

Après le départ des Soviétiques, la ronde des avions transportant leur aide militaire et alimentaire a vraiment commencé. Le père Panegati, qui réside à Kaboul depuis vingt-cinq ans, les a comptés un jour : « J'habite à côté de l'aéroport. J'emmenais mon carnet dans le jardin, la cuisine et même à la chapelle... comme un écolier. Je notais chaque atterrissage, ce jour-là il y en a eu deux cents ». Ce qu'ils apportent ? « De la farine, dit-il. Une farine détrement, escorée, d'ailleurs. Un tank devant, un tank derrière, cette farine mesure 13 mètres de long et 50 centimètres de diamètre... »

Bien sûr, il y a aussi de la « vraie farine » et du pétrole. A Kaboul, le bois est très rare, les arbres ont été coupés dans les jardins. L'aide soviétique est estimée à 7 millions de dollars par jour, soit environ 300 millions de dollars par mois (un missile Scud coûte près de 1 million de dollars). La « perfusion » ne rend pourtant pas le régime plus populaire. La population ne s'agitote pas sur le sort d'un « malade » qui a les moyens de s'entourer d'un nombre incalculable d'aide-soignants et qui ne se soucie pas du sort des gens.

A Kaboul, pour vivre, il faut avoir des enfants, et des enfants mâles : à partir de quatorze ans, ils peuvent déjà rapporter de l'argent à leur famille. Un jeune « pionnier de métier » peut gagner 8 000 afghanis. Avec, en prime, des stages payés de formation para-militaire au sein de l'organisation de la jeunesse qu'il faut suivre si l'on ne veut pas être renvoyés du lycée.

Les militaires et les cadres du parti ont les salaires les plus élevés. Le service militaire est divisé en deux périodes espacées de deux ans : la première de trois ou quatre ans, la deuxième de six ans, soit un total de cinq ou six ans d'armée. A la suite de quoi, chaque Afghan déclaré physiquement apte, doit suivre une formation militaire annuelle de quinze jours. Le salaire des appelés est misérable.

Tout est cher, et toujours en quantité insuffisante. Avec leurs carnets et leurs coupons, des

femmes sous leur tchadri (voile afghan) attendent dès 7 heures du matin. A midi, elles repartent dégoûtées, sans pétrole. Une fois de plus elles n'auront rien pour chauffer leurs maisons de torchis. Elles secouent les gens du parti et les militaires de se servir toujours le premier. Certaines d'entre-elles font la queue pendant trois jours, pour rien. C'est la même chose pour le pain : des files d'attente interminables et souvent rien au bout, sinon, le recours au marché noir à des prix cinq fois plus élevés.

« Les foulards sont rouges »

Le Père Panegati a vécu sous l'Italie fasciste, et ce qu'il voit aujourd'hui lui rappelle des souvenirs : « Nous avions besoin d'un carnet fasciste pour aller à l'école, de coupons du parti pour manger, il fallait porter le foulard noir même si nos convictions étaient différentes, il fallait bien vivre... A Kaboul, aujourd'hui, les foulards sont rouges... »

On connaît les privilèges : à Micro-Rayon, cité HLM de Kaboul, il n'y a de l'électricité et du chauffage toute la semaine, quand dans un immeuble, un appartement est occupé par un cadre du parti. Sinon... c'est un jour sur deux, ou sur trois. Ceux qui n'ont pas accepté de jouer le jeu du régime en paient le prix. Le docteur Rahimi, professeur, neurochirurgien, qui parle parfaitement le français, donne ses consultations à la lumière d'une bougie, chez lui, lorsqu'il n'est pas à l'hôpital. On l'appelle Mawlanâ, le Bien-aimé. Il a décidé de rester parce qu'à Kaboul, il pouvait être utile à son peuple.

La réconciliation nationale promise par le régime se fait à coups d'affichage, d'armes et de munitions. Les gens savent que les requêtes ne sont pas seulement tirées par les moudjahiddine, mais souvent par le gouvernement lui-même, pour discréditer la résistance. Celle-ci n'a rien à offrir à la population avide de paix, sinon la justice de son combat. Au Bazar, on parle de Nemlashi théâtre lorsqu'on voit le président Najibullah faire sa prière à la télévision. « Nous voulons la paix », disent les gens.

STÉPHANE THIOILLIER

INTERO
MÉRIS
DEJA 30 000
EMPLAQUES
40 F
L'AMOUR DURABLE : un dynamisme, un antagonisme, le déploiement d'une histoire.
95 F
Desclée de Brouwer

سكول في الدار البيضاء

السلامة العامة

PROFITEZ-VOUS DE L'ORIENT

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

Association de la culture chrétienne
dans l'islam

DIPLOMATIE

Le président de la République au Pakistan

Le désir d'Islamabad d'acheter une centrale nucléaire domine la visite de M. Mitterrand

M. Mitterrand, qui était arrivé lundi soir 19 février à Islamabad, s'est adressé mardi matin au Parlement pakistanais. Mercredi le président de la République se rend à Lahore, après quoi il donnera une conférence de presse au cours de laquelle il devrait annoncer sa décision concernant l'éventuelle livraison d'une centrale nucléaire réclamée par les Pakistanais. Jeudi matin M. Mitterrand quittera le Pakistan pour le Bangladesh.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

Les Pakistanais sont impatients à l'égard de la France et il suffisait lundi de parcourir leur presse pour s'en rendre compte. La plupart des quotidiens ne relevaient l'aspect « historique » de la visite d'Etat de M. Mitterrand que pour mieux insister sur la nécessité pour Paris de « réparer » enfin l'affront fait en 1978 lorsque fut dénoncé l'accord portant sur la livraison d'une centrale nucléaire.

Un autre grief est aussi mentionné, mais c'est avec infiniment moins de conviction : la réouverture de la mission diplomatique française à Kaboul. Non, décidément, la grande affaire reste cette centrale nucléaire et on ne parvient pas à penser que M. Mitterrand se soit aventuré ici sans avoir quelque solution à l'esprit, tant un « non » catégorique éconnerait encore des relations déjà complexes.

Lundi, au cours du dîner qu'offrait en son honneur le président Ghulam Ishaq Khan, M. Mitterrand n'a cependant rien laissé paraître de ses intentions. Il s'est contenté de laisser la porte ouverte à toutes les hypothèses, affirmant seulement qu'il s'appli-

quait à donner « un élan nouveau (...) à la coopération économique, technique et culturelle ». La formule certes n'exclut rien, mais n'annonce rien de précis non plus. Le président de la République, il est vrai, n'était à Islamabad que depuis deux heures à peine et n'avait eu qu'une quinzaine de minutes d'entretien avec son homologue pakistanais.

Les choses ont dû avancer davantage mardi matin au cours de l'entretien que M. Mitterrand a eu avec Mme Benazir Bhutto, mais rien en tout état de cause ne devrait être connu avant la conférence de presse commune prévue pour mercredi après-midi. Même si M. Mitterrand est prêt à donner satisfaction partiellement aux Pakistanais, il est probable qu'il en réservera le bénéfice à Mme Bhutto et non pas au président Khan, qui ne porte pas spécialement cette dernière dans son cœur et qui ne fait rien pour lui faciliter la tâche.

Fion artistique sur le Cachemire

M. Mitterrand est également resté dans un flou artistique sur plusieurs autres sujets particulièrement importants pour les Pakistanais. C'est ainsi que le président Khan a longuement insisté dans son discours sur la situation au Cachemire, « dont la population se voit refuser par l'Inde son droit à l'autodétermination ». Le chef de l'Etat s'est contenté de rappeler à ce sujet que la France « entretient des relations étroites tant avec l'Inde qu'avec le Pakistan » et que « nous soutenons naturellement que ces deux pays amis puissent surmonter cette épreuve ». Une épreuve qui n'est cependant pas près de s'achever, comme l'indique la décision indienne, intervenue lundi également, de dissoudre l'Assemblée du Cachemire, sans fixer pour autant une date pour de nouvelles élections.

Sans faire allusion à la réouverture de la mission française à Kaboul, le président Khan n'a pas non plus mâché ses mots à propos de l'Afghanistan : après s'être félicité des positions anciennes de la France il a affirmé : « si l'intervention (soviétique) était illégale et immorale, ses créatures et ses conséquences ne sont pas différentes ». Et d'insister une fois de plus sur le poids que constituent pour le Pakistan les trois millions de réfugiés afghans. M. Mitterrand ne pouvait qu'abonder dans son sens et souhaiter « l'avènement d'un Afghanistan réellement indépendant et non aligné ».

Si l'hôte de M. Mitterrand a évité toute référence directe à l'affaire de la centrale nucléaire, il n'en a pas moins multiplié les allusions au chapitre de l'aide au tiers-monde, qui risque, selon lui, de pâtir des bouleversements de l'Europe de l'Est. Sa condamnation « des obstacles aux transferts de technologie » ainsi que son espoir de voir les relations franco-pakistantaises « atteindre une ère qualitativement nouvelle de compréhension et de coopération » étaient clairs pour tous.

Il n'en demeure pas moins que sa faiblesse politique est prise en compte par les experts français : que valent, se demandent certains, les assurances de non-détournement à des fins militaires d'une centrale nucléaire, quand elles viennent d'un gouvernement menacé aussi bien par les militaires que par les forces les plus conservatrices et nationalistes ? Les Chinois, qui viennent de promettre deux centrales au Pakistan et dont le ministre de la Défense est en ce moment à Islamabad (voir page 6, l'article de notre correspondant à Pékin), n'ont pas les mêmes scrupules. La France non plus d'ailleurs, lorsqu'il s'agit de promouvoir deux centrales à l'Inde.

JACQUES AMALRIC

Le sommet Moubarak-Kadhafi Tourisme à l'honneur

LE CAIRE

de notre correspondant

Le colonel Mouammar Kadhafi a quitté l'Egypte, lundi 19 février, à l'issue d'une visite de 24 heures qui a pris l'allure d'un voyage touristique que d'un sommet purement politique.

Après la prise de contact de Casablanca en mai dernier, puis le rapprochement prudent de M. Mitterrand en octobre, le président Hosni Moubarak et le colonel Kadhafi en sont venus aux relations amicales, le rais faisant les honneurs de la maison et tenant compte de tous les petits détails dont le numéro un libyen est si friand.

Dès la descente d'avion du colonel — en costume bédouin —, le ton était donné : au lieu de l'accueil protocolaire, il a eu droit à une fête folklorique. Le président Moubarak lui a ensuite fait visiter le haut barrage d'Assouan, cet ouvrage gigantesque construit en coopération avec l'Union soviétique.

Le soir, après des entretiens

politiques, M. Moubarak s'est rendu à l'hôtel Old Cataract, où le colonel avait planté sa grande tente bédouine. La présidence avait d'ailleurs dû intervenir pour régler le problème de cette tente, la direction de l'hôtel ayant, dans un premier temps, refusé que la résidence bédouine, venue de Tripoli par avion spécial et qui accompagnait Mouammar Kadhafi dans ses déplacements, soit dressée sur la pelouse. La journée du lendemain a essentiellement été consacrée à un survol du Sinaï, jusqu'à l'enceinte de Tabas, à la frontière d'Israël.

Au plan politique, les deux dirigeants sont convenus de se rencontrer dorénavant tous les deux mois. Les contacts ministériels doivent avoir lieu à un rythme encore plus fréquent pour, notamment, renforcer les liens économiques et commerciaux entre les deux pays. Toutefois, la reprise formelle des relations diplomatiques n'a pas été annoncée, la Jamahiriya restant le seul Etat arabe à ne pas avoir officiellement rétabli ses relations avec l'Egypte.

A. B.

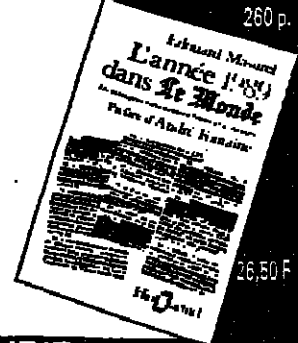
○ L'Arabie saoudite interdit à ses ressortissants de se rendre en Thaïlande. — L'Arabie saoudite a décidé, lundi 19 février, d'interdire à ses ressortissants de se rendre en Thaïlande, a annoncé le vice-ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Ahmed ben Abdel Aziz, qui a précisé que cette décision avait été prise pour « assurer la sécurité » des Saoudiens. Cette mesure fait suite à l'assassinat, le 1^{er} février à Bangkok, de trois diplomates saoudiens et à la disparition, deux semaines plus tard, d'un homme d'affaires saoudien. — (AFP.)

○ Israël condamné par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. — La Commission des droits de l'homme des Nations unies a condamné, lundi 19 février, Israël « pour son occupation persistante des territoires palestiniens ». Selon la résolution présentée par les pays arabes et adoptée par la Commission actuellement réunie à Genève, cette occupation est « le principal obstacle à l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux, dont le plus important est son droit à disposer de lui-même sur son sol national ». — (AFP.)

DU PRINTEMPS
DE PÉKIN A
LA CHUTE DU MUR
DE BERLIN

une coédition
Le Monde et L'Express

EN VENTE EN LIBRAIRIE



HERVE
SERIEYX



LE ZERO
MEPRIS

DÉJÀ 30.000
EXEMPLAIRES

SERIEYX
LE ZERO
MEPRIS

Prix
Harvard-L'Expansion

En s'abonnant à ce livre, les lecteurs de Harvard-L'Expansion s'engagent à soutenir la recherche économique et la société française dans leur capacité à penser dans un monde globalisé de développement durable qui sera celui de l'Europe.

Michel Albert

InterEditions

AFRIQUE

... Le Monde • Mercredi 21 février 1990 /

MAROC

Amnesty International dénonce « le recours systématique à la torture »

Amnesty International a dénoncé, mardi 20 février « le recours systématique à la torture et aux mauvais traitements contre les personnes maintenues en garde à vue au Maroc » et a lancé un appel au roi Hassan II pour qu'il mette fin aux « nombreuses » violations des droits de l'homme dans son pays.

Dans un rapport de vingt-trois pages, l'organisation de défense des droits de l'homme évoque « les arrestations arbitraires, la détention prolongée au secret, les enquêtes incomplètes sur la torture et les décès en garde à vue qui ne font que favoriser la torture et les mauvais traitements systématiques infligés aux personnes en garde à vue. Parmi les victimes, précise le rapport, figurent des prisonniers politiques dont certains sont des prisonniers d'opinion détenus pour l'exercice non violent de leurs droits fondamentaux ».

La publication de ce rapport fait suite à la visite au Maroc, sur l'invitation du souverain marocain, d'une délégation de l'organisation qui l'avait rencontré le 14 février.

Amnesty International fait état de mauvais traitements et de tortures infligés dans les postes de police et les centres de détention secrets, notamment à Casablanca. Le document décrit l'isolement total et prolongé ainsi que les traditionnelles séances de torture qui sont appliquées à certains détenus : passages à tabac, électrochocs, suspensions, asphyxies par immersion ou application de chiffons imbibés de détergents.

Le premier ministre marocain, M. Azizeddine Laraki, a rejeté ces accusations de mauvais traitements et la qualification de « prisonniers politiques ou d'opinion » donnée par l'organisation. « On ne peut que rester perplexe devant cette partialité et face à la campagne orchestrée contre le Maroc », a ajouté le premier ministre.

AFRIQUE DU SUD

Le président De Klerk participera à un sommet de chefs d'Etat africains

Le président sud-africain, M. Frédéric De Klerk, participera, samedi 24 février, à un sommet de plusieurs chefs d'Etat africains qui devrait avoir lieu à Goma, dans le nord-est du Zaïre. Les autorités de Pretoria se sont refusées à préciser quels présidents assisteraient à cette rencontre, se contentant d'indiquer que celle-ci aurait lieu à l'invitation du maréchal Mobutu Sese Seko.

M. De Klerk était déjà allé à Goma à la fin du mois d'août dernier pour tenter de renouer le fil du dialogue dans le conflit angolais.

Depuis son élection à la présidence en septembre, il s'est déjà rendu en Côte-d'Ivoire et au Mozambique. D'autre part, des passeports ont été accordés à Nelson et à Winnie Mandela qui leur permettront de se déplacer à leur guise à l'étranger. En attendant, le leader historique de l'ANC (congrès national africain) a annoncé qu'il allait téléphoner au premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, pour discuter de la question des sanctions qui, a-t-il précisé, est « de la première importance ». — (AFP, Reuters.)

BÉNIN

Ouverture de la « conférence nationale des forces vives » du pays

COTONOU
correspondance

L'ouverture, lundi 19 février, de la « conférence nationale des forces vives » du pays pourrait marquer une étape décisive dans la survie du régime du président Mathieu Kérékou. Confronté à une grave crise économique et sociale depuis plus d'un an, le chef de l'Etat béninois s'est résolu, sous la pression de l'opposition et des bailleurs de fonds, à une sorte de perestroïka, pour tenter de sauver son régime militaire et marxiste-léniniste en place depuis dix-sept ans.

Cette conférence, qui regroupe quatre cent quatre-vingt-huit délégués appartenant aux multiples formations politiques d'opposition, a très vite pris « un ton 1789 ». « Nous sommes ici par la volonté du peuple, nous ne sortirons que par la force des baïonnettes », ont lancé plusieurs orateurs, réagissant devant l'important dispositif de sécurité militaire mis en place dans la salle de l'hôtel où a lieu la conférence.

ROBERT MINANGOY

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Week-end de violences à Rio

Au moins soixante-huit personnes ont été tuées à Rio-de-Janeiro au cours du plus violent week-end des trois dernières années, a annoncé la police lundi 19 février. La plupart de ces assassinats ont été commis dans le quartier de Baixada Fluminense où vivent dans des conditions précaires plus de trois millions de personnes. Ils sont l'œuvre d'un escadron de la mort qui pourchassent des délinquants ou résultent de règlements de comptes entre bandes rivales.

A quelques jours du carnaval, qui s'ouvre samedi prochain, cette recrudescence de la violence et les attaques à main armée des hôtels de luxe ont découragé bon nombre de touristes. Les établissements hôteliers n'affichent qu'un taux de réservation de 75 % alors qu'il avoisinait les 90 % tout au long de ces dix dernières années. Selon les statistiques de la police, quatre cents personnes sont victimes de meurtres ou d'assassinats chaque mois à Rio. — (L'UPI.)

COMORES

L'élection présidentielle aura lieu les 4 et 11 mars

La nouvelle élection présidentielle aux Comores aura lieu les 4 et 11 mars prochains, a annoncé lundi 19 février, soir à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire réuni à Moroni, le président de la République par intérim, M. Said Mohamed Djohar.

Dimanche dernier les sept partis de l'opposition avaient décidé d'un commun accord de boycotter les élections afin de protester contre les « fraudes massives »

constatées dès le début du premier tour (Le Monde du 20 février). Les manifestations antigouvernementales qui ont eu lieu lundi matin dans les capitales des trois îles (Grande Comore, Anjouan et Mohéli) n'ont pas été un franc succès. A Moroni seulement quatre à cinq cents personnes, des jeunes pour la plupart, avaient répondu à l'appel de l'opposition. Le rassemblement s'est dispersé sans incidents au bout de vingt minutes à peine. — (Corresp.)

YUGOSLAVIE

Reprise des manifestations au Kosovo

Après une dizaine de jours de calme relatif — malgré des grèves dans les entreprises et l'enseignement —, le mouvement de protestation a repris lundi 19 février dans toute la province du Kosovo, pour réclamer la levée des mesures d'urgence et la libération des prisonniers politiques. Des manifestations se sont déroulées à Pristina, le chef-lieu de la province rattachée à la Serbie, à Uroševac, où des milliers de personnes réclamaient la libération d'Adam Demaci, un écrivain emprisonné depuis vingt ans et dont la nouvelle de la relaxation, dimanche (le Monde du 20 février), a été démentie lundi. La tension n'a cessé de monter au fil des heures et la télévision de Belgrade a déclaré craindre une nouvelle escalade, en faisant état d'un slogan qui aurait été entendu lundi à Uroševac prévoyant un « mardi sanglant ».

Dans un communiqué conjoint, les autorités policières fédérales, de Serbie et du Kosovo ont lancé dans la soirée une mise en garde contre la poursuite des manifestations. Celles qui s'étaient déroulées fin janvier et début février avaient fait officiellement vingt-six morts parmi les manifestants. — (AFP.)

EN BRIEF

○ ETATS-UNIS : le frère de Bob Marley tué dans une fusillade avec la police. — Anthony Booker, dix-neuf ans, frère du chanteur Bob Marley (décédé en 1981), a été tué lors d'une fusillade avec les forces de police de Miami (Floride), dimanche 18 février. Le jeune homme avait tiré sur des policiers dans un parking du centre ville où il déambulait une arme à la main en interpellant les passants. — (Reuters.)

○ HAÏTI : retour du numéro deux du parti communiste. — M. Max Bourjolly, numéro deux du Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH), qui avait été expulsé il y a près d'un mois par le gouvernement militaire du général Prosper Avril, a regagné Port-au-Prince, lundi 19 février. M. Bourjolly, qui avait obtenu l'asile politique en France, est le premier à revenir en Haïti parmi les sept opposants expulsés pendant l'état de siège instauré le 20 janvier. — (AFP.)

○ IRAN : trente-quatre pendaisons de trafiquants de drogue. — Trente-quatre personnes, dont deux femmes, reconnues coupables de trafic de drogue ont été pendues en Iran, a rapporté, lundi 19 février, la presse iranienne, ce qui porte à 1 034 le nombre de « trafiquants » exécutés dans ce pays depuis janvier 1989. — (AFP.)

○ Le Prix Onassis à M. Perez de Cuellar. — Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, s'est vu décerner, jeudi 15 février, le prix Onassis pour sa contribution à la paix dans le monde. Ce prix, d'une valeur de 100 000 dollars, est attribué annuellement par la Fondation Onassis à Athènes. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

POLITIQUE

L'élection partielle de Sarcelles

M. Lamontagne (RPR) confronté à l'union de la gauche et à la division de l'extrême droite

Les scrutins électoraux se suivent mais ne se ressemblent pas. A Sarcelles (Val-d'Oise), où la droite s'était présentée unie et la gauche désunie aux élections municipales de mars 1989, ce sera tout le contraire le 11 mars prochain lors de l'élection partielle qui devrait voir une liste d'union de la gauche affronter quatre listes d'opposition nationale.

Le maire RPR sortant, M. Raymond Lamontagne, investi par l'UDF et le RPR, a décidé de retourner au combat avec son équipe municipale. Mais il trouvera sur son chemin un de ses anciens adjoints, un centriste, M. Jean-Pierre Urriez, qui, lui, entend regrouper autour de son nom des socio-professionnels et des apolitiques. Difficile pour quelqu'un qui a toujours eu un rôle au sein du CDS val-d'oisien et qui, lors du conseil départemental de l'UDF, a voté avec ses collègues en faveur de M. Lamontagne. En fait, M. Urriez accepte mal d'avoir été écarté par le maire sortant des postes à responsabilité. Il avait d'ailleurs terminé avec peine son dernier mandat en qualité de premier adjoint et ne s'était pas présenté aux côtés de M. Lamontagne en mars dernier. Aujourd'hui, il prône l'apolitisme : « J'ai décidé de quitter le CDS, affirme-t-il, et je rejette les alliances du PS avec les communistes comme celle de Raymond Lamontagne avec des sympathisants d'extrême droite. Je ne m'allierai ni avec l'un ni avec l'autre. » Une petite phrase dont il faudra se souvenir entre les deux tours. M. François Froment-

Meurice, président val-d'oisien du CDS, n'est d'ailleurs pas si formel : « Je ne conseillerai jamais à Jean-Pierre Urriez d'appeler entre les deux tours à voter pour le candidat socialiste... »

Le Front national, lui, part « confiant » avec sa nouvelle tête de liste, M. Jean Germonot, et se crédite déjà de quelque 17 % des voix. Il devra toutefois se mesurer à une autre liste de même sensibilité, menée par le commissaire Jean Darrigues, aujourd'hui à la retraite et qui, en mars 1989, occupait la deuxième place sur la liste FN. Mais, à l'instar de M. Lamontagne, qui ne craint rien du score de M. Urriez, M. Gilbert Cottinet, responsable du mouvement de Jean-Marie Le Pen dans le Val-d'Oise, n'accorde que 1 % à 2 % à cette liste concurrente.

Mariage de raison

Même si, officiellement, il s'agit pour beaucoup de « faire tomber la montagne », cette prolifération de listes pourrait bien servir le maire sortant. Le Front national risque, en effet, à cause de la liste Darrigues - de ne pas atteindre les 10 % au premier tour et donc de ne pas pouvoir se maintenir au second. Quant à la liste « Sarcelles de toutes nos forces », de M. Urriez, elle peut « rattraper » au centre et attirer au premier tour les électeurs gênés par la rigidité de la liste Lamontagne.

Le candidat socialiste, M. Dominique Strauss-Kahn, député, a raté en mars 1989 la mairie de Sarcelles, à cause de dissensions qui l'opposaient à l'époque aux communistes. M. Marie-Claude Beaudou,

sénateur et conseiller général, tête de liste du PC, s'était d'ailleurs maintenue au second tour. Aujourd'hui, le PS et le PC font - à contrecoeur - mariage de raison et liste commune, mais « rien n'est encore gagné », dit-on dans les rangs socialistes. M. Beaudou a préféré ne pas se présenter « en raison du cumul des mandats ». Un choix qui n'était pas le sien il y a un an mais qui s'explique sans doute par la tactique communiste adoptée après les événements dans les pays de l'Est ces derniers mois.

Une liste PC aurait peu de chances de réaliser aujourd'hui un score équivalent aux 20,64 % du premier tour des élections de 1989. Sur les neuf élus PC - sur treize-trois - retenus en cas de victoire de la gauche, le 13 mars prochain, quatre auront des postes d'adjoint, mais certainement pas celui de premier adjoint et pas, non plus, de postes à grandes responsabilités. Des conditions que M. Beaudou ne pouvait accepter, plaident, une nouvelle fois, pour une liste PC. Mise en minorité sur ce point - on lui aurait même conseillé « au plus haut niveau du parti » d'accepter de figurer sur la liste Strauss-Kahn - elle a choisi de se retirer. Ce qui n'est pas obligatoirement un bien pour le député socialiste, le sénateur communiste étant un élément moteur à Sarcelles. « Il faut accepter de passer sous les fourches caudines quand on ne veut pas se compromettre, seul au premier tour », estime le candidat socialiste.

M. Beaudou préside néanmoins le comité de soutien à M. Strauss-Kahn, en compagnie de deux autres parlementaires, M. Louis Perrein, sénateur, et M. Marie-Françoise Lecuir, député.

JACQUELINE MEILLON

Regroupement de forces dans la majorité présidentielle

Le MRG et l'Association des démocrates concluent un accord pour essayer de constituer un nouveau pôle de rassemblement

L'Association des démocrates et le Mouvement des radicaux de gauche devaient signer, mardi après-midi 20 février, un accord pour essayer de susciter le regroupement des « démocrates » qui se reconnaissent dans les « grandes orientations tracées » par M. François Mitterrand mais qui « ne se reconnaissent pas dans les formations politiques existantes ».

Autrement dit, comme l'avaient décidé les radicaux de gauche lors de leur congrès de Toulouse, en octobre dernier, et comme l'avait accepté l'Association des démocrates à la fin janvier, cet accord pourrait constituer le « socle » d'un deuxième pôle de la majorité présidentielle, la première pierre dont la pose est censée être indispensable pour permettre l'association des « non-socialistes » qui soutiennent le président de la République.

Les signataires de cet accord, M. Michel Durafour, ministre d'Etat, président de l'ADD, et M. Michel Zuccarelli, député de Haute-Corse, président du MRG, partent d'une analyse convergente : l'écart existant entre les 54 % des Français qui ont voté le 8 mai 1988 pour confier un deuxième septennat à M. Mitterrand et les scores obtenus aux scrutins organisés depuis lors par les représentants du PS ou de l'ensemble de la majorité présidentielle est trop important pour qu'on ne tente pas de le réduire. Mais comment le combler pour obtenir une majorité législative en 1993 ? Telle est la préoccupation stratégique des auteurs de cette initiative. Et leur conviction est que face, au PS, il

vaut mieux se présenter unis qu'atomisés. D'où cette idée d'un rapprochement des deux formations qui pourrait servir de base de départ à un rassemblement plus vaste et plus attractif.

Une preuve à faire

D'un côté, le MRG, dont les élus ont tant bien que mal survécu à l'hégémonie socialiste ; de l'autre, l'ADD, qui n'a pas encore apporté tout à fait la preuve que l'armée de généraux qui la dirige depuis le gouvernement dispose de quelques troupes sur le terrain. La simple addition des deux formations n'est pas suffisante pour créer la dynamique escomptée. Comme le dit M. Jean-François Dauriac (MRG), cette association sera surtout attractive « pour ceux qui veulent faire la politique autrement ».

Cette première initiative constitue, en fait, le préalable d'un « appel » qui doit être lancé dans les jours prochains. Il s'agit moins d'offrir une référence ou un cadre à ceux qui appartiennent déjà à la majorité présidentielle que de relancer l'idée d'ou-

verture. L'accord conclu cite comme familles politiques susceptibles d'y répondre « les écologistes constructifs, les sociaux-démocrates, les radicaux, les gaullistes de progrès et les démocrates chrétiens ».

Le MRG et l'ADD n'écartent pas la possibilité, à terme, de la constitution d'une confédération de l'ensemble de la majorité présidentielle mais, pour l'instant, ils aspirent - et ils y sont obligés au nom de leur propre crédibilité - à faire la preuve qu'ils sont capables d'apporter « un plus » à la majorité présidentielle. Pour cela, ils comptent sur l'appel qui va être lancé à l'adresse de ceux qui campent de l'autre côté de la « ligne de démarcation », ceux-là mêmes qui sont réputés être déçus par l'évolution d'une opposition qui n'en finit pas de chercher les voies d'une rénovation ou qui s'inquiètent d'un Front national dont l'audience reste forte.

Les responsables socialistes, pour leur part, se sont jusqu'à présent montrés plutôt compréhensifs à l'égard de cette initiative prise à la veille de leur congrès de Rennes.

ANNE CHAUSSEBOURG

La déclaration commune

« Conjuguer morale et politique »

Le texte de l'accord conclu entre le Mouvement des radicaux de gauche et l'Association des démocrates « pour la France unie » commence par une constatation : « Les années 90 s'ouvrent, pour la France et pour le monde, sur de grands espoirs et de redoutables incertitudes. » La France, ajoute-t-il, doit tout d'abord renforcer sa cohésion sociale par la justice et la solidarité (...). Ensuite poursuivre la modernisation de ses institutions, de son économie, de ses grands équipements, de son administration (...). Enfin consolider les trois cordons de ses relations internationales privilégiées par l'intégration accélérée dans l'Europe beaucoup plus large et par une aide active au monde en développement. Ces enjeux, qui sont considérés comme « primordiaux », appellent, selon les signataires, « le rassemblement d'une très large majorité de Français ».

« Aujourd'hui, déclarent-ils, le pays s'agit en querelles partisans alors que l'union des Français est plus que jamais nécessaire : les divisions l'assènt nos concitoyens, qui se désintéressent de la vie publique et s'éloignent de notre tradition de civisme ; une telle évolution porte en elle les plus graves dangers pour la démocratie. (...) Tous les démocrates doivent réagir d'abord en se regroupant. (...) »

« Le PS demeure notre allié privilégié et la perspective est la constitution d'une confédération de toute la majorité présidentielle. Mais, dès maintenant, à côté du PS, un grand nombre de Français aspirent à se rassembler. Soucieux de liberté et de progrès social, ils appartiennent à tous les courants de la tradition républicaine et aussi de la réflexion la plus moderne (écologistes constructifs, sociaux-démocrates, radicaux,

gaullistes de progrès, démocrates chrétiens, etc.). Ils peuvent être engagés dans le monde économique, dans la vie associative ou dans l'action syndicale. Tous attendent de notre vie politique qu'elle rende compte des grands enjeux du pays plutôt que des chocs d'ambition ; tous attendent que le débat public devienne enfin concret et positif. »

L'ADD et le MRG, expliquent ensuite leur objectif : « Développer la deuxième force de la majorité présidentielle », et leur méthode : « La démarche sera collective. Les choix et les engagements de chacun seront respectés et la volonté commune est de « renouer les méthodes de l'action publique par une action vigoureuse et décentralisée ». Il s'agit de « conjuguer morale et politique ». Il s'agit aussi d'ouvrir un large débat, sans tabou, sur les questions qui préoccupent vraiment nos concitoyens », à savoir, « un meilleur partage des revenus du travail par une solidarité accrue ; une action plus efficace de la justice et de la sécurité ; une croissance plus respectueuse de l'environnement ; une approche générale et réaliste des questions d'immigration ; un renforcement de la position de la France à l'horizon rapproché du marché unique européen ».

Les deux partenaires veulent, « par le débat et la concertation, par une action pragmatique, en un mot par la raison, contribuer à la nécessaire réconciliation de la France et de sa vie politique ».

Souhaitant ne pas laisser passer « l'occasion d'un vaste rassemblement », l'Association des démocrates et le Mouvement des radicaux de gauche appellent les Français et les Français à « se rassembler pour accroître encore passionnément, obstinément, les chances d'une France unie ».

Le débat au sein du PCF

Divergences entre M. Fiterman et M. Lajoinie sur la réunification allemande

Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a adressé, lundi 19 février, une lettre au président de la République dans laquelle il exprime son inquiétude devant les perspectives de la réunification allemande.

« Le droit à l'autodétermination existe pour le peuple allemand comme pour les autres. Mais les conditions de celle-ci concernent les peuples voisins dont, en premier lieu, celui de notre pays », écrit M. Lajoinie. Or « la réunification (...) représente un grave danger », estime-t-il. « D'une part, elle accroît l'hégémonie industrielle et financière de l'Allemagne sur notre pays, avec de terribles conséquences sur le niveau de vie et l'emploi », indique-t-il. « D'autre part, cette réunification projetée au sein de l'OTAN, avec l'énorme potentiel militaire ouest-allemand et alors que le chancelier Kohl se refuse à reconnaître les frontières actuelles, constituerait une très grave menace pour notre sécurité et la paix », affirme-t-il. « Ce danger est d'autant plus grand que le chancelier allemand, ainsi que les chefs d'Etat occidentaux, sont défavorables à la perspective d'une neutralité de l'Allemagne réunifiée, ce que souhaitent pourtant les peuples des deux Etats allemands actuels », ajoute M. Lajoinie, qui conclut sa lettre en demandant à M. François Mitterrand de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour débattre

de « la politique française face aux perspectives de la réunification de l'Allemagne ».

De son côté, M. Charles Fiterman, ancien ministre communiste des transports, a indiqué lundi 19 février qu'il partage les inquiétudes des communistes et de beaucoup de Français devant les perspectives de réunification de l'Allemagne, mais que la situation en Europe n'a pas « que des aspects négatifs ».

Pour M. Fiterman, qui s'exprimait sur la Cinq, il existe, en effet, en Europe « des possibilités nouvelles de rapprochement, de coopération dans l'intérêt réciproque ». La situation comporte donc à la fois un « risque » et la possibilité « d'aller vers l'organisation d'un continent européen de paix, de sécurité, de coopération », a-t-il noté, citant à l'appui « les processus de désarmement engagés ». M. Fiterman a toutefois jugé « désastreux » le fait que « le président de la République, faute d'initiatives, faute d'adopter une attitude vigoureuse », apparaisse à la remorque de la RFA et du chancelier Kohl. Il a enfin souhaité que la France ne s'enferme pas « dans des institutions politiques contraignantes à douze, qui seraient dans le cadre d'une Allemagne unifiée totalement dominée par cette Allemagne », et donne « la priorité à l'organisation de la grande et véritable Europe » pour laquelle il a appelé à « un nouvel élan national, économique, culturel ».

La situation sociale en Martinique

Treize mille bénéficiaires du RMI mais « l'insertion » ne suit pas...

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

En Martinique, l'institution du revenu minimum d'insertion a remporté un gros succès. On s'est bousculé aux guichets : trente-sept mille demandes ont été déposées (soit 11 % de la population, forte de 354 000 habitants), seize mille cinq cents examinées après un premier tri, et finalement treize mille personnes (soit 12,5 % de la population active) touchent effectivement l'allocation, chaque bénéficiaire recevant en moyenne 1 349 F par mois compte tenu de l'écart entre le SMIC métropolitain et celui appliqué aux Antilles.

En revanche, le volet « insertion » du dispositif gouvernemental, en principe inséparable du versement de l'allocation, ne suit pas le mouvement. Seuls 6 à 7 % des allocataires sont impliqués dans des actions d'insertion, mais si cette distorsion existe les bénéficiaires du RMI ne peuvent en être tenus pour responsables. L'enveloppe de 64,5 millions de francs affectée par l'Etat à cette entreprise n'a pas encore été mandatée. Quant au département, qui avait manifesté une égale générosité en inscrivant à son budget la somme de 37 millions de francs, il ne tiendra pas promesse que... lorsque l'Etat aura tenu la sienne.

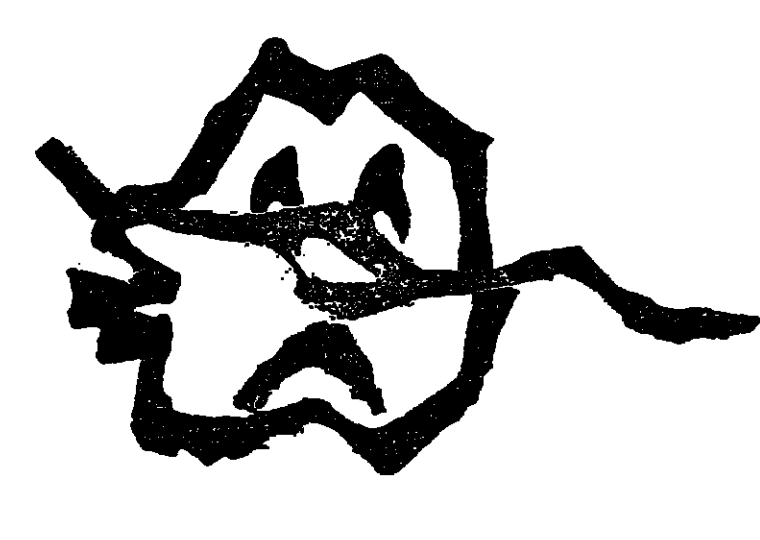
Il n'y a pour l'instant aucun programme départemental d'insertion. Or, dans ces conditions,

il est devenu impossible d'appliquer la règle qui voudrait que l'allocation soit supprimée après trois mois si celui ou celle qui en bénéficie n'est pas en voie d'insertion sociale.

Il est vrai que cette notion d'insertion sociale demeure extrêmement floue et que les orientations relatives à l'insertion professionnelle par la formation ou par l'emploi renvoient à des cultes-fas dans un département où le taux de chômage dépasse les 30 % sans que les organismes ad hoc y aient pu grand-chose depuis vingt ans. Alors, les services administratifs chargés d'imaginer des solutions ingénieuses envisagent surtout de pratiquer l'insertion sociale par l'amélioration du logement des Martiniquais les plus démunis, même si, sous les cieux antillais, le fait d'être mal logé ou non logé ne suffit pas, comme en métropole, à faire des intéressés des marginaux ou des exclus.

« Nous sommes prêts à traiter huit cents à mille dossiers par an si nous recevons des demandes », affirme le directeur départemental de l'équipement. Mais les demandes ne peuvent pas être déposées puisque l'indispensable bilan social de chaque « RMiste » n'est pas dressé. Pourtant, si les demandes de logements sociaux se multipliaient jusqu'à un tel niveau, leur satisfaction absorberait une portion considérable des crédits prévus au titre du RMI.

ETIENNE MARIE



COINCÉS ?

► Vous vivez vraiment bien avec un salaire de moins de 6000 F/mois, sur un contrat à durée déterminée ?
Vous tenez vraiment à ce que les dernières entreprises performantes et leurs emplois qualifiés soient rayés de la carte, pour être remplacés par des hôtels quatre étoiles, des restaurants de luxe, des petits boulots ?

Alors le livre blanc du gouvernement pour l'aménagement de la région parisienne est vraiment fait pour vous...

551 611 111

سكرا من الاموال

POLITIQUE

En réponse au gouvernement

L'Assemblée de Corse tente de reprendre en main la question du schéma de développement

Par 49 voix (droite, PS, MRG) contre 12 (PCF, UPC, Cuncolta), l'Assemblée de Corse a décidé de « mettre sans délai à l'étude un projet de loi cohérent de développement économique, social et culturel, en vue de la proposition au gouvernement avant la session d'automne du Parlement ». Une telle décision avait déjà été prise le 13 octobre 1988 et un délai de six mois fixé pour la préparation du texte, mais elle était restée sans suite.

AJACCIO

de notre correspondant

« Il serait préjudiciable à la dignité de l'institution régionale et surtout aux intérêts de la Corse que des dispositions aussi essentielles soient examinées, proposées ou négociées sans que l'ensemble des représentants légitimes de la région aient à en connaître », souligne la motion adoptée sur la proposition de MM. François Piazza-Alessandrini (RPR) et Philippe Ceccaldi (div. dr.), après que le gouvernement, lassé par les atermoiements de l'assemblée

régionale, eut décidé de la désaisir de facto de l'élaboration de ce schéma.

En fait, une course de vitesse semble engagée entre différentes sensibilités politiques insulaires. D'un côté, les nationalistes, forts de la trêve que le FLNC observe globalement depuis vingt mois, et du « projet de société » de celui-ci qu'ils s'attachent à soumettre au débat public ; de l'autre, ceux qui pressent le gouvernement d'agir durablement pour que soient réunies les conditions du retour définitif à la paix civile (on les trouve à gauche et certains à droite), d'une part, et, d'autre part, ceux qui - RPR ou UDF - se sont d'ores et déjà placés dans la perspective des élections régionales de 1992 et militent, comme M. José Rossi, député, président du conseil général de Corse du Sud (UDF) ou François Musso, député européen (RPR), pour une majorité nouvelle.

Conciliabules de « carbonari »

M. Piazza-Alessandrini, quant à lui, écarte résolument ces considérations, affirmant que la légitimité de l'Assemblée de Corse doit nécessairement la conduire à

« dire enfin clairement ce qu'elle demande à l'Etat pour sortir de l'ornière où la Corse est enlisée ». Il écarte l'hypothèse de « je ne sais quelle récomposition du paysage politique » comme celle d'« une nouvelle table ronde dont la légitimité serait contestable et toutes les forces politiques n'y étaient représentées ».

Le gouvernement ne reste pas inactif mais, en attendant un prochain voyage dans l'île de M. Pierre Joxe, le rumeur alléguée les conversations au point que l'on est allé, lors de la session de l'Assemblée de Corse (14-16 février) jusqu'à parler de « conciliabules de carbonari » qui auraient lieu dans le secret des cabinets et réuniraient des élus socialistes, autonomistes, nationalistes et même de droite. « Les conciliabules menés par le ministre de l'intérieur établissent un projet de loi rassemblant ces adaptations [au statut particulier] et un ensemble de dispositions en faveur du développement économique, social et culturel de la Corse peut être élaboré avant la session de printemps du Parlement », avait indiqué le communiqué du comité interministériel qui avait été réuni le 16 janvier.

Les parlementaires de l'île - cinq sur six ne siègent pas à l'As-

semblée de Corse - réclament inlassablement, en particulier MM. José Rossi (UDF) et Pierre Pasquini (RPR), d'être associés à son élaboration. Aujourd'hui, après le vote de l'Assemblée, la question se pose de savoir si l'exécutif régional les associera, ainsi que le député européen, M. François Musso (RPR), à la préparation du projet. « Je prendrai l'initiative de réunir des colloques que je choisirai pour leur compétence et leur disponibilité », a dit le président, M. Jean-Paul de Rocca-Serre (RPR), après le scrutin.

Peut-être le gouvernement lancera-t-il quelque avertissement : il ne pourra faire sien un projet de loi devant nécessairement comporter trois volets (institutions, fiscalité, développement) que si toute démagogie et tout corporatisme en sont bannis, ce qui n'était pas le cas, loin s'en faut, pour le projet de nouveau régime fiscal adopté en avril 1985 par 30 voix (la droite) sur 61 conseillers, au point que le gouvernement Chirac n'y avait pas accordé plus d'intérêt que les gouvernements Fabius, puis Rocard.

PAUL SILVANI

BIBLIOGRAPHIE

« L'Autre Monde. Un passage en Kanaky », d'Anne Tristan

La déchirure canaque

Elle était là, solitaire dans la foule rassemblée aux abords du stade, frêle silhouette au teint clair plantée parmi les femmes mélanésiennes comme une marguerite blanche dans un bouquet d'hibiscus. Elle était là, hiératique, et personne ne la remarquait. La suite ministérielle et son arrogante cohorte de policiers et de journalistes n'avaient d'eux que pour le premier ministre. Autour des accords de Matignon, Michel Rocard venait de débarquer, en grandes pompes, dans le sanctuaire des guerriers de Kanaky. Elle était présente, elle aussi, pour assister discrètement à l'événement, toute menue dans sa robe « mission » aux couleurs indépendantistes, mais aucun des « observateurs » patentés ne la voyait.

C'était le matin du 26 août 1988, à Canala. Depuis un mois, Anne Tristan partageait la vie de la tribu de Celima. Elle ne savait pas encore qu'elle sortait déchirée du sentier qui l'avait conduite là. De la Nouvelle-Calédonie et des Canaques, elle ne connaissait rien quand elle avait décidé de « fuir la France », quelques semaines auparavant, écoeuvée par la tragédie d'Ouvéa, parce qu'elle n'avait plus à voir le drapeau de son pays « autrement qu'en bleu-blanc-rouge sang ». Angoissée par son voyage à l'intérieur du territoire, elle s'était infiltrée, en 1987, pour en rapporter un superbe document d'ethnologie politique (1), elle avait brusquement choisi d'aller vivre « chez ceux contre qui venait de s'exercer le nationalisme français », de partir à la rencontre de ce monde dont le nationalisme lui apparaissait « comme l'exact opposé de l'univers légaliste ». Mais d'y vivre, cette fois, démasquée la sensibilité à fleur de peau, avec peut-être, inconsciemment, le désir de laver cette réputation du proche passé à l'eau d'une cause a priori romantique.

De cette démarche initiatrice, Anne Tristan rapporte un autre livre, lancinant comme une blessure d'amour. Elle a vécu pendant neuf mois, en Kanaky, la vie quotidienne des femmes canaques. D'abord à Canala, le fief orgueilleux de l'Union calédonienne. Elle y a partagé le travail des champs et les réunions militantes, de la lutte à outrance contre le colonialisme français. Assise, silencieuse, au milieu des femmes attentives qui l'avaient adoptée, Anne Tristan a entendu, lors de la convention d'Ouvéa, le secrétaire général du FULK, le sentencieux Yann Céline Uregui, accuser Jean-Marie Tjibaou d'avoir « trahi » les dix-neuf morts de la grotte de Gossanah. Elle a vu, au congrès de Hienghène, Djabelly Wéa plaider contre l'exclusion de Yann Céline Uregui et asséner ses certitudes, de sa voix syncopée de tribun, sur le « projet » des accords de Matignon. « L'argent des accords va diviser le pays, disait-il. Il y aura bientôt une poignée de grands bourgeois kanaks, les rares qui auront réussi à prendre des participations dans l'exploitation du nickel. Il y aura un tas de petits bourgeois qui achèteront des voitures et des maisons à coups de subventions. Il restera enfin une masse de chômeurs qui, comme maintenant, traîneront dans les

brousses ». Elle a vécu la solitude de Jean-Marie Tjibaou devant ses partisans moroses. « Je vous assure que j'ai demandé 1992 pour l'indépendance, plaident le président du FLNKS, mais je ne l'ai pas obtenu. Ils n'ont pas voulu (...). Vous savez bien qu'on est tout petit face à la puissance du pouvoir colonial (...). Les routes, les écoles, là-bas, en fait, ça n'existe pas... Vous voulez que Kanaky soit comme ces pays qui sont sortis de la France par la grande porte puis sont rentrés par la petite porte pour qu'on leur dise sous ? C'est toutes ces pensées-là qui m'ont fait accepter, mais c'est moi qui ai accepté, c'est moi, c'est pas vous... » Elle a surpris Jean-Marie Tjibaou soupirer qu'après l'indépendance il n'y ait plus « de tribunaux populaires comme ça... ».

Le cœur en écharpe

Mais l'on ne s'immerge pas impunément dans l'univers des Canaques, cet « autre monde » où il est difficile de tricher tant la parole et le regard pèsent plus qu'ailleurs. Ce qui fait surtout la densité de ce témoignage, c'est l'émergence d'une poignante prise de conscience, exprimée sans fard. Anne Tristan était partie à la recherche d'un « mouvement de libération » en espérant y trouver un havre de fraîcheur : elle a peu à peu découvert, derrière le miroir des solidarités militantes, toutes les ambiguïtés, les contradictions, la fragilité d'une société éclatée sous le télescopage des rivalités ancestrales, des clivages politiques, des séquelles des guerres coloniales de religion, des querelles subalternes. Les reproches muets de ses compagnes de Canala l'ont tourmentée quand elle a eu l'impression de « changer de camp » en se rendant à Gossanah : les efforts de Djabelly Wéa pour « inventer une nouvelle société », plus unitaire, plus libre, déçues des influences partitiques, l'ont troublée ; les ostracismes réciproques lui ont broyé l'âme. Elle chérissait les uns autant que les autres, mais ses amis s'entre-déchiraient sans qu'elle pût comprendre pourquoi leur affrontement semblait inscrit dans l'ordre des choses. Alors, son rêve s'est brisé. Elle a déserté « ces inevitables » haines, gémissements d'un lointain passé, en se disant que « choisir l'un était trahir l'autre ». Elle a fui parce que honte ne pouvait pas assumer ces héritages qui n'étaient pas les siens.

Anne Tristan est rentrée à Paris, le cœur en écharpe. Les morts de la grotte de Gossanah avaient baissé son départ ; celles de Jean-Marie Tjibaou, Veiwéve Yeiwéné, Djabelly Wéa ont suivi son retour. Par respect pour ces hommes qu'elle venait de côtoyer, elle a failli se murer dans le deuil, céder à la tentation du silence. « Comment dire que la bête accouche de la bête ? Que le nationalisme, en réaction à l'exaspération du nationalisme français, ne peut être que porteur d'exclusion ? Qu'une lutte, avant de libérer, opprime ? » C'est une autre mort, celle du vieux Sébastien, dont les récits désespérés lui fouillaient le ventre chaque fois qu'il racontait la détresse de ses ancêtres à l'arrivée des Blancs aux longs fous dans la vallée de Canala, qui lui a donné la force d'exhaler sa douleur. Son cri reçoit l'écho des tiraillements qui engluent aujourd'hui le FLNKS. Il résonne comme la plainte d'une conque qui ne sait plus si elle annonce l'aube ou le crépuscule.

ALAIN ROLLAT

(1), *Le Front*, Gallimard, 1987.

► *L'Autre Monde. Un passage en Kanaky*, Gallimard, 254 pages, 87 F.

PRESSE

Demandant au groupe Maxwell de faire une nouvelle proposition

Le tribunal de commerce donne un préavis de quinze jours à l'ACP

Le tribunal de commerce qui examinait lundi 19 février la situation de l'ACP a donné quinze jours de sursis à l'agence de presse.

Le tribunal a demandé à Maxwell Médias, filiale française du groupe britannique qui détient depuis 1987 les deux tiers du capital de l'ACP, de faire une ultime tentative pour sauver l'entreprise, qui a déposé son bilan en novembre 1989. Rendez-vous est pris pour le 5 mars, date à laquelle le tribunal devrait prononcer la liquidation de l'agence si aucune solution économiquement viable n'était trouvée.

A l'audience du 19 janvier, M. Jean-Marc Varaut, avocat du comité d'entreprise, a demandé qu'en cas de liquidation le tribunal ouvre une « procédure d'extension de liquidation de biens à l'encontre de Maxwell Médias ». L'avocat estime en effet que MM. Ian et Robert Maxwell « ont poursuivi abusivement une exploitation défectueuse qui ne pouvait conduire qu'à une cession de paiement ».

Les deux candidats à la reprise de l'ACP ont retiré leurs propositions. Après l'abandon de M. Georges Goshn, patron de la Cote Desfosses, c'était au tour, la semaine dernière, du groupe Bernard et Associés qui a déploré de ne pas avoir reçu « les concours nécessaires » qu'il attendait des quotidiens de province.

Il semble que la pression juridique exercée par l'avocat du personnel, M. Varaut, ait incité les responsables de Maxwell Médias à accélérer une solution de reprise prévue initialement pour suivre la liquidation.

On parle d'un projet mené par M. René Tondron, PDG de l'agence économique Telpress. Mais on ne dispose d'aucune information sur la nature de ce projet ni sur son financement.

« Éviter une liquidation »

D'autres sources font état de l'intérêt manifesté pour le sort de l'ACP par M. Charles-Emile Loo, ancien responsable du bureau central des ports et docks de Marseille, qui fut longtemps trésorier du P art socialiste et très proche de Gaston Defferre, fondateur de l'ACP. M. Loo aurait récemment approché M. Maxwell.

Au ministère de la communication, on affirme n'être au courant d'aucun de ces projets de reprise, mais on insiste sur le « caractère déterminant » de l'attitude du personnel de l'ACP face aux éventuelles propositions du groupe Maxwell.

Dans une motion adoptée le 19 février, le personnel de l'agence se dit prêt à « toutes discussions permettant d'éviter une liquidation » et souhaite qu'une rencontre ait lieu dans les plus brefs délais dans le cadre du comité d'entreprise pour prendre connaissance des projets.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Bouygues achète 50 % de l'édition française des « Nouvelles de Moscou »

Le groupe Bouygues va prendre 50 % de la société qui édite la version française des *Nouvelles de Moscou*, hebdomadaire soviétique parution à la presse soviétique. Le capital de cette société, actuellement détenu par des mutualistes, dont le président des Mutuelles de France M. Calisti (qui est directeur de la publication), sera doublé pour atteindre 100 000 F. Tirées à 20 000 exemplaires dont 7 000 sont diffusées, les *Nouvelles de Moscou* en français voudraient doubler leur lectorat par des campagnes de promotion.

M. Martin Bouygues avait récemment déclaré que son groupe étudiait des opérations de diversifi-

cation dans la presse écrite. Mais la modestie de l'investissement de Bouygues incite à penser que, plus qu'une nouvelle incursion dans le secteur de la communication - où il possède déjà 25 % de TF 1 - le groupe cherche par cette opération à renforcer ses liens commerciaux avec l'URSS.

Premier groupe de BTP à avoir formé une société d'économie mixte en URSS (pour la construction d'une clinique ophtalmologique d'une valeur de 430 millions de francs), le groupe Bouygues a récemment signé des protocoles pour la construction d'hôtels et d'aéroports, d'une valeur de 4 milliards de francs.

CORRESPONDANCE L'affaire des « vedettes de Cherbourg »

M. Roland Roques, de Siouville-Hague (Manche), nous écrit :

Evouant la prise de contrôle du quotidien *la Presse de la Manche* par Ouest-France (le Monde du 7 février), vous indiquez que le premier s'est illustré « il y a trois ans » en révélant le départ des « vedettes de Cherbourg ». C'est faux, doublement faux. D'abord, les cinq vedettes lance-missiles israéliennes, qui ont bravé la mesure d'embargo prise par le général de Gaulle, ont quitté Cherbourg dans la nuit du 24 au 25 décembre 1969, il y a donc vingt ans. Ensuite, *la Presse de la Manche*, bien que ses journalistes en aient été les premiers informés, n'a pas révélé cette affaire. Elle a même été la dernière à en parler. Il faut attendre, en effet, son numéro du lundi 29 décembre 1969 pour en trouver mention. Cela avait fait scandale à l'époque. Plusieurs années après, cet énorme « ratage » était encore étudié dans les écoles de journalisme.

DISCOURS SUR LA LECTURE (1880-1980)

Anne-Marie Chartier, Jean Hebrard

« L'Autre Monde. Un passage en Kanaky », d'Anne Tristan



D É C O I N C É S ! ! !

Vous pensez qu'au lieu de spéculer ou de se livrer à des OPA, les entreprises pourraient investir dans la recherche, la production et augmenter les salaires ?

Vous pensez que des productions modernes pourraient se développer sur la base des savoir-faire existants et créer des emplois stables, qualifiés pour les jeunes et les moins jeunes ?

Alors nous sommes sur la même longueur d'onde.

NE NOUS LAISSONS PAS COINCER !

Seine Saint-Denis le département
Conseil Général



GEORGES VALBON
Président

POLITIQUE

Le débat au Parti socialiste

La rigueur
contre les polémiques

Suite de la première page

C'est en fonction de ces données que se prépare le congrès du Parti socialiste. Solidaire du gouvernement de Michel Rocard et signataire de la motion de Laurent Fabius, je retiens de l'exemple de François Mitterrand qu'il faut voir loin pour voir juste. On l'a constaté en 1971 et en 1979.

En 1971, il fallait recréer un Parti socialiste apte à rassembler l'électorat populaire dont la neutralisation partielle par le Parti communiste assurait le maintien au pouvoir des conservateurs. « Nous sommes là pour trente ans », prophétisait Alain Peyrefitte. Je me souviens du message de reconquête lancé par François Mitterrand en juin 1971. Il est plus que jamais d'actualité. Que disait-il ? Il appelait le Parti socialiste à être « soi-même » pour rassembler les déçus du socialisme, du communisme, du gauchisme et du christianisme social. Il voyait loin et il voyait juste.

Le succès fut tel que, en 1974, tous les socialistes se retrouvèrent

dans la même formation politique. Le doute n'était plus permis, le renouveau du socialisme lui ouvrait les portes du pouvoir. Le Parti socialiste débattait, les idées s'entrechoquaient, la synthèse s'opérait entre l'expérience et l'imagination. Un programme commun était conclu avec le Parti communiste sur la base du socialisme démocratique. C'est à cette perspective unitaire, lucide et déterminée, seule susceptible de remettre en cause les dogmes stalinien et léniniste, que l'on doit la place déterminante occupée depuis par le Parti socialiste sur la scène politique française.

La capacité
de gouverner

On connaît les aléas qui suivirent. La direction du Parti communiste déchira en 1977 le pacte de la gauche lors de l'actualisation du programme commun, préférant déjà le repli sur soi à l'exercice redouté du pouvoir. L'heure de la perestroïka n'avait pas sonné à Moscou, encore moins à Paris, ce

fut l'échec de 1978. Il suffisait de tenir bon. C'est ce que fit le congrès de Metz, et c'est ainsi que furent préservées les conditions d'une accession de la gauche à la présidence de la République en la personne de François Mitterrand, garant de l'union des forces populaires sans laquelle l'alternance n'eût pas été possible.

Depuis, les socialistes ont assumé la responsabilité du gouvernement, sauf entre 1986 et 1988. Les communistes ont réintégré la communauté nationale en 1981. Pour un temps seulement, ce qui épargna la crise grave que traversa le PC. En 1983, la réélection de François Mitterrand a assuré à la gauche la durée qui lui avait si souvent manqué dans le passé. Après Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard ont démontré, chacun dans un contexte international différent qui rend vaines les comparaisons chiffrées, la capacité des socialistes à gouverner.

Nul ne conteste les conquêtes sociales réalisées, la retraite à soixante ans, les lois Auroux, la démocratisation du secteur public, le revenu minimum d'insertion, la sauvegarde de la Sécurité sociale. Nul ne nie le redressement économique auquel les socialistes ont contribué en modernisant l'industrie et les circuits financiers. Sur les places internationales, le franc n'est plus objet de dérision. Au contraire, notre détermination a fini par convaincre les sceptiques que l'on ne construit pas une économie puissante sur une monnaie

fondante. D'où vient alors le doute que l'on constate dans nos rangs ? Cette interrogation est réelle et je conjure tous les dirigeants du PS, dont je suis l'un, de n'y voir aucune mise en cause particulière. Nous sommes tous responsables du piétinement de nos forces et du tassement de notre électorat dont une partie vote « Vert ». Nous sommes tous responsables des dissonances observées entre l'action du gouvernement et les appréciations du parti. J'ai pu en juger par moi-même : gardons-nous des polémiques personnelles et des procès faciles. La rigueur de la pensée est aussi nécessaire que la rigueur de la gestion.

Les formations politiques sont des corps vivants. Elles ont besoin d'être régénérées périodiquement. Pour qu'elles jouent pleinement leur rôle, elles se doivent d'être des animateurs d'idées. Les phénomènes sociaux évoluent lentement. Je prendrai l'exemple de l'écologie qui surgit d'un besoin, celui d'un environnement humain, et d'une inquiétude, celle d'une détérioration inexorable de nos équilibres naturels. Il faut du temps pour lui apporter une réponse politique qui concilie à la fois le progrès social, le progrès économique et la préservation de notre univers. A toutes les époques, il en a été ainsi. Autre exemple, l'idée d'autogestion. Expression du refus d'une hiérarchie trop centralisée, elle a donné naissance bien plus tard à la décentralisation et aux lois

Auroux. Il faut du temps ; encore convient-il d'avoir l'intuition du mouvement de l'histoire. Voilà pourquoi le PS doit être le reflet de tout ce qui bouge dans la société, sans craindre les contradictions et les incertitudes qui accompagnent toute évolution.

J'en viens à la réduction des inégalités, c'est-à-dire à un meilleur partage des fruits de la croissance. Celle-ci est encore fragile. Elle décline en Grande-Bretagne et aux États-Unis. La crise de l'endettement du tiers-monde la menace toujours. A côté de cela, les événements de l'Est et les efforts accomplis pour une plus grande stabilité monétaire internationale ouvrent des perspectives plus souriantes.

Quoi qu'il en soit de l'environnement mondial, en économie ouverte, la priorité assurée un pour la France est de maintenir une croissance économique soutenue. Il n'est donc pas question de prendre le risque de la casser. J'ajoute, pour les bonnes âmes, qu'il est plus aisé de mieux répartir quand on produit plus. Cette donnée étant acquise, il est évident que nous devons tenir le plus grand compte des impatiences sociales que le retour à la croissance suscite. C'est pourquoi j'ai avancé l'idée d'un partage en trois tiers des fruits de la croissance : un tiers pour l'investissement des entreprises, un tiers pour l'emploi et les dépenses d'avenir, un tiers pour les gains de pouvoir d'achat. Le premier ministre l'a intégrée dans le « pacte de croissance » qui s'apparente au contrat imaginé par Jean Poperen. Autour de ces idées, la discussion peut s'organiser.

Un partage de la valeur ajoutée favorable aux entreprises est largement accepté par nos compatriotes dès lors qu'ils en voient la contrepartie concrète en termes d'emploi et d'investissements. Ce formidable progrès dans la compréhension des phénomènes économiques, la réconciliation des citoyens avec les entreprises, sont des acquis essentiels du premier septennat de François Mitterrand.

Les trois
tiers

Confrontées à une concurrence très aigüe, les entreprises françaises ont besoin d'investir massivement pour créer de nouvelles capacités de production et moderniser les installations existantes. Un tiers au moins du surplus généré par la croissance doit aller à l'investissement productif. Pour une croissance de l'emploi de 3 %, cela correspond à une augmentation d'environ 8 % à 10 % en volume des investissements productifs qui ont atteint 650 millions de francs l'an dernier.

Le deuxième tiers des fruits de la croissance doit aller à l'emploi. Cela représente un peu plus de 50 milliards de francs, ce qui signifie une progression de 1 % de l'emploi total et de 1,5 % des effectifs du secteur privé. Un tel effort a conduit à la création de 250 000 emplois en 1988 et de plus de 300 000 en 1989.

Les choix faits en matière de dépenses publiques visent le même objectif : favoriser les emplois de demain. Les dépenses d'avenir font l'objet d'un effort considérable dans le budget de 1990 : elles

se sont accrues de 21 milliards de francs (+ 8,2 % pour l'éducation nationale, + 7 % pour la recherche).

La priorité donnée à l'emploi entraîne une dépense budgétaire importante contre le chômage d'exclusion et en faveur de la formation professionnelle, secteur où beaucoup d'initiatives intelligentes sont mises en œuvre par Jean-Pierre Soisson et André Laiguel.

Le troisième tiers du surplus de croissance doit servir à améliorer le pouvoir d'achat à travers les augmentations générales et individuelles des rémunérations. C'est à nouveau une enveloppe de plus de 50 milliards de francs qui doit lui être affectée, soit 1 % du PIB, qui autorise une augmentation en valeur réelle de 1,5 % du salaire brut moyen.

L'Etat, en sa qualité d'employeur, a appliqué, pour sa part et même au-delà, cette règle de répartition des fruits de la croissance. En effet, la rémunération moyenne des personnels en place dans la fonction publique a progressé en pouvoir d'achat de plus de 2 % l'an en 1988-1989.

La réforme
de la fiscalité

Est-ce assez ? Comment répondre à cette question ? Ce n'est jamais assez, ni pour les uns ni pour les autres, mais est-il possible de faire plus immédiatement ?

Chacun sait qu'une hausse excessive des cotils de la main-d'œuvre renchérirait les prix de nos productions et compromettrait le redressement opéré. A plus ou moins long terme, nous en subirions les conséquences. Il nous faudrait resserrer la demande avec son effet négatif qui s'appelle un plan de rigueur. On a déjà connu cela en 1976 et 1983, je préfère ne pas y être contraint.

Réduire les inégalités sociales est une tâche journalière qu'il faut sans cesse remettre sur le métier.

Retenons que la réforme de la fiscalité doit être un élément décisif de notre politique sociale. J'entends déjà de nombreuses suggestions. Ecoutons-les avec intérêt. Déjà des contradictions apparaissent. Faut-il réduire l'impôt sur les hauts revenus, au risque d'aggraver les inégalités, et alourdir ceux qui pèsent sur le patrimoine, au risque de décourager l'épargne ? Je suis ouvert à la discussion, convaincu qu'il s'agit d'une matière sensible où l'improvisation n'est pas de mise.

Ecologie, immigration, désarmement, inégalités (ma liste n'est pas exhaustive), ayons l'audace du choc des propositions, fussions-elles en avance sur l'état de l'opinion. Lieu des controverses sur le fond, provocateur d'idées et unitaire dans l'action, voilà ce que je souhaite pour le PS. Qui peut le mieux créer le mouvement ? Le congrès de Rennes le dira. Pour ma part, je fais confiance à Laurent Fabius. Avec d'autres, il peut être le fédérateur des temps nouveaux. Il faut voir loin pour voir juste.

PIERRE BÉRÉGOVOY

M.Rocard consulte
les principaux dirigeants du PS

A moins d'un mois du congrès socialiste de Rennes, M. Michel Rocard a reçu, lundi 19 février à midi à l'Hôtel Matignon, MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Pierre Mauroy (nos dernières éditions du 20 février). Cette réunion est due notamment à l'annulation, cette semaine, compte tenu de l'emploi du temps de M. Rocard, du petit déjeuner du mardi qui réunissait le premier ministre, quelques ministres et les principaux dirigeants socialistes. Néanmoins, cette rencontre n'était pas inscrite à l'agenda officiel de Matignon, rendu public chaque fin de semaine et semble avoir été organisée lundi matin. A 11 h le même jour, M. Rocard avait reçu M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale.

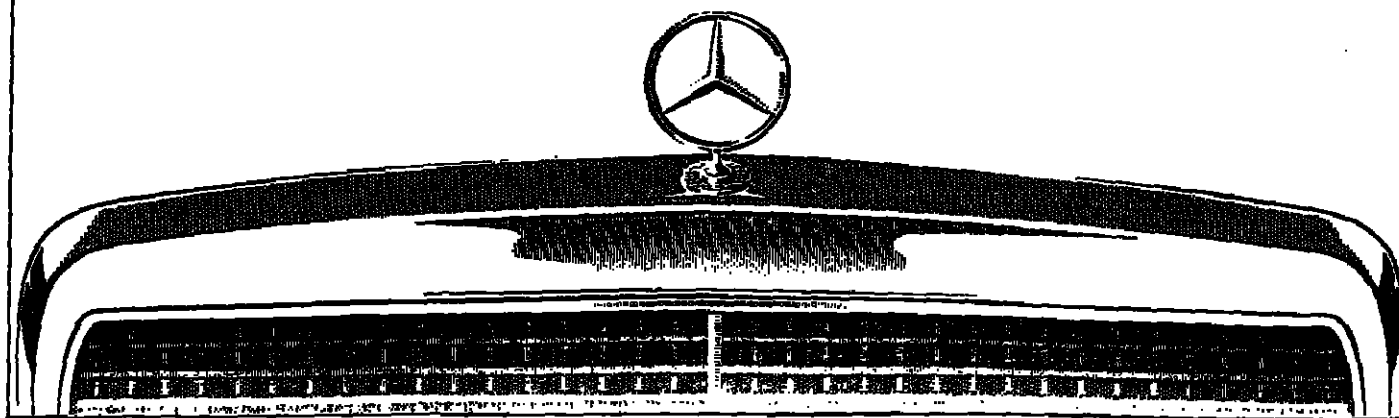
A la sortie de cette réunion, à laquelle assistait (comme c'est généralement le cas pour les petits déjeuners du mardi), M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, M. Mauroy a indiqué : « nous avons eu un échange de vues sur l'organisation de la prochaine session parlementaire. Nous avons un peu parlé de tout, accessoirement du congrès du PS ». Le premier secrétaire du PS a ajouté que la question de la synthèse entre les motions en compétition à Rennes n'a pas été évoquée. Aucune indication plus précise n'a filtré. L'Hôtel Matignon se contentant d'affirmer également que cette réunion a été consacrée à la préparation de la rentrée parlementaire d'avril et à un « tour d'horizon général d'actualité ».

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS



Mercedes-Benz

LOCATION LONGUE DUREE MERCEDES.
MERCEDES SE DEVAIT DE LA CONCEVOIR
COMME UNE MERCEDES.

Grâce à notre nouveau service, vous pouvez désormais louer pour une durée de 18 à 60 mois la Mercedes de votre choix (véhicules particuliers neufs hors tout-terrain).

L'ENTRETIEN MERCEDES COMPRIS.

L'entretien mécanique de votre voiture est intégralement pris en charge*, en France comme en Europe, avec la garantie exclusive du service Mercedes-Benz.

* Selon les termes du contrat.

L'ASSISTANCE PERMANENTE COMPRISE.

En cas d'immobilisation du véhicule, l'assistance fonctionne 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Et ce, quel que soit le lieu où vous vous trouvez et quelle que soit la nature de l'incident.

L'ASSURANCE COMPRISE.

Si vous le désirez, vous pouvez intégrer les frais d'assurance dans votre location longue durée. Un service exclusif puisque notre compagnie d'assurances, La Zurich, tiendra compte de votre bonus actuel.

UN FINANCEMENT INTELLIGENT.

Comme vous n'immobilisez pas de capital, et que vous pouvez choisir vos loyers fixes mensualisés, la Location Longue Durée Mercedes vous permet une planification optimale de votre budget automobile. De plus, la gestion de votre location est assurée par Mercedes-Benz Financement à travers ses agences régionales.

La Location Longue Durée Mercedes réserve encore bien d'autres privilèges. Pour les découvrir, appelez-nous au numéro vert suivant :

N° Vert 05 139 139

سكنى فى المرحلي

سكرا من المرحله

12 Les études photographiques de José-Maria Sart
13 « Le Malade imaginaire » vu par Hans-Peter Cloos

14 Le procès d'un policier corrompu
— Un conseil des « sages » pour la communauté musulmane

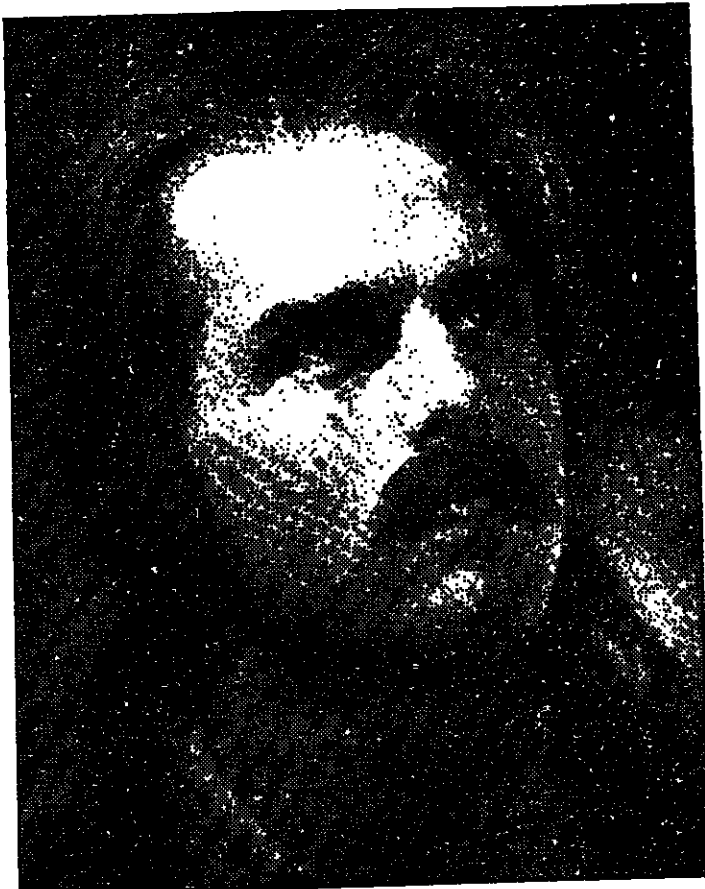
16 La mort de Jean-Marc Boivin
— Une chaîne cryptée à Paris

Le Festival international du film à Berlin

Les yeux et les contrats tournés vers l'Est

Le 40^e Festival de Berlin s'achève mardi 20 février. Il y aura eu beaucoup de films hollywoodiens, quelques-uns plutôt légers, d'autres « à message ». Il y aura eu un colloque très important, pour mettre sur pied une coopération européenne, et tenter de prendre les Américains de vitesse... Mais ils sont là.

Le cinéma français n'aura pas eu la part belle, mais on attend hors compétition le dernier Rohmer : *Conte du printemps*. On aura regardé avec voracité des films venant de l'Est, on était venu pour ça. On aura traversé le *no man's land* de la frontière pour communier avec ceux de là-bas dans l'amour du cinéma... Et on se sera rendu compte que rien n'est simple. Mardi soir, les derniers pans du mur devaient être détruits. Le mur d'habitudes, de méfiance, de différences est à peine ébranlé.



Tom Cruise, dans « Né un 4 juillet », était l'un des mieux placés pour le prix d'interprétation.

BERLIN
de notre envoyé spécial

Avec, pour *Driving Miss Daisy*, la présence de Jessica Tandy et de Morgan Freeman (également présent pour *Glory*, d'Edward Zwick, présenté dans la section Panorama), avec le débarquement d'Oliver Stone et Ron Kovic pour *Né un 4 juillet* et l'arrivée de Martin Landau pour *Crimes et délits* de Woody Allen, le dernier week-end de la sélection officielle aura marqué le 40^e Festival de Berlin d'un regain d'activité — et des rancœurs face à la part trop belle faite au cinéma américain.

Protégé par une allée de gardes du corps et maniant son fauteuil roulant à une vitesse grand V, Ron Kovic volait la vedette à Oliver Stone et, confirmant l'authenticité et l'exactitude du film, clouait le bec à ceux qui, n'ayant pas peur de la contradiction, lançaient dans une même phrase : « Encore un film sur le Vietnam ! » et « Pourquoi vous autres Français n'avez jamais traité l'Algérie avec autant d'ampleur ? ».

Décrivant vingt ans de relations entre une vieille dame juive du sud des Etats-Unis et son chauffeur noir, *Driving Miss Daisy* est un bijou de travail et d'intelligence d'acteurs. La critique et le public exprimaient à l'égard de Jessica Tandy (la mère dans les *Oiseaux* de Hitchcock) et de Morgan Freeman (le proxénète de *Street Smart* de Jerry Schatzberg) un sentiment pour le moins inattendu dans cette foire d'empoigne que représente un festival international : le respect.

« Fort mais très démonstratif », disaient les uns de *Né un 4 juillet* ; « subtil mais terriblement égaré », ajoutaient-ils sur *Driving Miss Daisy* — et la plupart de trouver en *Crimes et délits* (hors compétition) la combinaison idéale du fort et du subtil, de la rhétorique et de l'humour.

C'est d'ailleurs que venaient les surprises. Première coproduction entre Hongkong et la Chine populaire, durant 1 h 45 (et non 145 minutes, comme l'indique un programme non exempt d'erreurs), le *Guerrier de terre cuite* (coproduction de Ching Siu Tung (rebaptisé Ching Tung Yee dans le catalogue pour des raisons qui échappent à tout le monde) se situe entre *Indiana Jones* et *Highlander*. Ample, luxueux, somptueux, spectaculaire, ne cherchant pas midi à quatorze heures. Une histoire d'amour et d'immortalité entre un jeune officier de la garde impériale et une jeune vestale qui mettront deux mille ans à se retrouver, permettant de passer du pur merveilleux à l'histoire semi-médiévale à une satire du cinéma des années 30 puis à un regard drolatique sur la révolution culturelle.

Comédie noire sur le retour, après treize ans, d'un *desaparecido* dans son petit village peuplé uniquement, en apparence, d'excentriques (mais peut-on vraiment échapper à son passé ?), financé par l'Argentine et les Pays-Bas,

Noces secrètes devrait confirmer publiquement l'excellence du jeune (vingt-neuf ans) cinéaste argentin Alejandro Agresti. On se demande en revanche si, à part l'étréscante stroboscopie d'un tango filmé en gros plan sur les jambes, la chorégraphie Pina Bausch a, dans la *Complainte de l'impératrice* (sa première réalisation), compris le parti qu'elle pouvait tirer du langage cinématographique.

Un premier bilan

Comme on l'imagine, la course aux prospectus pour le palmarès va bon train. Tom Cruise (*Né un 4 juillet*) part favori pour le prix d'interprétation masculine (mais Morgan Freeman — *Driving Miss Daisy* — pourrait bien le coiffer au poteau), et celui d'interprétation féminine ne devrait pas échapper à Jessica Tandy (à moins que Jessica Lange pour *Musée d'Art Moderne* ou Isabelle Huppert pour *La Vengeance d'une femme* de Jacques Doillon...). Pour le « haut » du palmarès (Ours d'or, Ours d'argent), si l'on donne *Né un 4 juillet* gagnant, talonné par *Une sale gamine* de Michael Verhoeven, nombreux sont ceux (journalistes américains en tête) qui verseraient d'un bon œil un prix majeur attribué à l'un des deux films interdits depuis vingt ans — les

Alouettes un fil à la patte du Tchecoslovaque Jiri Menzel (1969) ou *Traces des pierres* de l'Allemand de l'Est Frank Beyer (1966) — et surtout au premier film est-allemand sur l'homosexualité (*Coming out* de Heiner Carow) ou à la *Patrouille* du Soviétique Aleksander Rogoschkin.

On déplore l'absence totale du cinéma africain et on s'interroge sur le jeu des majors américaines, qui, apparemment, tiennent de plus en plus Berlin pour une simple rampe de lancement des films-à-sortir-la-semaine-prochaine. Les rivalités entre différents clans de publicistes — celui du distributeur international, celui personnel de la star, celui du distributeur local, etc. — près de sept entités démontrant clairement que l'univers clos de Hollywood supporte mal le voyage.

Enfin, la réputation bien établie de « parfaite organisation » a pris du plomb dans l'aile. Instauré l'an dernier, un système de billets à réserver quarante-huit heures à l'avance (pour le Panorama et les différentes rétrospectives) provoquant le chaos et empêchant d'observer dans le détail (un des traits marquants du Festival de Berlin pourtant) une sorte de continuité culturelle dans la création cinématographique.

HENRI BÉHAR

Cinq milliards de spectateurs

BERLIN
de notre envoyé spécial

L'intérêt particulier du Festival de Berlin, par rapport aux autres, tient à sa situation géographique, qu'il a su utiliser en se spécialisant dans la confrontation Est-Ouest. Bien entendu, cette année était celle de la grande rencontre. On décomptait plus de journalistes que de spectateurs, y compris les Soviétiques pour la première fois une traduction simultanée était donnée en russe dans la compétition. Et surtout se pressaient les acheteurs, les programmeurs, qui viennent régulièrement se fournir au marché, au forum, dans les différentes sections, plus les producteurs, distributeurs, et encore les import-exportateurs... Les yeux et les contrats étaient tournés vers l'Est.

La direction du festival avait organisé un colloque centré sur les thèmes de la distribution, des coproductions, du rôle de la télévision. Les pays du pacte de Varsovie étaient représentés, plus la Yougoslavie, moins la Pologne ainsi que le Conseil de l'Europe, la RFA et c'est un Suisse qui dirigeait les débats. Myron Collina, qui préside aux exportations américaines, a repris l'éternel argument de ses compatriotes : le cinéma est un divertissement de masse, les spectateurs du monde entier veulent Hollywood et « si on veut les faire changer d'avis, les cinéastes n'ont qu'à copier Hollywood. Quant aux histoires d'identité culturelle, ce sont des plaisanteries réservées à une petite élite ».

Eviter des pièges

Dominique Wallon, directeur du Centre national de la cinématographie (CNC), a expliqué l'action de la France et comment elle allait participer à la production européenne. Jack Lang, ministre de la culture, avait été invité, mais n'est pas venu. Il avait préféré le retour de Rostropovitch à Moscou. Il s'était pas non plus à l'ouverture de ce 40^e Festival où il était attendu. Pourtant, il y a une demande très forte de la part d'intellectuels et d'artistes, se sentent attirés vers l'Ouest et se culture.

Bat du colloque, définir des stratégies permettant d'éviter quelques pièges : l'instauration d'un capitalisme sauvage qui pars au plus pressé, mais à moyen terme détruit les structures de la production nationale. Moritz de Hedelin, directeur du festival, organisateur du colloque, a cité en exemple Budapest, où les Américains avaient acheté les droits de programmation des salles, si bien que les films hongrois en ont pratiquement disparu. Piège également les « europuddings » où les nation-

alités se mêlent sans autre nécessité que l'échafaudage du budget — ainsi les *Anges*, film suisse tourné à Barcelone en anglais, avec un acteur américain et des personnages rajoutés pour donner un rôle à deux vedettes espagnoles.

« Les coproductions ne doivent pas être la mise à l'écart des équipements et des talents », a dit Moritz de Hedelin. Dans les pays ex-socialistes, on espère que la crise économique va se résorber, que les monnaies deviendront convertibles à des taux raisonnables, mais, en attendant, on peut surtout offrir des services et des studios à bon marché. Les représentants de ces pays ont exposé leur situation particulière, leurs manques, leurs vœux. Ce qui manque le plus, et qu'on ne trouve pas ailleurs, c'est une seule voix, ils appellent d'une seule voix, c'est l'information. Un organisme centralisateur et diffuseur, une coordination, une banque de données, un marché permanent européen. En fait, si la coopération Est-Ouest (ou vice-versa) n'a pas été jusqu'à présent positive, c'est pis entre les pays de l'Est eux-mêmes, et-on après. Tout au moins au-delà des relations plus ou moins obliques avec l'URSS.

On parle globalement des pays ex-socialistes, mais chacun a vécu différemment le socialisme, s'y est adapté, l'a contourné et détourné à sa façon. D'autre part, on ne peut pas comparer la situation en Roumanie et en RDA, par exemple. La RDA où c'est plutôt l'organisation trop rigide qui pose des problèmes, la coopération avec la RFA où la coopération avec la RFA existe depuis longtemps (le *Monde radio-télévision* daté 18-19 février) où la solidarité européenne, tant réclamée peut s'exercer sans modification importante. Impossible également de comparer l'ensemble de ces pays à l'URSS, dont la position reste dominante.

Dans l'ensemble de ces pays, y compris l'URSS, les recettes comptent pour rien dans la rentabilité d'un film, car le cinéma ayant été subventionné à 100 %, les places tournent aux environs de 5 ou 10 F, et on ne dispose pas de moyens suffisants pour contrôler le nombre de billets vendus. L'URSS a ouvert la voie des coopératives privées qui travaillent parallèlement aux organismes d'Etat, et qui permettent d'assouplir le système. Les studios soviétiques possèdent des circuits de salles. « Paradoxalement ils sont plus libres que les studios hollywoodiens, dans la mesure où n'existe pas chez nous de loi antitrust, pas encore, a précisé le télévisant, nous avons à publier soixante ans de monopole, particulièrement peu efficace, ou plutôt librement peu efficace, un système alternatif, d'élargir le cinéma d'auteur, réorganiser la distribution. Auparavant, la Sovexport diffusait ses achats dans toutes les républiques. A présent, nous les

avons régionalisés : les Baltes et les Asiatiques n'ont pas nécessairement envie des mêmes œuvres... »

Pourtant, si l'URSS achète un film, les entrées se comptent par millions. Les entrées d'un film soviétique en France se comptent par milliers en cas de succès. Les Russes ont donc tendance à négocier avec les Américains, qui sont « riches, rapides, concrets », constate le délégué du Conseil de l'Europe. Notre terrain est celui d'un fonds commun de culture, d'une histoire commune. Mais il nous faut modifier nos structures et nos habitudes, faire fonctionner les marchés intérieurs, régler la question des droits d'auteur et des copyrights qui n'existent pas entre l'Est et l'Ouest, aider à mettre sur pied la production vidéo, qui désormais complète obligatoirement le cinéma.

Agent de liaison

Les cassettes piratées, les copies retournées usées jusqu'à la trame et portant la mention « non diffusé » représentent une pratique suffisamment courante pour décourager les investisseurs. Enfin, on doit créer de toute pièce les relations avec la télévision, car dans les pays ex-socialistes elles ne dépendent pas du même ministère que le cinéma, et ne participent pas à la production.

Malgré les décalages et les difficultés, l'Europe occidentale se tient prête, car dans l'état actuel des économies, étant donné la différence des niveaux de vie, les sommes à investir sont plus rentables. La participation de 1,5 million qu'offre par exemple la France pour une coproduction possède une valeur beaucoup plus importante que dans n'importe quel pays de la CEE. Les représentants de l'association Eurimage, coproductrice de films inter-européens, financée par les pays qui en font partie, ont donné à Berlin une conférence de presse, exposé leurs buts et leur désir d'élargir leurs activités.

C'est que le marché européen représente pour l'heure environ 5 milliards d'entrées par an. Les habitants de l'Est vont beaucoup au cinéma. En gros, cinq fois plus que ceux de l'Ouest. Le champ est énorme, et le restera même quand les télévisions joueront la carte de la démagogie commerciale, quand l'économie de marché aura fait augmenter le prix des places et que comme nous, là bas, ils hésiteront à sortir sauf peut-être pour une superproduction hollywoodienne. Il apparaît clairement en tout cas, que Berlin Ouest-Est a bien l'intention de consolider grâce à sa position géographique, son rôle d'agent de liaison.

COLETTE GODARD

Scènes de l'autre côté

Le 40^e Festival de Berlin s'est vu baptiser par le *Berliner Zeitung* (Berlin-Est) le 1^{er} Festival international de Berlin-Est. La formulation, non dépourvue d'esprit, n'est cependant pas une nouveauté. Depuis 1965-1966 décrit une situation similaire.

Après la projection de *The Music Box* au Kosmos de Berlin-Est, Gunther, trente et un ans, ingénieur en informatique, est troublé. « Qui est Jessica Lange ? » Comment trouve-t-il le film ? « Plus hollywoodien que Missing. Mais complexe. Évoque certaines situations très proches de nous. » D'autant plus, finit-il par avouer, ce que vit Jessica Lange défendant son père accusé de crimes de guerre, il l'a en partie vécu : son grand-père était officier dans la Wehrmacht, il s'est toujours interrogé à son égard, il n'a jamais osé lui poser la question, il ne

le fera jamais, son grand-père est mort. Il a du mal à parler librement à un étranger : quarante ans de prudence ne disparaissent pas en un jour. Compte-t-il voir d'autres films au Festival ? « Peut-être. Dix marks, c'est cher (le prix moyen d'une place de cinéma est de 2 marks est-allemandes et 35 pennings, soit environ 3 francs). A ce compte-là, je préfère aller voir Carmina Burana à l'Opéra ou une pièce de Brecht. » Et il ajoute, après un temps : « Au moins, ici, nous avons réussi la culture. »

Park est minichois. C'est pourtant un anglais que dans un bar on refusa de le servir : c'est pourtant en anglais qu'il se verra interdire l'entrée d'une discothèque : « Vous ne vous sentirez pas à l'aise. »

Apprenant que le tronçon du mur allait sauter entre le Reichstag et Potsdamerstrasse, au-delà de la porte de Brandebourg, une vieille dame réplique : « Un : il sera remplacé, pour l'instant, par une clôture ; deux : il y a deux murs séparés par un *no man's land*, un à l'Ouest, l'autre à l'Est, lequel va-t-on démolir ? » Les choses prendront certainement plus de temps que les lyrismes de l'Ouest le donnent à croire.

H. B.

Pourquoi fait-il noir la nuit ?

Derrière la naïveté de cette question se cache une des plus profondes énigmes du cosmos. A travers une sorte d'enquête policière (mais qui donc a dérobé la lumière des étoiles lointaines ?), c'est toute l'histoire de la cosmologie que nous retrace l'auteur.

Collection Science ouverte
dirigée par Jean-Marc Levy-Leblond
120 F



Editions du Seuil

CULTURE

CINÉMA

Le commencement de l'apocalypse

Revoir « Mourir à Madrid » de Frédéric Rossif, c'est retrouver une vérité

Le 27 mars 1939, Madrid, dernière ville de l'Espagne républicaine qui ne s'était pas encore rendue, tombait. Franco et ses troupes allaient y faire leur entrée. La démocratie était morte en Espagne.

C'était le jour de mon anniversaire. J'avais douze ans. Ce fut, dans ma famille, un jour de deuil et de consternation. Depuis l'été 36, les informations et les photographies des journaux, les images des actualités cinématographiques avaient fait entrer dans la vie quotidienne des Français, cette guerre civile qui avait commencé par une rébellion militaire et s'était terminée par le triomphe d'un fascisme, appuyé, aidé, par Hitler et Mussolini.

Lorsque *Mourir à Madrid*, film de Frédéric Rossif produit par Nicole Stéphane, sortit en avril 1933, bien des mémoires s'étaient endormies, et l'Espagne franquiste était si bien acceptée — sauf pour les opposants politiques — que pas mal de Français en avaient fait une terre de vacances. On y achetait des maisons sur la Costa Brava.

Le film eut maille à partir avec la censure, qui fit supprimer du commentaire de Madeleine Chapeau certains propos concernant le général Franco. N'empêche que *Mourir à Madrid*, comme, en 1961, *Le Temps du ghetto* sur l'histoire du ghetto de Varsovie, vint secouer la tranquillité et la bonne conscience.

Célébra pour ses émissions de télévision sur les animaux Frédéric Rossif s'affirmait, alors un auteur passionné, lyrique dans un genre jusque-là popolaire dans l'air du temps : le film de montage historique. Il avait eu accès à toutes les archives cinématographiques, sauf à celles, cadencées, de l'Espagne franquiste. Les documents qu'il avait pu réunir étaient, de toute façon, extraordinaires et, ce qu'il ne pouvait montrer avec des preuves filmées, il l'avait suggéré avec

des images de paysages, des textes.

Sans masquer les erreurs et les divisions du camp républicain, les responsabilités partagées de certains massacres, Rossif avait choisi de rendre justice, par l'ordonnance limpide des faits, à ceux qui s'étaient battus, dans des conditions parfois effroyables, pour leur nation et leur liberté, contre le fascisme. Le film reçu le prix Jean Vigo et le prix du Chevalier de La Barre.

Revoir *Mourir à Madrid* aujourd'hui, c'est retrouver la vérité maintenant enfouie — cinquante ans ont passé, Franco est mort, l'esprit des générations a changé — d'une époque ; c'est assister, avec la mort d'un monde, à la répétition générale de la guerre totale en Europe. C'est assister à la reconstruction intérieure d'un conflit où un peuple combattait contre lui-même dans l'horreur, la folie, les villages pris et repris, détruits. C'est compter les ruines et les morts, prendre parti pour le bon droit contre la haine et la tyrannie, accepter et comprendre les leçons de l'histoire, la façon dont le passé se relie au présent.

C'est aussi admirer un art dramatique du film de montage que Frédéric Rossif a continué de pratiquer pour révéler les mémoires. Témoin son grand film de trois heures en deux époques, *De Nuremberg à Nuremberg* (texte de Philippe Meyer), l'histoire du nazisme, de son triomphe en 1933 à sa défaite et son jugement en 1945-1946 qui a été présenté sur Antenne 2 l'an dernier et vient d'être mis en circulation en deux cassettes vidéo par les éditions Montparnasse. On y retrouve la même vision de l'histoire, la même façon de secouer l'oubli par le choc de documents étonnants et vrais. C'est, au fond, la suite logique de *Mourir à Madrid*, qui lui aussi devait bien aboutir un jour dans les vidéothèques personnelles.

JACQUES SICLIER

PHOTO

Un ascète lyrique

Les études photographiques de José Maria Sert, révélées par Michèle Chomette, s'opposent à l'emphase de sa peinture

Dodu, barbu, chapeauté, José Maria Sert portait presque toujours un appareil photographique au cours de ses voyages. Mais s'il agissait en chasseur à l'affût, il ne se disait pas photographe et se gardait bien de montrer ses images qu'il considérait comme un secret d'atelier.

Né à Barcelone en 1874, Sert a vécu toute sa vie à Paris. Il y arrive à vingt-cinq ans et habite un luxueux appartement rue de Rivoli. Il fréquente Gide, Proust, Valéry, Colette, Cocteau et Claudel qui voit en lui « le dernier représentant de la grande peinture ».

Estimant les fresques peu durables, il ne les réalise pas directement sur les murs, mais les conçoit d'abord en atelier. Pour atteindre à une reconstitution plus vraie que nature, il utilise des mannequins articulés de bois qu'il aligne et perche sur des échafaudages, plateformes et praticables. Sculpture mobile en trois dimensions, modèle postural, le bustin inanimé, à la gestuelle mécanique — remplacé parfois par des santons — est l'objet de véritables tableaux miniatures. Drapé d'étoffe, percé de piques, il mime d'extravagantes scènes épiques que sous-tend tout un appareillage (mat, rampe, poterie), rouage d'une machinerie apparentée aux coulisses d'un théâtre.

Admirateur de Piranèse, Sert est fasciné par les arabesques, les arabesques, équilibristes. Il s'agit donc de composer sous des angles inhabituels, en contre-plongée, par des perspectives renversées nécessaires à l'appréhension de l'échelle. Destinées à donner le point de vue de l'architecte mais aussi du public, elles créent l'impression d'être à bord d'un bateau qui chavire.

Formes pures jouant à la tache, les peintures d'écaille servent de croquis préparatoires. Parés de traits, d'accessoires et de mouvements, ils se mettent en scène mythologiques, archaïques, chevaleresques, épiques et anges déchus. Déployant un sens de l'éclairage inutile dans sa peinture, Sert se délecte visiblement de « installations » de *Sinbad le marin* (1923) où la maquette d'un trois mâts tangue, seigneuriale, sur une mer bouillonne de terre glaise.

Ogre à l'activité titanique, Sert alterne les sujets religieux, histori-



ques, symboliques — pour le siège de la Société des Nations à Genève, en 1934, la salle des pas perdus du palais de justice de Barcelone, la crypte de l'Alcazar de Tolède, où la cathédrale de Vich, travail de toute sa vie, qu'il reprend entièrement quand elle brûle en 1936.

Crayonnés, quadrangulaires, annotés, punaisés, maculés de peinture, d'esquisses au fusain et de pastels sur calque, ses essais photographiques restituent l'intimité du processus créatif.

Dans une salle attenante sont exposées des « études photographiques avec modèles » (1900-1945), polyptiques d'hommes nus prenant des poses. Et de bimbos potelés qui dansent. Ces recherches sérieuses sur la décomposition du mouvement sont contemporaines de celles d'Albert Loz et Muybridge.

L'emploi des automates annonce Man Ray et préfigure surtout le post-pose de Bellmer.

Sert meurt le 27 novembre 1945 à Barcelone. Ses photographies ont été retrouvées par hasard en 1985 dans son atelier. Le maître l'avait légué à ses assistants avec ordre de tout détruire. Fruits d'une pratique occulte, elles sont d'une beauté brute, barbare, provocante. Et ont

une modernité, une pureté esthétique dont ne peut se prévaloir le pompérisme baroque et grandiloquent de sa peinture.

PATRICK ROEGERS

► Sert photographe ou l'artiste piégé, études photographiques et dessins 1905-1945, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, 75003, jusqu'au 23 février.

VENTES

Avant-garde russe à Londres

Vers de nouveaux sommets chez Christie's et Sotheby's

Le mois d'avril à Londres s'annonce bien. Au menu des ventes aux enchères, deux ensembles exceptionnels d'avant-garde russe. Christie's dispersera les toiles, collages et compositions mixtes d'Alexandra Ekster, Rodchenko, Lissitzky, Popova et Vladimir Vasilevich Lebedev de la collection de Kurt Benedit, codirecteur de la galerie Van Diemen à Berlin dans les années 1920-1930.

Avant de fuir l'Allemagne hitlérienne, l'organisateur de la première exposition du genre (1922) dissimule ses archives et sa collection dans une cave de la région de Schenkenviertel. Après la guerre, Kurt Benedit se défit de sa collection au profit d'un amateur d'origine balte, qui les céda aujourd'hui.

Sotheby's, pour sa part, mettra en vente des Rodchenko, Kliun, Popova (au total, vingt-deux œuvres) de la collection Georges Costakis. En 1977, ce russe d'origine grecque céda son départ de la mère patrie en léguant aux autorités soviétiques une partie importante de sa collection, mais il s'agit ici d'une partie des œuvres que Costakis a emmenées avec lui en Grèce. Pour Julien Barran, directeur de Sotheby's Paris, les estimations des vides de la collection Costakis sont justifiées : « Non seulement ces œuvres sont sorties légalement d'Union soviétique, mais, de plus, leur provenance est connue. » Une remarque qui n'est pas superflue étant donné le nombre impressionnant de faux en circulation depuis le début des années 70 et qui viennent pour la plupart d'Union soviétique. Sont plus particulièrement concernés les dessins de Stepanova, Lebedev, Popova et Rodchenko.

« Si un dessin raproché de Lissitzky n'a pas été exposé pendant au moins dix ans, il est considéré comme douteux et pratiquement invendable », commente Alexis de Tiesenhausen, expert chez Christie's.

Le marché des artistes soviétiques des années 20 en a souffert. En 1974, Sotheby's doit interrompre ses ventes. « Les faux sont difficilement identifiables », explique Asya Chorley, expert chez Sotheby's, car l'avant-garde russe s'est développée en vase clos, sans l'aide de marchands qui auraient pu aujourd'hui apporter des précisions sur ces œuvres. Quant aux experts qui pourraient en parler, ils se trouvent toujours en Union soviétique.

Pourtant, depuis la vente historique de Sotheby's à Moscou en juillet 1988, les prix flambent. Un Rodchenko estimé à 70 000 livres (100 000 F) part pour 300 000 livres (3 millions de francs). En avril dernier chez Sotheby's, une toile de Popova est adjugée à une galerie londonienne pour 264 000 livres (plus de 2,5 millions de francs) en dépit de doutes sur son authenticité. Six mois plus tard, cette toile est proposée à la FIAC de Paris pour 11 millions de francs. Les Japonais, qui avaient pu se familiariser avec ce genre de peinture grâce à l'exposition « Dada et Constructivisme » organisée au Japon, participent activement aux enchères. Les ventes des collections Costakis et Benedit devraient marquer de nouveaux sommets.

ALICE SEDAR

► Sotheby's, le 4 avril, et Christie's, le 5 avril, à Londres.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

QU'EST-CE que c'est que ce trafic ? On ne peut plus s'absenter quinze jours loin de Paris, ou dans les lointains d'un manuscrit, on ne peut plus couper le son des télévisions et des conversations, sans qu'un retour, allons bon, de nouveaux tics verbaux aient envahi la période générale, infecté les esprits les plus immunisés ; au point, non mais écoutez-les, qu'on se sent tout drôle de ne pas recourir à leurs gadgets passe-partout et qu'à la fin, à son tour, on cède.

Ne parlons même pas de la jactance politique. Celle-là, tant de scieries s'y est mise, d'où qu'elle vienne, que les nouvelles manières n'y poussent plus. Tous ces leaders interchangeables et incoercibles, on pourrait leur ôter les piles, on a l'impression qu'ils continueraient quand même. « Un certain nombre de mesures », « soyons clairs », « ça veut dire quoi, concrètement », « problème fondamental », « enjeu majeur », « secousses à l'est », « menaces japonaises », « fin des idéologies », « mort de l'histoire », « 1992 venir très vite », « le troisième millénaire » ne va pas tarder non plus et il « sera religieux ou ne sera pas ». Pout, la, la ! Mais ils nous prennent pour des enfants, ou quoi ?

Si j'étais les parties politiques, j'envierais en vitesse quelques-uns des plus fûtés et des moins m'as-tu-vu dans une ferme de la Mayenne ou du Lot avec un sac à dos de mots *AUTRES*, la Bible, le Coran, Kant, Einstein et quelques « Piéride », avec interdiction d'ouvrir aucun poste après le dîner ; et on verrait bien, après quelques mois, si ces émissaires recyclés aux vraies sources inventeront enfin de quoi faire remonter la confrérie dans les estimés et les sondages.

PENDANT qu'ils y sont, ils devraient emporter les essayistes récents et moins récents susceptibles d'éclairer notre avenir. On leur souhaite, à ces visionnaires, d'égalier en prophétisme et limpidité le penseur reçu ces jours-ci grâce à une réédition. Écoutez :

« Les sociétés ont pris leur dernière forme ; on n'y change plus rien qu'avec du canon et des écus, et comme on n'a plus rien à dire au peuple sinon DONNEZ DE L'ARGENT, on le dit avec des placards au coin des rues et des soldats dans les mei-

Tout à fait

sons ; il ne faut assembler personne pour cela ; au contraire, il faut tenir les sujets éparés ; c'est la première maxime de la politique moderne. »

De qui est-ce ? Rousseau, dans l'*Essai sur l'origine des langues* (le Folio-Essais, page 143). La remarque date de 1764. Vous avez bien lu : « tenir les sujets éparés ». A quoi s'emploie la communication d'aujourd'hui sinon à assurer cette docilité des foules par l'éparpillement ? Qu'un philosophe point si philosophe ait présenté la chose il y a deux siècles et demi, quarante ans avant l'invention du télégraphe, voilà qui donne envie de savoir si, à l'heure où nous bafouillons sur tout, un auteur méconnu, d'aventure, fait montre dans son coin, d'autant d'intuition.

Vous n'avez pas rêvé : Rousseau parle aussi de « placards au coin des rues » pour récolter de l'argent, avec un siècle et demi d'avance sur la publicité !

Ce qui nous ramène aux dernières sonnettes langagières en vogue, de plus en plus d'origine commerciale. Je pense au mot *SUR*. Tendez l'oreille : il est en train de supplanter toutes les propositions de feu. Non seulement on rentre *SUR* Paris, mais on travaille *SUR* la capitale à la façon dont les vendeurs, jamais en retard d'une métaphore guerrière, mettent le paquet *SUR* une région, *SUR* un produit.

LES adverbes d'acquiescement, en quelques semaines, ont encore profité. On ne répond plus : « oui », aux questions de toute sorte, mais : « absolument », « totalement », « complètement ». « Tu déjeuneras, mardi prochain ? — Complètement. » Il ne s'agit plus de superlatifs tels que la langue parlée a toujours cherché à les renouveler — voir le « furieusement » des *Précieuses ridicules*. Cette fois, il s'agit de se montrer résolu et maître de varier, croit-on, son vocabulaire. *TOUT A FAIT* conjugué tous les avantages recherchés : cela vous donne un air compétent et disert d'assurance-conseil pour film publicitaire, de patron sachant gérer son temps (très in, de gérer toute

chose, ses loisirs, son couple, etc.). « On te verra, vendredi ? — Tout à fait. »

Il y a aussi de l'aplomb style présentateur télé, dans ce « tout à fait ». Ces messieurs-dames sortent pour beaucoup dans l'éclat des modes verbales, soucieux qu'ils sont de ne jamais laisser un blanc.

Les mêmes qui, par incapacité ou commiseration pour nos cervelles réputées chétives, n'articulent plus aucune amorce de raisonnement. La moindre énoncé se veut basique, fragmentaire, sans lien de causalité ou de succession. Les expressions « c'est » et « il y a » garantissent la parfaite pasteurisation du produit mental pour enfants attardés. Exemple : « Les prochaines informations (on préfère « infos », l'impérisme des médias se mesurant, c'est connu, à l'extension de leur argot)... c'est à 23 heures. » Un présentateur connoté intellectuel ne parcourt plus les biographies et bibliographies de ses invités qu'à force d'« il y a ». « Et puis, cher Alighieri, permettez que je vous appelle Dante, il y a la Divine Comédie... »

LES mêmes qui, tout en meublant à tout prix, ne laissent plus l'interlocuteur en place. Une. Le questionneur ne s'entend plus demander : « Qu'en pensez-vous ? » mais, « ne pensez-vous pas ? », façon, pour le questionneur, de s'exprimer à sa place et de lui couper la parole. Plus couramment, injonction d'avoir à faire très court écart d'entrée de jeu : « Dernière question, très vite, en une minute » ; de préférence on emploie la troisième personne, pour économiser l'annonce de fin. Cela donne : « Très vite, que répondrait Untel (l'invité présent) si on lui proposait... » Suit une série de jolies postures nullement vacantes et dont le fauve-valoir, de plus en plus enclin à échanger les rôles, laisse ainsi entendre qu'il a le pouvoir de les attribuer.

Pourquoi nos chaînes n'arrêteraient-elles pas de « rendre » en vitesse cette satanée antenne, à peine prise ? Parce que le compteur tourne ? Une minute plus tard, c'est le tarif publicité qui s'applique. On ne plaisante plus. Rappelez-vous Rousseau : nos sociétés n'ont plus rien à dire au peuple que : « donnez de l'argent ».

« C'est pour ça, cette hâte, vous croyez ?

— Absolument. Tout à fait. »

TSE

LES ESCALIERS DU SACRE-CŒUR

COPI ALFREDO ARIAS

Vif - Vite - Gringant
LE QUESTION

Variante et Copi
dans Paris
L'ESPRIT

Poétique
LE MONDE

Cocasse
LE FIGARO

Provocant - On lit souvent
LES ECHOS

Extravagant - Hallucinant
TELEGRAM

Jovial - Ravissant -
Natif - Pervers
L'ESPRESSO

Cor - Léger
LE NOUVEAU OBS

THEATRE D'AUBERVILLIERS LOCATION 48 34 67 67 - FNAC
PROLONGATION JUSQU'AU 25 FEVRIER

سكنى في المنزل

كسبنا على الله

CULTURE

THÉÂTRE

Un comique qui se renouvelle

Avec la complicité d'un musicien, Reinhardt Wagner, Ged Marlon trouve ses marques

Ged Marlon a commencé par rejoindre une troupe d'amateurs à Antibes, le Théâtre de la Marguerite, avec laquelle, pendant trois années, il a sillonné la Côte d'Azur en habit de clown ou de cracheur de feu. Puis il a rencontré Farid Chopel et a imaginé avec lui le tandem burlesque des Aviateurs. Avec le compositeur Reinhardt Wagner (auteur de musiques de films pour *Roselyne et les lions*, de Jean-Jacques Beineix, et *Maman*, de Romain Goupil), dont il fait la connaissance presque au même moment, Ged Marlon réinvente le show musical, dans un jallissement continu de gags visuels, d'humour, de parodies délectables.

Rétrospective René Féré

Les Films Alyn et Gaumont organisent au Gaumont-Parnasse, à Paris, et dans plusieurs villes de province une rétrospective des films de René Féré.

Histoire de Paul (1975), prix Jean Vigo, le *Communisme solennelle* (1977), *Fernand* (1980), le *Mystère Alaxine* (1985), *L'Homme qui n'était pas là* (1987) et *Baptême* (1989), qui vient d'obtenir trois nominations aux Césars du cinéma français.

Baptême est par ailleurs un roman le premier roman de René Féré, commencé avant même l'écriture du scénario et qui vient d'être publié aux Éditions Robert Laffont (312 p., 85 F). Si l'on y retrouve tout ce qui fait le charme mélancolique et la vérité humaine du film, c'est à travers une vraie création littéraire.

L'association Marlon-Reinhardt Wagner est fructueuse, et ce dernier devient bientôt l'accompagnateur et le compère de Marlon, un peu dans la tradition de Laurel et Hardy.

Le rire de Ged Marlon repose sur un mélange particulier de verbe — jamais un mot plus gros que la fois au cinéma muet, à la comédie dell'arte, au rock n'roll et à la lutte gréco-romaine pratiquée à haut niveau durant l'adolescence. Marlon a adopté l'axiome anglais qui dit qu'un humoriste ne rit jamais de ses propres plaisanteries. Sa tête rigide, avec son masque immobile, a l'air d'avoir été mise par inadvertance sur un corps vivant et élastique qui sante et danse.

Français moyens

Ged Marlon ne caricature pas. Ses sketches mettent en scène, avec un léger décalage, et une perspective surréaliste ou absurde, divers personnages de Français moyens, fragiles derrière leurs apparentes certitudes et qui parlent de tennis, de chasse, de football, de moto. Partenaire muet dans certains sketches, Reinhardt Wagner forme un étonnant couple avec Ged Marlon quand il accompagne celui-ci au clavier, à la guitare ou avec la voix dans des chansons (*Sauvons la Suisse*) elles aussi décalées et irrésistiblement drôles.

Testé au théâtre du Tourtour il y a plus d'un an, le spectacle a trouvé sa pleine efficacité comique au Splendid grâce à l'apport de Jean-Michel Ribes, qui a signé les « gémissements et les futilités ».

CLAUDE FLÉOCHER

► Théâtre du Splendid, 21 h.

Un vaudeville hanté par la mort

« Le Malade imaginaire » de Molière vu par Hans-Peter Cloos : la cruauté du burlesque, des comédiens formidables

C'est une pièce bizarre que *Le Malade imaginaire*. C'est une farce construite par-dessus la jambe, une comédie de caractère dont les personnages ont du mal à tenir la route tant les péripéties sont invraisemblables, un vaudeville hanté par la mort. Molière est mort en jouant Argan, un culte pour la dernière fois, et qui reste la propriété de la Comédie-Française, son logo, la marque de sa permanence.

Mourir en scène : le rêve de tout comédien. Argan est devenu une sorte de rôle-fétiche — comme Hamlet ou Don Juan mais pour d'autres raisons, parce qu'il est appelé à la fréquentation très intime que chacun entretient avec son pas « la » mort, mais avec « sa » mort. Les acteurs sont rarement mauvais dans *Le Malade*, et jamais semblables. Parmi les récents, Michel Bouquet en faisait un Lear bafoué et désolé, Marcel Maréchal un vieil enfant terrifié par la camarade et jouant avec sa peur.

Les références du présent

Dans la mise en scène de Hans-Peter Cloos, salle Gémier, Jean-Pol Dubois est un homme obsédé, fasciné par l'invisible travail destructeur à l'intérieur de son corps, de ses viscères, de ses vaisseaux, de tout ce paysage inconnu. Glissant doucement vers la paroxysse, il est magnifique.

Il ne faut pas compter sur Hans-Peter Cloos pour donner une couleur historique à un spectacle, quel qu'il soit. Il n'actualise pas, il uti-

lise les références du présent, dans le cas du *Malade imaginaire*, celles du cinéma burlesque. Des allusions plus que des références, sans insistance. En tout cas, avec cette histoire irréaliste, il est dans son élément, organise une sorte de carnaval qui tourne au noir tandis qu'Argan perd le sens de la réalité, qu'il se laisse déborder par ses hallucinations.

Dans une chambre vide, semble-t-il dévastée, Argan, longue silhouette emmitouflée, visage creux de somatique, s'agitte nerveusement. Ses gestes fébriles, son incapacité à se détendre disent une angoisse dangereuse, qui peut le porter à la plus froide cruauté. Il ne trouve de repos que face à Béline, Marie-Christine Conti. C'est formidable la manière complètement désarmée dont il surse « m'amour » à la garce en robe noire sexy, qui tient de Chas Adams et de la Louve des goulags. L'attribution du *Malade* pour cette

figure morbide est d'une implacable logique.

Le spectacle commence presque feutré, s'intensifie insensiblement, et quand il atteint la violence, devient vraiment drôle, par les décalages entre les comportements et les situations, avec l'arrivée de Diafoirus (Marc Chikly) en chirurgien-boucher. De Cléante (Denis Lavant) voyou acrobate et insolent qui entraîne Angélique (Nathalie Richard) derrière un rideau pour lui donner une leçon de chant et d'amour. Et Béralde (Eric Prat), le raisonneur devenu ici une sorte de besuf bouffi, avec un œil malin et un côté gentil pour son frère malade.

Fantaisie et folie

Le spectacle de Hans-Peter Cloos, qui se confirme grand directeur d'acteurs, tient sur la fantaisie, la folie personnelle de ses comédiens, tous impeccables, en particulier Catherine Jacob, Toinette lucide, pulpeuse, le seul per-

sonnage sain et frais de toute la pièce. Tellement bien dans sa peau, tellement vitale qu'elle traverse cette fête louche sans être atteinte le moins du monde. Et pourtant elle en profite. Elle tire les ficelles, mène son monde avec générosité sans indulgence, une sorte de joie charnelle, émouvante.

A dire vrai, ce spectacle pêche dans son milieu par un trop-plein de petites actions finalement inutiles — ce qui est tout à fait inhabituel avec Hans-Peter Cloos — qui retiennent un moment le défile carnavalesque, et entravent les comédiens. C'est ennuyeux, mais c'est peu, l'essentiel est sauvé : le plaisir et sa lutte contre la mort.

COLETTE GODARD

► Théâtre de Chaillot, salle Gémier. Jusqu'au 24 mars. Du mardi au samedi 20 h 30, matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Minitel : COM 21/CH.

PIANO

SALLE PLEYEL
Lundi 19 MARS 20 h 30
MURRAY PERAHIA
CHAMBER ORCHESTRA
OF EUROPE
MOZART
LOCATION : 45.63.88.73

LE MISANTHROPE

Niels ARESTRUP
Marianne BASLER
Mise en scène Pierre PRADINAS
Compagnie du Chapeau Rouge
THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE
LOC. OUVERTE 42.08.18.50

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Jeudi 22 Vendredi 23 février 20 h 30 (à la Vallée) (à la Vallée)	ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS Dir. Arpad GERECZ Sol : Jean-Philippe COLLARD Bruno RIGUTTO Jacques ROUVIER Gabriel TACCHINO Piano BACH, HAYDN	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Jeudi 22 Vendredi 23 février 20 h 30 (à la Vallée) (à la Vallée)	THE ACADEMY OF SAINT-MARTIN In THE FIELDS Dir. : Iona BROWN HAROLD BACH ALBION TONELLI
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Vendredi 23 février 20 h 45 Lundi 26 février 20 h 45 (à la Vallée) (à la Vallée)	LES MIDIS MUSICAUX Le 22 : Giuseppe SABATTINI Ténor JEFF COHEN Piano BELLINI VERDI, TOSTI Le 26 : Inger SODERGREN Piano CHOPIN, BEETHOVEN	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 25 février à 16 heures (à la Vallée)	Brigitte FASSBAENDER Mezzo-soprano Hinterhauser Piano SCHUBERT
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 25 février à 16 heures (à la Vallée)	Solistes de l'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE BEETHOVEN LECU, MOZART	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Dimanche 25 février à 16 heures (à la Vallée)	Brigitte ENGERER MOZART, CHOPIN BEETHOVEN
			MARIONNETTES DE SALZBOURG LE RANELAGH 20 FEV./25 MARS La Fille enchantée Les Noces de Figue La Chèvre-Souris Les Contes d'Hoffmann

BELMONDO

MONTRE LE BOUT DE SON NEZ TOUTE LA JOURNÉE
SUR EUROPE 1
MERCREDI 21 FÉVRIER

"CYRANO DE BERGERAC"
MISE EN SCÈNE DE ROBERT HOSSEIN
UN NOUVEAU SPECTACLE EUROPE 1



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un policier corrompu jugé au tribunal de Versailles

L'inspecteur providence et « l'argent des vieux »

Un inspecteur divisionnaire du commissariat de police de Courbevoie (Hauts-de-Seine) a comparu pour « vols, contrefaçon ou falsification et usage de chèques, abus de confiance », lundi 19 février, devant la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles (Yvelines). Chargé principalement des enquêtes sur les décès de personnes âgées, Christian Champmartin avait récupéré, à son profit, les biens et les valeurs de plusieurs d'entre elles. Entre 1986 et 1988, 2 ou 3 millions de francs furent ainsi détournés par le policier.

Les méfaits de l'inspecteur Champmartin gâteraient la bande-annonce d'un énigmatique film sur les « ripoux ». Trop sordides, ces « enquêtes-décès » au domicile de défunts sans héritiers. Trop impudente cette avidité à fouiller leurs affaires au cours des inventaires, à éplucher leurs livres de comptes et à dérober leurs chèques.

L'officier de police judiciaire avait vite fait d'imiter les signatures des défunts pour libeller à son bénéfice des chèques de plusieurs dizaines de milliers de francs. 32 000 F sur un chèque d'Hélène Rebours, décédée à Courbevoie le 14 janvier 1986. Un total de 200 000 F sur le compte d'une autre disparue, quelques mois plus tard. Les chèques anti-datés étaient établis soit directement à l'ordre de Christian Champmartin, soit au nom de M. Robert Lintignat —

un « débile léger » et un « quasi-clochard », selon la présidente, Mme Suzanne Muller — que la famille Champmartin avait pris sous sa protection. L'inspecteur, qui a reconnu ces détournements de fortune, a commis une vingtaine de délits en trois années.

Les « drôles de pratiques » de l'inspecteur divisionnaire furent dénoncées en 1988 par une lettre anonyme, deux autres adressées par un de ses collègues. L'enquête de l'inspection générale des services (IGS) permit ensuite d'établir le train de vie hors du commun de ce policier de quarante-trois ans : villa avec piscine sur la Côte d'Azur, appartement à la montagne, pavillon de banlieue, voiture de standing, gros bateau et 13 000 F mensuels de remboursement d'emprunts (pour un revenu de 15 000 F). La police des polices devait relever une vingtaine de délits, et l'inspecteur fut inculpé et incarcéré en juillet 1989.

Avec leur consentement

Le système était simple : des captations d'héritage rondement menées aux dépens de personnes seules et très âgées, qui avaient placé leur confiance en ce faux bon Samaritain policier.

Ce fut le cas, par exemple, à l'occasion du décès du frère de Mme Marie-Thérèse Clave. Le policier fit connaissance de cette dame âgée de quatre-vingt-six ans, et un rapide examen des livres de comptes du défunt permit au policier de découvrir l'ampleur de la fortune de l'uni-

que héritière. Il gagna la confiance de cette vieille dame aveugle, impotente et atteinte d'un cancer. Désigné comme son mandataire spécial par un juge d'instance, le policier s'occupa ainsi des comptes en banque de l'héritière et détourna 225 000 F à son profit. Trois mois après le décès de la vieille dame, Champmartin devait même fabriquer un testament olographe qui faisait de lui le légataire universel de Mme Clave, « en remerciement de son comportement et de ses soins ».

Autre exemple : la famille Hasselain. Là encore, l'inspecteur jette son dévolu sur le riche frère d'une défunte. Sous prétexte de payer les obèques, il commence par soutirer au vieillard un chèque de 100 000 F. Prenant en charge le grabataire, l'inspecteur obtient des « prêts » considérables : une somme de 1,9 million de francs. Pas assez méfiant, l'inspecteur divisionnaire se serait, à l'en croire, fait voler cette somme par une « bande d'escrocs ». Voilà pourquoi, le policier, il n'a pas pu rembourser le « prêt ».

A entendre l'inspecteur Champmartin, « tout s'est fait avec le consentement » des personnes âgées. Sauf dans le cas de la famille Collin, pour laquelle l'inspecteur avait été désigné administrateur de biens. Une fille, héritière, s'est portée partie civile, accusant le policier d'avoir empoché qu'elle reçoive 200 000 francs tirés des loyers d'une maison appartenant à cette famille.

« C'était de l'argent des vieux qui n'avaient plus personne au monde », a soufflé le policier

pendant l'audience. Piètre système de défense pour un fonctionnaire d'autorité : « Je ne vois personne puisqu'il n'y avait plus d'héritier. Je n'ai volé que le fisc et l'État. »

Recaté trois fois

Policier depuis 1970, l'inspecteur Champmartin avait pourtant de bons états de service. Affecté à Ajaccio jusqu'en 1984, il avait fait partie de l'équipe de Robert Broussard. Il avait été nommé divisionnaire à titre exceptionnel pour deux actes de bravoure (des interventions au cours desquelles il avait été blessé). Mais l'inspecteur a « craqué » en 1985 : « Je voulais changer de service et j'ai été refusé trois fois au poste de commissaire », assure-t-il. « Alors j'ai basculé de l'autre côté. » Ex-chef de la sûreté urbaine à Courbevoie, il a été révoqué de la police. Aucun de ses collègues n'a témoigné en sa faveur, aucun n'a assisté au procès.

Le procureur de la République a requis une peine de quatre années d'emprisonnement, une amende de 1,5 million de francs, ainsi que l'obligation d'indemniser les victimes, contre Christian Champmartin dont la qualité d'OPJ motive des circonstances aggravantes. Une peine de douze mois avec sursis et une amende de 100 000 francs ont été demandées à l'encontre de son épouse, inculpée de complicité.

Jugement le 19 mars.
ERICH INCIVAN

RELIGIONS

Pressentis par le ministre de l'intérieur

Six « sages » musulmans vont proposer la création d'un conseil communautaire

Les six « sages » musulmans, auxquels M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, avait fait appel, le 6 novembre dernier, pour une mission de réflexion sur l'organisation de la communauté islamique en France, ont mis fin, samedi 17 février à Lille, à leurs travaux. Après cinq réunions à Paris, à Lyon, à Marseille et à Lille, ils vont rédiger un rapport de synthèse, ainsi qu'un certain nombre de propositions, qu'ils remettront à M. Joxe.

Ces six « sages » sont MM. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris ; Hadj Halil, président de l'Association de la mosquée du Bon-Pasteur à Marseille ; le professeur Lahouche, président de l'Association culturelle lyonnaise islamo-française (ACLIF) ; le colonel Hocine Chabaga, adjoint au maire de Villeurbanne et trésorier de la même association lyonnaise ; Khalil Merroun, président de l'Association des musulmans d'Ile-de-France, responsable de la mosquée d'Evry (Essonne) ; et Omar Lasfar, président de l'Association culturelle de la mosquée de Lille.

Soucieux d'affirmer sa représentativité dans la communauté musulmane, ce comité de six « sages » a décidé d'ouvrir le dialogue avec les associations locales, région par région, au cours des prochaines semaines, jusqu'au mois de

ramadan. Il prévoit de s'élargir à des personnalités musulmanes religieuses, scientifiques et culturelles. Dans un communiqué, ce comité lance « un appel pressant à tous les musulmans pour qu'ils l'aident à réaliser leur programme ambitieux de concorde, de fraternité et de compréhension mutuelle, dans l'esprit d'un islam authentique, tolérant et constructif ».

L'autorité de ces six personnalités vient à la fois de leur position locale et de leur choix par M. Joxe. Elles espèrent la mise en place d'un véritable comité consultatif de l'islam en France, servant d'interlocuteur aux pouvoirs publics sur des questions aussi délicates que les agréments administratifs pour la distribution de la viande halal, les constructions de mosquées ou d'écoles.

Jamais un gouvernement n'avait été aussi loin pour encourager une entreprise de structuration de la communauté musulmane par les musulmans eux-mêmes. Mais ce travail de longue haleine suscite déjà bien des suspensions, notamment de la Fédération nationale des musulmans de France (qui représente environ cent cinquante associations), présidé par un Français converti, M. Daniel Yousoof Leclerc.

H. T.

A propos de la « connivence » de l'Eglise avec le marxisme

Le cardinal Decourtray estime avoir été mal compris

En recevant les responsables de l'Action catholique ouvrière, mardi 13 février, et en rendant publique, une semaine plus tard, une lettre à tous les évêques français, le cardinal Decourtray, président de la conférence épiscopale, entend dissiper les remous suscités par une interview récente au Figaro, dans laquelle il évoquait une « certaine connivence » passée d'une partie de l'Eglise catholique avec le marxisme (le Monde du 6 janvier).

Dans sa lettre aux évêques, Mgr Decourtray admet la « souffrance » ressentie par les catholiques, prêtres et laïcs, engagés dans les milieux populaires. « Ce qui leur pose question, écrit-il, c'est que le président de la conférence épiscopale semble donner à un journal connu pour son conserva-

tisme un moyen de poursuivre son démantèlement de la démarche missionnaire de l'Eglise en monde ouvrier. » Il admet avoir été « trop rapide pour être compris et constructif », et n'avoir pas « vérifié le contenu de cette interview avant sa publication ».

L'archevêque de Lyon reconnaît la réalité d'un « problème de communication » dans l'Eglise (...), qui paraît sans cesse être enfermée dans des condamnations, des restrictions, des négations. Il entend « encourager et confirmer la démarche missionnaire de l'Eglise en monde ouvrier » et annonce une réflexion plus large de l'épiscopat sur « l'évangélisation du monde ouvrier, compte tenu de l'évolution de la société française et des pays de l'Est ».

ENVIRONNEMENT

Alerte à la pollution au Canada

Pneus en feu

MONTREAL

de notre correspondant

Un incendie ravage depuis plus d'une semaine un gigantesque amas de quatorze millions de pneus usagés dans un dépôt situé non loin du village de Hagersville, au sud-ouest de Toronto, mais les autorités canadiennes doutent de pouvoir rapidement venir à bout de l'impressionnant brasier, d'où se dégagent des flammes chaque jour plus hautes. Elles avaient même volontiers leur impuissance, au grand dam des quelque mille quatre cents habitants de cette région rurale, inquiets pour leur santé.

Au cours des derniers jours, environ six cents personnes ont été évacuées dans un rayon de 3 kilomètres autour du brasier, d'où s'élevaient d'épaisses fumées noires et nauséabondes, dispersées au gré des vents sans cesse changeants. Le reste de la population est prié de se tenir en alerte en attendant que les experts envoyés sur place se prononcent sur la toxicité de l'air ambiant.

Les plus graves inquiétudes concernent toutefois la pollution du sol et du sous-sol, qui risque fortement d'atteindre la nappe phréatique. En fondant sous l'effet de la chaleur, les pneus brûlés ont déjà produit plus de 200 000 litres d'une huile noire et bouillante, que les pompiers s'efforcent de contenir et de pomper le plus rapide-

ment possible dans des camions-citernes.

L'arrosage de la montagne de pneus a été considérablement ralenti ces derniers jours, pour ne pas faciliter la pénétration des substances polluantes dans le sous-sol. Une fois le gros du travail de pompage effectué, les avions Canadair seront appelés à la rescousse, à condition toutefois que l'Ontario, qui grelotte par moins dix degrés, connaisse une petite vague de chaleur. Sous zéro, ces appareils ne peuvent opérer, l'eau qu'ils transportent se transformant en glace.

Plus le temps passe, plus la colère monte parmi la population, qui avait multiplié les démarches, ces dernières années, pour dénoncer l'accumulation dangereuse de ces vieux pneus. La ministre de l'environnement de l'Ontario avait bien ordonné, il y a trois ans, à la société Tyre King Recycling, propriétaire du dépôt, de diviser sa montagne en tas de cent pneus séparés par des coupe-feu et de construire un réservoir d'eau de 160 000 litres. Le propriétaire de la société a toutefois contesté cette décision devant les tribunaux, où l'affaire est toujours en instance.

« Nous avons fait tout ce que nos lois nous permettaient de faire », affirment les autorités de l'Ontario, tandis que les gouvernements des autres provinces canadiennes relisent les leurs pour voir s'il n'y aurait pas lieu de les rendre plus contraignantes.

MARTINE JACOT

Le procès de Mme Elisabeth Kopp à Lausanne

La carrière brisée d'un ministre et l'image ternie de la Suisse

Une controverse a marqué le début du procès, lundi 19 février, devant le tribunal fédéral à Lausanne, de l'ancien ministre suisse de la justice et de la police, M^{me} Elisabeth Kopp, et de deux de ses collaboratrices, poursuivies pour violation du secret de fonction.

BERNE

de notre correspondant

D'emblée, de sérieuses divergences sont apparues entre M^{me} Kopp et son ancienne conseillère personnelle, M^{me} Katharina Schoop, sur les circonstances exactes du fameux coup de fil passé le 27 octobre 1988 par l'ancien ministre à son mari, M. Hans Kopp, pour le prévenir des soupçons de blanchiment d'argent sale. M^{me} Schoop des documents du ministre public. Cette dernière a alors pris l'initiative d'avertir M^{me} Kopp des soupçons pesant sur la société Shkarchi. A la demande du ministre, M^{me} Schoop avait également fourni des renseignements supplémentaires à M. Kopp, qui l'avait rappelée par la suite.

L'ancienne conseillère du ministre a réaffirmé que Mme Kopp devait connaître la provenance des informations transmises sur la Shkarchi et sur son époux et se douter qu'elles émanaient de son propre département. M^{me} Schoop a encore fait part de la déception qu'elle avait ressentie quand M. Kopp avait déclaré dans une interview n'avoir jamais reçu de « ruyaux » du ministre de son épouse et quand, dans des déclarations à la presse, M^{me} Kopp avait tenté de « lui faire porter le chapeau ». Pour sa part l'ancien ministre est resté silencieux pendant l'interrogatoire de ses deux anciennes collaboratrices.

Plus encore que le procès lui-même, dont le verdict est attendu pour vendredi, ce sont les conséquences de l'affaire Kopp qui retiennent l'attention. Avec le

qu'elle s'était laissée « contaminer par la panique » quand M^{me} Schoop les lui avait communiquées. Aussi a-t-elle immédiatement téléphoné à son époux pour lui demander de démissionner sans plus attendre du conseil d'administration de la Shkarchi. M^{me} Kopp a encore tenu à préciser que, si elle avait su que cette information provenait du ministère public, elle aurait agi autrement et n'aurait pas manqué de consulter le procureur ou ses collègues du gouvernement avant d'en parler à son mari.

Loyauté

Auparavant les deux coaccusées avaient justifié leur comportement par loyauté envers leur supérieur. Juriste à l'Office fédéral de la justice et spécialisée dans les affaires de blanchiment d'argent sale, M^{me} Schoop des documents du ministre public. Cette dernière a alors pris l'initiative d'avertir M^{me} Kopp des soupçons pesant sur la société Shkarchi. A la demande du ministre, M^{me} Schoop avait également fourni des renseignements supplémentaires à M. Kopp, qui l'avait rappelée par la suite.

L'ancienne conseillère du ministre a réaffirmé que Mme Kopp devait connaître la provenance des informations transmises sur la Shkarchi et sur son époux et se douter qu'elles émanaient de son propre département. M^{me} Schoop a encore fait part de la déception qu'elle avait ressentie quand M. Kopp avait déclaré dans une interview n'avoir jamais reçu de « ruyaux » du ministre de son épouse et quand, dans des déclarations à la presse, M^{me} Kopp avait tenté de « lui faire porter le chapeau ». Pour sa part l'ancien ministre est resté silencieux pendant l'interrogatoire de ses deux anciennes collaboratrices.

Plus encore que le procès lui-même, dont le verdict est attendu pour vendredi, ce sont les conséquences de l'affaire Kopp qui retiennent l'attention. Avec le

recul, le coup de fil passé par l'ancien ministre à son mari peut paraître aujourd'hui dérisoire par rapport à la cascade de révélations qu'il a déclenchées. Politiquement, M^{me} Kopp a déjà payé son imprudence en voyant sa carrière brisée. Tout au plus risque-t-elle d'être condamnée à une amende ou à une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison avec sursis.

Dans le sillage de l'affaire Kopp, les Suisses sont en train de découvrir, avec stupeur, qu'un grand nombre de citoyens étaient systématiquement fichés. Venant s'ajouter aux précédentes révélations, il est reconnu lundi que la police fédérale fichait même les personnes qui se rendaient dans les pays de l'Est. « La belle Suisse démocratique des trente années d'après-guerre était apparemment un pays gangrené par la peur du non-conformisme », écrit le quotidien 24 Heures, de Lausanne, un pays craignant le mouvement, redoutant le vent du large, détestant les remises en cause. La Suisse ne pensait plus, elle comptait son argent.

JEAN-CLAUDE BUHRER

□ Ouverture d'une information judiciaire après la disparition de M. Charles Pollet. — Une information judiciaire contre X... pour arrestation illégale et séquestration de plus de cinq jours a été ouverte, lundi 19 février, par le parquet du tribunal de grande instance de Lille au sujet de la disparition, le 8 février, de M. Charles Pollet, le fils aîné de l'un des fondateurs de La Redoute. L'ouverture de cette information devrait permettre aux policiers du service régional de police judiciaire (SRPJ) d'élargir leurs investigations. Ils pourraient ainsi se rendre dans la région de Cannes et en Corse, où l'homme d'affaires possédait des biens immobiliers. Toutes les activités de Charles Pollet, qui est âgé de soixante-neuf ans, seront passées au crible afin de découvrir un début à sa disparition. Aucune demande de raison n'est parvenue à sa famille.

A Marseille

L'Union régionale hospitalière privée conteste l'existence d'une « guerre des cliniques »

Marseille n'est pas en proie à une « guerre des cliniques », mais à une « simple émulation professionnelle », ont déclaré, lundi 19 février, les responsables des syndicats de propriétaires de cliniques de la région de Marseille. Une émulation liée, disent-ils, à l'arrivée de groupes importants sur le marché de l'hospitalisation privée. Selon le Docteur José Eymard-Ba, président de l'Union régionale hospitalière privée, la rentabilité des cliniques marseillaises reste « aléatoire ». « La lourdeur des investissements médicaux condamnée à terme les petits établissements familiaux », a-t-il expliqué. Elle favorise la constitution de chaînes de cliniques nationales sous l'égide de grands groupes.

Les responsables régionaux sont revenus sur des informations avancées lors de l'arrestation de Jean Chouraqui, inculpé de complicité d'assassinat pour le meurtre, le 18 mai 1988, du gérant de la Polyclinique Nord, Léonce Mout. Lors des opérations de rachat d'établissements réalisés par Jean Chouraqui, les lits des cliniques se négociaient, disent-ils, entre 150 000 et 350 000 francs. « Le chiffre de 1 million de francs n'a aucune signification économique », a déclaré le docteur José Eymard-Ba.

Quant au président du Syndicat régional de l'hospitalisation privée, le Docteur Vincent Giordano, il s'est dit « stupéfait » par les rumeurs concernant les opérations de blanchiment de milliards dans les cliniques marseillaises. « Le contrôle très strict des comptes des cliniques par les pouvoirs publics et la Sécurité sociale interdit ce genre de pratiques », a-t-il conclu.

FAITS DIVERS

□ Un mort dans l'explosion de Gennepville. — L'explosion qui s'est produite lundi 19 février dans un hôtel meublé de Gennepville (Hauts-de-Seine) a fait une victime, et non deux, comme nous l'avions annoncé (nos dernières éditions du 20 février). L'explosion s'est produite alors que des travaux étaient effectués sur le réseau des eaux de la ville. La victime serait l'employé de la Suburbaine des eaux qui avait peré la canalisation de gaz, une heure et demie avant la déflagration qui a ravagé plusieurs bâtiments de la rue.

1501

SOCIÉTÉ

Les cimetières de l'atome

Des centrales sous sarcophage pour un demi-siècle

Les équipements nucléaires dont la France s'est dotée — les plus complets du monde et, toutes proportions gardées, les plus importants — laisseront des « friches » et des rebuts non moins exceptionnels. Lorsqu'il devient obsolète, chacun des maillons de la chaîne radioactive — exploitation minière, produits et appareils médicaux, engins militaires, moteurs de sous-marin — pose un problème particulier (le Monde du 20 février). Mais le défi majeur est celui posé par les usines de recyclage des combustibles et par les mégacentrales électriques. Les ferrailleurs y sont déjà au travail, et la facture sera lourde. Quant au problème des déchets résiduels, il n'est toujours pas résolu.

Que faire des laboratoires et des ateliers du cycle de fabrication des combustibles nucléaires lorsqu'ils arrivent, comme toute installation industrielle, en fin de vie ? La question ne s'est guère posée durant les premières décennies de l'essor nucléaire. Elle constitue aujourd'hui un véritable casse-tête. Ces équipements occupent des bâtiments encore solides et stérilisent des surfaces utiles. En outre ils sont contaminés par des radionucléides dont la durée de vie est telle qu'il est impossible d'attendre qu'ils n'aient plus d'effets nocifs. Rappelons que le plutonium 239 n'est inoffensif qu'au bout de deux cent quarante-quatre mille ans ! Enfin ces installations vieillissent mal. Il faudrait continuer à les entretenir. La maintenance de l'atelier de métallurgie du plutonium de Fontenay-aux-Roses, stoppé depuis des années, coûte au CEA 7 millions de francs par an. « Je ne veux pas que mes centres de recherche deviennent progressivement des cimetières », dit Philippe Rouvillois, le nouvel administrateur général du Commissariat.

Ainsi est-on obligé de passer assez vite à la phase 3 du démantèlement, c'est-à-dire au démontage total. Plusieurs ateliers sont actuellement dans ce cas en France. C'est chaque fois un chantier sur mesure, plein d'embûches, interminable (parfois plus de dix ans) et par conséquent coûteux.

Pour des raisons de sécurité, les usines de fabrication et de recyclage des combustibles sont compartimentées en cellules hermétiques aux épais murs de béton, à l'intérieur desquelles les opérations mécaniques et chimiques se font automatiquement. On imagine l'embarras des ferrailleurs devant ces bunkers hyper-pollués. Malgré des rampes qui durent plusieurs mois et des injections répétées de

produits décapants, il faut bien un jour pénétrer dans la caverne du diable.

L'un des techniciens qui, à Marcoule, a démonté les ateliers 82 et 100, d'où est sorti le plutonium de la première bombe A, se souvient de cet instant. Les hommes en scaphandre se trouvaient devant un trou noir au fond duquel apparais-

On justifia le dépassement en affirmant — ce qui était exact — qu'il s'agissait d'une première mondiale. Le démantèlement d'un atelier du même genre, AT 1, qui ne contient que trois cellules contaminées, est actuellement en cours à La Hague. Il aura duré dix ans et coûtera 200 millions de francs, soit autant que sa construction. Là, il a fallu

L'étude de démantèlement demandée au constructeur se présente sous la forme de douze gros volumes bourrés de chiffres. Conclusion : selon que l'on pousse la démolition plus ou moins loin, les devis vont de 6 à 20 milliards de francs. Dans son budget, la Cogema vient donc de faire passer la provision pour démantèlement à 1 milliard de francs par an. Quant au CEA, il a inscrit 186 millions de francs pour ces travaux à son budget 1990.

92 millions de dollars (350 millions de francs).

C'est moins encore que ce qu'on envisage pour les chaudières électrogènes, véritables cathédrales hautes de plusieurs dizaines de mètres et pesant 150 000 tonnes. On estime que leur cœur, une fois stoppé et vidé de son combustible, dégagera encore des millions de curies. Après des décennies de fonctionnement, c'est-à-dire de bombardement neutronique, les pièces métalliques et la surface du béton de l'enceinte sont devenues à leur tour radioactives. On y trouve alors une foule de radionucléides, dont le cobalt 60, qui reste dangereux pendant au moins cinquante ans.

De leur côté, la cuve, les pompes et les tryptiques sont salés par des boues ou des poussières contenant une dizaine de produits, parmi lesquels le césium 137, dont l'activité ne s'apaise qu'au bout de trois siècles. Franchement, le constructeur, estime que, pour chaque réacteur, les masses à traiter atteindront 14 000 tonnes, dont 8 000 tonnes, vraiment trop polluées, devront être placées en conteneurs et stockées.

« Wait and see »

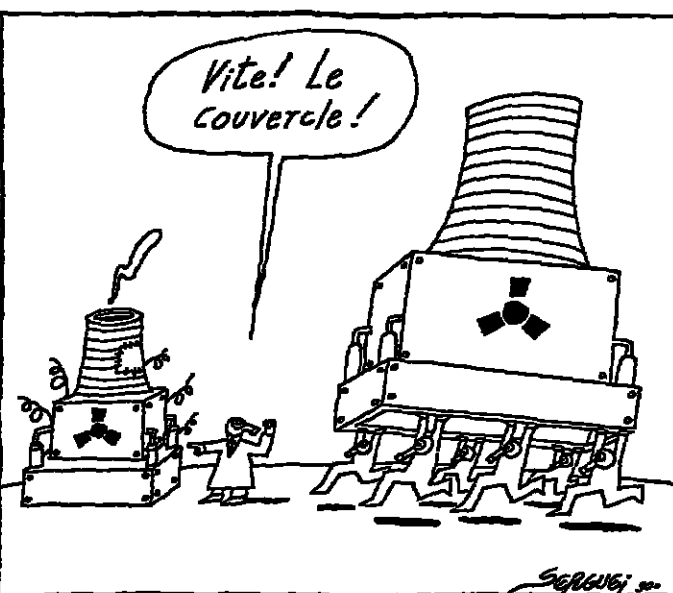
Pour toutes ces raisons, la stratégie d'EDF est actuellement celle du « wait and see ». A Chinon 2, réacteur de moyenne puissance (210 MW), soit le quart des montres actuels) n'ayant tourné que vingt ans, et peu pollué, on en reste à la phase numéro un du démantèlement. On a démonté et vendu aux récupérateurs la turbine, l'alternateur, le condenseur, la station de pompage en Loire, le transformateur et le départ de ligne. Le combustible a été expédié à La Hague. Actuellement, on découpe les grosses conduites, qui, transformées en conteneurs, sont bourrées de ferrailles faiblement contaminées. Le tout est empilé dans la centrale. Coût : environ 100 millions de francs et cinq ans de travail par petites équipes.

Mais, hermétiquement colmatés et surveillés, le cœur plein de graphite et les quatre échangeurs de chaleur, soit 8 170 tonnes d'acier, sont en place. Le gigantesque sarcophage restera debout pendant un demi-siècle, le temps que l'activité réduite à une centaine de curies permette enfin d'y pénétrer pour le démolir. On estime que la dernière opération coûtera encore 15 % du prix de construction. EDF a déjà constitué un trésor de démantèlement de 11,4 milliards de francs, auxquels elle a ajouté 2,4 milliards en 1989.

Après avoir largement profité du pactole de la taxe professionnelle, les municipalités qui vont subir le séisme de la fermeture des centrales (amputation budgétaire, départ du personnel, suppression de classes dans les écoles, chute du commerce et de la vie associative) supporteront-elles pendant cinquante ans la vue de ces tombeaux nucléaires devenus improductifs mais encore dangereux ? Pour démanteler plus vite et à un moindre coût, certains experts du CEA, comme Claude Lafaille, ingénieur nucléaire chevronné et spécialiste de la sécurité, proposent une technique révolutionnaire : faire fondre les masses métalliques des réacteurs. On en profiterait pour brûler les milliers de tonnes de graphite contaminés des centrales de la première génération. Même si elle est encore faiblement radioactive, la fonte ainsi obtenue pourrait être réutilisée par l'industrie nucléaire et même par les fabricants de rails. Ainsi économiserait-on à la fois sur la durée de la surveillance des réacteurs déclassés et sur le volume des déchets à stocker.

Même si nos ingénieurs parviennent à rendre les démantèlements plus expéditifs, ceux-ci laisseront des masses de résidus dont la forte radioactivité perdurera des siècles et, pour certains, des millénaires. Un héritage tel qu'aucune génération depuis le début de l'humanité n'avait eu le culot d'en laisser à ses descendants. Non, décidément, le nucléaire n'est pas une technologie comme les autres.

MARC AMBROISE-RENDU



L'énorme parc des réacteurs

Reste l'énorme parc des réacteurs, qu'ils soient de recherche (une trentaine), militaires (seize) ou producteurs d'électricité (soixante et un). A ce jour, seules cinq petites piles de laboratoire ont été complètement démantelées, six autres sont sous cocon et six réacteurs de puissance sont arrêtés et murés (G1, G2, G3 à Marcoule, Chinon 1 et 2, EL-4 à Breaucourt). Nous avons déjà examiné le sort des moteurs de sous-marin, le plus facile à régler en raison de leur faible encombrement. Déjà plus ardue est la démolition des réacteurs de recherche, massifs et souvent fort pollués. Celle de Rapodrie, stoppée depuis 1983, est en cours à Cadarache. Elle doit durer quatre ans, et on ne sait trop que faire des parties métalliques, encore très actives. Il semble hors de question d'imiter l'administration américaine et son démantèlement-démonstration de la centrale de Shippingport (70 MW), dans l'Ohio. Le réacteur a été entièrement démonté en trois ans et tous ses composants gênants (produits chimiques, amiante, débris contaminés, cuve d'un seul bloc) inhumés sur un terrain gouvernemental désertique. Le tout pour la modique somme de

soit une jungle de conduites, de cuves et d'appareils métalliques. « Nous avons eu un coup au cœur, raconte-t-il. Devant l'ampleur de la tâche — il y avait 1 000 mètres cubes à sortir — nous avons douté d'y parvenir. » Pour rassurer, ces pionniers, il fallut installer derrière eux une antichambre fortement éclairée, d'où leurs camarades les encourageaient par gestes, puis construire un atelier de décontamination et d'emballage relié par tunnel aux bâtiments à démanteler.

Devis initial : 50 millions de francs ; facture finale : 88 millions.

imaginer et construire sur mesure un robot télécommandé qui ne servira jamais plus.

Ces expériences donnent le vertige quand on songe que l'ensemble des trois usines de retraitement des combustibles usagés installées à Marcoule et à La Hague sont composées de sept mille cellules qui, une fois stoppées et rincées, émettront encore des millions de curies. Pourtant, il faudra bien en extraire les entrailles contaminées, soit 120 000 tonnes de métaux, de ciment et de déchets divers.

Comment s'en débarrasser ?

Eleveurs contre gendarmes mobiles dans les Deux-Sèvres, jacquerie dans la Bresse, coupures d'autoroute en Maine-et-Loire, les provinciaux et leurs élus se sont opposés aux prospecteurs de l'ANDRA, l'agence qui doit installer et gérer les déchets radioactifs de demain. Ils ont remporté une bataille puisque le premier ministre a décidé de « geler » tous les travaux préliminaires. Mais où sont donc les résidus accumulés depuis quarante ans ?

Les déchets nucléaires français, quelle que soit leur provenance, n'ont actuellement qu'une seule et même destination : La Hague (Manche). Qu'il s'agisse de déchets d'hôpitaux, des vêtements des manipulateurs (gants, blouses, surbottes) ou des combustibles irradiés, tout est dirigé vers cette pointe de la presqu'île du Cotentin où ne paissent naguère que des moutons et des vaches.

Au début de l'ère nucléaire, vers 1960, on envisageait d'immerger ces déchets en Méditerranée. Simple commodité. Les usines étaient concentrées dans la vallée du Rhône (Marcoule, Pierrelatte, Cadarache) et les bombes atomiques explosaient au Sahara. Mais l'opposition de Nice, de Monaco et surtout du commandant Cousteau, alors directeur du Musée océanographique, obligèrent le gouvernement français à renoncer. En 1967 et 1969, la France a balancé ses résidus nucléaires dans une fosse atlantique désignée par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), à mi-chemin entre l'Irlande et le Finistère espagnol, à plus de 4 000 mètres de profondeur. Elle a ensuite renoncé à l'immersion en mer, en même temps que l'Italie, le RFA et la Suède.

Depuis vingt ans donc, nos déchets atomiques sont entassés à terre, d'abord dans les centrales elles-mêmes, puis à La Hague, où existent deux dépôts. Les déchets dits « à vie courte » ou « moyenne » (jusqu'à trois cents ans d'activité) sont entassés sur une aire de 12 hectares en bordure de la gigantesque usine de retraitement des combustibles irradiés.

Une surveillance de trois cents ans

Les résidus compactables, comme les vêtements de protection et les emballages, sont réduits en « galettes », enfermés dans des fûts métalliques et enrobés de béton. Les « incinérables » (ferrailles ou gravats) sont déversés dans des caissons, noyés sous le ciment, le bitume ou le résine, puis recouverts d'une chape de béton qui transforme l'ensemble en « monolithes ». Fûts et caissons sont entassés sur plusieurs épaisseurs, recouverts de gravier puis de terre végétale, formant autant de « tumulus ». La décharge devra être surveillée pendant trois cents ans, le temps que la chaleur et la radioactivité se dissipent.

Après celle de la Manche, arrivée à saturation, on a d'abord songé à ouvrir une deuxième décharge aux confins de la Loire et de l'Allier, à Saint-Priest-la-Frugne. Mais, en raison de l'opposition locale et aussi de considérations techniques, on y a renoncé en 1984. C'est finalement la commune de Soullaines-Dhuys, dans l'Aube, qui a été retenue en 1987 pour recevoir le nouveau dépôt de surface des déchets radioactifs à vie courte. Les travaux y sont menés bon train. Les premiers « colis » devraient arriver à la fin de 1990 ou au début de l'année suivante. Sur les 113 hectares de Soullaines, on compte entasser en surface 1 million de mètres cubes de résidus en trente ans.

Pour les déchets à vie moyenne ou longue, c'est-à-dire

essentiellement les combustibles irradiés, la France a choisi de les récupérer, autrement dit de les retraiter. Après trois ans de service dans un réacteur, tout « crayon » combustible est retiré du chaudron nucléaire pour être expédié à l'usine de retraitement de La Hague. Là on le débarrasse de sa gaine de zirconium, on le soumet à la morsure d'acides qui séparent les matériaux réutilisables (uranium et plutonium) des déchets stricto sensu. Ceux-ci sont vitrifiés, c'est-à-dire inclus dans une pâte de verre, puis enfermés sur place dans des puits cimentés et ventilés. Au bout d'une dizaine d'années, ils seront remis à l'ANDRA qui doit leur trouver une « dernière demeure ».

Quatre sites

En 1987, cette agence a repéré quatre sites souterrains

possibles, dont un seul, théoriquement, devrait être finalement retenu. Il s'agit de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres), dans la granite ; de Montcornet (Aisne), dans l'argile ; de Montreuil (Ain), dans le sel ; et de Segré (Maine-et-Loire), dans le schiste. Pour chacun, la consistance, la nature et le comportement des terrains sur une très longue période (plusieurs millénaires) seront soigneusement étudiés avant que l'un d'eux soit retenu.

Si le calendrier de l'ANDRA avait été respecté — il ne le sera pas en raison des oppositions locales et des hésitations du gouvernement — le choix du site d'enfouissement profond aurait été annoncé cette année ou l'an prochain, l'agrément administratif accordé vers 1995 et la mise en service vers 2010. Faut-il prévoir un enfouissement irréversible (on reforme définitivement le

trou) ou un entreposage récupérable (on garde la possibilité de reprendre éventuellement les déchets) ? Comme plusieurs associations écologistes, l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), M. Philippe Rouvillois, penche pour la deuxième formule. « Bien que la sécurité du site puisse en être affectée ». Il n'est pas impossible en effet qu'on parvienne à retraiter les déchets de l'industrie nucléaire. Au Japon et en Allemagne, on explore la possibilité d'incinérer les transuraniens à vie longue, comme le plutonium, pour les transmuter en éléments à période plus courte. Le Japon souhaite collaborer avec les chercheurs du CEA pour mener à bien ces travaux, forcément longs et coûteux.

ROGER CANS

Un casse-tête mondial

● États-Unis. — De 1945 à 1982, les Américains ont immergé leurs déchets nucléaires civils et militaires en mer. En 1983, ils ont envisagé un stockage souterrain dans un dôme de sel du Nouveau-Mexique pour y renvoyer ensuite. Actuellement, les déchets à vie longue sont entassés dans le désert du Nevada. Ceux à vie courte (600 000 tonnes) restent en attente sur une multitude de sites.

● Grande-Bretagne. — Jusqu'en 1983, les Britanniques ont immergé leurs déchets nucléaires en mer. En 1986, ils ont opté pour un stockage en souterrain. En attendant sa réalisation, les déchets à vie courte s'accumulent près de l'usine de retraitement de Windscale-Sellafield, et les déchets à vie

longue sont entassés en surface avant d'être vitrifiés et enfouis.

● Allemagne fédérale. — Après l'immersion en mer, les Allemands ont décidé en 1977 de stocker leurs déchets à terre. Pour les plus radioactifs, après retraitement à l'usine française de La Hague, ils devraient être enfouis dans le dôme de sel de Gorleben (Basse-Saxe). Les travaux, commencés en 1984, sont arrêtés depuis en raison d'une opposition farouche. Les débris de la centrale nucléaire de Niederwiesenthal, démantelée à partir de 1983, ont été enfouis à 1 200 mètres de profondeur dans une ancienne mine de fer.

● Suède. — Comme les États-Unis, la Suède ne retire pas ses combustibles irradiés. Elle a inauguré, en 1988, le premier site au monde de stockage souterrain de déchets radioactifs,

à 140 kilomètres de Stockholm, dans le granite et sous la Baltique.

● Suisse. — Quatre sites de surface sont retenus pour les déchets à vie courte, mais l'opposition a jusqu'ici empêché les prospecteurs de travailler. Pour les déchets à vie longue, des forages profonds sont en cours. En attendant, le combustible irradié refroidit en piscine.

● Espagne. — Un site de surface pour 50 000 tonnes de déchets est prévu à Cabril, dans la province de Cordoue.

● Japon. — Les Japonais coopèrent avec la Suisse pour trouver de nouvelles techniques d'enfouissement en site profond.

● URSS. — Officiellement, il existe en 1989 trente-cinq dépôts de surface de déchets radioactifs.

R. C.

سنة ١٩٩٠

Le Monde SCIENCES • MEDECINE

Une comète à un cheveu de la Terre

Au mois de mai, la comète Austin visitera la banlieue de la Terre.
Toute neuve, exceptionnellement brillante, elle nous promet un somptueux spectacle.

LES astronomes pourront à nouveau tirer des plans sur les comètes. Depuis le dernier passage de Halley en 1986, ils s'étaient résignés, oubliant peu à peu ces chevelures pour d'autres attractions célestes. Mais l'espoir renaît : découverte il y a trois mois à peine, la comète Austin sera visible à l'œil nu, en France, dès la fin du mois d'avril. Et, tous l'affirment, ce sera peut-être la plus belle que les yeux nous aient donnée depuis plus de quinze ans.

Pour la contempler, les spécialistes n'auront que le temps de ressortir leurs télescopes. Impossible de lancer à sa rencontre une flottille de sondes spatiales internationales, comme il y a quatre ans avec le retour - prévu de longue date - de la comète de Halley après soixante-seize ans d'absence. Car, la nouvelle venue, cette fois, fait une visite surprise.

Pour son découvreur, Rodney R. D. Austin, la rencontre commence dans la nuit du 6 décembre 1989 : l'été dans l'hémisphère Sud. Comme tant d'autres soirs, cet astronome amateur néo-zélandais s'installe derrière son télescope. A l'affût de l'astre inconnu, de la lumière vagabonde qui lui fera l'honneur, comme le veut la tradition, d'inscrire son nom sur le grand livre des étoiles. Dans la constellation du Toucan, à plus de 330 millions de kilomètres de la Terre et autant du Soleil, l'œil de l'appareil s'immobilise soudain sur une petite tache floue, non répertoriée. Photographies, vérifications, calculs d'orbite : en quelques jours, Austin confirme son intuition. Une nouvelle comète est née.

Une de plus, pourrait-on dire. Les progrès des techniques d'observation aidant, il ne se passe plus guère de semaine sans qu'un nouvel objet céleste, comète ou astéroïde, soit découvert quelque part dans le monde. Mais l'on n'apprivoise pas si vite les astres du bout de la nuit : le temps de les apercevoir, et leur trajectoire, le plus souvent, les dévie de notre planète. Austin, moins farouche, fait figure d'exception : très brillante, arrivant tout droit des confins du système solaire, elle devrait passer, aux

alentours du 25 mai, à 37 millions de kilomètres de la Terre. Habitué aux caprices des astres, les astronomes, certes, affichaient encore une certaine prudence. « L'histoire récente ne manque pas de comètes annoncées comme spectaculaires et qui, tout compte fait, se soldèrent pour le grand public par une belle déception », rappellent-ils (1). Mais ils cachent mal leur enthousiasme. « Nous avons la sensation d'être en présence d'un événement exceptionnel », reconnaît Jean-Louis Heudier, astronome à l'Observatoire de la Côte-d'Azur.

A la jumelle

Si elle garde toute sa brillance, la comète Austin devrait être visible en France à partir du 23 avril, et le rester jusqu'au début du mois de juin. Pour peu qu'ils s'éloignent des lumières de la ville, les amateurs pourront la voir, armés d'une simple paire de jumelles, et guetter la queue cométaire, dont on sait déjà qu'elle s'étire sur plusieurs dizaines de millions de kilomètres.

Pour les astronomes, le spectacle se doublera d'une émotion particulière : ainsi que l'ont montré les calculs de sa trajectoire, Austin constitue en effet ce qu'ils appellent une comète « neuve ». Alors que la comète de Halley, depuis sa formation, revient tous les soixante-seize ans se chauffer aux feux du Soleil, celle-ci proviendrait directement - ou presque - de son lieu d'origine, le nuage d'Oort. Un immense réservoir situé au-delà de l'orbite de Neptune, aux confins du système solaire.

La seraient réunies des milliards de comètes, gigantesques icebergs cosmiques dont la masse totale égale sans doute celle de la Terre. Un berceau à l'abri du temps, à l'intérieur duquel ces grosses boules de « neige sale » - c'est là tout leur intérêt - n'ont pratiquement pas évolué depuis leur formation. Leur température approche le zéro absolu (-273 °C), et leur très faible gravité les préserve des fortes pressions caractéristiques des grandes planètes. Nées en même temps que le Soleil, les comètes nous offrent ainsi, à l'état congelé, une matière primitive, la matière primordiale à partir de

laquelle s'est formé notre système solaire, il y a de cela 4,6 milliards d'années.

Un planétoïde primitif

C'est donc ainsi que les comètes vivent... du moins la plupart du temps. Car parfois, sous l'effet de perturbations gravitationnelles, l'une d'entre elles quitte son nuage d'origine. Entrant dans la fournaise solaire, elle sort de l'enfance : sublimée par la chaleur, une partie de son

noyau de glace devient alors chevelure, laquelle se transforme à son tour en une queue de gaz et de poussière sous l'action du souffle solaire. A chacun de leurs passages auprès de l'astre du jour, les comètes perdent ainsi un peu de leur matière primordiale, poussière d'étoile si précieuse à ceux qui tentent de retracer les origines de notre système planétaire. D'où l'intérêt d'Austin : apparemment préservée de la chaleur solaire depuis sa formation, cette comète conserve sans doute une composition très

proche de celle des planétoïdes primitifs, ces agrégats de grains cosmiques et de particules à partir desquels se sont formées les planètes.

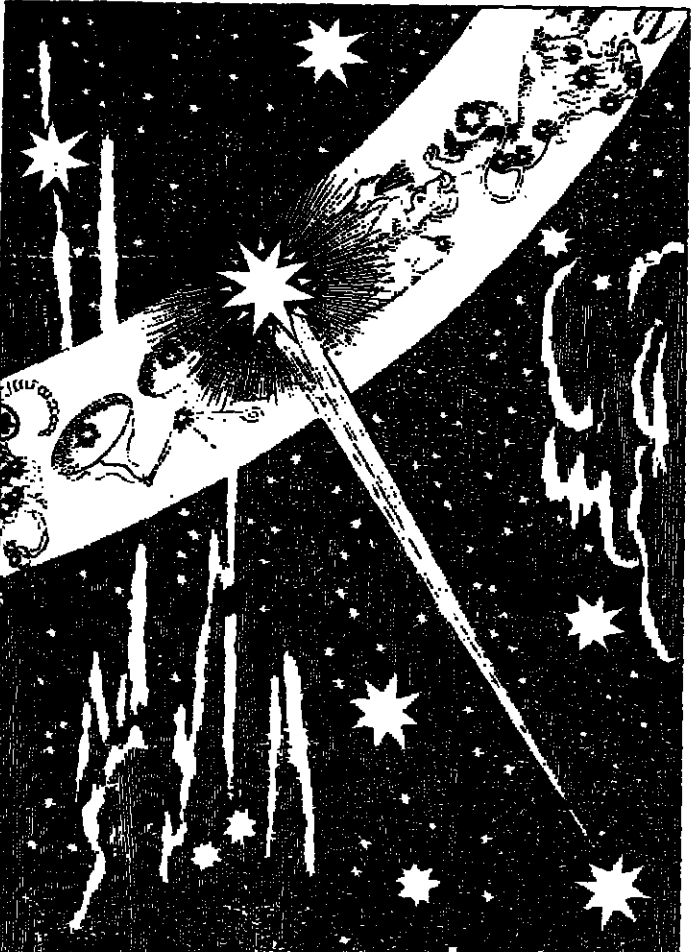
S'ils se réjouissent d'avance de ce spectacle venu du fond des âges, et s'ils préparent leurs télescopes aux quatre coins du monde, les scientifiques ne se font cependant guère d'illusion : faute de temps pour préparer son exploration, Austin risque de bien peu faire progresser nos connaissances. Impossible, sur ce chapitre, de soutenir la comparaison avec Halley, dont l'auscultation à distance par plusieurs engins spatiaux, la sonde européenne Giotto en tête, continue aujourd'hui encore d'alimenter les recherches.

La mission de données collectées lors de son dernier passage a permis d'effectuer une étude systématique des poussières, des atomes et des ions produits par son passage auprès du Soleil. De révéler dans son noyau - plus grand et plus sombre qu'on ne l'imaginait jusqu'alors - une teneur étonnamment élevée en hydrocarbures gazeux. D'échauf-

fer, enfin, de nouvelles hypothèses. Les comètes auraient-elles, par exemple, influencé les atmosphères planétaires ? Voire contribué à la présence d'eau sur la Terre ? A n'en pas douter, il faudra bien d'autres observations, bien d'autres missions spatiales pour répondre à ces nouvelles questions. Certaines se préparent déjà (voir encadré). Mais, en attendant, ne boudons pas notre plaisir. Si la visite de la comète Austin se confirme aussi somptueuse qu'on le prédit, le spectacle du ciel, le temps de quelques semaines de printemps, vaudra les plus belles explications...

CATHERINE VINCENT

(1) Témoin Kohoutek, qui promettait, lors de sa découverte, en 1973, d'être une comète très brillante et aisément observable, et dont la luminosité s'était considérablement lors de son passage au plus près du Soleil. Témoin également la comète de Halley, la plus célèbre d'entre toutes : si on lui doit l'essentiel de nos connaissances actuelles sur ces énormes icebergs cosmiques, son dernier passage, malheureusement, resta sous nos latitudes inobservable à l'œil nu.



La comète apparue à Rome en l'an 1690.

Les académiciens le pied sur l'accélérateur

Pour pénétrer au cœur de l'atome, les physiciens français voulaient une machine modeste.
L'Académie des sciences les invite à plus d'ambition.

L'ART de la critique est un art risqué. L'Académie des sciences ne s'y est guère trompée et a préféré en éviter les pièges en rédigeant son rapport sur l'état de la physique nucléaire française.

On attendait une vaste fresque sur les points forts et les points faibles de cette discipline. Il n'en a rien été, et ce court texte d'une quarantaine de pages apparaît plutôt comme un plaidoyer pour la construction - de préférence en France bien sûr, mais dans un cadre européen - d'un accélérateur d'électrons d'une puissance d'au minimum 4 GeV (1).

Ce texte, dont on aurait souhaité qu'il mit aussi en scène les hommes, leurs moyens et leurs conditions de travail, ne retient finalement que le côté grand équipement des choses.

Priorité doit être donnée à la machine. D'elle seule paraît dépendre l'avenir de la physique nucléaire française. Non pas que les hommes soient méprisés dans ce rapport. Bien au contraire. On a l'impression que les rapporteurs ont découvert des chercheurs plutôt actifs alors que beaucoup les croyaient endormis.

D'où un ton relativement amène mais qui manque de nerf. Une preuve ? « La commission, écrivent les quatre rapporteurs (2), a constaté que la communauté française de physique nucléaire est, dans son ensemble, vivante, dynamique et ouverte, et qu'elle effectue des recherches originales et de qualité

dont les résultats sont souvent mal connus en dehors de la spécialité. » Et ajoute que « la physique nucléaire a beaucoup diversifié son champ d'activité ». On ne saurait être plus accommodant.

Une communauté de six cents personnes

C'est en effet un peu court pour passer en revue une communauté de six cents personnes (3) dont il est impensable qu'elle n'ait pas, comme les autres, ses faiblesses, ses besoins ou ses motifs de satisfaction.

Domage, car on aurait aimé que soient développées, par exemple, les comparaisons que le rapport souligne justement. Si la communauté des physiciens nucléaires français, écrit-il, « se compare à la communauté japonaise », force est de reconnaître que « la communauté allemande est environ 1,5 fois plus forte et que la communauté américaine est un peu plus de deux fois plus forte ».

Les Français sont-ils ou non assez nombreux ? Le rapport n'y répond pas. De même qu'il ne se risque pas à évaluer l'impact des choix faits pour la physique nucléaire sur la disponibilité des fonds libres pour d'autres disciplines de la physique. « Nous avons considéré, écrivent les rapporteurs, que nous n'étions pas habilités à faire une évaluation de l'importance relative des divers domaines de la physique, car pourquoi alors se limiter à la physique, voire à la science ? »

Si les rapporteurs se refusent à cette analyse, ils sont en revanche plus nets sur ce qu'il convient de construire pour maintenir la physique nucléaire française dans le peloton de tête de l'élite mondiale et tout même preuve, dans ce domaine, d'une indépendance d'esprit qui a dû surprendre une partie de la communauté scientifique.

Pas question pour les rapporteurs de s'engager dans la construction de nouvelles machines destinées à l'étude de la matière nucléaire aux moyens de faisceaux d'ions lourds. « La France et l'Europe ont déjà tout ce qu'il leur faut », remarque un physicien.

Manque d'ambition

Il paraît cependant nécessaire, écrivent-ils, de faire un effort dans le domaine de la structure fine des noyaux d'atomes ou la communauté française a eu une place enviable jusqu'au début des années 80. Les scientifiques français avaient d'ailleurs envisagé la construction à un coût raisonnable - 1 milliard de francs - d'un accélérateur d'électrons de puissance modeste (4 GeV) qui leur aurait permis de continuer au niveau national leur recherche.

Manque d'ambition, ont dit les rapporteurs, qui, s'ils sont d'accord avec ces objectifs permettent de mieux comprendre la structure fine du noyau des atomes et de mieux pénétrer ainsi dans l'univers étrange des quarks et des

gluons, souhaitent plus de gloire pour nos chercheurs. Les Américains, disent-ils, ont lancé la construction d'un accélérateur de 4 GeV, le CEBAF, dont la mise en service doit avoir lieu en 1993. Or, s'il est construit, le petit accélérateur projeté par les Français arrivera bien tard pour faire les plus belles découvertes.

Alors, pourquoi ne pas voir grand, demande l'Académie des sciences, en se penchant dès maintenant sur la réalisation en Europe d'une machine d'au moins 10 GeV qui permettrait de brûler les étapes et de coiffer les Américains sur le pot. Le débat est ouvert et il n'est pas impossible, murmure-t-on au ministère de la Recherche et de la Technologie, que l'on demande à la Fondation européenne de la science « d'abriter ou d'encadrer les réflexions européennes sur ce sujet ».

J.-F. AUGEREAU

(1) 1 gigaelectronvolt équivaut à 1 milliard d'électronvolts. L'électronvolt représente l'énergie acquise par un électron accéléré par une différence de potentiel de 1 volt.

(2) G. Charpak (président), P. Darsulat, M. Goldman, M. Jacob.

(3) Il s'agit d'équivalents-chercheur à plein temps. Sur ce total, on compte selon les rapports quelque 200 chercheurs dépendant du CNRS et 75 appartenant à l'Institut de recherche fondamentale du CEA.

L'œil de Giotto

G IOTTO va-t-elle reprendre du service ? Depuis son survol kamikaze, dans la nuit du 13 au 14 mars 1986, à 805 kilomètres de distance du noyau de la comète de Halley, la petite sonde européenne n'avait guère fait parler d'elle. Premier satellite européen à échapper à l'attraction terrestre, elle tourne actuellement autour du Soleil, à une distance comprise entre 100 et 200 millions de kilomètres de notre globe. Aura-t-elle résisté aux intempéries du cosmos ? Au Centre européen d'opérations spatiales de Darmstadt (ESOC), en Allemagne fédérale, les experts de l'Agence spatiale européenne (ESA) sont en train de le vérifier. Après avoir rétabli, le lundi 19 février, le contact avec la sonde grâce aux antennes paraboliques du réseau NASA de poursuite dans l'espace lointain, ils espèrent découvrir que sa caméra multispectrale fonctionne correctement, ainsi que les instruments de bord.

Si tel est le cas, Giotto sortira l'été prochain de ses quatre années d'hibernation forcée. Le 1er juillet, elle passera à 22 000 kilomètres de notre planète. Grâce à la force d'attraction terrestre, sa trajectoire sera alors réorientée vers un nouvel objectif : la comète Grigg-Skjellerup. Une « vieille » comète qui, en raison de sa courte période orbitale, a passé une grande partie de sa vie dans les régions proches du Soleil. La plupart de ses matériaux volatils ayant probablement disparu sous l'action du rayonnement solaire, son orbite, à l'abri des accélérations non gravitationnelles, peut donc être calculée de façon assez précise. Et son exploration par Giotto pourrait donner des images bien différentes de celles collectées sur la comète de Halley.

Mais la meilleure façon d'étudier une comète... c'est encore de se poser dessus. Tel est précisément l'objectif du projet Rosetta, retenu par l'Agence spatiale européenne dans le cadre de son programme à long terme « Horizon 2000 ». Certes, aucune décision de financement n'a encore été prise, et la mission, sur le plan technologique, n'en est qu'à ses balbutiements. Mais le projet, à lui seul, a de quoi faire rêver.

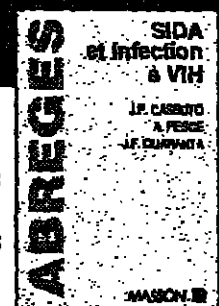
Réalisée en coopération avec la NASA, la sonde Rosetta devrait quitter la Terre en 2001. Destination : la comète Chouroumov-Guerassimenko, du nom de ses deux découvreurs soviétiques. Un caillou de glace situé au-delà de l'orbite de Jupiter, à plus de 800 millions de kilomètres de notre planète, sur lequel la sonde automatique devrait se poser en 2005. Atterrissage, carottage, prélèvement d'une vingtaine de kilos de matière cométaire, le retour sur Terre des échantillons est prévu en 2009. Conduite par Météo, la première phase d'évaluation de la mission s'est achevée en janvier dernier. La pierre de Rosette avait permis à Champollion de déchiffrer le sens des hiéroglyphes égyptiens. La mission Rosetta, si elle a lieu, nous donnera-t-elle un vocabulaire pour interpréter l'histoire de notre origine cosmique ?

Ca. V.

SIDA : CE QU'IL FAUT SAVOIR

J.-P. Cassuto - A. Pesce - J.-F. Quaranta

La contamination - Définitions et classifications du syndrome et du virus - Le diagnostic - Les aspects cliniques - La prévention - Les multiples traitements - Les perspectives de vaccination... Rédigé par des spécialistes hospitaliers, ce livre représente une synthèse claire et complète des connaissances les plus actuelles sur le SIDA : des éléments d'information essentiels.



Abrégé de médecine
1990, broché, 272 pages,
15 figures, 127 F.
MASSON

Boire en eaux troubles

La sécheresse a servi de révélateur, mais elle n'explique pas la montée des taux de nitrates dans les eaux potables

C'EST l'alerte générale en Bretagne : le taux de nitrates dans l'eau « potable » a brusquement monté ces dernières semaines avec les pluies qui ont succédé à plus d'une année de sécheresse. Dans les départements bretons et en Vendée, des dizaines de communes ont dépassé le seuil de 50 milligrammes par litre, fixé comme limite maximale de potabilité par la Communauté européenne. Même les fabricants d'eau minérale, qui exploitent des eaux de source, connaissent quelques déboires. Au moment où Perrier perdait des millions de bouteilles pour quelques flacons suspects, Katell Roc, un petit exploitant breton, a dû fermer son usine. Et Vitel doit racheter les prairies qui entourent ses puits de captage pour éviter les pollutions agricoles.

Faute de pluie, les engrais se sont accumulés à la surface du sol, sans être absorbés par une végétation en manque d'eau. Et lorsque les pluies sont revenues, brutalement, les nitrates des engrais azotés et des lisiers ont été lessivés. Une partie a été drainée vers les rivières, une autre a pénétré dans le sol et atteint la nappe phréatique.

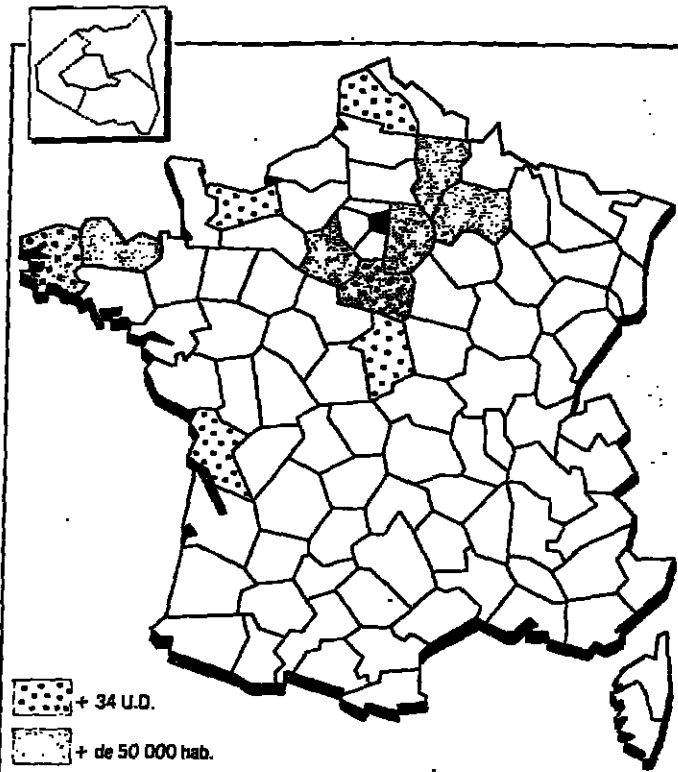
« C'est une véritable bombe à retardement », constate M. Michel Moussel, directeur de l'eau et de la prévention des pollutions au ministère de l'environnement. L'augmentation des taux de nitrates dans l'eau, du fait des lenteurs de la percolation à travers le sol, pourrait en effet connaître une croissance continue alors même que toute pollution de surface aurait été supprimée — ce qui n'est pas le cas. En quarante ans, la teneur en nitrates

des eaux a doublé en Alsace et quintuplé en Bretagne. On prévoit que la moitié des puits de captage devront y être fermés d'ici à 2020 !

Mais d'où viennent ces nitrates que tous les distributeurs d'eau redoutent comme la peste ? Pour l'essentiel, des engrais azotés (chimiques), mais aussi des déjections animales (bouse, crotin, lisier de porc et fiente de volailles), qu'elles soient utilisées ou non, comme fertilisants. La carte le montre bien : les zones les plus contaminées se trouvent dans les régions de grande culture comme la Beauce, la Brie ou la Champagne, et dans les régions d'élevage intensif comme la Normandie ou la Bretagne.

Selon les derniers chiffres connus, qui totalisent les résultats de l'année 1987, quelque 1 700 000 habitants étaient alimentés en eau « potable » d'une teneur comprise entre 50 et 100 mg/litre. Toutes les données concordent, qu'elles soient réunies par les DASS (directions départementales de l'action sanitaire et sociale), le BRGM (bureau de recherches géologiques et minières) ou les distributeurs d'eau : le taux de nitrates monte, alors même que le niveau des eaux baisse. Car la consommation d'eau, qui atteint aujourd'hui en France 1 500 litres par habitant et par jour — toutes utilisations mêlées, y compris industrielles, oblige les fournisseurs à s'approvisionner toujours plus loin et toujours plus profond.

C'est justement dans les profondeurs que naît l'inquiétude. En surface, la surcharge en nitrates — et phosphates — est due à un phénomène d'eutrophisation : « soupe d'algues » dans les étangs et les rivières, « marées vertes » sur le littoral. Mais en sous-sol, où la prolifération végétale est impossible faute de lumière, on croit l'eau « pure », à tout le moins plus propre qu'en surface. Erreur ! Les éléments chimiques, par percolation, rejoignent les nappes aquifères et contaminent l'eau d'une manière invisible. « La percola-



Source : ministère chargé de la santé

La guerre des phosphates

LA « guerre des lessives », déclenchée entre Rhône-Poulenc, grand producteur de phosphates, et le groupe allemand Henkel, qui commercialise la poudre à laver. Le Chat machine, a soulevé un problème scientifique qui n'est toujours pas réglé en France, en l'absence du rapport que doit remettre incessamment le professeur Carliener, de Strasbourg, chargé par le secrétariat d'Etat à l'environnement d'une mission d'expertise sur « l'impact des lessives et de leurs composés sur les milieux naturels ».

Sans attendre la remise de ce rapport, le groupe Rhône-Poulenc et la nouvelle organisation des producteurs de phosphates intitulée SCOPE (Scientific Committee on Phosphates in Europe) sont passés à l'offensive pour expliquer que les détergents phosphatés sont moins nocifs que les lessives sans phosphates. Selon le professeur Paul Chambon, directeur scientifique du service d'hygiène appliquée de l'Institut Pasteur de Lyon, dont les études ont été financées par Rhône-Poulenc, « les lessives sans phosphates sont beaucoup plus toxiques que les autres ».

Il fonde ses affirmations sur des essais de laboratoire où

toutes sortes de lessives ont été testées. Les résultats feraient apparaître, d'une part, une « écotoxicité aiguë » des lessives (minuscules crustacés d'eau douce), cette toxicité étant multipliée par quatre lorsque la poudre est remplacée par une lessive liquide. D'autre part, le détergent chimique en oxygène serait beaucoup plus élevée sans les phosphates qu'avec, ce qui revient à dire que les eaux de lessive sans phosphates sont beaucoup plus chargées en matières organiques, et donc plus polluantes.

« Dès le début du siècle »

Les chercheurs du SCOPE avancent, pour preuve de cette réalité, la prolifération des algues dans l'Adriatique alors même que l'Italie a interdit les poudres à laver phosphatées. Certains affirment même que l'absence de phosphates dans les eaux littorales norvégiennes — la Norvège a elle aussi interdit les lessives phosphatées — a rendu les algues toxiques pour les élevages de saumons. Le « stress » des algues ainsi privées d'un élément nutritif indispensable aurait déclenché une production anor-

male de toxines...

Et qu'on ne vienne pas parler du lac Léman, sauvé par l'interdiction des phosphates, à Philippe Crouzet, directeur de projet, qui a longtemps travaillé pour l'agence de bassin Loire-Bretagne. « La demande biologique en oxygène a augmenté de 15 % dans les stations d'épuration suisses depuis l'interdiction des phosphates en 1986, observe-t-il. Cette augmentation est due à une plus forte consommation de lessives, entraînée par le passage à des détergents moins performants. La propriété du Léman vient des énormes investissements faits pour épurer les eaux usées et non de l'interdiction des phosphates à la source ».

Les phosphates, qui participent à l'eutrophisation de l'eau — prolifération d'algues en surface qui asphyxient la vie aquatique — proviennent pour un tiers des engrais agricoles, pour un tiers des rejets industriels et pour un tiers des agglomérations urbaines. Et les phosphates des lessives ne représentent que la moitié des produits phosphorés rejetés par ces agglomérations, soit moins de 20 % de tous les phosphates relâchés dans le milieu.

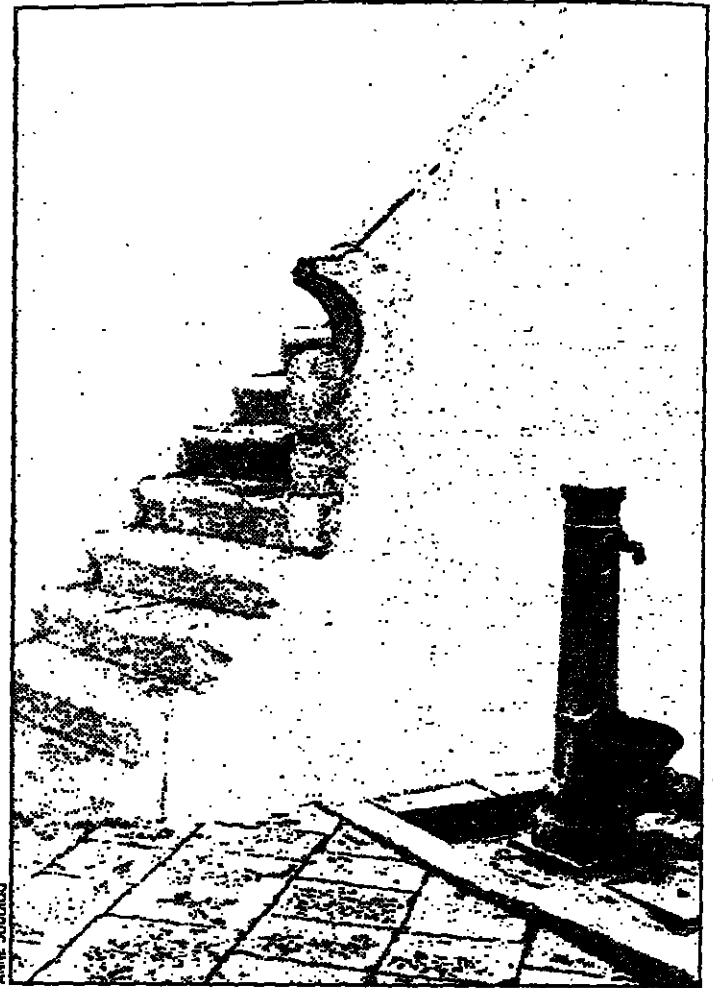
« La dégradation des rivières

et des lacs a commencé dès le début du siècle, observe le professeur Ulrich Hasselbarth, directeur de l'Institut de l'eau à l'Office fédéral de la santé à Berlin. Mais on ne s'en est aperçu qu'en 1960, lorsqu'on a commencé à utiliser les lessives avec phosphates. On a donc établi un lien qui est trompeur ».

S'il est vrai que l'utilisation de lessives sans phosphates ne règle pas à elle seule les problèmes d'eutrophisation, elle ne peut contribuer à leurs solutions. Car s'il est vrai que l'on peut aisément retenir 95 % des produits phosphorés dans une station d'épuration qui fonctionne bien, il faut admettre que beaucoup de stations épurent mal, par surcharge ou au contraire par manque de matière. Et la majeure partie des eaux usées n'est toujours pas traitée du tout (64 % en France).

L'autre faiblesse de l'argumentation de SCOPE, c'est que personne n'explique pourquoi les substituts du phosphate seraient ainsi polluants et toxiques. « Les produits qui remplacent les phosphates sont des composés très hétérogènes », dit-on au comité en manière d'excuse. Mais l'incertitude ne vaut pas preuve.

R. C.



tion est lente, souligne M. Michel Moussel. Il faut donc craindre un effet retard comme pour l'ozone avec les CFC ».

Comme remède, on ne connaît pour l'instant que des procédés de dénitrification — ou de dénitratation — difficiles à mettre en œuvre et extrêmement coûteux. On s'oriente donc plutôt vers la dépollution « à la source », c'est-à-dire ce qu'on appelle la « fertilisation raisonnée » des sols. On encourage les pratiques qui évitent de laisser les sols nus pendant l'hiver et on incite les cultivateurs à doser leurs engrais au plus juste, en tenant compte des prévisions météorologiques.

Un « programme Bretagne »

ROGER CANS

Le taux d'alerte

EN matière de pollution des eaux de boisson, il faut savoir ne pas céder à l'amalgame. Pour spectaculaires qu'ils soient, les quelques cas récents de micropollutions d'eaux vendues en bouteilles (Perrier et le benzène, Hépar et la paraffine, Katell Roc et les hydrocarbures) ne représentent pas l'essentiel du problème. En termes de santé publique, c'est la concentration en nitrates dans les eaux distribuées en France qui continue de soulever à priori les questions les plus importantes.

La présence de nitrates en quantités importantes peut d'abord être à l'origine d'accidents aigus touchant le nourrisson et connus sous le terme de méthémoglobinémie. Les troubles observés (équivalents à ceux d'une asphyxie) sont la conséquence de la transformation, sous l'effet des nitrates, de l'hémoglobine du sang en méthémoglobine, molécule incapable de fixer l'oxygène. Certaines caractéristiques particulières du sang des nouveau-nés font qu'avant l'âge de six mois une consommation d'eau contenant des nitrates en quantités même légèrement supérieures aux doses réglementaires expose le nouveau-né à un accident qui peut avoir des conséquences mortelles. La ris- que existe aussi pour l'enfant, dès lors que sa mère consomme avant la naissance des eaux anormalement nitratées.

En pratique, on considère que

les concentrations de nitrates dans l'eau ne doivent pas dépasser 50 milligrammes par litre pour que ces eaux soient potables et que l'eau de coupage des biberons ne doit pas dépasser des concentrations de 25 milligrammes par litre.

L'autre risque moins bien connu concerne les liens entre nitrates et cancers digestifs. Le danger ici tient à la transformation dans l'organisme de l'ion nitrate en nitrite sous l'effet d'enzymes présentes au niveau du tube digestif. Une série de réactions chimiques peut ensuite conduire à la formation de nitrosamines, substances dont on connaît parfaitement les propriétés cancérogènes.

Si le schéma théorique du risque cancérogène est parfaitement connu, il est plus difficile, en revanche, pour des raisons d'ordre épidémiologique, de démontrer en pratique l'existence d'une corrélation entre consommation d'eaux légèrement nitratées et cancers digestifs. Selon le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé, les quelques études préliminaires qui ont pu être menées en France sur ce thème n'ont pas permis de conclure. Il n'en est pas moins vrai que le risque cancérogène n'est plus à démontrer et qu'il y aurait pour le moins quelque insouciance à ne pas tout entreprendre aujourd'hui pour le prévenir.

JEAN-YVES NAU

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Imprimerie du Monde : 12, rue de Valenciennes 94852 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmaury, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-65-91-52 ou 45-35-91-71
Télécopieur MONDUPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

For	FRANCE	MONDUL	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 880 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENEVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE A DOMICILE : Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :

Code postal :
Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire pour les noms propres en lettres d'imprimerie. 011 MON01

L'ANNÉE DE TOUS LES BOULEVERSEMENTS
une coédition
Le Monde et **Libération**
EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتبة العالم

Dans les coulisses du Tibet

Une des plus grandes failles du monde entraîne le glissement du plateau tibétain vers l'est

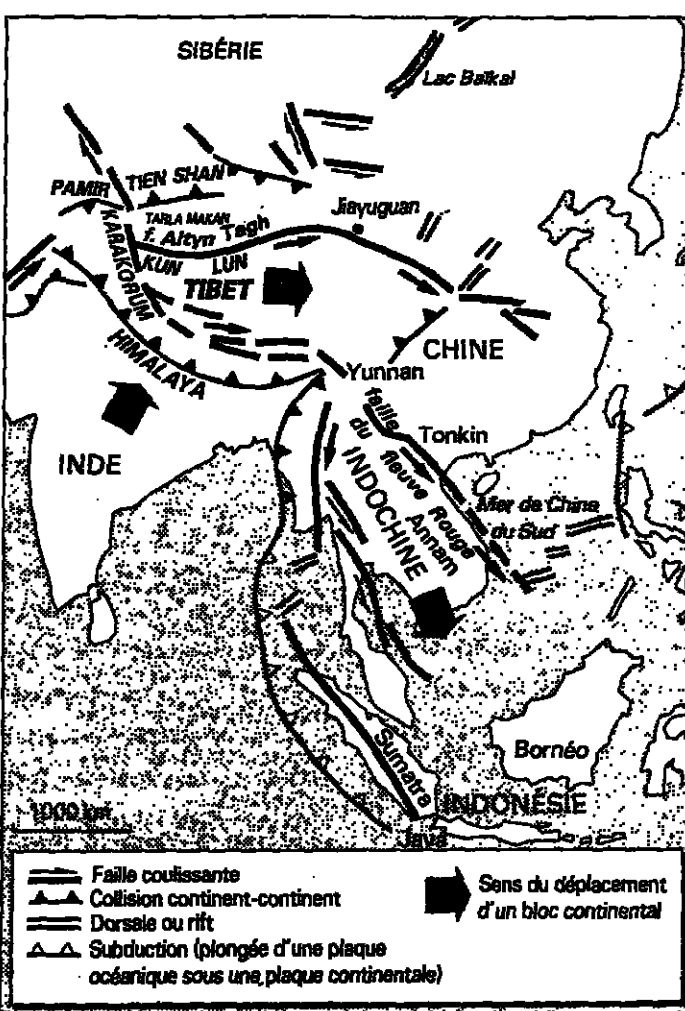
La rivière Karakax descend du plateau du Tibet pour aller se perdre dans le désert de Takla Makan, au Turkestan chinois. Dans la partie amont de son cours, elle reçoit de nombreux torrents affluents qui dévalent sur leurs cônes de déjection. Rien de plus banal pour une rivière de montagne. Mais là où la haute vallée de la rivière suit les monts Kun Lun, tous les cônes de déjection présentent une rare singularité : sur une longueur de 100 kilomètres ils sont coupés en deux compartiments par un escarpement rectiligne parallèle à la vallée. Les compartiments situés au sud de cet escarpement sont tous décalés vers l'est de 200 mètres environ par rapport aux compartiments situés au nord.

Cette singularité a été repérée en 1987 sur les images noir et blanc du satellite français Spot par Gilles Peltzer, Paul Tappanier et Rolando Armijo (Institut de physique du globe de Paris). Ces images, en effet, ont une résolution au sol de 10 mètres, bien supérieure à celle des autres satellites civils d'observation de la Terre. Elles permettent pour la première fois de « voir » depuis l'espace les déplacements relatifs des deux côtés d'une faille de coulissage avec une grande précision, alors que les premiers satellites américains Landsat, dont la résolution était de 80 mètres, ne « voyaient » que le tracé et la nature des failles sans permettre de mesurer les déplacements.

Encore faut-il savoir à quelle vitesse se sont produits ces déplacements. Là intervient un raisonnement fondé sur l'histoire climatique de la Terre. La dernière grande glaciation que notre planète a connue a commencé il y a 120 000 ans et s'est achevée il y a 10 000 ans. Pendant toute cette période la haute vallée de la Karakax, située à 4 000 mètres d'altitude, était à la limite des neiges éternelles, et les montagnes environnantes étaient recouvertes d'épais glaciers. Peu d'eau de fonte à cette époque froide. Donc peu d'alluvionnement. Ce n'est que pendant le recul des glaciers que tous les torrents montagnards ont été alimentés en abondance par la fonte due au réchauffement climatique brutal. Ils ont alors pu charrier d'innombrables débris de roches arrachés aux montagnes. Ainsi se sont rapidement formés les cônes de déjection lors de la période de fonte accélérée des glaciers.

Le déplacement relatif de quel- que 200 mètres des deux compartiments des cônes de déjection s'est donc produit en moins de 10 000 ans, soit à une vitesse moyenne supérieure à 2 centimètres par an. Et ce coulissage rapide n'est pas limité aux 100 kilomètres de la haute vallée de la Karakax. Il se poursuit sur 2 000 kilomètres de long depuis le Panir jusqu'aux environs de Jiauyuan, à l'extrémité occidentale de la grande muraille de Chine.

Une des plus grandes failles du monde, la faille de l'Altyn Tagh, plus longue que la faille de San Andreas en Californie, est responsable de ce mouvement qui affecte la croûte terrestre sur toute son épaisseur. Cette faille marque le bord nord du plateau tibétain et permet le glissement de celui-ci vers l'est. Les images de Spot ont d'ailleurs permis de « voir » toute la longueur de la faille qui coulisse encore plus vite (3 centimètres par an) à l'est qu'à l'ouest dans la vallée de la Karakax. Au sud du Tibet existe une zone de faille de coulissage



« conjuguée » (dont la faille du Karakorum constitue le segment le plus occidental). Là, c'est le compartiment nord qui se déplace vers l'est par rapport au compartiment sud. Ainsi « voit-on » toute la masse du plateau tibétain expulsée vers l'est sous la poussée de l'Inde qui télécopie la masse continentale asiatique depuis 50 millions d'années.

Toutes ces informations fournies par Spot (Science du 8 décembre 1989) confirment une hypothèse élaborée en 1975 à partir des images des premiers Landsat. Et elles ont été vérifiées sur le terrain pendant l'été 1989 par une expédition franco-chinoise, dirigée par Paul Tappanier et Zheng Du (Institut de géographie de Pékin) et financée par l'Institut national des sciences de l'univers (CNRS) et par la Fondation nationale chinoise des sciences. Cette expédition était la première au cours de laquelle des spécialistes occidentaux (ici treize Français) pouvaient étudier la structure de l'ouest du plateau tibétain, ce depuis les années 30.

La faille du fleuve Rouge

Les effets actuels de la collision de l'Inde débordent largement le plateau tibétain. Au sud, ils ont créé l'Himalaya ; en Asie centrale, les monts Tien Shan ; en Sibirie, le fossé du Baikal, entre autres ; plus à l'est, ils sont à l'origine des grands tremblements de terre terriblement meurtriers de Chine.

Dans un passé récent (20 à 30 millions d'années), les effets de la collision Inde-Asie se sont même fait sentir dans toute l'Asie du Sud-Est. Avant le Tibet, des coulissements de grande ampleur

ont expulsé vers le sud-est l'Indochine et avec elle tout le plateau continental qui porte Sumatra, Java et Sumatra. Il y a 40 millions d'années, le bloc Indochino-Indonésien se trouvait en effet sur le chemin de l'Inde. C'est le long de la vallée du fleuve Rouge que l'on retrouve le tracé la plus spectaculaire de ce premier coulissage. Celui-ci est moins visible sur les images de Spot parce qu'il s'est produit il y a longtemps, alors que celui de la faille de l'Altyn Tagh est encore en cours. Sur le terrain, en revanche, il est marqué par une zone de roches métamorphiques (c'est-à-dire de roches sédimentaires et cristallines transformées) que le coulissage a écartées, frottées et chauffées au point de les fondre et de les transformer localement en granite, sur plus de 1 000 kilomètres de long.

Dans la province chinoise de Yunnan, un autre programme de recherche franco-chinoise (IFG de Paris et Institut de géologie de l'Académie des Sciences) a permis de préciser l'âge et la grandeur du coulissage. L'âge de cristallisation des granites est de 23 millions d'années et le coulissage a déplacé le bloc Indochino-Indonésien d'environ 500 kilomètres vers le sud-est par rapport à la Chine du Sud (Nature du 1^{er} février 1990).

Une conséquence étonnante de l'expulsion de ce grand bloc continental semble avoir été l'ouverture de la mer de Chine du sud, qui sépare aujourd'hui l'Indonésie de la masse continentale chinoise. La faille du fleuve Rouge, qui se prolonge au Tonkin jusqu'au delta du fleuve Rouge puis longe la côte de l'Annam, resurgit et oriente nord-ouest sud-est, va en effet se terminer dans cette mer, à 1 000 kilomètres au sud-est de Hanoi. Cette faille majeure est donc longue, elle aussi, de 2 000 kilomètres.

Au milieu de la mer de Chine du Sud, la faille du fleuve Rouge rejoint une dorsale océanique (1) qui a fonctionné de -35 à -17 millions d'années, d'après les anomalies magnétiques de la croûte océanique « fabriquée » par cette dorsale. Ainsi l'ouverture de la mer de Chine du Sud, le coulissage de la faille du fleuve Rouge et les premières phases de la collision Inde-Asie sont-ils contemporains. En définitive la collision de l'Inde avec l'Asie, conséquence de la disparition du grand océan qui les séparait autrefois (la Téthys), a fait naître un « océan » plus petit (la mer de Chine du Sud, deuxième des mers du monde par la surface après la Méditerranée).

YVONNE REBEYROL

(1) C'est le long de l'axe des dorsales océaniques que se forme la croûte océanique faite de basaltes et de gabbros. En se refroidissant, les lavas basaltiques acquièrent une aimantation perpendiculaire à la direction du champ magnétique terrestre de l'époque. Le champ magnétique s'inverse à intervalles irréguliers, ce qui crée des anomalies magnétiques datables sur les fonds océaniques.

Médecins : la querelle des secteurs

Un accord se dessine entre l'assurance maladie et les syndicats CSMF et FMF

LES Caisses d'assurance-maladie et deux syndicats de praticiens avancent à petits pas vers un compromis qui pourrait rapidement déboucher sur un accord partiel. Au cours de la séance de négociation du lundi 19 février, un nouveau rapprochement s'est dessiné entre la Confédération française des syndicats médicaux (CSMF), la Fédération des médecins de France (FMF) et les caisses d'assurance maladie. Les partenaires devaient se retrouver mardi matin.

Pendant au moins un an, les médecins actuellement installés dans le secteur 1 (tarifs de la sécurité sociale) ne pourraient choisir le secteur 2 (honoraires libres), en attendant que des règles du jeu définitives soient

adoptées. Par ailleurs, les cabinets médicaux exerçant dans le secteur 2 seraient contraints d'effectuer une proportion de leur activité (30 % selon les syndicats) en tarifs conventionnels. D'autre part, la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) propose qu'un millier de jeunes médecins pourraient, grâce à leurs titres, s'installer en 1990 dans le secteur 2. En pratique, il s'agirait des huit cents chefs de clinique et d'une petite partie des mille internes qui parviennent chaque année dans le secteur libéral. Pour le secteur 1, la CNAM propose des tarifs bonifiés. « Les points de vue se sont considérablement rapprochés », souligne M. Maurice Derin, président de la CNAM alors que le docteur Jac-

ques Beaupère (CSMF) a considéré que « l'hypothèse d'un accord n'est pas à exclure ». Par contre, les généralistes de MG-France ont dénoncé « un mauvais coup porté à la médecine ».

Ces propositions comportent deux avantages : ralentir le développement du secteur 2 et donner satisfaction à une partie des jeunes médecins en grève. En revanche, elles ont un caractère indésirable : les avantages acquis du secteur 2 ne sont pratiquement pas atteints alors que l'accès à ce secteur est interdit aux praticiens déjà installés en secteur 1 et, virtuellement, aux jeunes généralistes.

Quelles sont en pratique les difficultés d'exercice dans l'un et l'autre secteur ? Portrait de deux spécialistes.

Les quarante patients du docteur Ferrasson

Psychiatre exerçant en secteur 1, il soutient aujourd'hui sans ambiguïté ni illusion les internes et les chefs de clinique en grève. Par solidarité contractuelle d'abord — il se souvient d'avoir, lui aussi, usé de cette arme, — et sur le fond, parce qu'il sait bien que le mot n'a de valeur que symbolique. « On peut dire que l'on fait grève parce que l'on sait bien qu'à l'hôpital d'autres font le travail à notre place. » C'est si vrai que, mercredi dernier, il a laissé son cabinet ouvert — contrairement aux mots d'ordre syndicaux, — « parce qu'on ne peut pas dire à des gens que l'on suit en psychiatrie qu'on ne les verra pas pour cause de grève de soins... ».

A bientôt cinquante ans, le docteur François Ferrasson souffre à sa manière des inconvénients du système de distribution des soins. Sans exagération ni catastrophisme — « Je ne suis pas amiral », dit-il, — mais parfaitement lucide quant aux difficultés qu'il attendent dès lors qu'il continuera de chercher à concilier sa pratique avec une certaine morale de la psychiatrie et de la médecine. Tirailé entre l'idéal d'une gestion sociale de sa discipline et les contraintes de rentabilité de son cabinet, refusant toute adhésion syndicale comme toute compromission directe ou non avec les laboratoires pharmaceutiques, correspondant tout à fait au portrait robot du psychiatre exerçant dans le secteur libéral. Arrivé plus tardivement que la moyenne sur le « marché » de la psychiatrie, il ne regrette nullement les dix

années passées dans les hôpitaux psychiatriques de sa région. Un temps nécessaire, confie-t-il, pour parfaire une formation difficile, et suffisant pour ne plus être tenté par la carrière hospitalière, son fonctionnarisme et ce qu'elle impose dans les relations avec les supérieurs hiérarchiques.

« Psychiatre des champs »

Sans reprendre, faute de moyens, un cabinet déjà existant, il visse sa plaque pour la première fois en 1981, à trente-neuf ans, dans l'un des quartiers populaires de Tours. « Il y avait déjà les psychiatres de ville, explique-t-il. Je me suis dit que je pouvais être, moi aussi, sorte de psychiatre des champs. » Mais il doit bientôt quitter l'appartement HLM dont il est locataire, ses voisins et quelques confrères lui ayant fait comprendre de diverses manières que ce psychiatre-là était indésirable. Les premiers « parce qu'il n'y avait pas de fous dans le quartier », les seconds parce qu'il était, selon eux, de trop. Il est depuis, moyennant 6 000 francs par mois, propriétaire de son cabinet dans un immeuble moderne du nord de la ville. En 1981, il était le trente-cinquième psychiatre du département d'Indre-et-Loire. Ils sont aujourd'hui, ville hospitalo-universitaire, obligés, une soixantaine. Lorsque tout allait bien, le docteur Ferrasson voyait environ cinquante patients par semaine. Premiers effets sans doute de la concurrence quasicommerciale à

laquelle se livrent un peu partout en France les médecins et qui frappe plus les psychiatres que d'autres spécialistes, la moyenne aujourd'hui, pour lui, est tombée à quarante. Une consultation de psychiatre exerçant en secteur 1 étant fixée à 195 francs, avec deux demi-journées de vacation dans un institut spécialisé, quatre journées et demi de consultations par semaine, quinze jours de vacances par an et des séances oscillant entre 1 heure (les premières fois) et 30 minutes, il gagne aujourd'hui suffisamment pour vivre, mais pas assez pour ne pas s'inquiéter de sa retraite. « Au départ, dit-il, je n'ai pas pu m'installer en secteur 2 parce que je n'étais pas connu. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. » A dire vrai, il ne pense pas, même si elle est souhaitable, que l'augmentation du tarif conventionnel soit la seule solution. « Il faudrait revoir le système dans son ensemble, comprendre que, bien souvent, les psychiatres, qui prescrivent peu, travaillent lentement et évitent bien des hospitalisations injustifiées, participent de manière importante à l'économie des dépenses de santé. Pour exercer comme il convient le psychiatre, il faut une totale indépendance. Je ne veux pas penser à la psychiatrie comme à un commerce. Je refuse d'arriver à faire revenir plus souvent qu'il ne faut mes malades pour boucler mes fins de mois. Mais pour refuser tout cela, je n'ai aucune autre solution que de continuer à voir quarante patients par semaine. »

JEAN-YVES NAU

Une gynécologue aux actes lents

« Pas question de faire, comme certains, trente ou quarante consultations par jour. J'en réalise treize ou quatorze en moyenne et j'en ai plus de dix-huit. Pas question de faire de la médecine rapide. C'est pour cela que j'ai choisi les honoraires libres. » Quarante-trois ans, gynécologue dans un cabinet de groupe à Elancourt (Yvelines), le docteur Martina Vincent-Bosquet estime que l'appartenance au secteur 2 implique un « accord tacite qui vise à faire de la médecine lente, de qualité ». « Hélas, regrette-t-elle, le secteur 2 a été dévalué. Certains n'ont pas respecté ce contrat moral. »

« En gynécologie, on ne peut pas multiplier les actes comme en ophtalmologie ou en dermatologie », considère le docteur Vincent-Bosquet. Ses tarifs varient entre 125 francs et 250 francs en fonction des actes pratiqués (le bilan de stérilité ne doit pas être rémunéré comme une ordonnance de pilule contraceptive) mais aussi du niveau de revenus, connu ou supposé, des patients.

Installée depuis 1977 dans le secteur libéral, le docteur Vincent-Bosquet avoue sa « grande inquiétude » face à l'évolution du corps médical et

aux négociations avec les caisses d'assurance-maladie. « Si l'on continue comme cela, on va à l'explosion du système », assure-t-elle. Aucune solution technique ne paraît vraiment l'inquiéter. Elle préfère plutôt insister sur la nécessité de « responsabiliser les médecins et les assurés ».

« Il faut que les médecins se rendent compte du rapport coût-utilité des examens complémentaires qu'ils prescrivent, même si certaines professions médicales ont tendance à pousser à la consommation. Par ailleurs, nous ne sommes pas informés que des écarts de prix allant du simple au double séparent certains médicaments ayant le même principe actif. Mais il faut surtout que les praticiens acceptent de suivre une véritable formation continue, y compris économique. Ils ne sont pas assez nombreux à le faire. » Selon elle, la lecture de revues théoriques ne suffit pas. Il faut un renouvellement pratique des connaissances. « Bien sûr, tout cela coûte cher : lorsque je vais à l'hôpital de Poissy pour suivre une formation ou lorsque je participe à des séminaires, je ne fais pas de consultations ! Mais les techniques bougent tellement qu'il est impératif de se

maintenir à niveau. Personnellement, je suis d'ailleurs favorable à ce que les médecins subissent tous les cinq ans un contrôle de leurs connaissances », lance la gynécologue.

Et les patients ? Ils doivent également changer certains de leurs habitudes. « La surconsommation de médicaments, cela suffit ! Et certains assurés ne sont pas satisfaits lorsqu'ils n'ont pas leur radio ou leur scanner. » Pourtant, il est parfois difficile de résister à la pression du patient-consommateur. « Une circulaire de la Sécurité sociale précise qu'au cours de la grossesse deux échographies suffisent, mais certaines femmes me font des scènes ! Elles en exigent une troisième, à six mois, dans le seul but de voir leur bébé... »

Non syndiquée mais en grève le mercredi 14 février, le docteur Vincent-Bosquet « comprend » la malaise des internes, même s'ils « voient les choses par le petit bout de la lorgnette ». Et elle ne craint pas de se montrer iconoclaste : « Finalement, ce qui compte, ce ne sont pas les années d'étude. C'est l'énergie que le médecin déploie pour se former et renouveler ses connaissances. »

JEAN-MICHEL NORMAND

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'EVRY (91)
rue des Mazères, le MERCREDI 7 MARS 1990, à 14 h.
MAISON D'HABIT. à BOUSSY-ST-ANTOINE (91)
73, rue de la Justice
de plain-pied, comprenant : entrée, séjour, salon, cuisine, dégât, 3 chambres, salle de bains, w.c. - GARAGE - sur terrain de 10 A. 03 CA.
M. à P. : 220 000 F S'adr. M^r de CHALARD, avocat à EVRY (91)
Imm. Le Mazères, rue des Mazères
Tél. : 60-77-13-57 de 9 h à 13 h et de 16 h à 18 h 30

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris
le JEUDI 1^{er} MARS 1990 à 14 h, en un lot
APPARTEMENT à PARIS 15^e
71 à 83 Quai André-Citroën, 10 à 20, rue Balard
et 1 à 19, rue des Cèvennes
de 2 pièces princ. type 2 J au 1^{er} étage du bdt. 1, esc. El et Park au 1^{er} s^{ol}
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adr. pour rent. à la S.C.P. COURTEAULT, LECOCQ, RIBEAUD-DUMAS,
avocats, 17, avenue de Lamboille Paris 16^e, Tél. : 45-24-46-40.

150

AGENDA

PARIS

Sévérité accrue dans la capitale envers les automobilistes contrevenants

Stationnement gênant ou dangereux, excès de vitesse et franchissement de feux rouges : les infractions des automobilistes parisiens seront de nouveau réprimées sans indulgence. La sévérité est de retour.

Le Conseil de Paris a adopté lundi 19 février l'aménagement dans la capitale de 27 kilomètres « zones rouges » sur lesquels tout arrêt et stationnement de véhicules seront interdits (le Monde du 20 février). Le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a profité du débat pour annoncer la reprise immédiate, « avec une sévérité accrue », des mesures de verbalisation contre les automobilistes qui entravent le trafic.

En novembre dernier, la rigueur appliquée contre les stationnements en double file, sur des passages pour piétons, dans les con-jours d'autobus et sur les axes de livraison avait apporté quelque amélioration à la circulation. Le nombre de contraventions était passé de 60 000 habituellement chaque semaine à 94 896, entre le 20 et le 26 novembre. Dans le même temps, la vitesse moyenne des véhicules avait grimpé de

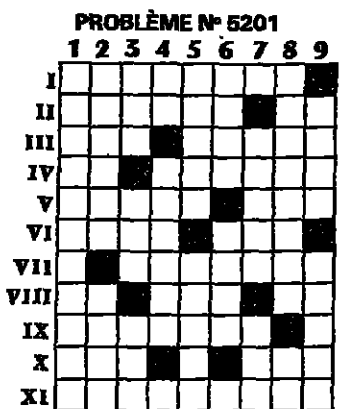
17,5 kilomètres à l'heure en moyenne sur l'ensemble du réseau à 20,5 kilomètres à l'heure. Les bus, qui perdaient jusqu'à 25 143 kilomètres par semaine en équivalent de distance non parcourue à cause des embouteillages, n'en gaspillaient plus qu'à peine 8 000.

Et puis, les fêtes de Noël ont amené le préfet de police à modérer l'ardeur de ses troupes. L'indulgence, la mesure plutôt ont prévalu quelque temps dans la répression, et la circulation s'est de nouveau dégradée. D'où la décision annoncée lundi. Elle s'accompagnera, a prévenu M. Verbrugghe, d'un enlèvement accru des véhicules en stationnement gênant. La mise en fourrière des poids lourds devra bientôt être au point.

Une nouvelle réglementation est aussi à l'étude pour les livraisons. Enfin, le préfet de police a l'intention d'accroître l'augmentation du nombre des taxis. La mise en service de 600 véhicules supplémentaires devrait prendre moins de temps que les trois ans initialement prévus (le Monde du 9 février).

C. V.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Il lui arrive de travailler au lit. — II. Est au départ. Démontre. — III. Permet un changement de côté. Fait des heureux. — IV. Fait aussi des heureux. Peut appartenir à un capitaine. — V. Il y a du monde à sa sortie. Est destinée à la consommation. — VI. Fut amené à quitter le foyer (inversé). Ses coups sont donnés sans frapper. — VII. Grâce à elles, on a les yeux en face des trous. — VIII. Quelque chose de démi. Voyage inconnu. — IX. Quelqu'un qui se mouille. — X. Pousse à éliminer. Lettre grecque. — XI. Répondent à nos besoins.

VERTICALEMENT

1. Moyens de transport ou de soulever. — 2. On y suit des cours. Une ville et une île. — 3. N'échappa pas à une punition. Aurait fait une bonne compagnie pour Nérée. Élément d'une chaîne. — 4. Conjonction. Est très facile que sans sel. — 5. Fut victime de la chaleur. Aurait été bien utile au précédent. — 6. Réussit à s'échapper. Pas bêtes du tout. — 7. Faisait de la place. Se mange à de nombreux râteliers. — 8. N'échappent pas toujours à la purée. Interjection. — 9. Façon de parler. Peuvent être utiles à ceux qui ont du blé.

Solution du problème n° 5200

Horizontalement
I. Attention. — II. Routier. — III. Clin. Lent. — IV. Hélas ! — V. Ire. Ceufs. — VI. Vaseux. La. — VII. In. Orties. — VIII. Scander. — IX. Tés. Enoue. — X. Es. Un. — XI. Sentées.

Verticalement
1. Archivistes. — 2. Tolérance. — 3. Tuiles. Aser. — 4. Etna. Eon. Si. — 5. Ni. Sourde. — 6. Tel. Exténué. — 7. Ire. Ironie. — 8. Néria. — 9. Net. Sesser.

GUY BROUTY

CAMPUS

Langues à domicile

L'enseignement des langues à distance a été largement évoqué au cours du Salon Expolangues, à l'occasion d'un colloque européen organisé sur le thème « Babel à domicile » par la Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance (FIED). L'Association européenne des universités d'enseignement à distance (EADU), dont fait partie la FIED, a pris l'initiative d'un certain nombre d'actions destinées à entrer dans le cadre du programme communautaire Lingua, qui vise à développer les échanges linguistiques et la formation des enseignants. Des programmes de formation courte sont notamment en voie de développement dans les universités d'enseignement à distance, ce qui nécessitera de lourds investissements pour l'application des technologies éducatives nouvelles telles que les systèmes vidéo interactifs. L'offre de formations ouvertes et à distance en langues répond particulièrement aux besoins des petites et moyennes entreprises.

M. Ricardo Charters d'Azevedo, directeur responsable de l'enseignement à distance à la Commission européenne, a annoncé que le conseil des ministres de la Communauté débatterait, au cours de sa réunion de mai, de la mise en place d'une université ouverte européenne fondée sur le réseau existant de l'EADU.

► FIED. Présidente : M^{me} Christiane Guillard, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 40-97-75-51.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 février 1990 :

DES DÉCRETS

• N° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;

• N° 90-154 du 16 février 1990 modifiant le décret n° 71-753 du 10 septembre 1971 pris pour l'application de l'article premier de la loi du 3 juillet 1970 portant

réforme du régime des poudres et substances explosives ;

• N° 90-155 du 16 février 1990 modifiant le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à l'acquisition, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs.

UN ARRÊTÉ

• Du 15 janvier 1990 portant modification du chiffre de la population et attribution de population fictive à certaines communes.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

ARTS

Le Monde et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans le Monde radio-télévision. □ Film à éviter. ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 20 février

TF 1

20.40 Cinéma : Le corps de mon ennemi. ■■■ Film français d'Henri Verneuil (1976). Avec Jean-Paul Belmondo, Bernard Blier, Marie-France Pisier.
22.45 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Decheval.
0.35 Journal, Météo et Bourse.
0.55 TF 1 nuit.
1.25 Feuilletton : C'est déjà demain.

A 2

20.40 Les dossiers de l'écran : Tandem. ■■■ Film français de Patrice Leconte (1987). Avec Jean Rochefort, Gérard Jugnot, Sylvie Granotier.
22.10 Débat : ► La radio d'hier ou les voix sans visages. Avec Jean-François Remon, réalisateur à Radio-France, Marcel Fort, présentateur de jeux radiophoniques, Jacqueline Cartier, journaliste, Jacques Amélie, producteur, Henri Kubrick, inventeur du Jeu des 1000 francs, Jean-Pierre Farès, journaliste, José Sacré, Philippe Despont, animateurs.
23.35 Météo.
23.55 Magazine : Du côté de chez Fred. L'éloignement du monde.

FR 3

20.35 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavade.
Thème : Passion, un délicieux poison ? Avec Daniel Gilin, Peter Untch, Annie Fratellini, Robert Hossein, Juliette Binoche, Minnie Driver, Gianfranco Ferré, Eugène Ionesco, Rosanna Malcora, Jacques Hessel.

TF 1

13.35 Série : 21 Jump Street.
14.30 Club Dorothée.
17.45 Le top jeune.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilletton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : Le roue de la fortune.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
19.55 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Invités : Patrick Sébastien, François Périer, Michel Galabru, Catherine Collin, Variétés : Les Folies-Bergères, Françoise Hardy, Marie-Paule Belle, Jimmy Sommerville, Falcia, Eva Gámbus et Calypso, Des Des Bridgevator, Rita Mitsouko.
22.35 Série noire : Les loups. Téléfilm de José Giovanni, avec Mimsy Farmer, Georges Corraface.

A 2

13.40 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.30 Eric et Noël.
17.05 Magazine : Gigs.
18.30 Séries Mac Gyver.
18.55 INC.
19.00 Jeu : Coupe des champions des chiffres et des lettres.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.40 ► Série : Contre-jour. Six crimes sans assassin, de Bernard Stora, d'après Pierre Boulle, avec Jean-Pierre Marielle, Fabrice Luchini.
22.15 Magazine : Fruits de la passion. De Gérard Holtz.
23.10 Informations : 24 heures sur la 2.
23.25 Météo.
Magazine : Du côté de chez Fred. Le procès Tolstoï — Lord Aldington.

FR 3

13.30 Magazine : Montagne (rediff.).
14.03 Magazine : Fidélité.
14.30 Jeu : Cheville la France.
15.03 Magazine : Dans la cour des grands.
17.05 Feuilletton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Variétés : Les grands. De Jean-Pierre Costat, Jean-Pierre Dusseaux et Maxime La Forestier.

Audience TV du 19 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	55,9	Roue fortune	INC	Actual. région	Nulle part	Pub	Incoroy. Huk
		17,7	11,0	18,6	2,3	4,0	2,1
19 h 45	56,8	Roue fortune	Dessinez	19-20 infos	Nulle part	Bde amonno	Roseanna
		30,5	12,8	4,4	3,9	3,4	3,2
20 h 15	72,0	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	M ^{me} serve
		31,2	18,3	11,4	2,8	5,1	5,3
20 h 55	73,0	Années inter.	L'ex-femme	Le magnétique	La maison de	Sabre brisé	Le clochard
		21,7	20,5	15,4	3,1	8,9	8,6
22 h 8	63,8	Années inter.	L'ex-femme	La magnétique	Lundi sport	Sabre brisé	Le clochard
		22,9	15,7	13,8	1,1	8,5	7,5
22 h 44	27,2	Sirocco	Amour France	Témoignages	Lundi sport	Vendredi 13	M ^{me} Bourdès
		7,8	11,5	1,0	0,6	3,8	2,3

22.15 Journal et Météo.

22.40 Cinéma : L'autre. ■ Film américain de Robert Mulligan (1972). Avec Uma Hagen, Chris Connolly, Diana Muldaur.
0.15 Musique : Carnet de notes. Feeling Station, de et par le Quartet Jean-Louis Chantons.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'ouragan vient de Navarone. □ Film britannique de Guy Hamilton (1978). Avec Robert Shaw, Harrison Ford, Edward Fox.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Deux. ■■ Film français de Claude Zidi (1989). Avec Gérard Philipe, Manuella Dargatzis, François Cluzet.

LA 5

20.40 Cinéma : On l'appelle Trinità. □ Film italien de E.B. Clucher (1971). Avec Terence Hill, Bud Spencer.
22.40 Série : China beach.
23.30 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Feuilletton : Les aventures de Pinocchio. De Luigi Comencini, avec Nino Manfredi, Gina Lollobrigida (5^e et 6^e épisodes).
22.15 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Les aventures de Marco Polo. ■ Film américain d'Archie Mayo (1938). Avec Gary Cooper, Basil Rathbone, Sigrid Gurie.

0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Steelband of Trinidad. De Daniel Verbe.
21.50 Film d'animation : Une légende américaine. De Mario Rivas.
22.00 Documentaire : Douady Adrien, mathématicien. De Monique Sicard et Jacques Brisot.
22.30 Magazine : Imagine.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.
23.45 Jazz soundies collection.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Les revues de mathématiques.
21.30 Débat. L'autre Allemagne (2^e partie).
22.40 Nuits magnétiques. Loin de Hambourg (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Quatuor à cordes n° 2 en la majeur op. 68, de Chostakovitch ; Quatuor à cordes de Verclien ; Quatuor à cordes n° 3 en fa majeur op. 73, de Chostakovitch par le Quatuor de Manhattan (Eric Lewis, Roy Lewis, violons ; John Dexter, alto ; Judith Glyde, violoncelle).
22.30 Récital. Robert Cohen, violoncelle. Suite pour violoncelle n° 3 op. 87, de Britten ; Passacaille pour violoncelle, de Walton ; Suite pour violoncelle n° 1, de Bloch ; Suite pour violoncelle n° 1 op. 72, de Britten.
0.00 Club d'archives. Hommage à Henri Sauguet.

Mercredi 21 février

22.15 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Mille Bravo. Présenté par Christine Bravo.
23.35 Musique : Carnet de notes. Sonate n° 59 (sans le final, de Haydn, par Catherine Collard, piano.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : La lutte acharnée de Ryan White. De John Herzfeld, avec Lukas Haas, Judith Light.
15.05 Documentaire : Terre fragile.
15.35 Téléfilm : Le dernier western. De Burt Kennedy, avec Willie Nelson, Richard Widmark.
17.00 Pochettes surprises. At sea, on land, on the air, de Paul Driessen.
17.20 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 21.00

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Costa-Gavras.
20.30 Bandes-annonces.
21.00 Cinéma : Peace avec un tueur. □ Film américain de John Flynn (1987). Avec James Woods, Brian Dennehy, Victoria Tennant.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Colère en Louisiane. ■■ Film américain de Volker Schlöndorff (1987). Avec Louis Gossett Jr., Richard Widmark, Holly Hunter (v.o.).
0.05 Cinéma : Nous ne vieillirons pas ensemble. ■■ Film français de Maurice Pialat (1972). Avec Jean YVES, Marlene Jobert, Macha Méril.

LA 5

13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.45 Série : L'homme qui valait trois milliards.
16.45 Dessins animés. Les triplés (rediff.).
17.35 Magazine : En route pour l'aventure.
18.05 Dessin animé : Le petit lord.
18.30 Série : Arnold et Willy.
18.50 Journal Images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies : La déviance.

Téléfilm de Mike Robb, avec Linda Hamilton, Richard Thomas.
Un couple a trois fils métaphoriques. L'ainé, huit ans, tombe malade...

22.20 Débat : Le sida.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.20 Feuilletton : Dynastie.
14.35 Téléfilm : Lucas Tanner, un homme à part. De Richard Donner, avec David Hartman, Kathleen Quinlan.
Un prof de gym pas comme les autres.
15.45 Chasseurs d'images (rediff.).
16.05 Jeu : Match music.
17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Série : Roseanna.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Le complot du silence. De Gene Levitt, avec Louis Jourdan, Mary Tyler Moore.
Auteur d'un roman gênant.
22.10 Série : Le Saint.
23.05 Documentaire : Succès. 1. La vie de château. Dans la haute aristocratie britannique.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Variétés : Fréquentstar.
0.35 Boulevard des clips.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglaise.
15.00 Documentaire : Les voisins de Joe Leahy.
De Bob Connolly et Robin Anderson.
16.30 Documentaire : Chets-d'œuvre immortels en péril. Ce qui nous, de Cécile Klapich.
17.00 Danse : Dionysos suite. Ballet de Maurice Béjart.
18.00 Cinéma : Dandin. ■■ Film français de Roger Planchon (1987). Avec Claude Brasseur, Zouzou, Daniel Gelin.
20.00 Documentaire : Roger Planchon. De Fabienne Pascaud et Dominique Gros.
21.00 Téléfilm : Sandra. De Guido Hendrickx.
21.50 Téléfilm : Un ange passe. De Christine Ehm.
22.45 Magazine : Dynamo. De Benoît Delépine et Matthias Sanderson.
23.15 Documentaire : Cuba, personne ne voulait entendre. De Nestor Almendros et Jorge Ulla.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Nmes (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 novembre au Grand Auditorium) : Musique traditionnelle de l'Inde du Nord par Om Parkash, tabla, Mulund Narain Bhale, tabla, Amritabhi Miera, tampus, et Sheila Dhar, chanteuse de Khyal.
23.07 Jazz club. En direct du Petit Opéra à Paris : le Quintet de Daniel Hark, saxophoniste et chanteur, Philippe Méliani, pianiste, Christophe Le Van, contrebassiste et François Laudet, batterie.

Le Monde

ÉCONOMIE

SECTION C

25 L'aide européenne à la Pologne
M. Bérégovoy et le soutien à l'Afrique

25 La restructuration du capital de Roussel-Uclaf
27 Monétique : les dispositifs anti-fraudeurs

36 Marchés financiers
37 Bourse de Paris

BILLET

Périlleuse
réforme fiscale

On a beaucoup parlé, ces jours derniers, d'une réforme des droits de succession. Le trocassin fiscal, qui agite régulièrement l'esprit de nombreux députés socialistes, soucieux à juste titre de plus de justice sociale, s'est accentué récemment à la suite de la publication, en novembre dernier d'un rapport du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) mettant en lumière un accroissement des inégalités de revenus et de patrimoines en France.

Le gouvernement de M. Rocard n'aurait pas dû se sentir visé puisque ce mouvement de concentration des revenus et des patrimoines a pris naissance au milieu des années 1980. Mais les caciques du Parti socialiste ont mal supporté un pareil constat dont ils se sentent responsables. Le Parti socialiste qui va tenir un congrès important à Rennes au cours duquel seront redéfinies des stratégies, des doctrines, des objectifs, harcèle donc un gouvernement pris entre deux feux : celui des épargnants et celui des militants. Une mission présidée par M. François Hollande, député PS de Corrèze, a été créée à la fin de l'année dernière pour réfléchir à une réforme de la fiscalité sur les patrimoines. La groupe qui fonctionne dans le cadre de la commission des finances de l'Assemblée nationale et comprend des membres de l'opposition comme le bariste Bruno Durieux ne s'est encore réuni que deux fois pour entendre les responsables de la direction des impôts et de la législation fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Il faudra attendre le mois de mai pour en savoir davantage. Mais le champ des réformes possibles est dès maintenant limité par la promesse de M. Mitterrand de faire baisser les prélèvements obligatoires, des prélèvements qui ont très légèrement augmenté en 1989. Sans oublier le fait que les impôts sur le patrimoine à but redistributif (droits de succession et ISF) pèsent maintenant en France aussi lourds que dans les pays industrialisés les plus imposés.

A. V.

Selon la FAO

Les récoltes
en Europe de l'Est
ont été bonnes en 1989

Dans son bulletin de février sur les « perspectives de l'alimentation », la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) estime que les récoltes de céréales en Europe de l'Est ont été en 1989 supérieures ou égales à la moyenne des années précédentes. « De bonnes récoltes ont été enregistrées en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, note la FAO, et on signalait des récoltes supérieures à la moyenne en Tchécoslovaquie, en RDA et en Hongrie. »

Globalement, la production céréalière en Europe de l'Est pour 1989 serait de 37,2 millions de tonnes, à peine moins que le record de 1988, mais nettement plus que sur l'ensemble des années passées. La production de céréales secondaires (maïs, orge) est estimée à 59,3 millions de tonnes, soit une hausse de 14 % comparée à la médiocre récolte de 1988.

Pour l'Union soviétique, la production globale de céréales et de légumineuses est estimée à 31,1 millions de tonnes, en hausse de 8 % sur celle de 1988. La persistance d'un temps chaud et sec a réduit les rendements en blé et en orge d'hiver dans les zones situées à l'est de l'Oural. L'objectif de production soviétique pour 1990 est fixé à 240 millions de tonnes.

La perspective de l'union monétaire entre les deux États allemands provoque toujours de vives inquiétudes sur les marchés financiers. Sur le marché obligataire ouest-allemand, la hausse des taux d'intérêt à long terme se poursuit, avec un effet de contagion dans les autres pays européens, notamment en France. Les marchés boursiers s'en trouvent déprimés. « Je considère le pessimisme du marché comme excessif », a déclaré, lundi 19 février, M. Pierre Bérégovoy, le ministre français de l'économie.

En RFA, les entreprises multipliant leurs approches en direction des firmes est-allemandes. Mardi 20 février, le chancelier Helmut Kohl, qui a toujours insisté sur la responsabilité assemblée à ses yeux du secteur privé dans le processus de réunification, devait consulter les responsables économiques de RFA sur ce sujet à Bonn. Au même moment, à Berlin-Est, la commission mixte RFA-RDA chargée de travailler à l'union monétaire et dont la création avait été décidée la semaine dernière par MM. Kohl et Modrow tient sa première réunion.

Lorsqu'on interroge, ces jours-ci, les grandes entreprises d'Allemagne fédérale sur leurs projets de coopération avec la RDA, la première réponse est invariablement une référence au passé. La Dresdner Bank a été fondée en 1872 à Dresde, Siemens en 1847 et la compagnie d'assurances Allianz en 1890, à Berlin. Le constructeur, Philip Holzmann était présent dans l'actuelle RDA depuis 1899 et la Commerzbank y était la principale banque privée jusqu'en 1945. Pour tous ces groupes, l'enjeu du moment n'est pas seulement une implantation commerciale prometteuse, c'est un retour aux sources.

Mais le désir de renouer les fils tranchés de l'histoire n'est pas l'apanage des seuls Konzern. Les milliers d'entreprises petites et moyennes qui forment le socle de l'industrie ouest-allemande sont prêtes à faire la réunification à leur niveau.

La semaine dernière, l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie de RFA (DIH) organisait à Berlin un congrès sur le thème du marché germano-allemand. On s'attendait à un succès, avec trois mille participants, de l'Est et de l'Ouest : ce fut une ruée, avec douze mille ! Le DIH a mis en place une « Bourse de la coopération », avec des petites annonces informatisées pour permettre aux entreprises de RFA et à celles de RDA d'entrer en contact.

En une semaine, sept mille offres ont été envoyées de l'Ouest à l'Est. Elles seront publiées par les soixante-cinq journaux locaux des chambres de commerce, qui, depuis quelques semaines, sont disponibles en

RDA. Une autre initiative doit être rendue publique ce mardi 20 février lors de la rencontre gouvernement-secteur privé à Bonn : la création d'une « Bourse des machines ». Il s'agit pour les sociétés ouest-allemandes d'offrir du matériel, d'un bon niveau technologique mais devant être remplacé, aux firmes est-allemandes qui en auraient besoin. Pour ces « restes du cœur » de l'équipement industriel, ce sont là encore les chambres de commerce qui serviront d'intermédiaires.

Les grandes banques - tuteurs omnipotents de l'économie allemande - réfléchissent, chacune à leur manière, cet intérêt passionné pour l'Allemagne de l'Est (qui n'était, il y a six mois, qu'un partenaire difficile pour entreprises étrangères). La Dresdner, qui avait perdu avec la partition 60 % de ses actifs, a été la première à réagir dans les semaines qui ont suivi l'effondrement du mur. Elle a ouvert un premier bureau à Dresde, sa ville d'origine, avec une dizaine de personnes, puis à Berlin et à Leipzig, et elle compte être très vite présente dans une trentaine de villes est-allemandes.

Toutefois, alors qu'il est pour l'instant impossible de faire des opérations bancaires au sens occidental en RDA (les banques étrangères ne peuvent ni distribuer des crédits, ni recevoir des dépôts), la Commerzbank se contente d'un bureau à Berlin-Est et attend pour se déployer l'issue des élections du 18 mars. Mais elle a créé à Francfort une division spéciale pour recevoir des demandes d'information de sa clientèle, avec un standard téléphonique de vingt personnes littéralement pris d'assaut. La Deutsche Bank, premier institut financier de RFA - fondé en

1870 à Berlin - a choisi une autre approche : elle a envoyé en RDA six équipes volantes qui vont démarcher les futurs clients.

Du côté des entreprises industrielles, les réactions sont plus diverses. Chez Mannesmann, le géant de la mécanique, prudence : « La RDA est encore un pays socialiste. La loi qui vient d'être passée sur les joint-ventures ne nous convient pas, elle n'autorise la prise de participation qu'à 49 %. Nous préférons attendre. En affaires, il faut être pragmatique. » A l'inverse, le sidérurgiste Peine-Salzgitter envisage déjà de construire avec des homologues est-allemands un « laminier à brames minces », fine fleur de la technologie moderne de l'acier, un investissement d'un milliard de marks (3,4 milliards de francs). C'est un paradoxe si l'on songe que la sidérurgie est-allemande pratique encore la fonte d'acier en lingots, technologie abandonnée partout en Europe car trop consommatrice d'énergie et de matières premières.

Patriotisme
et sens du commerce

Parmi les constructeurs automobiles, Volkswagen est le plus engagé (il est vrai que son PDG, M. Carl Hahn, est né dans l'actuelle RFA). VW, qui achète déjà 50 millions de marks de pièces détachées à la RDA et construit les moteurs des Wartburg, vient d'annoncer que la Volkswagen Polo remplacerait bientôt les mondialement célèbres Trabant. Quant à Daimler-Benz, il vient d'annoncer le transfert du siège social de ses activités « services » à Berlin-Ouest. Sa filiale AEG a passé un accord fin 1989 avec le combinat est-allemand

Henningsdorf pour construire des locomotives, et Mercedes AG négocie avec IFA la fabrication en commun de véhicules utilitaires jusqu'à 14 tonnes.

Siemens, le numéro un de l'électronique et des télécommunications allemandes, est plus attentiste. « Nous parlons mais nous ne discutons pas encore », explique-t-on au siège, à Munich (et qui y reste jusqu'à nouvel ordre). Les contacts pris avec le plus grand combinat technologique est-allemand, Robotron, en sont au stade exploratoire.

On pourrait multiplier les exemples, de l'éditeur Bertelsmann à la compagnie d'électricité de Hanovre Preussenelektra, des projets qui se bâtissent dans une excitation où se mêlent patriotisme et sens du commerce. Mais concrètement, peu de choses ont été faites jusqu'à ce jour, parce que tout est allé trop vite, même pour des entreprises allemandes reconnues particulièrement adaptables. La législation est-allemande, même libéralisée comme elle vient de l'être, ne peut pas suivre. Une foule d'Allemands de l'Est se découvrent entrepreneurs. Un club d'« hommes d'affaires » de Dresde organisait, samedi, une réunion autour d'un banquier et d'un industriel ouest-allemand, dans le plus grand cinéma de la ville. « Les sept cents places n'y ont pas suffi, raconte, encore stupéfait, l'un des orateurs, M. Hans-Dieter Geller, directeur à la Dresdner Bank. Ils voulaient tous savoir comment on monte une entreprise, comment on obtient un crédit. Alors que leur système reste entièrement planifié ! »

SOPHIE GHERARDI
(AVEC CAROLINE MONNOT ET ERIC LE BOUCHER)

La flambée des taux d'intérêt à long terme

Le piège allemand

Les taux d'intérêt à long terme, ceux des obligations, flambent en Allemagne, et cette flambée s'étend à la France, qui n'en peut mais. Lundi 19 février, à Francfort, le rendement des emprunts d'État dix ans a bondi de 8,60 % le vendredi précédent à 8,90 %, contre 8,25 % il y a huit jours, 7,75 % il y a quinze jours et 6,50 % il y a un an. A Paris, celui de l'obligation assimilable du Trésor sur la même durée qui, la semaine dernière, était passé de 9,95 % à 10,23 % a été porté à 10,50 % contre 9 % à la fin de l'année. Du coup, le marché à terme de Paris (MATIF), qui reflète fidèlement l'état d'esprit des milieux financiers, s'est écroulé, le cours de son échéance de mars revenant de 98,48 à 97 après avoir touché 96,50, au plus bas depuis le début de novembre 1987, peu après le krach boursier du 19 octobre. Rappelons que sur le MATIF le cours de 100 correspond à un rendement de 10 % pour un emprunt d'État dix ans, comme cela a été le cas lors du démarrage de ce MATIF en février 1986.

A l'origine de ce micro-tremblement dont l'épicentre est à Francfort, on trouve les inquiétudes des milieux financiers ouest-allemands devant le poids de la facture à payer pour la fusion RFA-RDA. Ils craignent une accélération de l'inflation que déclencherait un brusque gonflement de la demande par rapport à une offre déjà saturée, et aussi l'émission d'emprunts fédéraux supplémentaires pour financer le programme d'aide, à défaut d'impôts

nouveaux, peu populaires en année électorale. Les rumeurs les plus folles courrent d'ailleurs, comme celle d'un « grand emprunt » d'État, d'un montant de 50 milliards de marks (170 milliards de francs) au taux de 9 à 10 %, sur une durée de vingt ans, avec exonération fiscale. Sans doute, le monde entier souscrirait mais, sur un marché allemand des obligations déjà étroit, l'effet d'assèchement serait immédiat, avec les conséquences que, l'on devine.

Tout naturellement, la psychose qui se développe en Allemagne a gagné la France, qui a tendance à s'aligner sur son voisin de l'Ouest. Ce phénomène est grave car il renchérit le financement des investissements productifs par émission d'obligations ou par crédit à moyen et long terme dont le coût moyen égaliserait maintenant maintenant 11 % sur dix ans, ce qui est énorme par rapport à un taux d'inflation inférieur à 4 %. De plus, il incorpore durablement des charges d'intérêt accrues dans les comptes d'exploitation des entreprises publiques et privées, les plus touchées étant les PME. Surtout, il marque un renversement de tendance.

Depuis un an, la Banque de France s'est engagée à faire monter les taux à court terme, faisant passer son taux directeur de 7,75 % à 10 % à la fois pour défendre le franc et pour donner un coup de frein à la demande de crédit des entreprises et des particuliers, qui est jugée trop forte. Mais les entreprises, dont la situation financière s'est sensiblement

améliorée, ne s'en soucient pas trop. En outre, les milieux financiers français pensaient que la tension des taux à court terme provoquée par les banques françaises n'était que provisoire et que les taux à long terme n'avaient aucune raison de monter également. Il en résultait un phénomène d'inversion tout à fait inhabituel : ces taux à long terme étaient passés en dessous des taux à court terme, ce qui renversait la pyramide des taux traditionnels. En principe, il est logique et naturel de payer au plus bas un loyer de l'argent plus élevé lorsqu'ils acceptent d'immobiliser leurs capitaux pendant une durée longue, et moins élevé lorsque cette durée est courte.

Souffrir
en silence

Aujourd'hui, sous l'influence de l'Allemagne, cette inversion disparaît mais elle le fait « par le haut ». C'est-à-dire que les taux à long terme, puisqu'ils ne peuvent le faire par le bas, c'est-à-dire par diminution des taux courts, du fait de la politique restrictive de la Banque de France.

C'est dire qu'à un renchérissement des taux à court terme, donc des crédits de trésorerie, assez bien supporté et facilement réversible, s'ajoute, comme on l'a vu, un renchérissement du coût des investissements.

En somme, les conséquences, réelles ou supposées, de la fusion entre les deux Allemagnes, dont l'une d'elles, la RFA, est en pleine sur-activité, ont pour effet paradoxal d'élever les coûts de production français, sans même que la Banque de France l'ait voulu. On sait que si les banques centrales sont maîtresses des coûts d'intérêt à court terme, qu'elles fixent à leur gré, elles ne peuvent rien, directement, sur les taux à long terme dont le niveau est fixé par l'offre et la demande sous l'influence des anticipations des milieux financiers. Lorsque ces taux longs montent, c'est le plus souvent par peur de l'inflation qui déprécierait les créances, les prêteurs exigeant une prime de risque supplémentaire. En France, ce n'est pas le cas. L'inflation ne menace guère, et aucune fusion n'est envisagée avec aucun pays.

Simplement le piège allemand se referme sur l'économie française, sous le regard impuissant des autorités qui ne peuvent rien faire, sauf, peut-être, inciter l'institution d'émission à baisser ses taux à court terme pour donner un signal, mais il y a gros à parier qu'il ne le fera pas. Seule petite consolation, les taux longs français montent moins vite que les

taux allemands, l'écart qui les sépare se réduisant lentement, passant de 3 points au début de 1988, à 2 points à la fin de 1989 et à 1 point 1/2 actuellement. Cette réduction, toutefois, risque de ne pas se poursuivre, et il nous faudra alors souffrir en silence au nom de la solidarité franco-allemande.

D'autres sont moins patients. Les Pays-Bas, qui s'alignent obligatoirement sur la politique monétaire de la RFA, se situant en pleine zone mark, viennent de laisser entendre qu'ils pourraient ne pas y rester au cas où ils seraient incapables de maintenir des taux d'intérêt relativement bas sans risquer une inflation importée et le durcissement correspondant. Ce n'est qu'un avertissement, certes, mais significatif : il y a aujourd'hui, c'est certain, un risque de pollution financière venue de l'Est.

FRANÇOIS RENARD

INSOLITE

Chocolat
balle

Le chocolatier Jacobs Suchard a fait un malheur, samedi 17 février, à Rostock, en République démocratique allemande : ses barres de chocolat se sont vendues... comme des petits pains.

Altéché par la reproduction d'une gigantesque vache de dix mètres de haut, les Allemands de l'Est se sont rués sur le stand dressé sur une place du port Balle et ont acheté, en quelques heures, 40 tonnes de barres de chocolat.

Mais ils ne succombaient pas seulement à la gourmandise : le produit de la vente doit être versé à un foyer pour enfants et à l'association des handicapés de Rostock, a indiqué l'agence de presse est-allemande ADN.

(Publicité)
**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
(CEDEAO)**
Projet de télécommunications
Intelcom-I (tranche C)
AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le secrétariat exécutif de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest lance un appel d'offres international pour la réalisation du projet de télécommunications régionales INTELCOM-I, tranche C, pour lequel un accord de financement a été signé avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le 8 décembre 1987.

Le projet comprendra la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements de télécommunications par faisceaux hertziens des liaisons suivantes :

LOT 3 : liaison Gabu (Guinée-Bissau) - Koundara-Mali (Guinée).
LOT 4 : liaison Nouakchott-Sclabey (Mauritanie) - Kayes-Nioro (Mali).

Cet appel d'offres est ouvert à toutes les entreprises (personnes physiques ou morales) ressortissant des pays membres de la Communauté économique africaine (CEE) et des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) signataires de la convention de Lomé IV.

Les dossiers complets peuvent être retirés ou consultés à l'adresse suivante :

Fonds de la CEDEAO, avenue du 24 janvier, B.P. 2704
(Tél. : 21-68-64) (Télex 3339 CEDEAO TG) Lomé, Togo

Les dossiers d'appel d'offres, disponibles depuis le 27 janvier 1990, peuvent être obtenus moyennant paiement de 2 000 USD (deux mille dollars US) par chèque bancaire à l'ordre du Fonds de la CEDEAO.

Les soumissions, rédigées en deux langues (anglais et français), devront être déposées au Fonds de la CEDEAO, angle rue de l'Eglise et avenue du 24 janvier, boîte postale 2704, tél. : 21-68-64, Télex 3339 CEDEAO TG, Lomé, Togo, au plus tard le 30 mai 1990 à 12 heures temps universel.

Le dépouillement des offres aura lieu en commission à Lomé au siège du Fonds. L'ouverture des plus se fera en public par la commission statutaire des marchés de la CEDEAO, créée par décision A/DECS/5/81 du 29 mai 1981 à Freetown (Sierra-Léone), le lundi 4 juin 1990.

"C'est Mamie!"



Les Etats-Unis. Un coup de fil et vous y êtes.

Enfants et grand-mères ont toujours parlé un langage bien à eux. Ils semblent connaître l'un sur l'autre plein de choses que nous ignorons. Alors, même s'ils vivent sur des continents différents, c'est vraiment bon de savoir qu'ils peuvent se retrouver au téléphone.

Avec AT&T et France Telecom, leaders mondiaux des télécommunications, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tous pour un prix bien moindre que vous ne le pensez. Le téléphone peut vous rapprocher de ceux qui vous sont chers aux Etats-Unis.



L'aide euro
provoque d

SOCIAL

M. Baudouin, ministre
du Travail, a annoncé
de M. Rocard

صلى الله عليه وسلم

دعوات الى العمل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Solidarité rurale conteste le plan Balcerowicz

L'aide européenne à l'agriculture polonaise provoque de vives controverses à Varsovie

Début mars, des camions, partis de la Communauté, vont livrer des pesticides dans la campagne polonaise. Un envoi massif financé par le budget européen, qui représentera une valeur de 50 millions d'écus, soit 350 millions de francs. Il s'agit d'arriver à temps pour sauver les récoltes de

céréales, de colza, de betteraves à sucre et de pommes de terre.

Ce sera la première aide directe et significative à l'agriculture polonaise, alors que c'est d'elle pourtant que dépend largement le redressement de l'économie. Les paysans vivent dans l'inconfort le plan Balcerowicz

(du nom du ministre des finances) de stabilisation. Ils se sentent mal aimés, oubliés. Solidarité rurale, leur principale organisation, réclame des mesures plus radicales pour démanteler des sociétés d'Etat toujours omnipotentes et prend de plus en plus de distances à l'égard du gouvernement.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Sur les 300 millions d'écus (hors aide alimentaire) inscrits dans le budget de la CEE pour 1990 en faveur de la Pologne et de la Hongrie, 200 iront à la Pologne, dont 100 (700 millions de francs) seront affectés à l'agriculture. Un choix judicieux lorsqu'on sait que 25 à 30 % du PNB proviennent de la filière agro-alimentaire. Outre les 50 millions d'écus (350 millions de francs) de pesticides, la Communauté fournira bientôt 20 millions d'écus (140 millions de francs) d'aliments du bétail concentrés. Les 30 millions restants serviront à acheter des équipements disponibles, uniquement en devises, pour la mise en œuvre des projets d'investissement financés avec les fonds du Fonds de contrepartie de l'aide communautaire (1).

La Commission européenne, qui a enfin ébauché ses efforts d'opération de l'Est, a mené « l'opération pesticides » tambour battant, avec, il est vrai, l'aide déterminante... d'une fondation américaine-polonaise - la FDPA (2) - créée voici deux ans à l'initiative de Rockefeller, Monsanto, ICI et quelques autres grandes sociétés privées.

Le gouvernement de Varsovie a chargé la fondation d'acheter les pesticides aux compagnies européennes, de distribuer elle-même 20 % des quantités livrées et de coordonner le reste de la distribution, qui sera assurée par trois sociétés nationales. « Si on les laisse faire, 80 % seraient distribués aux fermes d'Etat et 20 % seulement aux fermes privées, alors que, pourtant, ces dernières sont largement majoritaires dans le pays », explique M. Gregory Vaut, le directeur américain de la FDPA.

Ces Américains entrepreneurs

Un jeune homme tout à fait efficace. « Nous avons sélectionné vingt et un sites de distribution, disposant des capacités de stockage appropriées, mais aussi des personnels connaissant bien les produits livrés et la manière de les utiliser. Nous nous sommes battus pour que les entreprises qui nous livrent baissent les prix. Jamais les Polonais n'ont eu des prix aussi bas », raconte-t-il.

La Commission de Bruxelles a ratifié ces choix. « Ce mécanisme par lequel on donne est aussi important que ce qu'on donne. L'essentiel, c'est de ne pas consolider les structures existantes. Nous n'avons pas d'alternative à la fondation », constate un fon-

ctionnaire bruxellois. En vérité, la fondation quadrille le pays, encourage les petits paysans à produire, à exporter, restructure les laiteries, aide le gouvernement à remodeler l'agriculture polonaise au profit du secteur privé. Une tâche qu'aujourd'hui la Commission, qui n'a toujours pas ouvert sa dérogation de Varsovie, n'a pas les moyens d'entreprendre.

Cependant, le syndicat Solidarité rurale n'apprécie guère ces Américains entrepreneurs ni la confiance que leur accorde Bruxelles. Son président, M. Gabriel Jaurowski, barbu, lèvres minces, cheveux blancs tissés - une image de mystique slave - devient vite véhément : « La bureaucratie de Bruxelles travaille avec la bureaucratie Rockefeller. Les paysans sont surpris : pourquoi cette fondation, alors que nous avons créé notre propre société de vente et de distribution, Agro-Unit, qui est présente dans chaque village ? Pourquoi le gouvernement polonais mais aussi la Communauté ne nous ont-ils pas consultés ? On retrouve, là encore, les vieilles habitudes pour se partager le gâteau à quelques-uns. »

Les paysans attendent

La mauvaise humeur de M. Jaurowski, dont le prédécesseur a été débauché en décembre parce qu'il était trop compréhensif à l'égard des autorités, déborde largement de problèmes spécifiques de l'aide communautaire et de ses modalités. Comme si Solidarité rurale était déjà dans l'opposition. « Les ouvriers de Solidarité ont joué un rôle historique en s'opposant aux communistes ; mais ils se révèlent incapables de mener leur entreprise jusqu'au bout. Nous sommes plus radicaux que le gouvernement, affirme-t-il. C'est une chose de soupçonner l'inflation, mais il faut la faire sans tuer la production et, en particulier, la production agricole. Il est nécessaire d'offrir des perspectives aux paysans. Le gouvernement tarde trop à démolir les sociétés d'Etat. Il faudrait favoriser bien davantage l'initiative privée, accorder une aide juridique, économique, à ceux qui créent des entreprises, les conseiller à la réélection. Les gens de Solidarité n'ont jamais planté un arbre. Ici, on est toujours contre les paysans. Rien ne changera en Pologne tant que persistera cette attitude », martèle M. Jaurowski.

La méfiance et l'inquiétude du monde rural sont réelles. « Les paysans attendent tous disent que la situation a empiré depuis le début de l'année. La liberté des prix s'est traduite par une augmentation sensible des coûts de

production : alors que les citadins n'ont pas assez d'argent pour acheter des produits alimentaires », observe M. Ernest Skalski, le rédacteur en chef adjoint de Gazeta Wyborcza, quotidien proche de Solidarité. Le diagnostic est confirmé par M. Andrzej Olechowski, le vice-président de la Banque de Pologne, qui, après avoir souligné les points marqués, fin janvier-début février, contre l'inflation, ainsi que le succès que représente la quasi-convertisibilité du zloty (un dollar = 9300 zlotys), admet que l'ampleur de la baisse de la production (-24 % en janvier 1990 par rapport à janvier 1989), baisse de la production qui touche notamment l'agriculture, l'inquiète. « Nous sommes nerveux », admet-il.

Les dévotionnaires anticipent-ils une demande très basse ? Le fait est qu'ils réduisent leurs troupeaux. Quant aux producteurs de céréales, ils gardent leurs marchands dans les silos parce qu'ils trouvent les prix à la production pas suffisamment attractifs, parce qu'« il y a mieux ailleurs, dans les autres silos », parce qu'il n'y a pas grand-chose à acheter à un prix raisonnable sur le marché.

Comment sortir de l'impasse ? Comment amener les agriculteurs polonais, qui, selon un avis très partagé, détestent la clé du redémarrage économique à faire preuve d'audace. Les paysans ont encore peur de ce qui, sous une forme ou sous une autre, représente l'appareil du Parti, le conseiller municipal, le chef de la police, le dirigeant de la coopérative. « Leur vie dépendait de ces gens-là. Ils devaient se battre pour obtenir la moindre autorisation », rappellent nos confrères de Gazeta.

Priorité au téléphone

Les doubles élections qui auront lieu fin mars (coopératives locales) puis en mai (municipales) pourraient, espère-t-on, faire disparaître ce handicap paralysant. « Les petits despotes qui sautent les gens vont se multiplier et les initiatives vont se multiplier », prédit M. Hubert Szalasewski, jeune et brillant conseiller du ministre Trzeciński, chargé de coordonner l'aide occidentale.

Une loi récente a renvoyé dans leurs foyers les dirigeants des fédérations de coopératives à l'échelon national. Il faut maintenant répercuter le coup de balai en bas de l'échelle. Les paysans auront-ils la force de se débarrasser de cette nomenclature ? s'interroge M. Artur Balasz, le ministre (membre de Solidarité rurale) du développement rural.

M. Gabriel Jaurowski lui répond, au nom de Solidarité rurale, qu'il faudrait les y aider. Leur offrir la possibilité d'annoncer plus franchement la couleur. « Nous ne sommes pas appuyés pour battre les anciens, les dirigeants locaux des coopératives. Il faut nous aider à mobiliser les électeurs, qui, en Pologne, sont à droite, qui en ont assez des mensonges des communistes et des crypto-communistes », s'exclame-t-il.

Deuxième réponse pour faire sauter les verrous du développement : accroître l'aide concrète pratique aux agriculteurs. Le ministre Balasz vante les mérites du Fonds de contrepartie : ses crédits, fait-il valoir, commencent à être débloqués pour construire des abattoirs, de nouvelles laiteries, pour affranchir les uns et les autres du monopole des sociétés d'Etat.

Cependant, on déplore encore aujourd'hui un certain flou artistique quant au fonctionnement réel de ce fonds. Sauf erreur, M. Ray Mac Sharry, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, n'a encore signé aucun contrat. L'affaire est peut-être lancée, mais de façon bien peu transparente.

M. Artur Balasz insiste pour que la CEE accepte que les subventions du Fonds, auxquelles s'ajoutent de l'argent frais, aident à financer le téléphone rural, une priorité qui semble populaire. « M. Balasz a engagé des gens de l'ancienne nomenclature : il a mal géré ce fonds ; il faut créer d'autres circuits bancaires et nous sommes en train de le faire, pour développer l'investissement agricole », constate, péremptoire, M. Gabriel Jaurowski.

M. Gregory Vaut, l'Américain, n'est pas loin de croire, lui aussi, que le gouvernement Mazowiecki néglige à tort les paysans. « Le seul moyen qui puisse faire tourner le pays, le seul capable de faire repartir l'économie », souligne-t-il. Ces paysans qui ont de l'argent parce qu'ils ont épargné, comment à nouveau les motiver ?

Le patron de la Fondation pour le développement de l'agriculture polonaise plaide en faveur d'une augmentation des prix à la production, pour leur alignement sur les cours mondiaux, auxquels, dit-il, ils sont encore inférieurs aujourd'hui de 30%.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) La CEE a déjà fourni à la Pologne une aide alimentaire de 115 millions d'écus (130 millions de francs) avec les frais de transport. Les recettes en zlotys provenant des produits ainsi livrés ont été versées au budget de l'Etat. Le Fonds de contrepartie, qui servira à financer les investissements productifs.

(2) La Fondation pour le développement de l'agriculture polonaise.

TIERS-MONDE

A l'occasion de la mise en eau du barrage de Turkwell au Kenya

M. Bérégovoy renouvelle le soutien de la France à l'Afrique

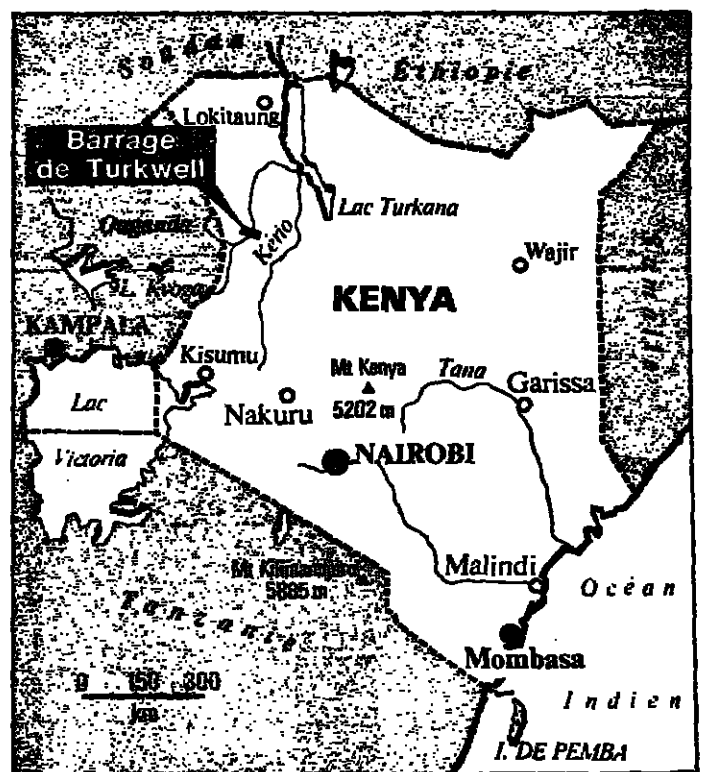
NAIROBI

de notre envoyé spécial

Ni le soleil ni les moustiques ne manquaient, le 16 février, pour la première visite jamais effectuée par le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, sur un chantier de construction. C'était à Turkwell, au nord-ouest du Kenya, où il venait constater la mise en eau d'un barrage de 150 mètres de haut, construit par Spie-Batignolles, filiale du groupe Schneider, avec le concours de la firme d'ingénierie grenobloise Sogreah.

Encadré dans une gorge de la Kerio Valley, non loin de la frontière ougandaise, cet édifice en

dit industriel et commercial). En janvier 1986, un protocole était signé entre les deux Etats, finalisant les contrats commerciaux et les conventions de crédit. Tout était lancé avant l'entrée de la France en cohabitation. Et ce n'est pas sans déplaisir que le ministre de l'économie a signé le 16 février un nouveau protocole de 140 millions de francs avec le Kenya, parachevant une opération entièrement menée par ses soins. Cette somme, prêtée à des conditions très favorables (sur 18 ans, dont trois ans de grâce, avec un taux d'intérêt de 2,8 %), permettra de terminer les travaux de Turkwell. « Sans la patience commerciale de notre groupe et sans l'action volontariste des pouvoirs



forme de voûte devrait assurer plus de 20 % des besoins kenyans en électricité, dès sa mise en service prévue pour janvier 1991.

Après quarante-deux mois de travaux dans un site isolé où les tribus autochtones n'avaient jamais rencontré d'hommes blancs, le projet est en voie d'achèvement. Outre la régulation du régime des eaux de la rivière et la production d'électricité (grâce à deux centrales souterraines et une ligne à très haute tension de 210 kilomètres) cette barrière de béton qui a coûté quelque 2,35 milliards de francs favorisera l'irrigation de vastes espaces cultivables, via un lac de retenue situé en aval.

publics, il est clair que rien n'aurait été réalisé », explique le président de Spie-Batignolles, M. Georges de Buffvent.

Le barrage de la Kerio Valley traduit aussi, et à point nommé, pour les Africains une volonté affichée de la France de maintenir son soutien au Sud, indépendamment de ses engagements portés à la démocratisation des pays de l'Est. « L'aide au développement de l'Afrique, francophone aussi bien qu'anglophone, demeure une priorité », a affirmé M. Bérégovoy, précisant que son propos se voulait « rassurant et stimulant », afin d'encourager les entreprises françaises « à s'implanter dans des pays comme le Kenya ».

En annonçant que la France annulait la dette publique contractée par ce pays avant le 31 décembre 1988 (1,33 milliard de francs en capital et intérêts), le ministre français de l'économie a encore voulu montrer que la parole présidentielle était tenue. M. Mitterrand avait en effet posé le principe de l'annulation des six milliards de francs de dette des trente-cinq Etats les plus pauvres d'Afrique, en mai 1989, lors du sommet de la francophonie de Dakar. Ce geste intervient cependant après ceux du Canada, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la RFA et des Etats-Unis, pour un montant de 4 milliards de francs environ (le Monde du 17 février).

M. Bérégovoy a encore insisté pour que « la communauté internationale progresse dans le règlement de la dette à l'occasion des réunions monétaires du printemps prochain à Washington ». Le ministre pensait aux pays africains francophones à revenus intermédiaires, comme le Gabon, le Congo, le Cameroun et la Côte d'Ivoire, qui ne bénéficient pas des mesures de remise de dette.

ERIC FOTTORINO

Patience commerciale

Au-delà du défi technique et de l'enjeu économique de l'ouvrage, on relève l'insistance montrée par la France pour inscrire sa marque dans une zone du continent noir sous dominations britannique et japonaise. Lors d'une visite du président kenyan, M. Daniel Arap Moi, à Paris, en 1981, M. François Mitterrand s'était prononcé en faveur d'une coopération technique accrue avec ce pays d'Afrique de l'Est. Mais l'aménagement hydroélectrique de Turkwell n'était pas à l'ordre du jour. C'est seulement en 1983 que M. Bérégovoy a lancé l'opération en débloquent 15 millions de francs du Fonds d'aide à l'ingénierie, indispensables pour mener l'étude de faisabilité du projet. Dès décembre 1984, Spie-Batignolles et la Sogreah ont présenté une proposition technique, assortie d'un plan de financement 100 % tricolore soutenu par la Banque française du commerce extérieur et par la Banque de l'union européenne, la banque d'affaires du groupe du CIC (Cré-

CONJONCTURE

□ Baisse de la production industrielle en décembre. L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 s'est inscrit en décembre 1989 à 112,7 après correction des variations saisonnières, soit une baisse de 1,4 % par rapport à novembre. En un an (décembre 1989 comparé à décembre 1988), la production industrielle a augmenté de 1,8 %. Après avoir complètement stagné entre 1980 et le début de 1987, la production industrielle a recommencé à progresser à partir d'avril 1987, progressant d'environ 15 % en trois ans.

□ La dégradation du prix des matières premières continue. Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 4,6 % en janvier par rapport à décembre (prix exprimés en francs). La baisse est de 21,4 % en un an (janvier 1989 comparé à janvier 1988). Les prix des produits alimentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont baissé de 4,6 % en un mois et de 37,4 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont, quant à eux, baissé de 4,7 % en un mois et de 16,8 % en un an.

SOCIAL

Dans un entretien aux « Echos »

M. Blondel (FO) dénonce le « dirigisme » salarial de M. Rocard

Dans un entretien accordé au quotidien Les Echos, le 20 février, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, explique son refus d'approuver la réforme de la grille de la fonction publique. « Je revendique la paternité de sa discussion, déclare M. Blondel, parce que la grille a plus de quarante ans et qu'elle est boursouflée. Mais, ajoute-t-il, nous, Force ouvrière, n'avons pas été considérés comme nous aurions dû l'être ».

Critique à l'égard du premier ministre, M. Blondel considère que celui-ci « s'est pris les pieds dans le réseau » sur le financement de la retraite à soixante ans et qu'il a fait « preuve du dirigisme le plus absolu » en matière salariale. En revanche, M. Girat, président de la commission sociale du CNPF, « donne l'impression de vouloir insulter un renouveau de la politique conventionnelle ». A propos des conventions syndicales, les projets de la CFDT lui font dire que « Jean Kaspar a parfois des candeurs qui l'honnorent ».

INDUSTRIE

La restructuration du capital de Roussel-Uclaf

Rhône-Poulenc et Hoechst précisent leur accord industriel

L'accord industriel conclu entre le français Rhône-Poulenc et l'allemand Hoechst (le Monde du 20 février) dans le cadre du transfert de la participation détenue par l'Etat français dans Roussel-Uclaf (36,25 %) au premier chimiste de France (35 %) mais aussi à l'ERAP (1,25 %) sera officialisé dans quelques jours. Il sera renouvelé en 1993 par tacite reconduction.

M. Christian Marbach, directeur de l'industrie, l'a annoncé lundi 19 février, en confirmant ce que depuis deux mois tout le monde attendait : Rhône-Poulenc va devenir le deuxième plus important actionnaire de Roussel-Uclaf, avec la bénédiction du premier, Hoechst, auquel il s'associera dans diverses branches d'activité, à commencer par la santé et le phytosanitaire.

M. Marbach s'est refusé à donner des détails sur les modalités comptables de l'accord, mais il est d'ores et déjà acquis que ni Rhône-Poulenc ni l'ERAP ne paieront quoi que ce soit.

Le directeur de l'industrie a

précisé que Rhône-Poulenc s'était engagé à ne pas intervenir dans la gestion de Roussel-Uclaf, qui continuera à jouer de l'autonomie qu'il connaît depuis bientôt dix-huit ans.

Rhône-Poulenc et Hoechst se sont entendus pour maintenir les termes du précédent accord péniblement signé en 1987 (Etat-Hoechst) pour la constitution du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf (six membres désignés par Hoechst, cinq par l'Etat remplacés désormais par Rhône-Poulenc, le deuxième de nationalité française du conjointement sur proposition de Hoechst avec la vocation d'être président).

Renforcer la coopération dans les vaccins

Aux yeux des pouvoirs publics, l'accord favorise d'abord le développement de Roussel-Uclaf, mais donnera surtout naissance à un partenariat industriel européen de très grande envergure, une idée chère à M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie.

Cette coopération s'effectuera dans des domaines qui seront précisés progressivement. Dans un premier temps, les deux groupes étudieront le développement de nouvelles technologies en matière d'environnement, l'élaboration de systèmes de sécurité plus performants et l'utilisation au mieux de leurs capacités de production dans plusieurs domaines de la chimie des intermédiaires, de la chimie fine et des spécialités sous forme de contrats de fournitures ou d'exploitation en commun.

D'ores et déjà Rhône-Poulenc et Hoechst sont convenus de renforcer la coopération en cours dans le domaine des vaccins et de se consulter au préalable en cas de cessions d'activités.

Reste à savoir pourquoi l'Etat a choisi pour cette opération Rhône-Poulenc plutôt qu'Atocem. « Le numéro un français de la chimie et Hoechst sont déjà des partenaires naturels », a précisé M. Marbach.

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**L'exercice 1989 de Viel & Cie:
un chiffre d'affaires toujours en hausse,
un résultat net conforme aux prévisions.**

Viel & Cie a réalisé pour l'exercice 1989, une nouvelle progression de son chiffre d'affaires annuel qui atteint 181 millions de francs contre 171 millions de francs en 1988.

Cette performance est le résultat d'une forte augmentation des volumes traités par Viel & Cie, condition indispensable pour contrer un marché monétaire irrégulier, une courbe des taux inversée et des conditions nouvelles de courtage.

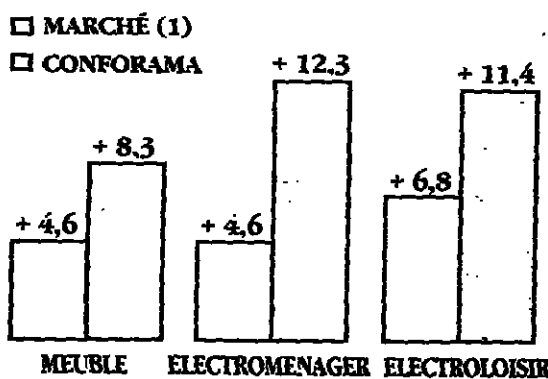
Cette fin d'exercice conforte le choix stratégique de Viel & Cie qui a privilégié, au cours de cette année, une politique de part de marché en renforçant ses équipes opérationnelles.

Quant au résultat net, Viel & Cie a atteint son objectif pour 1989 en obtenant 50,2 millions de francs après impôt.



CONFORAMA

ACTIVITÉ 1989

AUGMENTATION DE NOS PARTS
DE MARCHÉ (en %)

(1) Source: IRI (données préliminaires)

SFI

Société Française d'Investissement
en France et à l'étranger

Le conseil d'administration, réuni le 9 février 1990, a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT en assemblée générale extraordinaire le 20 mars 1990 à 15 heures à :

la Caisse des dépôts et consignations
salle n° 3
56, rue de Lille - 75007 Paris

afin de leur soumettre un projet de modification des statuts prévoyant notamment que l'Assemblée générale statue sur la répartition des intérêts, dividendes, lots et primes de remboursement, des arrérages et produits de la vente des droits de souscription et des valeurs provenant d'attributions gratuites conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1989 et de la loi de finances pour 1990. Par ailleurs, la nouvelle fiche signalétique adoptée par le conseil d'administration prévoit que la comptabilisation des revenus est effectuée coupons encaissés à partir de l'exercice 1990.

Les actionnaires qui le souhaitent peuvent demander le rachat de leurs actions par la SICAV sans frais pendant un délai de trois mois. Par ailleurs, le conseil d'administration réuni le 9 février 1990 a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

La valeur liquidative audité de l'action SFI atteignait 713,52 francs le 29 décembre 1989, contre 637,66 francs le 30 décembre 1988. En tenant compte du réinvestissement du dividende net, la performance annuelle a été de + 15,48 %.

Les revenus distribuables au titre de l'exercice 1989 permettent de proposer à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 20 mars 1990 de fixer le dividende net de l'exercice 1989 à 21,78 francs par action. Pour les personnes physiques, compte tenu d'un crédit d'impôt de 2,23 francs par action, le dividende brut unitaire pour l'exercice 1989 s'établira à 24,01 francs au lieu de 23,25 francs pour l'exercice 1988. Pour les personnes morales, compte tenu d'un crédit d'impôt de 2,03 francs par action, le dividende brut unitaire pour l'exercice 1989 s'établira à 23,81 francs.

Sous réserve du vote de l'Assemblée générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 6 avril 1990 et mis en paiement le 9 avril 1990. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 5 avril avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Siège Social : 56, rue de Lille, 75007 PARIS
Bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - tél. 49.27.63.22



Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-81-82, poste 4330

LAMBERT FRÈRES ET CIE

Le conseil d'administration de la société LAMBERT FRÈRES ET CIE qui s'est tenu le 16 février 1990 a enregistré les démissions de MM. Alain CLAROU, Jean-Jacques LAMBERT et David NUSSBAUM de leurs mandats d'administrateurs et a coopté en remplacement MM. Jean-Gérard CLAUDON, Jean-Pierre CHERNOT et Jacques VIRIOT. Le même conseil a désigné M. Jean-Gérard CLAUDON en qualité de président-directeur général.

Une assemblée qui se tiendra le 12 mars 1990 aura à se prononcer sur la nomination aux fonctions d'administrateurs des sociétés POLIET, PARIBAS PARTICIPATIONS et MINES DE KALI SAINT-THÉRESE.

le journal mensuel
de documentation politique
après-démain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ
PUBLIQUE

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèque) à ARNOLD-JEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Germaine MEYER-NOBLE

L'EX-LIBRIS

HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

Un volume
cartonné
21 x 27
264 pages
350 illustrations
dont 24 en couleurs
Prix de lancement
jusqu'au 30-4-1990
320 F
couvert : 400 F

Jean-Jacques HATT

MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE

I. LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume
24 x 26
200 pages
350 illustrations
Prix de lancement
jusqu'au 30-4-1990
400 F
couvert : 500 F

Yves Le Bon

L'ARMÉE ROMAINE

SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume
21 x 24
200 pages
dont
40 planches hors-texte
Prix de lancement
jusqu'au 30-4-1990
200 F
couvert : 250 F

CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Février 1990

Emprunt à taux fixe
de 1 milliard de Francs
soit 200 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 941,50 F
Taux nominal : 10,00 %
Taux de rendement
actuariel brut : 10,22 %
1^{er} coupon payable le 5 Mars 1991
pour un montant de 500 F
Durée : 8 ans
Date de jouissance le 5 Mars 1990
Amortissement en totalité
le 5 Mars 1998

Emprunt à taux fixe
de 300 millions de Francs
soit 60 000 obligations de 5 000 F

Emprunt assimilable à l'emprunt
9^{ème} d'Octobre 1988
Prix de souscription : 4 689,95 F
Taux nominal : 9,00 %
Taux de rendement
actuariel brut : 10,21 %
1^{er} coupon payable le 20 Novembre 1990
pour un montant de 450 F
Durée : 13 ans et 260 jours
Date de jouissance le 20 Novembre 1989
Amortissement en totalité
le 20 Novembre 2003

Modalités communes aux deux emprunts :

Date de règlement : 5 Mars 1990

Services rendus par la Caisse des Dépôts et Consignations : 1^{er} et 2^{ème} coupons payables le 5 Mars 1991 et le 5 Mars 1998 pour les obligations de 5 000 F et le 20 Novembre 1990 et le 20 Novembre 2003 pour les obligations de 4 500 F. CNA, 11, rue Solvay-Denis, B.P. 15 407 - 75 116 PARIS Cedex 07

Souscrivez aux emprunts de la CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

CREDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCEsur minitel
36.17 code IMPLe Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTSBILAN
ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL
1989Vent
d'Est

au sommaire :

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DOSSIER SPÉCIAL LE COMMERCE INTERNATIONAL
- CENT CINQUANTE PAYS À LA LOUPE

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE
JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Localité : _____
Pays : _____
France (métropole uniquement) Nbre d'ex. _____ X 52 F (port inclus) = _____
DOM-TOM et Étranger Nbre d'ex. _____ X 57 F (port inclus) = _____

Commande et règlement à retourner à

LE MONDE, Service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09 - France

مكتبة الأرض

سكرا من المرحل

SOCIÉTÉS

CNA

15 février 1990

REVENU 1989

Monde

Vent d'Est

Le Monde • Mercredi 21 février 1990 27

TECHNOLOGIES

Monétique : les dispositifs anti-fraudeurs se multiplient

Pour payer par minitel en toute sécurité

Commodos pour l'usager honnête, les cartes bancaires le sont aussi pour les fraudeurs. La France aurait ainsi le triste privilège de détenir le record du monde de fraudes par cartes bancaires. En 1988, le montant des paiements frauduleux par ce moyen a atteint 320 millions de francs. Un chiffre faible, ramené à l'ensemble des règlements par cartes : 0,1 %. Mais suffisamment important pour que les banques et prestataires de services mettent en place des dispositifs techniques plus difficiles à « fracturer ». Depuis le début de l'année, tous les distributeurs à cartes bancaires doivent être connectés à un ordinateur pour que l'établissement qui « héberge » le guichet soit remboursé par la banque émettrice de la carte en cas de fraude. Un vaste réseau de guichets se met ainsi en place. Parallèlement, les dispositifs se multiplient pour sécuriser les paiements par minitel.

Depuis la semaine dernière, cinq millions de minitels sont en service. Mais pour que ce petit terminal devienne un outil commercial complet, utilisable pour payer produits et services sans risque de fraude, il lui faut encore faire des progrès. Pourant, techniquement, les dispositifs sont au point. Ainsi, depuis le 10 janvier dernier, les habitants de la Bretagne et de la région Provence-Côte d'Azur peuvent non seulement consulter les horaires de la SNCF et réserver leur place de train avec leur minitel, mais aussi payer leur billet par le même moyen.

Au lieu de courir vers la gare la plus proche et de faire la queue au guichet pour chercher leur titre de transport, il leur est désormais possible soit de ne retirer leur billet que le jour où ils iront prendre le train, soit d'attendre tranquillement chez eux que le billet et la réservation leur arrivent par la poste. Réalisée dans la plus grande discrétion, cette expérience aurait déjà reçu un bon accueil, assure Christiane Ruffignat, responsable de la monétique à la SNCF et en charge de ce projet de télépaiement.

Pratique pour les habitants des régions concernées, cette initiative ne manque pas également d'intéresser toutes les entreprises désireuses d'offrir des services payants par minitel. Il s'agit en effet de la première expérience de paiement à distance « sécurisée », c'est-à-dire qui empêche, ou en tout cas limite considérablement, les risques de fraude, à la différence des systèmes de paiement actuels.

Aux risques et périls des entreprises

Si près d'un million d'entreprises, des sociétés de vente par correspondance en particulier, offrent déjà à leurs clients la possibilité de payer leurs services à distance en utilisant une carte bancaire, c'est en effet à leurs risques et périls. Car, pour passer commande, il suffit d'indiquer, par téléphone ou par minitel, le numéro de la carte et sa date d'expiration. Des informations qui figurent en clair sur toute carte de paiement ou sur les factures éditées lors d'un règlement, et qu'il est donc facile d'utiliser à l'insu du propriétaire réel de la carte. En revanche, il est

interdit de demander à l'usager son code confidentiel : transmis sur les lignes téléphoniques, ce code figurerait alors à côté de celui du numéro de la carte sur les listings du centre serveur, et ne serait plus confidentiel du tout !

En cas de fraude, le risque est supporté par le fournisseur. Si un client s'oppose à ce que son compte soit débité pour un paiement effectué à distance, il est automatiquement remboursé. Les sociétés de vente par correspondance auraient jusqu'à présent peu souffert de ce type de fraude. Dans la mesure où les biens sont livrés, il serait en effet facile de retrouver le fauteur. Au journal *Le Monde*, où, depuis trois ans environ, il est possible de s'abonner et de régler son abonnement par minitel, aucune fraude n'a été observée.

Le problème était plus délicat pour la SNCF : difficile de savoir, en effet, si une personne qui refuse de payer son billet par minitel a pris le train. Refusant de prendre ce risque, la SNCF a donc

dû mettre au point un système de paiement sécurisé. Pour payer son billet, le futur passager doit être muni d'une carte de crédit à puce et d'un lecteur de carte Lecam, connecté au minitel. Lorsqu'un utilisateur se connecte pour acheter un billet, l'ordinateur lui demande d'indiquer un code confidentiel ou d'importer quels chiffres pris au hasard. Mais celui-ci n'est pas envoyé en ligne. La puce le crypte et l'envoie à l'ordinateur, qui le décrypte à son tour et vérifie ainsi que l'appelant est bien en possession de sa carte.

Un prix rédhibitoire

Techniquement au point, ce système n'est pour l'instant que fort peu utilisé. Car les cartes à puce et le Lecam ont un prix (40 francs par mois pour un Lecam en location, et environ 1 500 francs à l'achat) qui, études de marketing à l'appui, serait apparemment rédhibitoire pour les usagers devant le payer. A l'intention des clients de la SNCF, le Lecam est fourni gra-

tuitement pendant quatre mois. A titre expérimental. Car, d'une façon générale, pour l'instant ni les banques, ni les prestataires de services, ni France Telecom ne veulent en assumer le coût. Pour que le Lecam puisse baisser de prix, il faudrait accroître la demande pour ce matériel, explique France Telecom : mais la demande ne peut croître que si les cartes à puce se généralisent. Or les banques sont actuellement sceptiques quant aux avantages de ce mode de paiement. Selon Louis-Noël Joly, de la Société générale, « le bilan économique de la carte à puce est fortement négatif. La puce entraîne un surcoût net de plus de 350 millions de francs pour les banques des porteurs ». « La solution carte à mémoire et Lecam est trop onéreuse et incompatible avec un marché grand public », renchérit M. Porcherot, de la BNP.

Conscient de ce hiatus, le service d'études communes des postes et télécommunications (SEPT) a développé un autre dispositif, l'authentificateur vidéo, qui comporte le même type de puce que les

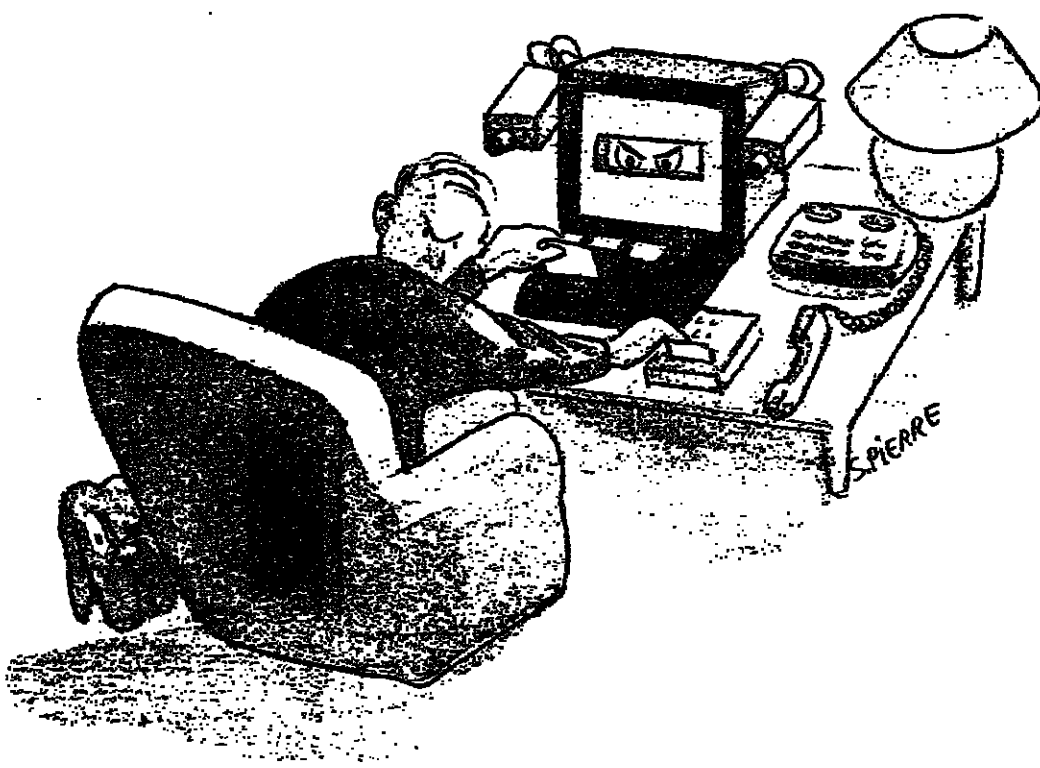
cartes, mais ne nécessite pas de lecteur. Ce petit parallépipède se branche sur la prise arrière du minitel et, selon un principe identique à celui de la carte à puce, permet d'authentifier la personne qui effectue un paiement comme l'utilisateur réel de la carte. Quatre entreprises en ont acquis la licence pour le commercialiser : Info-Réalité, Secor, Adventure et Informatique financière. Mais ce « bouchon », ce « porto-clés minitel » souffre aussi de deux handicaps : son prix, entre 100 francs et 170 francs en fonction des quantités, et le fait qu'il ne peut être reconnu que par un seul serveur. « Chaque banque va vouloir lui infliger ses propres contraintes. Petit à petit, le système deviendra plus complexe », estime Roland Moreno, l'inventeur de la carte à mémoire, qui, tout en qualifiant l'authentificateur de « très ingénieux », s'avoue aussi « sceptique » quant à sa généralisation.

Un mode de paiement sans carte

D'autres dispositifs seraient aussi à l'étude. Des ingénieurs de chez Grundig auraient ainsi mis au point un lecteur simplifié dont le coût ne serait que de 150 francs, soit dix fois moins qu'un Lecam. Mais, pour des raisons stratégiques, Philips (la maison mère de Grundig) aurait décidé d'en arrêter le développement. Pour M. Porcherot, un autre système, « simple et efficace », serait de mettre au point un mode de paiement sans carte pour le règlement de factures d'abonnement du type EDF. Après en être convenu contractuellement, l'usager pourrait autoriser le débit de son compte par minitel au reçu de chaque facture.

Très en avance sur les autres pays européens pour l'utilisation des cartes bancaires, en pointe également dans le domaine de la télématique grâce à la généralisation du minitel, la France a ainsi de nombreux atouts pour être un pionnier en matière de télépaiement. Qu'il s'agisse des technologies ou des stratégies commerciales. Reste à obtenir que les trois maillons de la chaîne — banques, prestataires de services et France Telecom — parviennent à s'entendre.

ANNE KAHN



Distributeurs de billets : un fil contre le vol

Dans la course-poursuite engagée entre fraudeurs et informaticiens depuis l'apparition des cartes bancaires, une nouvelle étape est en passe d'être franchie. Au cours de cette année 1990, la grande majorité des 12 000 guichets automatiques de billets (GAB) de l'Hexagone fonctionnera « en ligne ». Ce qui signifie qu'ils seront connectés à un ordinateur d'un « centre national d'autorisation » ou à celui de la banque émettrice de la carte bancaire utilisée.

Jusqu'à présent, un certain nombre de ces distributeurs fonctionnaient de façon autonome, sans être reliés à un réseau. Désormais, lors de chaque retrait, l'ordinateur examinera la demande de l'utilisateur, la comparera aux retraits déjà effectués, même dans d'autres distributeurs, et n'accordera l'autorisation que si rien n'est détecté.

Un système qui, pour M. Claude Brachet, directeur du développement au sein du Groupement carte bancaire, « devrait permettre de

parer à la multiplication des fausses cartes bancaires à partir d'un seul exemplaire dérobé ou égaré ». C'est là une des techniques privilégiées des fraudeurs, qui ont soutiré 320 millions de francs environ au GCB en 1988 (1 % du chiffre d'affaires). Le procédé consiste à dupliquer un exemplaire de carte bancaire dont on connaît le code secret à quelques centaines, voire des milliers d'exemplaires. En agissant ensuite massivement pendant une période favorable, comme un « pont » férié, on peut retirer le montant maximum autorisé de 1 800 francs par semaine, mais cela à plusieurs reprises et dans chaque distributeur, deconnecté d'un site informatique central (off line).

Le talon d'Achille de la petite carte, ce sont ses pistes magnétiques. Elles contiennent les données permettant de valider le code secret de l'utilisateur, mais aussi celles correspondant au solde des

retraits autorisés : ces informations sont portées sur la carte par le guichet distributeur à chaque opération. Si, l'instant d'après, une carte neuve lui est présentée, même avec un code identique, le GAB, quand il n'est pas connecté au réseau, considère que c'est une première demande et accorde un nouveau retrait maximum... Incapables en outre de communiquer entre eux, ces distributeurs aveugles doivent attendre la relève de leurs enregistrements le lundi matin, si les malfrats opèrent à la faveur du week-end. Les données, collectées et comparées a posteriori, révèlent la fraude, mais la carte se trouve frappée d'interdiction... trois jours après la première fraude.

« Jusqu'au 31 décembre dernier, les établissements gérant les distributeurs étaient responsables des opérations ; depuis le 1^{er} janvier, les retraits ne sont garantis qu'avec l'autorisation de la banque du porteur ayant émis la carte... », précise Claude Brachet. Pour se

couvrir, les banques ont donc tout intérêt à connecter leurs distributeurs. Certaines banques, comme la Société générale, avaient anticipé le mouvement depuis 1988 et de nombreux GAB étaient déjà reliés à des ordinateurs qui assuraient un suivi des transactions.

Cette nouvelle répartition des responsabilités force les 150 établissements bancaires émetteurs de cartes à suivre le mouvement, à se connecter directement ou par l'intermédiaire de « délégations » aux réseaux de gestion des guichets automatiques, trois « délégations » (une banque, le Crédit mutuel ; une société de services en informatique, la Sigos et le Cédicam, centre d'autorisation du Crédit agricole) assurent ainsi la plus grande part des connexions. Une opération technique, qui utilise le support du réseau de transmissions de données Transpac et des ordinateurs très fiables, comme des Tandem et des logiciels souples en matière de protocoles de communication. Ces contraintes majorant de 40 centimes environ le coût unitaire de l'opération de retrait, évalué jusque-là à 4,75 francs.

« Une opération qui permet également d'évoluer vers le réseau carte bancaire, dans lequel les communications seront facilitées... », précise M. Brachet. Un avenir où les guichets automatiques pourront mieux lutter contre la fraude, puisque dans les ordinateurs reliés, des systèmes experts dresseront le « portrait » type du fonctionnement des guichets. « Un distributeur des Champs-Élysées ne fonctionne pas comme celui d'une banlieue », souligne Claude Brachet. A chaque variation importante du profil, une procédure de vérification sera déclenchée, quel que soit le type de fraude en cause...

PATRICE LANOY

Argos, pour les voitures

Les cartes à puces ne sont pas seulement des moyens de paiement. Argos, une carte à puce d'identification des véhicules, destinée à prévenir les vols et les trafics de voitures, a été présentée au début du mois de février à Pau (Pyénées-Atlantiques) par le groupement des assureurs français pour la lutte contre le vol.

Toute voiture dotée de cette carte qui contient toutes les informations la concernant (marque, modèle, numéro de série et date de première mise en circulation) figure dans un fichier informatique géré par Argos. Son propriétaire peut ainsi immédiatement signaler son vol par minitel ou par téléphone et favoriser sa recherche, puisque plusieurs services de police, de gendarmerie et de douanes sont connectés aux fichiers Argos qui regroupent des fichiers de fournisseurs, d'épaves et de graveurs.

Cette carte ne remplace pas la carte grise, mais « pallie ses défauts car elle est infalsifiable », selon Bernard Pala, le fondateur d'Argos, qui gère 80 % du marché français de la recherche de véhicules volés. Il espère vendre 5 millions de cartes d'ici à cinq ans.

Selon lui, des constructeurs et des groupes d'assurances se sont montrés très intéressés par cette carte d'identité qui, une fois attribuée à un véhicule, permet d'accélérer les procédures de recherches en cas de disparition.

Argos a confié la fabrication de cette carte à la société Ivoir, implantée à Salles-de-Béarn (Pyénées-Atlantiques), qui a prévu sa commercialisation au prix de 250 F.

EN BREF

Des encyclopédies en bandoulière

On connaissait déjà le Discman, ce lecteur de disques compacts portable signé Sony. Dans la même lignée, le constructeur japonais serait sur le point de commercialiser un Data Discman, c'est-à-dire un lecteur portable de CD-Rom, disque compact contenant des chiffres et des lettres et non de la musique. Les CD-Rom sont utilisés comme mémoires périphériques d'ordinateurs pour stocker de grandes quantités d'informations (quelques centaines de milliers de pages par disque) ou d'images : encyclopédies ou grandes banques de données ne nécessitant pas de mise à jour fréquente. Leur capacité est d'environ 800 fois supérieure à celle d'une disquette traditionnelle. Mais les informations contenues dans un CD-Rom ne peuvent être modifiées, à la différence de celles enregistrées sur les disquettes informatiques.

Le marché des CD-Rom est resté pour l'instant très limité. Peu d'éditeurs ont pris le risque de réaliser des disques dans la mesure où le parc de lecteurs est très réduit : il se vendait en France environ 300 lecteurs par mois, selon le fabricant japonais Hitachi. Et simultanément les utilisateurs de micro-ordinateurs sont peu enclins à acheter des lecteurs, dont le prix avoisine les 7 000 F environ, dans la mesure où peu de disques sont disponibles. Problème classique de l'œuf et de la poule.

La bonne image

Maligne, l'exposition organisée par Apple France au Centre Georges-Pompidou, avec la collaboration de l'atelier des enfants ! Destinée aux jeunes de six à douze ans, elle a pour objectif de montrer les possibilités créatives de la micro-informatique couplée à des dispositifs audiovisuels. Les visiteurs peuvent créer des images, jouer avec des cartes géantes, transformer leur propre portrait après qu'il ait été digitalisé etc... Une bonne façon d'initier les enfants (et les parents) aux nouvelles technologies, en leur donnant dès le plus jeune âge la bonne image... de la firme de micro-informatique qui parraine l'événement !

Cartes grillées...

Déjà controversée, car jugée par ses opposants trop coûteuse à fabriquer, la carte à puce a donné l'an dernier de nouvelles armes à ses détracteurs.

Une erreur de fabrication de mille cinq cents lecteurs de ces cartes, fournis par la société Ingenico, a entraîné au cours de 1989 la destruction de deux cent mille puces, sur un nombre de 1,8 million de cartes distribuées.

Une tension d'alimentation qui demeurait présente quelques millisecondes de trop « grillait » tout bonnement les circuits intégrés qui lui étaient présentés, ce qui entraînait la non-fonctionnement de la carte dans tous les commerces dotés de lecteurs de puce... Par mesure préventive, certains supermarchés en étaient arrivés à recourir systématiquement les connecteurs de puces de leurs clients d'un ruban adhésif, en se servant uniquement des bonnes vieilles pistes magnétiques de ces cartes pour enregistrer la transaction et débiter le compte du client. Certains établissements bancaires en sont venus à faire des cartes à puce « décoratives ». La puce est bien réelle. Mais un code figurant sur la piste magnétique empêche le terminal du commerçant d'y avoir recours. « Il nous a fallu le temps de faire le point, d'examiner la pence, de la comprendre, explique Claude Brachet... C'est maintenant chose faite. Actuellement, la distribution des cartes à puce est pratiquement interrompue, mais, et le groupement en prend la décision, nous serons en mesure de tenir le délai prévu de 1992 pour la transformation de toutes les cartes bancaires en cartes à puce. D'ici là, nous tenons à mettre en place un système de détection et de gestion rapide de ces difficultés... »

Les guichets automatiques ne connaîtront pas ces difficultés. Leur évolution vers la carte à puce n'est pas encore à l'ordre du jour...

P. L.

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F.M.



AU CEDICAM PREPAREZ LES CONQUETES DE LA MONETIQUE

Promouvoir les moyens de paiement du CREDIT AGRICOLE, en découvrant d'autres domaines, en pénétrant de nouveaux marchés, en analysant la rentabilité des produits. C'est au CEDICAM que sont confiées ces missions stratégiques pour le Groupe CREDIT AGRICOLE. A la pointe de ces nouvelles conquêtes, et directement rattachés à notre Direction Générale, nos

CHARGÉS DE MISSIONS

Confirmés

rassemblent et analysent toutes les données permettant d'orienter nos décisions. Les "dossiers" qui leur sont confiés couvrent tous les aspects (marketing, financiers, techniques, réglementaires...) d'études stratégiques importantes. Leur rôle s'étend jusqu'à la présentation et la défense de leurs conclusions auprès des interlocuteurs concernés, en France et à l'étranger.

Une formation supérieure de haut niveau (Grande Ecole d'ingénieur, de Commerce ou de Gestion) et 3 à 5 ans d'expérience similaire en milieu bancaire, ou mieux dans le domaine de la Monétique, sont appréciés pour ces premières fonctions aussi bien que pour les évolutions de carrière auxquelles elles préparent.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence JPV/927, à notre Conseil

UNIOLOG
Conseil en Recrutement

9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS
Membre de SYNTec Informatique

Allianz
recrute

Souscripteur incendie Risques Industriels

(Formation supérieure : grande école ou universitaire)

Le poste, rattaché au Responsable de la souscription, conviendrait à un candidat débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise en Compagnie d'Assurances, dans le courtage, dans le domaine des Risques d'Entreprises, ou dans une Société Industrielle.

Les missions sont principalement de deux ordres :

- **commercial** : développer et renforcer les relations commerciales avec les chargés de clientèle du courtage afin d'acquiescer des affaires nouvelles et maintenir notre portefeuille.
- **technique** : procéder aux analyses de risques lors des opérations de souscription ainsi qu'aux actions de surveillance de notre portefeuille.

Très bonne connaissance de la langue anglaise ou allemande souhaitable.

Veuillez adresser CV, photo et prétentions à Allianz France - Mme Rougé - Cedex 32 92099 Paris La Défense

Allianz
Premier Assureur Européen

GRUPE BOUYGUES

N°1 de la fonction Personnel en Région, pour conjuguer Décentralisation et Ressources Humaines

Postes basés à Lille et Tours

RESPONSABLE REGIONAL DES RESSOURCES HUMAINES chez SMAAC ACIEROID. Leader de l'échelle (second niveau du STP), notre société compte 4500 personnes réparties sur l'ensemble du territoire. En prenant la responsabilité de la fonction Personnel à l'échelle de la région, ce sont plusieurs centaines de collaborateurs dont vous serez le relais privilégié auprès de la Direction des Ressources Humaines du Siège. Et réciproquement.

Il va sans dire que vous pouvez justifier d'une expérience professionnelle de la gestion des hommes.

Intégré au sein de l'équipe dirigeante de notre établissement régional, vous serez donc à même d'assurer toutes les tâches techniques en ressources humaines et effectuer les recrutements nécessaires pour répondre aux besoins locaux.

Vous agirez comme acteur du développement de toutes nos activités de formation, gestion de carrières et optimisation de notre organisation en matière de ressources humaines.

De formation Bac + 4 (universitaire ou école de commerce), âgé de 40 ans minimum, vous avez une expérience de la fonction Personnel, la tête froide, et le contact chaleureux. Votre hauteur de vue, votre posture d'appréhension, et votre force de proposition sauront faire la différence.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. 880 1890 en précisant la région choisie à : SMAAC ACIEROID - Direction des Ressources Humaines 1, av. E. F. de la Motte - BP 10 - 41700 CHATELAIN - 7402 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SMAAC ACIEROID

NGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

JEUNES DIPLOMES

BAC + 5 SCIENTIFIQUE - TECHNIQUE - COMMERCE

OSEZ L'INFORMATIQUE ET LA FINANCE

SIIT française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure entreprise aux métiers de l'informatique : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous apprendrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences. Car à la SIIT, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'application fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela la SIIT. C'est aussi plus de 950 personnes et une croissance qui n'est pas près de faiblir.

Muriel NEVEU, vous invite à lui adresser votre candidature s/réf. PROMO/M à SIIT Recrutement, 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

SIIT

VOTRE VALEUR EST A LA HAUSSE

NOTRE OBJECTIF : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES

RESPONSABLE FORMATION

Nous sommes connus comme innovateurs, à la fois dans le domaine technologique et le domaine social.

Notre Groupe (12.000 personnes), l'un des leaders mondiaux dans son secteur d'activité, est prêt à vous accueillir.

Nous vous proposons de confirmer, dans un contexte participatif, une première expérience acquise dans la Fonction personnel.

Vous serez chargé de l'élaboration, l'ajustement et l'application du plan de formation d'un important Etablissement (région parisienne).

Véritable conseil auprès d'interlocuteurs variés, vous saurez traduire leurs attentes en tenant compte de l'évolution des techniques, des métiers et de la stratégie de l'entreprise.

De formation supérieure (BAC + 4 - DESS), votre aisance relationnelle et votre sens de la gestion seront les garants de votre réussite dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet sous la réf. RF/ILM à : EuroPA - 12, rue Desaix - 75015 PARIS qui transmettra.



15 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et l'automobile, des produits et services caractérisés par une technologie avancée. La Division Systèmes Aéronautiques (2 000 personnes) renforce sa présence auprès des donneurs d'ordres aéronautiques sur la région de BORDEAUX en créant cette fonction.

Responsable commercial

Bordeaux
Câblage aéronautique

Rendant compte au Directeur Commercial de la Division, vous serez responsable de la promotion et de la vente des activités Câblage (Etudes, Fabrication et Installations) auprès des constructeurs. Vous assurerez une relation permanente à tous les niveaux avec les clients, établirez les propositions et suivrez les commandes.

Agé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, vous justifiez d'une première expérience technico-commerciale chez un équipementier ou constructeur aéronautique. Autonome, doté d'un excellent relationnel, vous parlez couramment l'anglais.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, en marquant votre référence actuelle, sous référence 9008ILM, au 7 rue de Monceau - 75008 Paris - 42.89.10.25.

G&P Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION

Avec 2 Mds de FF de CA, 600 pers. cette entreprise regroupe plusieurs métiers et filières du secteur agronomique. Elle vit actuellement une active phase d'ouverture et de modernisation conjuguant à son développement naturel.

Son Comité de Direction souhaite intégrer un **DIRECTEUR RH** pour participer à la réalisation d'objectifs ambitieux.

Il aura un rôle essentiel dans ce redéploiement comme principal acteur de l'évolution des structures. Il dispose pour cela d'une équipe compétente et d'outils efficaces d'administration et gestion du personnel. Il est aussi le moteur de la communication interne.

Issu d'une solide formation supérieure, notre candidat a réussi dans une fonction Ressources Humaines. Agé de 30 à 40 ans, il a envie de s'investir dans un challenge inscrit dans le temps.

Poste basé dans l'ouest atlantique. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite de motivations, CV, photo) sous la réf. 41002 RH/M à KEY MEN, 9 rue du Couëdic, 44000 NANTES, Tél : 40 89 63 04.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

elf aquitaine

L'un des tous premiers groupes industriels français à présence mondiale, 72000 collaborateurs travaillant sur les 5 continents

RECHERCHE POUR SA DIRECTION EXPLORATION-PRODUCTION

FISCALISTE INTERNATIONAL PARIS

Au sein d'une division fiscalité, vous assurez le suivi fiscal de filiales étrangères : déclarations fiscales, négociations avec les administrations, optimisation des structures fiscales.

Agé de 28/32 ans, de formation juridique, ou financière, vous avez acquis une expérience fiscale significative d'au moins 2 ans auprès d'un cabinet, d'un service fiscal d'entreprise ou de l'administration. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais notamment en vue de déplacements à l'étranger.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) s/réf. 90801/LM à SNEA(P) - DPRS - Carrières Recrutement - Tour ELF - CEDEX 45 92078 PARIS LA DEFENSE.

سكزا بن الوحيان

1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 21 février 1990 29

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UGAP

UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC
AVEC UN ESPRIT D'ENTREPRISE

LA PREMIERE CENTRALE D'ACHATS PUBLICS
D'EUROPE (5 MILLIARDS DE C.A.)

Vous cherchez une entreprise dynamique ?
NOUS, NOUS CHERCHONS :

DES ACHETEURS

POUR :

- étudier le marché
- lancer des appels d'offres
- sélectionner produits et fournisseurs
- négocier les conditions d'achats
- suivre l'exécution de ces marchés
- assurer la mise à jour des bases de données informatiques
- participer à l'élaboration des supports de vente et à l'information du réseau commercial.

NOS GAMMES :

- mobilier scolaire et universitaire
- mobilier collectif
- sécurité et produits pédagogiques
- machines-outils et outillage
- micro-ordinateurs, imprimantes, informatique pédagogique
- informatique médicale.

PROFIL :

H/F, BAC + 4, expérience minimum de 2 ans dans l'achat ou dans des fonctions commerciales.

DES INGENIEURS-PRODUITS

POUR :

- effectuer les études du secteur et de la clientèle
- régler les cahiers des charges
- examiner les offres
- concevoir et mettre en œuvre les contrôles et les tests
- assurer l'assistance à la vente.

PROFIL :

H/F, Ingénieurs possédant une expérience professionnelle de 5 ans minimum.

NOS SECTEURS :

- grande cuisine, blanchisserie industrielle et équipement général
- productique et robotique pour l'enseignement technique et équipement industriel
- mobilier scolaire et collectif

DES DELEGUES COMMERCIAUX

Des délégués pas comme les autres !
LEUR MISSION : moderniser les services publics.

Les postes sont à pourvoir dans les régions : ILE-DE-FRANCE, PROVENCE/COTE-D'AZUR, NORD/PAS-DE-CALAIS ET RHONE-ALPES.

PROFIL :

H/F, Bac + 2, solide culture générale et une première expérience de vente nécessaire.

UNE EQUIPE DYNAMIQUE ATTEND VOTRE RESUME DE CARRIERE !

Envoyez votre C.V. et photo à UGAP - DRH - PL1406
209, rue de Bercy - 75585 PARIS CEDEX 12.

Faites impression avec IBM.

Nous diffusons sur le marché français une vaste gamme d'imprimantes : à technologie matricielle, à transfert thermique d'encre, à laser. Avec un vaste choix de vitesses d'impression et de polices de caractères.

Nous recherchons pour renforcer notre DEPARTEMENT IMPRIMANTES PERSONNELLES

UN(E) INGENIEUR COMMERCIAL,

UN(E) INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

PROFIL :

- Diplômés de l'Enseignement Supérieur Long (Sciences et Techniques) ou des grandes écoles d'Ingénieurs et de gestion,
- justifier d'une expérience de 3 ou 4 années de la vente/support/marketing d'imprimantes personnelles, de préférence acquise chez un constructeur,
- avoir une bonne maîtrise de l'anglais technique.

ACTIVITES :

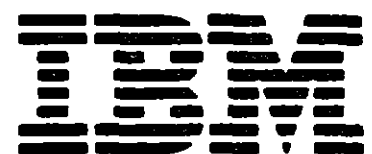
- Conseil et vente au Réseau Distributeurs Agréés IBM PS/2 et Imprimantes personnelles,
- région Parisienne et déplacements dans toute la France.

Une réussite dans ces postes vous ouvrira de fortes perspectives d'évolution au sein de la Compagnie.

Les salaires offerts seront à la mesure des responsabilités exercées et des résultats obtenus.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé et photo) sous référence BAU 02 à : IBM France
Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 PARIS.
Nous vous garantissons la plus grande discrétion.
Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



COMMISSARIAT
A L'ENERGIE ATOMIQUE



AGENCE NATIONALE
POUR LA GESTION
DES DECHETS
RADIOACTIFS

NOTRE OBJECTIF N° 1, LA SÉCURITÉ

Le savoir-faire du CEA en matière de stockage des déchets radioactifs est reconnu aujourd'hui comme une référence à la fois sur le plan de la compétence technique et dans la conception même du système de gestion qui intègre la notion sécurité-qualité.

C'est cette expérience que nous entendons mettre en œuvre sur le Centre de

l'Aube. Son ouverture est prévue courant 1991. Il aura pour mission de stocker les déchets de faible et moyenne activité qui seront produits en France par les centres de recherche, les hôpitaux et l'industrie nucléaire pendant les 30 années à venir.

Pour cela, nous recherchons dès maintenant :

RESPONSABLE SÉCURITÉ - SÛRETÉ - QUALITÉ

Vous serez directement rattaché au Chef de Centre et serez chargé :

- d'intégrer la sécurité dans toutes les actions menées aux différents postes de travail,
- de mettre en place les mesures préventives pour atteindre l'objectif ZÉRO ACCIDENT notamment par l'information et la formation du personnel aux risques classiques et aux risques radiologiques, par l'analyse des incidents et la détection des risques, par la proposition et le suivi d'actions correctives,
- de rédiger et d'actualiser les dossiers et études relevant de la sécurité et de la sûreté sur le Centre,
- de préparer les inspections et de veiller à la bonne application des prescriptions techniques annexées aux autorisations d'exploitation,
- de définir et de coordonner les moyens de sécurité, d'organiser des exercices d'intervention.

• de maîtriser le système qualité-sûreté sur le Centre en organisant des contrôles, en conduisant des missions d'audit, en proposant des programmes d'amélioration, en consultant les différentes fonctions du Centre en matière d'assurance qualité.

Ce poste s'adresse à un ingénieur ou universitaire Bac + 5, possédant une bonne formation en mécanique ou génie nucléaire et justifiant d'une expérience dans l'organisation de la sécurité et de l'assurance qualité sur un site industriel. Bien sûr, il est rigoureux et possède de bonnes capacités rédactionnelles, une aptitude à l'écoute et de réelles qualités de pédagogie et de persuasion.

Le lieu de travail est situé à Soulaïnes-Dhuys - à 20 km au nord de Bar-sur-Aube (10200).

Rémunération en fonction de la formation et de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Patrick LEFEVRE, ANDRA - Centre de Stockage de l'Aube, BP 7 - 10200 Soulaïnes-Dhuys

LA CELLULOSE DES ARDENNES

Notre nouvelle usine, à la pointe de la technologie
papetière, fera parler d'elle dans toute l'Europe.

Aujourd'hui, la Cellulose des Ardennes est une entreprise florissante, située à Harnoncourt-Virton (Belgique), au carrefour des frontières belge, française et luxembourgeoise. Elle occupe 530 collaborateurs et produit annuellement 240.000 tonnes de pâte à papier.

Demain, la Cellulose des Ardennes sera plus que jamais une grande entreprise moderne, intégrée pâte-papier, qui fournira sur le site près de 900 emplois.

En ce moment, la Cellulose des Ardennes poursuit un projet d'investissement qui dépasse 2 milliards de FF. Sa nouvelle usine est en cours de construction; elle démarrera fin 1991. Dotée d'un équipement de haute technologie (Map Voith, coucheuse Jagerberg), cette usine produira 200.000 tonnes de papier couché par an. Une première équipe est déjà en place, mais nous désirons la renforcer. Nous recherchons donc des (m/f)

ingénieurs de haut niveau

Les uns bénéficient de quelques années d'expérience en milieu papetier, que ce soit sur machine à papier, sur coucheuse ou dans un département de finition.
Les autres ont déjà travaillé en industrie papetière ou sur des installations à feu continu (entretien mécanique et électrique, bureau d'études, instrumentation et contrôle de process, contrôle de qualité).

Outre une rémunération attractive et des avantages complémentaires, nous leur offrons la possibilité d'exercer un métier passionnant. Entourés de collaborateurs énergiques, ils évolueront dans un environnement industriel, situé au cœur d'une région en plein développement.

Merci d'adresser c.v. et prétentions, sous la référence CA/M 1A,
à Michel Jouhannaud Conseils, 182 rue de Vaugirard, 75015 Paris.



Groupe leader de Distribution recherche pour créer
la fondation un(e)

JURISTE

Vos missions :

- le suivi juridique permanent des sociétés du groupe, S.A., S.A.R.L., S.C.I. (conseils, assemblées, ...)
- la mise à jour des procédures du Droit du Travail : conseil opérationnel des responsables d'unités
- le suivi des contrats et des problèmes contentieux
- devenir l'interlocuteur privilégié des conseils extérieurs spécialisés pour le Droit de la consommation.

Votre profil :

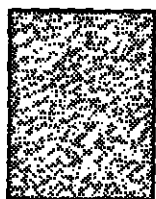
- Maîtrise en Droit avec spécialisation en Droit des Affaires et une première expérience en entreprise ou en Cabinet.
- Personnalité dynamique, curieuse et pragmatique alliant une rigueur naturelle et la volonté de service aux utilisateurs.
- Rémunération attractive.
- Lieu de travail : PARIS/NATION

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature avec lettre manuscrite + photo sous réf. 6662 à Lévi-Tourmay-Ascom 31 Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 L III

GROUPE BOUYGUES



Certains Juristes statuent... Chez nous, ils sortent du moule.

JURISTE CONSTRUCTION

Poste basé à Lyon

Vous serez le relais juridique en région de la Direction Contentieux Construction de SMAC ACIEROID. Une mission d'importance dans notre secteur d'activité : la protection et l'entretien des bâtiments et des ouvrages d'art. Prévention des contentieux et règlement des litiges sont les deux axes principaux du Droit de la Construction. Vous y découvrirez un terrain d'investigation où chaque cas rencontré exige une solution originale. Juriste, bien sûr, mais plus encore conseil auprès de nos responsables opérationnels et négociateur auprès d'interlocuteurs multiples (architectes, bureaux d'études, investisseurs...). Vous vous affirmerez dans cette fonction grâce à votre sens critique et votre aisance relationnelle.

Disponible géographiquement comme intellectuellement, vos qualités de conciliateur contribueront à faire du contentieux un véritable support d'image de la société.

Titulaire d'une maîtrise de droit, vous avez quelques années d'expérience du contentieux en entreprise ou dans l'assurance, ainsi qu'une connaissance du droit spécifique à notre secteur (garantie décennale).

Adressez-nous votre dossier de candidature avec photo sous réf. 550/0990 à SMAC ACIEROID : Direction des Ressources Humaines 1 Av. E. Freyssinet BP 6 - GUYANCOURT 78 062 St Quentin en Yvelines Cedex.



SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME

Vos compétences au service de nos clients

CONSEILS EN FISCALITE - CONSEILS EN DROIT DES SOCIETES

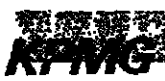
Au terme d'une expérience de 3 ans minimum, vous voulez donner une nouvelle dimension à votre carrière en participant activement au développement de notre Cabinet, le plus important en Europe. Véritable lien entre les entreprises et notre société, vous gérez, développez, animez et conseillez notre clientèle.

A 30-35 ans environ, vous avez une formation supérieure en Droit des Affaires et conjuguerez finesse de raisonnement, rigueur et cela va de soi, sens de la relation.

Nous vous offrons : un savoir-faire, un solide plan de formation, l'appui d'une équipe... et un métier passionnant.

Ces postes sont à pourvoir dans plusieurs de nos Centres régionaux. Vous désirez en savoir plus ?

Merci d'adresser votre dossier (lettre, curriculum-vitae, photo et préférences) en mentionnant vos préférences géographiques - KPMG FIDAL - 2 bis, rue de Villiers - 92309 LEVALLOIS PERRET à l'attention de Madame LECLERCO



FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE RECHERCHE.

Jeune journaliste économique et financier h/f

Après recueil des informations nécessaires, vous rédigez des articles ayant trait à nos activités pour nos revues internes. Titulaire d'un Bac + 4, +5, vous avez une 1^{re} expérience du journalisme économique et financier. A votre aisance rédactionnelle s'ajoute une grande rigueur d'esprit. Doté d'un réel sens de l'équipe, vous avez envie de mettre vos talents au service d'une grande entreprise. L'anglais lu est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 6610 à MEDIA PA 50-51, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

HAY MANAGEMENT
CONSULTANTS

La qualité... un enjeu stratégique chez un partenaire de l'industrie automobile.

Filiale d'un puissant groupe industriel français, notre métier est de concevoir et fabriquer des pièces et sous-ensembles en matériau composite et matières plastiques, pour les constructeurs automobiles français et européens. L'enjeu de la politique qualité est essentiel pour l'avenir de l'entreprise : il implique le développement d'une relation du partenariat avec nos clients. Pour animer cette fonction, nous recherchons un

Ingénieur Responsable qualité

Rattaché à la Direction du Département, votre mission sera de développer et animer une politique de QUALITE TOTALE qui implique l'ensemble des services internes et partenaires extérieurs intervenant dans le processus de production. Vous interviendrez à tous les niveaux pour définir les normes d'exigence, mettre en place les procédures, susciter les actions de progrès, développer la formation des opérateurs, et faire partager un état d'esprit : celui de la satisfaction du client.

C'est un poste stratégique et un challenge passionnant, pour un ingénieur de type A, et M., la trentaine, ayant impérativement vécu une expérience similaire dans le milieu industriel proche de l'automobile (constructeur ou équipementier - sous-traitant).

La pratique de l'anglais est nécessaire. Le poste est basé dans le Nord (Lille).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre + C.V. + photo) à André BIGOT sous la réf. 40354M.

Hay Managers

50, bd du Général de Gaulle - 59100 ROUBAIX

OPTIMISER, ANIMER, E-VO-LU-ER...

Tout un programme ! Nous appartenons à une grande société industrielle : au sein de notre division - au C.A. supérieur à 1 Md de FF - la Direction logistique, basée en proche banlieue parisienne, consolidant son organisation, désire faire partager ses projets, et recherche, dans l'esprit succès, son

RESPONSABLE DES APPROS

Le Directeur Logistique pour patron, une équipe fiable et dynamique à animer et une fonction motivante visant à améliorer nos flux de produits en terme de flexibilité : nous vous offrons tout cela autour d'un système informatique performant...

Vous serez responsable, en liaison avec les autres services de la société, de la détermination des besoins d'approvisionnement en respectant les objectifs globaux de stocks, tout en garantissant un service efficace à la clientèle.

Votre solide formation initiale (école d'ingénieurs ou de gestion), votre expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans saura nous convaincre, si, de surcroît l'utilisation de l'informatique et de l'anglais vous sont familiers... Alors qu'attendez-vous ?

Ecrivez dès aujourd'hui à notre Conseil, Joël HAXAIRE, en précisant la référence V/PRO/LM à l'adresse suivante : RPC 34 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

Orléans



La COOP DE PAU, plus de 2 Milliards de Francs de CA, est l'un des tout premiers Groupes semenciers européens opérant dans les semences de maïs, céréales à paille et tournesol.

Rattaché au Responsable Régional, ce jeune Ingénieur a-pour missions, sur son secteur : l'analyse du marché et la participation au plan marketing, la gestion d'un budget de promotion, l'animation des forces de vente des Distributeurs, les négociations commerciales et les relations avec les Prescripteurs.

De formation supérieure (agro, agri), notre candidat doit justifier d'une expérience dans la vente d'agro-aliments. Bon négociateur, à l'aise dans les contacts à tous niveaux, il est disponible, autonome, organisé et, bien sûr, fortement motivé pour réussir dans ses objectifs.

Les conditions offertes, la notoriété des produits, l'appartenance à un Groupe dynamique et planifier dans l'innovation technologique peuvent intéresser et retenir une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 62/3518 A :

EGOR PROMOTION

63, rue de Pontbriou - 75008 PARIS

Tél : (1) 42.56.01.44

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Juristes

Construisez votre carrière avec nous

Bouygues Bâtiment, fédération d'entreprises à taille humaine, leaders sur leur marché recrute un juriste.

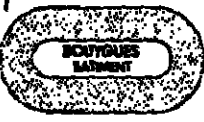
De formation Maîtrise Droit des Affaires + DESS Droit de la construction, vous justifiez d'une expérience de 2 ans acquise de préférence dans le domaine de la construction ou de l'immobilier.

Votre dynamisme et un bon sens du contact vous permettront de devenir notre conseil juridique auprès des opérationnels pour toute l'activité Construction (étude des contrats, suivi des opérations, contentieux...). Vous serez également amené à concevoir et animer des sessions de formation.

Rattaché au Responsable du Service Juridique Bouygues Bâtiment, vous travaillerez au sein d'une petite équipe jeune et fortement impliquée.

Adressez lettre et CV à Bernard MALLET
Service Juridique - Bouygues Bâtiment
EC10 - Challenger

1, avenue Eugène Freyssinet
78061 St Quentin en Yvelines Cedex.



Importante société de gestion patrimoniale, filiale d'un puissant groupe immobilier recherche pour l'une de ses agences située banlieue Nord de Paris (93), un

CADRE DE GESTION SOCIALE

Rattaché au chef de l'agence, votre activité s'intégrera au travail d'équipe avec le personnel administratif, technique et de gardiennage.

Vous serez notamment chargé de : « l'établissement des études sociologiques » des actions de prévention auprès des familles en difficulté posant des problèmes d'habitat « rechercher des solutions d'amélioration, tant pour les cas particuliers que collectifs » des relations avec les différentes instances sociales des communes et du département « promouvoir des actions d'insertion en liaison avec les collectivités locales.

Vous serez aussi fortement impliqué dans l'opération de projet de quartier et dans les opérations de réhabilitation.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (sociales ou de gestion sociale, DESS de développement social), avez 2 à 3 ans d'expérience, un goût certain pour le développement social des quartiers et pour les relations avec des intervenants différents (collectivités locales, associations), et vous serez proche des difficultés quotidiennes rencontrées par les locataires.

Vous pratiquez la micro-informatique (traitement de texte, base de données, tableur).

Si ce poste complet et passionnant vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, et prétentions sous référence 4840 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHE

LA FORMATION OUTIL DU CHANGEMENT

Nous sommes un des leaders de la formation intra-entreprise en France. Quatre domaines clés : le management des équipes, la qualité, l'accueil, les méthodes de travail.

Vous avez au moins 28 ans, un diplôme de l'enseignement supérieur (BAC + 4), une expérience à valoriser, une pratique suffisante de l'animation pour être immédiatement opérationnel.

Vous êtes déterminé à relever un nouveau défi :

ACTEUR DE NOTRE DEVELOPPEMENT

Vous êtes disponible pour de nombreux déplacements chez des clients différents.

Rejoignez les consultants du Département Formation de BOSSARD CONSULTANTS...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence BCF 4 à Florence HADJAB BOSSARD CONSULTANTS, 12 bis, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX CEDEX.

BOSSARD
Carrières

15015

1501

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 21 février 1990 31

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA DIVISION FORAGE DE L'ENTREPRISE SONATRACH

Agissant en maître-d'œuvre des Forages pétroliers réalisés en Algérie, recrute :

Personnel hautement spécialisé, algérien ou étranger, dans le domaine du forage.

Justifiant d'une formation adéquate et d'une grande expérience dans :

- L'engineering de forage ;
- La supervision des forages pétroliers on shore ;
- La supervision des cimentations et fluides de forages.

Ce personnel qui doit maîtriser parfaitement le français ou l'anglais occupera les postes suivants :

- Ingénieur programmes de forage pour le siège à Alger ;
- Superintendant forage sur bases régionales ;
- Superintendant fluides et ciments sur bases régionales ;
- Superviseur forage sur chantiers ;
- Superviseur fluides et ciments sur chantiers.

En contrepartie sont proposés :

- Un salaire intéressant ;
- Une prise en charge totale (transport, hébergement, nourriture) par Sonatrach du personnel travaillant sur bases régionales et chantiers.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à :
**SONATRACH - DIVISION FORAGE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DES MOYENS
8, CHEMIN DU RÉSERVOIR
HYDRA, ALGER.
ALGERIE**

CADRES COMMERCIAUX

FIXE 150.000 F OU PLUS SELON EXPERIENCE

Bien implantés en France, nous sommes l'un des tout premiers intervenants sur le marché des prêts immobiliers et du financement des Collectivités locales. Notre stratégie innovatrice, orientée vers le redéploiement et la diversification de nos activités, nous conduit à créer et développer de nouveaux produits. Ces produits nouveaux, nous vous proposons de les promouvoir et de les placer auprès d'une clientèle de particuliers et de professionnels : Notaires, Promoteurs, Collectivités locales... Une formation particulièrement adaptée vous permettra de donner toute votre mesure dans le montage d'opérations sophistiquées et d'envergure. Décidé à conquérir de nouveaux marchés, vous avez le goût de la négociation et de la vente, vous êtes mobile et disponible. Une première expérience de la vente dans les secteurs immobilier ou financier serait un atout supplémentaire. Vous exercerez vos fonctions dans les principales métropoles du territoire.

Prenez contact avec nous en adressant votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo, en précisant les régions souhaitées) au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Direction du Personnel - 19, rue des Capucines, BP 65 - 75050 PARIS Cedex 01 - Tél. 42 44 80 66 ou 80 67.

EXERCEZ

VOTRE TALENT

AVEC LE

CREDIT FONCIER

DIPLOMES BAC + 4
ÉCOLES DE COMMERCE
UNIVERSITAIRES

CREDIT FONCIER
DE FRANCE

Nous sommes un groupe de Hautes Technologies au tout premier plan européen. Nous employons 20 000 personnes pour un CA de 1,3 billion de F. Nos perspectives de développement sont importantes et nos objectifs des plus ambitieux. Nous recherchons pour le siège social du groupe (300 personnes) un Jeune cadre de la fonction Personnel.

Directement rattaché au Chef du Personnel de l'établissement, il se verra confier d'importants dossiers d'administration (reporting social, enquêtes, bilan social...). Il participera à la gestion des cadres expatriés (définition des conditions d'expatriation et suivi). Il prendra également en charge la mise en place ou le maintien d'outils de gestion et de management des Ressources Humaines (systèmes de description et évaluation des postes cadres et non cadres, communication interne...).

Le candidat que nous recherchons, femme ou homme, est diplômé de l'enseignement supérieur. Il justifie de préférence d'une courte expérience réussie dans la fonction Personnel. Une bonne maîtrise de l'outil informatique et la pratique de la langue anglaise sont indispensables.

Parce que nous serons de préférence attentifs à des critères de personnalité, nous saurons accueillir et étudier les candidatures d'éventuels débutants. Pour ce poste, basé à l'une des portes sud de Paris, la rémunération sera fonction des qualités du candidat retenu.

Jeune cadre
de la fonction
Personnel

— PARIS SUD —

Adresser CV et lettre manuscrite sous référence
71418 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins,
75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PREMIER GROUPE BANCAIRE PRIVÉ FRANÇAIS

CONSEILLER EN RECRUTEMENT H/F

Notre projet : découvrir les talents, jeunes et confirmés, qui contribueront à nos succès et à notre image, accompagner leur intégration.

Votre mission : conseiller la hiérarchie dans la définition de ses besoins, l'analyse du marché, la sélection des candidats, et cela pour tout niveau de responsabilité et pour l'ensemble des métiers de la Banque.

Vous serez responsable de la mise en œuvre du processus de recherche et de l'appréciation des

potentiels humains. Vous participerez aux actions de communication extérieure et vous vous impliquerez dans la politique Ressources Humaines de notre Banque.

Votre profil : vous avez une formation supérieure en Psychologie (D.E.S.S.), votre expérience de quelques années de la fonction recrutement dans une entreprise du secteur tertiaire ou dans un cabinet spécialisé en recherche de cadres de banque vous a préparé à nous rejoindre.

Merci d'adresser votre dossier, sous réf. 40.026 à C.P.A. - 3, rue de Liège - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

TRES GRAND CABINET JURIDIQUE INTERNATIONAL PARIS

FISCALISTE TRES HAUT NIVEAU

Réf. JL

pour diriger et développer son département fiscal. Formation fiscale supérieure (ENI, DESS, DEA, Doctorat). Une formation universitaire ou professionnelle américaine serait un complément très apprécié. Expérience professionnelle significative entre neuf et quinze ans en fiscalité internationale et française dans l'administration ou auprès d'un cabinet international ou du service fiscal d'une entreprise multinationale.

JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Réf. AB

solide formation juridique française (DESS, DEA, Doctorat) complétée nécessairement par un LL.M. ou par une expérience professionnelle aux États-Unis. Une formation Grande École (Science Po ou HEC) serait un complément apprécié. Pratique de 3 à 5 ans du droit des sociétés et du droit des affaires en général dans un cabinet international. Pour ces deux postes l'environnement international implique une très bonne maîtrise de l'anglais et si possible d'une autre langue.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, et salaire actuel en précisant sur l'enveloppe la référence du poste souhaité à M.R.I. CONSEIL 13, rue Madeleine Michels 92592 NEUILLY.

MRI conseil

quand votre talent s'allie à notre savoir-faire...

Nous sommes une importante filiale d'un puissant groupe financier. La gestion patrimoniale sous tous ses aspects est notre métier. Nous voulons maintenant faire profiter d'autres partenaires (collectivités locales, banques, assurances, entreprises...) de notre savoir-faire : venez relever ce nouveau défi et devenez l'un de nos

ingénieurs commerciaux en Région Parisienne

Rattaché à l'une de nos directions territoriales, vous serez chargé de la prospection auprès de la clientèle potentielle, de préparer les propositions d'intervention, de négocier les contrats et serez responsable des actions de notoriété.

A 25-35 ans, après une formation supérieure (ESCAE...), vous avez une bonne culture financière et avez acquis en 3 ans minimum une expérience commerciale dans l'immobilier, la banque ou les collectivités locales.

Si vous avez un tempérament de défricheur, le sens de la négociation à haut niveau et un réel esprit d'équipe, venez grandir avec nous. Votre salaire sera très motivant à la mesure de vos performances (fixe + variable). Les postes sont à pourvoir très rapidement.

Notre consultante, Mme M-F. BAILLON,
vous remercie de lui écrire (réf. 5580 LM)
« Carrières Marketing-Ventes »



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Nous sommes une MUTUELLE D'ASSURANCES en forte expansion. Afin de renforcer nos structures, nous recherchons un

JEUNE RESPONSABLE PRODUCTION ET SINISTRES

Il sera chargé de superviser une équipe de 30 personnes réparties dans les services Production, Sinistres et Surveillance du portefeuille.

Rattaché au Directeur, il optimisera l'efficacité des Services Techniques de la société, mènera les études spécifiques relevant de sa compétence et participera activement aux actions publicitaires et commerciales.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise de Droit Privé, IEP...). Vous avez déjà une première expérience I.A.R.D. dans une compagnie ou une mutuelle et vous souhaitez valoriser votre acquis au sein d'une société très solide et en développement.

Votre rigueur, votre capacité de synthèse et d'analyse sont les gages essentiels de pleine réussite à ce poste.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 3910 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Artiman

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3815 £ 38

ingénieurs automaticiens

INDUSTRIE CHIMIQUE

Nous sommes une société américaine de premier plan (2,5 milliards de dollars de C.A.). Nous élaborons et fabriquons des produits chimiques pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (123° au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos usines - 700 p en Alsace et 220 p dans l'Aisne - fabriquent une large gamme de produits vendus par les sociétés de notre groupe.

L'important programme de modernisation, d'extension, d'automatisation et d'informatisation des installations que nous menons, conduit nos Directeurs d'Usine à rechercher deux ingénieurs Automaticiens, un pour chaque site.

Vous prendrez en charge la maintenance et le développement des équipements et vous aurez un rôle prépondérant dans la conception et la réalisation des équipements à venir.

Ingénieur diplômé d'une école d'ingénieurs, avec option automatique et informatique industrielle, vous êtes débutant ou avez déjà acquis une première expérience significative.

Vous maîtrisez la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et prétentions) sous réf. RH 30 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 18
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN

CHARGE(E) DE RECRUTEMENT

Nous sommes un établissement financier de forte notoriété.

Notre développement nous amène aujourd'hui à accroître très sensiblement nos effectifs : nous recrutons beaucoup de jeunes diplômés qui, après un premier poste commercial évolueront rapidement dans l'entreprise.

C'est donc une mission très opérationnelle et complète au sein d'une petite équipe, que nous vous confierons : sélection, relations avec les responsables de l'entreprise, contacts avec les écoles.

Titulaire d'un DESS de psychologie, débutant ou justifiant d'une première expérience du recrutement, vous accepterez des déplacements fréquents en province.

Temporaire dans un premier temps, votre intégration dépendra de votre réussite.

Envoyez vite (lettre, CV et photo) sous référence 4222 M à :

SOURCES 108, rue St Honoré - 75001 Paris

qui transmettra en toute confidentialité.

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes le leader mondial en stratégie organisation et gestion des RESSOURCES HUMAINES.

Notre croissance et notre réputation sont assurées par la qualité de nos interventions et la compétence de nos collaborateurs.

Nous recherchons pour renforcer l'équipe de notre département COMMUNICATION un jeune

Consultant H/F

ayant une formation supérieure (Grande Ecole ou universitaire) ainsi que l'expérience d'actions relatives à la communication interne : audit, stratégie, formation... acquise en entreprise ou dans un cabinet de conseil.

Vous prendrez en charge des missions autonomes chez nos clients avec un réel souci de qualité et de performance.

Adressez votre CV, sous réf. LM/MAB/1010, à HAY MANAGEMENT CONSULTANTS - 34, rue Kléber - 92300 LEVALLOIS.

DONATEC

le démon de la technologie.

Constructeur de systèmes de réception télévision par satellite et de micro-ordinateurs compatibles recherche

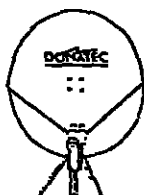
RESPONSABLE EXPORT Allemand, anglais, français

Agé d'au moins 28 ans, vous êtes diplômé HEC, ESSEC ou équivalent. L'univers du commerce international vous passionne.

Mais sachez que :

- Vous aurez la responsabilité d'exprimer toutes vos qualités sur un marché naissant et en pleine expansion.
- Vous évoluerez dans une ambiance de travail dynamique au sein d'une équipe jeune et performante.
- Votre salaire sera motivant.
- Vous devez pouvoir justifier d'une première expérience réussie et posséder un fort potentiel d'évaluation.

Envoyez-nous votre lettre manuscrite, (C.V., prétentions, photo) sous réf. AL-501 à DONATEC SARL, 124, rue Marcel Hartmann 94851 MRY sur SEINE cédex. Discretion totale assurée.



Recherche de cadres

A ssistante

Nous recherchons, pour nous-même, une Assistante qui supervisera notre documentation et notre fichier (informatisé bien sûr) mais surtout assistera les Consultants dans l'approche directe des candidats : définition de la mission, choix de la cible des candidats, identification des interlocuteurs et prise de contacts. Nous souhaitons une candidate ayant à son actif une première expérience réussie de cette fonction acquise en Cabinet. L'anglais est un plus. Une formation complémentaire spécifique vous sera proposée si vous en éprouvez le besoin. Nous vous présenterons notre Cabinet dès le premier entretien : 7 Consultants à Paris, 4 à Barcelone et bientôt Londres. Merci d'adresser un dossier de candidature, sous référence INF/IM, à notre conseil : INFRAPLAN - 83 Boulevard Raspail - 75006 PARIS

BUREAU DE RECHERCHE

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

BANQUE SPÉCIALISÉE DANS LES OPÉRATIONS DE MARCHÉ ET LA GESTION DE CAPITAUX POUR COMPTE DE TIERS

Filiale d'un grand groupe

recherche pour sa

DIRECTION DES MARCHÉS

1. Un spécialiste des obligations secteur public et marché primaire

2. Un spécialiste des marchés internationaux

Expérience (2/3 ans minimum), formation supérieure, compétence technique, dynamisme, excellent relationnel sont les qualités requises pour exercer dans les meilleures conditions ces responsabilités.

Envoyer CV + lettre manuscrite et prétentions sous n° 8800 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Grosfillex recherche pour sa Direction des Ressources Humaines RESPONSABLE HOMMES ET ORGANISATION

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, ce Responsable devra :

- recruter et gérer le personnel CADRE des professions techniques (Études, Méthodes, Production, ...)
- étudier et mettre en place une politique de gestion prévisionnelle des emplois techniques à tous niveaux : structures prévisionnelles, évolution des qualifications et évolutions des technologies, changements d'organisations.



Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, possédant une expérience dans le domaine de la gestion des carrières et de l'emploi au sein d'une entreprise industrielle.

Le poste est situé à Oyonnax (Ain) à 60 km de Genève, 100 km de Lyon, par autoroutes, dans une région verte du Massif du Bugy.

Merci d'adresser vos candidatures à André PAVOL, Direction des Ressources Humaines, 01107 Oyonnax Cedex.

Grosfillex
DES RAPPORTS SIMPLES ET DIRECTS.

LE DÉPARTEMENT D'EURE-ET-LOIR

recrute

UN CONSERVATEUR DE MUSÉE DE 1^{re} CATÉGORIE

Profil de l'emploi :
Ce conservateur sera chargé d'assurer la direction du Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles d'Eure-et-Loir.

Ce musée est géré par une société d'économie mixte dont le département possède la majorité du capital et abrite les collections de l'Association du Conservatoire.

La rémunération sera celle afférente à l'emploi de Conservateur de Musée, 1^{re} catégorie, par référence aux emplois communs.

Profil du candidat :

- Figurer sur la liste d'aptitude établie par les services de la Direction des Musées de France publiée au Journal officiel du 25 juillet 1989 ;

- Par voie de détachement ou de mutation pour tous conservateurs en fonction.

Candidatures :

A adresser, avant le 15 mars 1990, sur papier libre avec un curriculum vitae très détaillé, le dernier arrêté de promotion d'échelon, une photo d'identité à : Monsieur le Président du Conseil Général d'Eure-et-Loir, Service du Personnel, 31, rue Sainte-Même, 28026 CHARTRES Cedex.

TOUT SAVOIR ET DIALOGUER

Ingénierie de Formation Consultant

30 ans min.

Bordeaux

La Direction Aquitaine-Poitou-Charentes du CESI (groupe de formation national) souhaite intégrer un cadre ayant quelques années d'expérience de management industriel ou fonctionnel en entreprise.

En position de Chef de Projet, il a la responsabilité de concevoir, organiser, coordonner et suivre des actions de formation répondant à des besoins spécifiques qu'il aura lui-même analysés. Son rôle s'étendra aussi à la promotion des actions du centre et à la gestion budgétaire de ses projets.

Ce poste convient à un cadre dans la trentaine, diplômé de l'enseignement supérieur - Économie ou Sciences Humaines et souhaitant appliquer ses compétences au management, au développement et à la conduite de programmes pédagogiques.

Pour information complémentaire et organisation d'une réunion, appelez Télécabine aux heures de bureau.

AB ententes

63, av. de Wagram 75017 Paris
24, cours E.Fayolle 33000 Bordeaux

Réf. 10.07

APPELEZ LE (16) 1 47 43 11 15

Cabinet de conseil en recrutement spécialisé en informatique filiale d'un groupe international dans le domaine du service, poursuit son expansion et recherche un

JEUNE COMMERCIAL

Intégré(e) au sein d'une structure souple et en relation étroite avec une équipe de consultants séniors, vous participerez directement au développement commercial de l'ensemble de nos prestations.

Dans un contexte de diversification, vous imaginerez et réaliserez à moyen terme une stratégie active de promotion de nos activités.

Après une formation supérieure (Bac + 2 option commerciale ou informatique...), vous avez pu concrétiser vos aptitudes commerciales au cours d'une première expérience acquise si possible en cabinet de recrutement ou en SEIL.

Vos qualités de négociation, votre sens du challenge et votre esprit d'équipe vous permettront de réussir dans cette fonction très ouverte.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo) sous référence 71189 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

The Executive Group

Membre de Price Waterhouse

Professionnels du Recrutement

Multi-secteurs

L'activité polyvalente que vous exercez va de l'analyse approfondie d'un besoin en recrutement à l'intégration réussie d'un cadre dans sa nouvelle fonction. Bien sûr, vous aimez négocier, gérer, fidéliser. En rejoignant notre équipe dynamique, vous optimiserez vos talents de CONSEIL.

EN RECRUTEMENT :
Car la notoriété du groupe prestigieux auquel nous appartenons, un des plus grands noms dans le conseil international, nous apporte tous les atouts d'un réseau opérationnel. Des introductions, certes, mais également des échanges professionnels dans de multiples secteurs d'activité. Bref, une synergie efficace.

Professionnel du recrutement, de préférence en cabinet, de formation supérieure, vous interviewez avec la même aisance le jeune cadre ou le patron confirmé, qu'il soit de la finance, de la haute technologie ou autre. L'anglais est un atout essentiel.

TEG, vous remercie d'adresser sous référence M 918 12 votre dossier de candidature qui sera étudié en toute discrétion.

TEG
Ressources
Humaines

Price Waterhouse

113 rue de
l'Université
75007 Paris

سكنى الى الامم

سكرا من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 21 février 1990 33

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Consultant H

Nous sommes une société d'aménagement du Val de Marne (94). L'ensemble de nos activités dans le secteur de l'aménagement et de la construction nous amènent à rechercher aujourd'hui

UN RESPONSABLE JURIDIQUE

chargé de mettre en place les procédures d'acquisitions de terrains, d'assurer l'interface avec les parties prenantes (géomètres, cadastre, notaires...), d'être l'interlocuteur de la société sur l'ensemble des affaires contentieuses.

Pour ce poste, nous recherchons un juriste expérimenté, de formation maîtrise de droit minimum ayant une bonne connaissance du secteur immobilier/construction.

LIGHT

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1519 à notre conseil LIGHT Emmanuel DEJEAN 17-19 rue Jeanne Bracconier 92366 MEUDON la Forêt cedex

Jeunes HEC, ESSEC, ESCP sensibilisés aux produits techniques

Notre groupe, leader dans son domaine, aux ramifications internationales, tient à continuer sa progression. Il recherche son

Chef de groupe marketing H/F

Répondant au Directeur du Département, animant une équipe de 3 chefs de produits, vous aurez à concevoir, communiquer à l'Entreprise la stratégie des produits de sécurité physiques, étudier les marchés, créer de nouveaux produits utilisant toutes les technologies, élaborer les «plans produits», les communiquer aux forces commerciales.

A 28 ans environ, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans un secteur similaire où vous avez su associer créativité et sens de la communication... Vous voulez maintenant élargir votre horizon... nous vous en offrons la possibilité et notre dimension vous permettra d'aller encore plus avant.

Si ce challenge vous tente, merci d'adresser votre candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A 02 12 à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS.



DROIT CIVIL

GRUPE REVUE FIDUCIAIRE

Société Européenne de Presse Fiscale et Juridique Recherche

JURISTE - CIVILISTE

Votre profil :

- Vous êtes titulaire d'un DEA, d'un DESS ou formation équivalente (avocat, notaire, etc.).
- Vous avez une expérience professionnelle d'un mois cinq ans et une expérience pratique de la procédure.
- Vous avez un goût affirmé pour l'étude et la rédaction.

Nous vous proposons :

- De travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire (fiscale, sociale, comptable-juridique)
- Une rémunération moyenne et le statut de journaliste spécialisé.
- Des perspectives de carrière dans un groupe reconnu.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite à LTD 44 Avenue de la Bourdonnais - 75007 PARIS



DANS LE CADRE DE SON EXPANSION, NASA Electronique recrute :

1 RESPONSABLE JURIDIQUE (H/F)

- De formation juridique supérieure, DESS, le candidat sera rattaché au DAF et prendra en charge l'analyse et la rédaction des dossiers, projets et contrats de l'entreprise.
- Ce poste s'adresse à un professionnel de la fonction à même de traiter des questions commerciales, immobilières et de contentieux.
- Nous privilégierons les dossiers des candidats correspondant à ce profil et disponibles rapidement.

Adresser lettre manuscrite + CV et photo à Eric Dubrion, directeur des ressources humaines, GRANADA DISTRIBUTION, 55, rue Eugène-Dolet, 92240 MALAKOFF.

Société implantée dans le Sud-Ouest filiale du groupe Elf Aquitaine recherche

Son chef du service administratif

Formation juridique (DESS - DEA droit) avec une expérience d'au moins 5 années dans un poste similaire.

Adresser votre candidature sous n° 8796 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Le Fonds Régional d'Art Contemporain de la Corse recrute

UN DIRECTEUR

Les candidats devront justifier :

- d'une part : d'un niveau universitaire équivalent au moins à une maîtrise d'histoire de l'art ou d'arts plastiques,
- d'autre part : d'une formation ou d'une expérience d'organisation d'expositions et/ou de gestion culturelle.

Les candidatures devront être adressées avant le 2 mars 1990, à Monsieur le Président du FRAC, La Citadelle, 20250 CORTE (Renseignements au 95-46-22-18)

Groupe de presse recherche

1 CHEF DE PRODUITS ABONNEMENTS

Chargé(e) de la conception et du suivi des opérations de promotion abonnements de plusieurs magazines du Groupe. Première expérience en abonnements presse ou VPC nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à la Direction Commerciale du Groupe EXCELSIOR PUBLICATIONS 5, rue de la Baume, 75008 PARIS

LA VILLE D'AMIENS
150 000 habitants, située à 130 km au nord de Paris recrute

1 INGÉNIEUR (H. ou F.)

Responsable du service PROPRETÉ.

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat de la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat.

Il sera chargé de gérer les activités de collecte des ordures ménagères et de propreté de la ville, d'animer des équipes et de proposer des innovations techniques.

PROFIL : - expérience de l'encadrement
- compétence en génie urbain
- expérience souhaitée

Le poste correspond à un emploi d'ingénieur subdivisionnaire ou équivalent.

1 TECHNICIEN TERRITORIAL (H. ou F.)

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat de la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat.

Il sera chargé de la gestion de l'unité exploitation des captages au Département Eaux et Assainissement.

Encadrement de cinq équipes (35 personnes)
Gestion de la production
Gestion budgétaire et administrative

PROFIL : - formation technique (DUT génie électrique ou similaire)
- expérience en électromécanique et pratique de l'encadrement ou première expérience et compétences en management à mettre en valeur.

Le poste correspond à un emploi de technicien territorial ou équivalent.

1 JURISTE (H. ou F.)

Pour son service JURIDIQUE.

Par voie de mutation, de détachement ou de contrat, de la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat.

Il sera chargé des activités de conseil auprès des services, et il assurera le suivi des affaires contentieuses.

PROFIL : - licence, maîtrise de droit public et/ou privé
- capacités rédactionnelles
- connaissance de la Fonction Publique Territoriale
- notions en bureautique souhaitées

Le poste correspond à un emploi d'attaché territorial ou équivalent.

LES POSTES SONT A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à :
M. le Député-maire d'Amiens, B.P. 2720, 80027 AMIENS CEDEX avant le 5 mars 1990.

Ville de Palaiseau (Essonne) 30 000 habitants en pleine évolution - ZAC multisites à l'étude - RER - Lycée CES - Future gare TGV à proximité recrute

Un rédacteur pour son Service Urbanisme

Missions :

Suivi des acquisitions, cessions et études foncières, connaissance du droit et contentieux administratif d'urbanisme, réglementation de l'affichage.

Profil :

Formation juridique souhaitée (bac + 2 minimum), qualités relationnelles et rédactionnelles.

Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire de Palaiseau, BP n° 6, 91125 Palaiseau Cedex.

Organisme professionnel important situé à Paris recherche
SON (SA)

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION 250 000 F +

Agé(e) d'environ 30 à 40 ans, de formation supérieure, vous avez au minimum 4 à 5 ans d'expérience professionnelle.

Rattaché(e) au délégué général, vous serez chargé(e), en particulier, des contacts avec la presse, des relations publiques, de la conception et de la réalisation de brochures et documents en collaboration avec des agences.

Vous maîtrisez les outils de communication et vous possédez de bonnes qualités rédactionnelles.

La connaissance du monde de la finance et la pratique de l'anglais seront des atouts supplémentaires.

Vous devez être disponible rapidement.

Merci d'adresser votre C.V. avec photo sous n° 8794 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

JURISTE D'ENTREPRISE

Vous serez l'assistant du Directeur Juridique dans les domaines contractuels (contrats et accords variés) et du droit des sociétés (acquisition, cession, fusion, création de sociétés...) en France et à l'étranger.

en entreprise, vous avez une excellente connaissance de l'anglais. Ce poste est basé au Blanc-Mesnil (93). Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous référence 71098, à Média-System, 6 Impasse des Deux-Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ETUDES MÉDIA recherche son

Directeur

Votre formation supérieure et votre expérience dans les études média vous permettront de :

- gérer la production,
- animer l'équipe,
- développer ses activités basées sur des technologies avancées.

Vous êtes bien familiarisé avec l'informatique ; vos connaissances de l'anglais seront appréciées.

Merci d'adresser CV, prétentions et lettre de candidature, sous référence 5605, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F M

Le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine recrute

UN CHARGÉ D'ETUDES

affecté à la Direction des Affaires Sociales pour l'animation du Service « Statistiques, études, système d'information ».

MISSION :

- établissement du tableau de bord des services,
- développement et exploitation des enquêtes,
- sensibilisation et formation du personnel aux techniques de la statistique,
- amélioration de la circulation de l'information,
- développement de la communication interne et externe.

PROFIL :

- formation universitaire,
- connaissance des techniques de recueil et d'analyse des données,
- connaissance des traitements micro-informatiques.

RÉMUNÉRATION :

établie sur la base de celle des personnels de catégorie A de la Fonction Publique Territoriale.

Les dossiers de candidature comportant un curriculum-vitae et un projet de travail sont à adresser à :

Monsieur le Président du Conseil Général, à l'attention de Monsieur le Directeur des Affaires Sociales
13, avenue de Cucillé, B.P. 64 A, 35031 RENNES Cedex
AVANT LE 28 FÉVRIER 1990.Renseignements téléphoniques : 99-02-94-15
(Monsieur le Directeur des Affaires Sociales)

Coopération scientifique et culturelle internationale

Important Organisme spécialisé dans l'accueil et le suivi administratif et financier de ressortissants étrangers en formation supérieure ou en stage en France

recherche

CHARGÉ(E) DE MISSION

- Formation supérieure (Economie, Gestion ou Sciences Humaines),
- Expérience professionnelle de préférence à l'étranger en Organisation et/ou Education (2 ans minimum),
- Fort potentiel relationnel et goût du travail en équipe,
- Motivation réelle pour le développement et les échanges internationaux.

Poste au sein du Département chargé des études, du développement et des relations extérieures.

Base à PARIS

Déplacements fréquents à l'étranger, notamment Afrique noire et Maghreb.

Rémunération annuelle de départ de l'ordre de 140 à 150 KF.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et photo
s/n° 8798 Le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

CA CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de la Martinique recherche :

le responsable de son service des affaires internationales

Cette offre d'emploi correspond à la volonté de la Caisse régionale de développer fortement dans les 3 prochaines années les opérations bancaires internationales avec les entreprises de la Martinique.

Animant une équipe de 5 personnes, ce responsable aura pour mission :

- d'assurer la réalisation de tous les services bancaires internationaux
- de développer le conseil à la clientèle entreprises
- d'assister le réseau des agences.

De formation supérieure, il aura obligatoirement une expérience confirmée du secteur bancaire dans le domaine international. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Lieu de travail : Fort-de-France - MARTINIQUE.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
M. le Directeur général de la CRCAM Martinique
BP 583, 97207 Fort-de-France Cedex.

PORCHER

CHEF DU DEPARTEMENT ACHATS

Saint-Ouen

Pour être le n°1 français dans notre métier et surtout le rester, nous avons depuis plus d'un siècle innové constamment et développé des produits performants et reconnus mondialement. Cela signifie aussi que nos exigences de qualité se sont portées également sur les matières premières et sur l'ensemble des fournitures dont nous avons besoin.

Rattaché à notre Directeur Industriel Robinetterie, vous proposez et mettez en œuvre notre politique d'achats et d'approvisionnement (120 MF/an) pour l'ensemble de nos besoins, y compris la sous-traitance, dans une optique d'optimisation constante du ratio qualité-prix. Vous négociez les gros contrats, supervisez et faites évoluer votre service, définissez et appliquez une politique active d'assurance qualité achats auprès de l'ensemble de nos fournisseurs, dans un esprit de partenariat.

Agé d'au moins 32 ans, de formation INGÉNIEUR (mécanique), et si possible l'ESAP, vous possédez une solide expérience de la fonction acquise dans une société industrielle, où vous avez géré des budgets d'achats équivalents. Vous pratiquez un anglais "aisé" et pouvez voyager à la demande chez nos fournisseurs. Entre sous référence 1233/M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Discrétion assurée.

GROUPE ESC TOULOUSE

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE TOULOUSE RECRUTE DES PROFESSEURS

3 OU 4 JOURS PAR SEMAINE EN :

- FINANCE & CONTRÔLE DE GESTION
- POLITIQUE GÉNÉRALE D'ENTREPRISE
- GESTION STRATÉGIQUE DES RESSOURCES HUMAINES
- MARKETING INDUSTRIEL
- STATISTIQUES

Profil demandé : Enseignant/Chercheur ou Praticien ayant l'expérience de l'enseignement supérieur. Anglais indispensable.

ADRESSER CANDIDATURE ET CV A LA DIRECTION DU GROUPE ESC TOULOUSE
20 Bd LASCROSSES 31008 TOULOUSE CEDEX

FORMATION PROFESSIONNELLE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS TOUTE L'ANNÉE
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS - VIE DES AFFAIRES -COURS PARTICULIERS TOUTES LANGUES
TEST GRATUIT1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare).
Tél. : 45-22-51-18.

ORGANISME DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU SUD-EST

recherche

CHARGÉ(E) D'ETUDES

- Formation économique + 10 ans d'exp. exigées
- Minimum bilingue anglais
- Solide expérience du milieu entreprise
- Talents de rédaction et d'élocution
- Déplacements France/Etranger
- (localisation Sud-Est)
- 220.000 F/an

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à :

PHI - 220/224, bd Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE

SAINT-GOBAIN

Recherche pour une de ses filiales fabricant des produits de haute technologie
REGION FONTAINEBLEAU

CHEF DE PRODUIT CONFIRMÉ

Ce poste sera confié à un ingénieur Chimie/Physique ou Matériaux disposant d'une expérience commerciale réussie de quelques années.

La connaissance du marché des semi-conducteurs ou fibres optiques serait un atout.

De par les implications internationales de cette fonction, la pratique courante de l'Anglais est indispensable.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions à QUARTZ ET SILICE, Direction des Affaires Sociales - BP 95 - 77140 NEMOURS.

LA VILLE DE PERPIGNAN

Recrute par sélection sur titres et sur épreuves

UN CHARGÉ DE MISSION CONTRACTUEL RESPONSABLE DU FONCTIONNEMENT ARTISTIQUE ET PÉDAGOGIQUE

De l'Ecole Municipale des Beaux-Arts

Agréée par le Ministère de la CULTURE pour les formations ARTS et DESIGN + Formations Municipales

CANDIDATURES : à adresser à
Monsieur le SÉNATEUR-MAIRE de la Ville de PERPIGNAN
AVANT LE 2 MARS à 18 HEURESRenseignements :
SERVICE DU PERSONNEL, MAIRIE DE PERPIGNAN
Tél. : 88-66-31-26

CHARGE D'ETUDES

Responsable de votre service, vous serez chargé d'analyser, de suivre la situation et l'évolution du commerce et de l'industrie au niveau local (enquêtes, statistiques...).

Vous possédez des qualités d'organisation et vous avez le sens du contact.

Votre créativité vous permettra de développer de nouveaux produits.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure en Economie Générale ou Gestion des Entreprises.

Adresser votre dossier de candidature et vos prétentions à
Patricia MAGNIER - Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon
1 place du Théâtre - 21000 DIJON.

Les Editions DESCLEE DE BROUWER

cherchant

UN JEUNE REPRÉSENTANT

Paris - proche province

(licence ou maîtrise de Lettres

Droit ou Sciences humaines)

moins de 26 ans

CONTRAT EMPLOI-FORMATION

Merci d'envoyer un C.V. avec une lettre manuscrite et une photo

à DESCLEE DE BROUWER

76 bis, rue des Saints-Pères, 75007 Paris

GROUPE BIOMEDICAL INTERNATIONAL

recherche

UN MEDECIN

pour assurer le développement clinique d'un projet biomédical dans le domaine de l'ophtalmologie.

Il devra notamment :

- élaborer les protocoles d'expérimentations cliniques en relation avec les expérimentateurs,
- prendre en charge le suivi clinique des différents centres,
- faire les synthèses de résultats,
- proposer et mettre en forme les dossiers d'homologation.

C'est un médecin de préférence ophtalmologiste qui, en possédant un début d'expérience dans le domaine des expérimentations cliniques, soit également être un homme de relations publiques. Très bonne connaissance de l'anglais - Possibilité de mi-temps.

Poste basé en région méditerranéenne ou région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 4819 MO à EUROMESSAGES
B.P. 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.PARIS STRASBOURG
LYON MARSEILLE EUROMESSAGES

à partir du LUNDI 5 MARS (daté 6)

LES NOUVELLES RUBRIQUES d'offres d'emplois du Monde

Lundi daté mardi : Section C économie

- LE MONDE des DIRIGEANTS (Postes de + 400 KF)
- LE MONDE des JURISTES
- LE MONDE de la GESTION

Mardi daté mercredi :

- 1) Section C économie
 - LE MONDE des CADRES
 - LE MONDE de la FONCTION COMMERCIALE
- 2) Pile séparée emploi
 - LE MONDE de l'INFORMATIQUE
 - LE MONDE des SECTEURS DE POINTE

Mercredi daté jeudi : Section C économie

- CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES (couplage avec sept titres européens)
- LE MONDE INTERNATIONAL (postes basés à l'étranger)
- LE MONDE des CADRES

Tous les mercredis en kiosque :

Emplois Cadres

et sur 3615 LM un mois d'offres
d'emplois parues dans Le Monde.

مكتبة
الجامعة
القاهرة

سكنى من المرحل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mercredi 21 février 1990 35

Le Monde CADRES

Réseau associatif national intervenant dans l'habitat ancien
recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SA FÉDÉRATION

- Fonctions :
- coordination et animation des instances statutaires,
 - participation à l'organisation et à la mobilisation d'un réseau diversifié réparti sur l'ensemble du territoire.
- Profil :
- expérience de la vie sociale et associative,
 - aptitude à l'animation d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau (une douzaine de personnes) et solide expérience en matière de gestion,
 - connaissance approfondie du cadre réglementaire et institutionnel lié au logement et à ses acteurs,
 - formation supérieure indispensable.

Ecrire sous n° 8784 - Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Agent immobilier, de nationalité allemande,
longue expérience dans les différents
secteurs immobiliers,
cherche à représenter une banque d'investissement, une
compagnie d'assurances ou promoteur international dans
l'acquisition de terrains et la commercialisation de projets
immobiliers

Ecrire sous n° 8801
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

MUSÉE DE CLUNY
Vue imprenable, 4^e de plain
sol, 60 sq. 4 chbres cuis.
époq. fine déco 2^e sec.
quart. charm. ch. indiv. cave.
Libre 51. Pr 8 000 000.
S. KAYSER 43-29-80-00

VERNEUIL 130 m²

RAVISSANT PIED A TERRE
Décoration raffinée, parking,
EMBRASSY - 45-62-16-40

12^e arrdt

NATION
Part. v. 22 m² (27 m²)
re-de-chasse refait neuf
Porte blindée, douche, wc,
double expo. ent.-cous.
Pr 800 000 F.
Tél. : 43-84-58-31

14^e arrdt

MIRO PERNET
Prop. vend. dans bel im.
br. et p. de t. 2 PCEES :
35 m² + 2 bds + cave. Dble
vit., chauff. gaz indiv.,
interph. 5^e de t. am. Dble
expos. Clair, sol, cuisine.
Pr 700 000 F.
Tél. : 43-84-58-31

Province

COTE D'AZUR
ANTIBES
2 P., 92 m², vue mer terr.
rains 15 m², dble expo.
(saison)
Pr 800 000 F.
Tél. : 83-74-12-95
(8 arrdt de 18 h)

locations non meublées offres

Paris
Ch. URGENT 4-5 p. 100 à
120 m² de 120 m² p. palm.
Tél. : 43-73-20-67

locations non meublées demandes

Paris
JEAN FEUILLE
54, av. Mont-Picquet 15^e
re. post. pour client.
IMM. et GDS APPTS
6^e 7^e 15^e 16^e arrts
Tél. : 43-84-58-31

locations meublées offres

Paris
Recherché 2 à 4 p. Paris.
Préfère Rive Gauche avec ou
sans travaux. PAIE COMPT
chez notaire 48-75-49-07
même le soir.

locations meublées demandes

Paris
LOUE SERRE-CHEVALIER
60, av. de la République, 17^e
Tél. : 91-75-41-02 - 91-48-91-43

locations meublées demandes

Paris
INTERNATIONAL
SERVICE
Recherche pour
BANQUES, STES MULTI-
NAT. et DIPLOMATES
grande appartements
de standing 5-7 p.
Tél. : 45-25-33-27

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.H. 26 ans, maîtrise langues étrangères appliquées + DESS
gestion (IAE) Chambre de commerce d'Espagne, quadrilin-
gue allemand, anglais, espagnol. Stages France et étranger,
première expérience services export (commerce internatio-
nal et administration des ventes).
RECHERCHE : poste domaine international.
ETUDIERAIT : toutes propositions France, étranger (sec-
tion BCO/AB 1467).

ETUDES SUPERIEURES, anglais, espagnol, portugais,
diplôme traducteur interprète, culture littéraire, artistique,
notions agrochimie, mémoire, méthode, rapidité, assimila-
tion et décision, 27 ans, expérience organismes internatio-
naux.
RECHERCHE : poste responsable secrétariat/office mana-
ger et/ou traducteur interprète. Paris arrts : 7^e, 8^e, 9^e, 15^e,
17^e (Section BCO/DDS 1468).

EUROPE DE L'EST F. 37 ans, expérimentée en ingénierie
d'affaires, projets industriels, insérée milieu d'affaires hon-
grois.
PROPOSE : collaboration pour y planter toute activité.
Anglais, russe, hongrois courants (Section BCO/DDS
1469).

DIRECTEUR COMMERCIAL, Ecole supérieure de com-
merce CNAAM, ICG, vente de services.
SERAIT INTERESSE : par toutes formes de participation
ou association ou collaboration à déterminer sur Paris ou
R.P. (Section BCO/BD 1470).

DE FORMATION EUROPEENNE ET MARKETING,
jeune cadre, 24 ans, bilingue anglais, VOUS PROPOSE son
dynamisme et sa passion du marketing pour poste d'assis-
tant ou chargé d'études (Section BCO/IV 1471).

FEMME, 40 ans, issue de l'édition, ex-directrice littéraire
de formation bilingue et littéraire, fortement intéressée par
toutes les formes des cultures du monde, SOUHAITE assu-
mer des responsabilités dans le domaine de la communica-
tion au sein d'une grande entreprise, représentative de la
création française (mode, cosmétiques, etc.). Paris et région
parisienne (Section BCO/AB 1472).

J.H. 28 ans, diplôme des doctorales Lettres + forma-
tion cinéma. Expérience enseignement et action culturelle
en France et à l'étranger. Anglais courant.
RECHERCHE dans secteur culturel ou artistique emploi
motivant, évolutif. Disponible de suite (Section BCO/SDS
1473).

RESPONSABLE DE FORMATION, Bac + 5 + CESI,
quadrilingue allemand, espagnol, anglais, russe. Culture
générale étendue, européenne convaincue, 12 ans dans la
communication et la formation. Excellentes qualités de
contact et de synthèse. Dynamique, chaleureuse, inventive.
Formée à la gestion des ressources humaines et au dévelop-
pement personnel.

MET SON ENTHOUSIASME au service d'un poste innov-
ant. Paris (Section BCO/SDS 1474).

J.F., MAITRISE COMMERCE INTERNATIONAL, anglais,
hébreu + bonnes connaissances espagnol, 1 an exp. poste de codi-
rection exigeant polyvalence : gestion, organisation du départe-
ment et développement communication interne et externe
(France et étranger).

CHERCHE poste à responsabilités (de nature commerciale)
dans entreprise à activités internationales (section BCO/MIH
1451).

FONCTION COMMUNICATION, 35 ans, licence/maîtrise
anglais, DEA, EFAP, ADÉTEM. 10 ans expérience profession-
nelle secteurs de services.
RECHERCHE poste sur Paris, communication globale/assis-
tant, spécialiste relations publiques/press, partenariat, sponsoring,
mécanisme, édition d'entreprise, publicité, organisation d'événements,
de salons. Intéressée par création structure, réflexion poli-
tique, communication (section BCO/AB 1452).

JOURNALISTE, 10 ans expérience presse internationale dont
2 ans de correspondance aux USA, spécialiste des problèmes de
société, économie et politique.
ETUDE tout projet de collaboration dans presse écrite ou audio-
visuelle. Anglais et espagnol courants (section BCO/IV 1453).

CADRE DIRECTION, 56 ans, 15 ans cadre et patron PME,
10 ans de direction générale grandes entreprises. Généraliste com-
plet, habitude aux petites structures de PME comme aux très
importantes hiérarchies de groupe.

JE RECHERCHE en région parisienne entreprise ou organisa-
tion professionnelle voulant profiter de cette expérience pour une
longue période ou pour pallier un besoin ponctuel et immédiat
(section BCO/SDS 1454).

REALISATEUR CONCEPTEUR EN ENTREPRISE (ou
assistant). J.H. 30 ans, sérieux, dynamique et créatif. Qualités
humaines, capable d'humour. Bac + 3/4 et formation polyvalente
de 3 ans en techniques et communication audiovisuelle de forma-
tion, information, promotion, infographie.

ETUDIERAIT toutes propositions films de démonstration (sec-
tion BCO/DDS 1463).

EX-CADRE BANCAIRE. F. 45 ans. Nationalité française d'ori-
gine vietnamienne. Formation juridique + technique banque +
commerce international. Anglais, italien, vietnamien. 15 ans
d'expérience crédit documentaire, transfert, marketing, négoce,
négociation immobilière. Connaissance pays Sud-Est asiatique.
Propose relations haut niveau, disponible.

PROPOSE : collaboration à banque internationale ou PME pour
développer ou créer réseau international (section BCO/ICB
1464).

CADRE COMMERCIAL EXPORT, 36 ans, trilingue anglais,
allemand, 8 ans d'expérience administration commerciale dont
3 ans export produits et services haut de gamme vers Europe et
USA, disponible pour déplacements.
RECHERCHE : poste PME-PMI Paris ou étranger (section
BCO/DDS 1465).

OFFICIER PRIVE DE GENDARMERIE, 46 ans, avec
1^{re} expérience privé (pers. et expl.). Juriste (2^e et 3^e cycle) + très
bon allemand et anglais.
ETUDIERAIT proposition : secteur général, management, orga-
nisation, relations publiques et relations humaines, sécurité (sec-
tion BCO/BD 1466).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Centre de Formation à la COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

recherche

ENSEIGNANTS
• EN TECHNIQUES
(images, son, décors...)
• SCÉNARIO
• ÉCRITURE FILMOQUE
• COMMUNICATION
• JOURNALISME
• PUBLICITÉ

Ecrire avec CV synthétique
et photo sous n° 8783
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

Groupe de presse
centre de Paris

recrute :

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)

Bonne connaissance des
questions politiques et de
l'administration en France
soutenue.

Habitat/au dédoublement
des journaux.

Pratique de l'anglais et de
l'allemand souhaitée.

Envoyer CV + photo à SGP-
PA n° 2201, 13, av. de
l'Opéra, 75001 Paris.

EQUIPE TRADUCTEURS (Paris)

recherche

TRADUCTEUR/TRICE

langue maternelle française,
capable traduire textes tech-
niques vers anglais (Télécop
dépt aéronautique). Bon
style rédactionnel pour
adaptations en français.

Jacqueline Zardou :
Tél. : 43-48-67-78

VILLE DE BANLIEUE (94) recrute

pour la direction
de la bibliothèque.

Env. candidature et CV
à n° 8785.
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy,
75007 Paris.

Sté d'instrumentation biomédicale

en pleine expansion
recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR ÉLECTRONIQUE ITS ou DUT

Bon expérimentateur rigou-
reux, participe à la répara-
tion, au câblage, au mon-
tage, aux essais des
prototypes. L'outil PC doit
lui être familier.

See connaissances en micro-
processeurs sont appréciées.
Anglais la nécessaire.

Lieu de travail :
GENEVILLERS (92).
Env. CV + photo + prêt. en
précisant la réf. 8494.
BLEU 17, rue Label,
94307 Vincennes Cedex
qui transmetra.

LYCÉE PRIVÉ DE CONTRAT

recherche
PROFESSEUR
de sciences physiques
URGENT

Tél. : (16-1) 43-28-13-03

LE BALLET DU NORD centre chorégraphique national

recherche

RÉGISEUR LUMIÈRE

Temps plein

Env. CV, photo et prêt. à :
BALLET DU NORD M. le
directeur, 33, rue de
l'Opéra, 59100 ROUBAIX.

Ville de
Garges-les-Gonesses
(40 000 habitants)
Recrute

son directeur
du personnel
(IGA, cadre contractuel de
direction etc.)

Ecrire avec CV à :
Monsieur le Maire, 8, place
de l'Hotel de Ville 95140
GARGES-LES-GONNESSE

MJC recrute

ANIMATEUR/TRICE

23 ans max, diplôme BAFO +
3 UF ou DEFA ou (exp. prof.)
pour coordination secteur
jeunes, ind. 900.

Tél. : 80-05-52-26
ou env. CV Maison
de quartier S. Signoret,
78, rue d'Emery,
77194 Emerainville.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

32 personnes

recherche

COMPTABLE

BTS, expérience souhaitée,
motivé, responsable, dispo-
nible (comptabilité générale,
paie, informatique, déclara-
tions sociales et fiscales)
perspectives d'évolution.

Envoyer lettre et CV

à :
SODEDAT 83,
8/22, r. du Chemin-Vert,
93000 BOBIGNY

VILLE DU HAVRE (200 000 habitants)

recherche

REDACTEURS OPTION ANIMATION

pour ses services :

- rédaction
- jeunesse
- centre de loisirs et
- échanges culturels sur des
- postes de direction d'équipe-
ment, d'adjoint de direction
ou d'animation de quartier
- (expérience souhaitée).

Les postes seront pourvus
par voie de mutation,
déplacement ou recrutement
de l'extérieur du concours
de rédacteurs.

Les candidatures seront
recues jusqu'au 28 février à la
Mairie du Havre.

Bureau Gestion des Emplois et
des Carrières
BP 51-76084 LE HAVRE
CEDEX

1^{er} groupe mondial d'entra-
ide d'imprimerie recherche pour
son département

UN TECHNICIEN

de labo et d'application de
haut niveau. La mission : l'élab-
or, son entra. usine et utilises-
seurs européens. Anglais
indispensable, allemand souhaité.

Ecrire sous le n° 7118
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy
75007 Paris

ÉTÉ SPÉCIALISÉ DANS LE CONSEIL ET LA VENTE DE SOLUTIONS PAC

secteurs presse et publi-
cité) révélateurs sur des
Appels, Tendon, Epsom
recherche pour faire face à
sa croissance

SECRÉTAIRE COMMERCIAL

Ingénieur commercial

COMMERCIAL édition publicitaire

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

Rémunération motivante

Envoyer lettre, C.V. et
photo à : EASYDOC,
Sylvie Baillie
Espace technologique de
Saint-Aubin
Immeuble Le Colombier
91186 GR-EX-Yvette cedex

MEUSSEL TEXTILE PROFESSIONNEL, CHERCHE

JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ(E)

POUR POSTE DE CHEF DE
RUBRIQUE. Connaissances
des entreprises appréciées.
Ecrire sous le n° 8788
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris.

Cours privé 8^e arrdt
recherche d'urgence

PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES ET D'ANGLAIS

Tél. : 45-44-25-24

CARLBERG FRANCE recherche

STENO-DACTYLO

Mme débutante possédant
notions anglaises pour sage à
Orly, rémun. attractive.

5/11, rue Bernh-Malon
92150 BURESSIS.

GROUPE DE PRESSE PROFESSIONNELLE

recherche dans le cadre de
son expansion

CHEF DE PUBLICITÉ H/F

Vous serez chargé du déve-
loppement d'une revue
technique. Excellent ven-
deur, de formation supé-
rieure, vous aimez les
contacts à haut niveau et le
travail en équipe. Première
expérience indispensable.
Rémunération motivante.
Poste basé à PARIS. Vous
êtes disponibles très rapide-
ment. Env. CV, lettre à :
42, rue du Louvre
75001 PARIS
MONSIEUR SCHAEFFER

Sté de crédit
cherche

CORRESPONDANTS(ES)

Pour Paris, banlieue et pro-
vince. Convierait à
relation avec le réseau.
Ecr. avec C.V. à :
S.M.O., 219, rue St-Honoré,
Paris-1^{er}

Recherche 1 MODÉLISTE ET COUTURE

1 VISEUR/STYLISTE
présentation
mi-journée ou temps complet
Tél. : 47-70-58-19

INSTITUTION CONTRÔLE DE LA COMMUNAUTÉ LIRE REC. pour son siège à Paris, non

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

pour répondre aux exigences
du poste, à l'élab-
- une expérience équiva-
lente dans une structure
associative (gestion de de-
type PME)
- une maîtrise de l'outil
informatique
- le sens des relations
humaines
- de solides capacités
d'organisation.
Env. CV, photo et prêt. en
précisant la réf 5586
BLEU 17, rue Label
94307 Vincennes Cedex
qui transmetra.

COMPAGNIE DE CAR FERRIES TRANSMANCHE

recherche

pour ses services restaura-
tion et vente, BTH et BTS
gestion, ventes (hommes ou
femmes) bilingues anglais
indispensables.

Merci d'adresser lettre
manuscrite, CV, photo à :
M. B. LEUPE,
service recrutement, BP 488
62225 Calais Cedex.

Cours privé 8^e arrdt
recherche d'urgence

PROFESSEURS DE MATHÉMATIQUES ET D'ANGLAIS

Tél. : 45-44-25-24

secrétaires

GROUPE INDUSTRIEL LEADER EUROPÉEN DAUS SON DOMAINE

recherche pour ses
direction des ACHATS

ASSISTANTE SECRÉTAIRE

ANGLAIS + 2^e langue
européenne.

Vous assurerez le secréta-
riat de directeur des
achats, la préparation des
demandes et le suivi des
relations avec les filiales
étrangères et les fournis-
seurs, la traduction de
documents techniques et la
mise à jour des tableaux
de bord achats.

De formation BTS trilingue,
vous maîtrisez la micro-
informatique et avez acquis une 1^{re} ex-
périence d'au moins deux
ans dans un contexte industriel.

Porte base VILLE NOU-
VELLE de ST-QUENTIN-
EN-YVELINES
(pré SINE).

Merci d'adresser votre
candidature sous réf.
ADA/1088/1 en préci-
sant vos prétentions à :
PG CONSULTANTS
5/11, rue Bernh-Malon
92150 BURESSIS.

BOURSE DU 19 FEVRIER

Cours relevé
à 17 h 38

[illegible]**Comptant** (selection)**SICAV** (sélection)

19/2

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraiss incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraiss incl.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 8,80 % 77	117	6 588	C.I.C. Financ. del	212	Mégisserie Uniprix	185			Viel	191 10		A.A.A.	1102 96	1077 02	Finco-Indus Scaw	1107 73	108 08	Powell	685 10	685 12
5,80 % 78/83	87 80	5 861	C.I. Maritime	801	Mégisserie S.A.	202 20			Waternum S.A.	231 40		Actifon	237 76	231 40	Finco-Indus Scaw	456 40	451 88	Pharm. Placements	289 31	289 31
10,25 % 80/94	99 40	4 971	Chenav	2940	Marques Paris	384			Brass. du Maine	204 50		Actifon	585 20	578 88	Finco-Indus Scaw	488 68	474 46	Pharm. Investiss.	772 37	753 47
32,25 % 80/94	100 40	4 975	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
15 juil 82	101 28	11 178	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
14,00 % 81 83	103 28	11 178	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
13,40 % 81 83	103 28	11 178	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
12,20 % 81 83	102 45	4 478	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
11,25 % 81 83	102 45	4 478	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
10,25 % 81 83	98	9 670	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 2000	97 18	3 624	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1987	97 18	3 624	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618						Actifon	697 29	687 65	Finco-Indus Scaw	119 37	115 08	Pharm. A.	1190 29	1166 95
0,10 % 1986	96 53	1 844	Chenav	2940	Mérid. Dépt.	618					</									

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

Un avis du Conseil national du sida

Les assureurs ne devraient pas exiger de tests de dépistage de la séropositivité

Le Conseil national du sida, que préside M^{me} Françoise Héritier-Haugé, professeur au Collège de France, a rendu public, mardi 20 février, un important rapport concernant le sida et les assurances.

Au terme de ce rapport, le Conseil national du sida formule une série de recommandations aux pouvoirs publics et leur demande en particulier d'interdire aux sociétés d'assurances de subordonner la conclusion d'un contrat aux résultats d'un test de dépistage de la contamination par le virus du sida. Le Conseil demande d'autre part aux pouvoirs publics de veiller à ce que les sociétés françaises n'introduisent pas dans leurs formulaires des questions « faisant référence au style de vie ou à la sexualité ».

Les assureurs, français et étrangers, nourrissent depuis plusieurs années déjà de vives inquiétudes devant la progression de l'épidémie de sida et l'augmentation du nombre de personnes contaminées et donc susceptibles à plus ou moins long terme d'être victimes de la maladie (le Monde du 17 mars

1989). A la demande des sociétés d'assurances, les compagnies françaises ont décidé d'intégrer le dépistage de la contamination par le virus VIH à l'ensemble des examens médicaux dès lors que les capitaux engagés (assurance-vie ou emprunts immobiliers) dépassent le million de francs. Ce seul appareil aujourd'hui trop élevé aux professionnels de l'assurance, qui envisagent de l'abaisser prochainement aux environs de 500 000 francs. En pratique, à l'heure actuelle, les assurances refusent de passer un contrat avec une personne dont elles connaissent la séropositivité, « ce qui revient à une forme d'exclusion », note le Conseil national du sida.

Dans son rapport rédigé au terme d'une série d'entretiens avec des spécialistes du droit et des représentants de la profession, le Conseil national du sida prend une série de positions claires sur ces questions difficiles. « Très préoccupé » par les dérives que pourrait entraîner la définition, par les professionnels, d'un « groupe à risque », le Conseil « redoute que les assureurs n'aient recours de plus en plus à des questionnaires comportant des références explicites

ou détournées au style de vie ou à la sexualité ». Il demande donc aux pouvoirs publics de veiller à ce que de tels questionnaires ne soient pas mis en circulation. Dans ses conclusions, le Conseil note que le sida « ne représente pas à l'heure actuelle une menace pour l'équilibre financier des sociétés d'assurances ».

« Les estimations du ministère de la santé font actuellement état d'un nombre probable de séropositifs compris entre 150 000 et 200 000 personnes en France, dont au minimum on ignore la date de contamination [peut-on lire dans le rapport]. On peut penser que d'ici à 1995, environ la moitié, soit 75 000 à 100 000 personnes, commenceront à avoir des problèmes de santé. Sur ce nombre, combien sont demandeurs d'un contrat d'assurance de garantie de plus de 500 000 francs, seuil à partir duquel les assureurs estiment souhaitable un test de dépistage ? Combien surtout seront délibérément fraudeurs sur les millions de contrats signés ou renouvelés chaque année ? »

Le Conseil national souligne les incertitudes qu'il y aurait d'un point de vue médical à imposer dans le contexte de l'assurance un test de dépistage « qui doit être l'aboutissement d'un dialogue de confiance avec un médecin ». Il conclut au total que les assurances ne sont pas, au regard du sida, réellement menacées, mais qu'en revanche les libertés individuelles seraient si les compagnies étaient autorisées à avoir recours à ce moyen de sélection.

Le Conseil national s'engage toutefois à reconsidérer sa position dans deux ans à la lumière de l'évolution des données économiques et épidémiologiques.

JEAN-YVES NAU

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La « tétanisation » et le pari de Pascal, par Serge-Christophe Kolm 2

L'évolution dans les pays de l'Est 3-4

La visite de M. Mitterrand au Pakistan 7

Le centre gauche s'organise

Accord entre l'Association des démocrates et le Mouvement des radicaux de gauche 8

Election municipale de Sarcelles

M. Lamontagne (RPR) confronté à l'union de la gauche et à la division de l'extrême droite 8

Situation en Corse

L'Assemblée régionale tente de reprendre en main le schéma de développement 9

Dernier sursis pour l'ACP

Le tribunal de commerce a donné quinze jours au groupe Maxuvel pour explorer de nouvelles solutions de reprise avant la liquidation de l'Agence centrale de presse 9

SECTION B

Diagonales

Par Bertrand Poirot-Delpech 12

Rire et mourir

Présentation nouvelle, asile Gémier, du Malade imaginaire, histoire d'un homme qui finit avec sa mort 13

Le procès Kopp à Lausanne

Ex-ministre de la justice et de la police helvétique, M^{me} Elisabeth Kopp a, lors de son procès, expliqué qu'elle avait communiqué des renseignements à son mari en ignorant leur origine et sous le coup de l'effroiement 14

L'inspecteur et l'argent des vieux

Un inspecteur divisionnaire de Courbevoie a comparu, lundi, devant le tribunal correctionnel de Versailles. Chargé des enquêtes au domicile des défunts, il en profitait pour accaparer une partie des héritages 14

Les cimetières de l'atome

Que faire des équipements nucléaires obsolètes ? Comment gérer les déchets radioactifs ? Un casse-tête pour la France, comme pour ses voisins 15

La mort de l'alpiniste Jean-Marc Boivin

Jean-Marc Boivin, spécialiste de ski extrême et de vol libre, a trouvé la mort en sautant en parapente la plus haute chute du monde, Salto del Angel, au Venezuela 16

Une chaîne cryptée à Paris

Le CSA a lancé un appel à candidatures pour une nouvelle télévision payante. Un schéma taillé sur mesure pour Canal Enfants 16

La circulation à Paris

Le préfet de police a invité ses agents à redoubler de sévérité contre les automobilistes en stationnement gênant ou dangereux 21

SCIENCES • MÉDECINE

Une comète à un cheveu de la Terre • Boire en eaux troubles • Dans les coulisses du Tibet 17 à 19

SECTION C

L'aide à l'agriculture polonaise

L'intervention européenne provoque de vives controverses à Varsovie. 25

Technologies

Monétique : les dispositifs antifraudeurs se multiplient 27

Les difficultés d'Eurotunnel

Un armistice qui se fait attendre. 36

Services

Abonnements 18
Annonces classées 28 à 35
Campus 21
Cartes 22
Marchés financiers 36-37
Météorologie 21
Mots croisés 21
Radio-Télévision 22
Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 février 1990 a été tiré à 580 569 exemplaires.

Renault envisage de lancer un cabriolet

La décision n'est pas encore formellement prise mais le projet est très avancé : Renault devrait inscrire un cabriolet à son catalogue l'an prochain. Un successeur de la Floride...

Ce type de véhicule rencontre un vif succès et de nombreux constructeurs, après avoir abandonné ce créneau dans les années 60, y reviennent. C'est le cas des américains (Chrysler) ou des allemands (BMW), pour des modèles de haut de gamme, mais surtout des japonais dans une gamme moyenne de prix.

Les cabriolets font partie des « véhicules spécifiques » dont le marché se développe et mûrit légèrement sur celui de la gamme traditionnelle des constructeurs (R5, R19, R21, R25 chez Renault). On compte ainsi les « concepts » nouveaux comme l'espace développé avec Matra, les tous terrains (4 x 4), les cabriolets, et même, comme les fabricants nippons l'ont montré au dernier Salon de Tokyo, les copies de voitures des années 60.

En général les constructeurs n'ont pas les moyens de couvrir seuls tous ces créneaux et ils concluent des alliances. Renault commercialise ainsi les Jeep de Chrysler et vient de décider que la future petite voiture à quatre roues motrices (nom de code JJ), développée en commun avec ce groupe américain pour être vendue à partir de 1992, sera construite en Espagne. La société commune à 50/50 dénommée Arad, créée entre Renault et Chrysler, reprendra l'usine de Valladolid que Renault avait décidé de fermer en 1991. Les effectifs du site seront limités à 350 personnes pour une capacité de production à terme de 50 000 voitures par an.

E. L. B.

En raison d'un dérapage de l'assurance-maladie

Le déficit de la Sécurité sociale pourrait atteindre 4,8 milliards de francs en 1989

On attendait un petit excédent (0,8 milliard de francs), ce sera finalement un déficit. Selon les dernières prévisions de la commission des comptes de la Sécurité sociale, qui s'est réunie lundi 19 février, le régime général devrait enregistrer pour 1989 un besoin de financement de 4,8 milliards de francs au pire et de 2,3 milliards au mieux si certaines régularisations comptables interviennent à temps.

Malgré la progression rapide des cotisations (+ 7,4 % en 1989 au lieu de 5,3 % en 1988), le déséquilibre n'a donc pu être évité. Ce résultat est essentiellement imputable à l'assurance-maladie, dont les dépenses sont supérieures de plus de 4,6 milliards de francs à celles prévues en novembre dernier. L'élargissement des dépenses d'hospitalisation (+ 3,2 milliards) est en cause ainsi que l'épidémie de grippe de ces derniers mois qui, de septembre à décembre, a entraîné 700 millions de francs de prestations supplémentaires.

La commission relève cependant que « la consommation médicale évolue pour l'essentiel suivant les tendances lourdes analysées dans les rapports précédents ». Alors que syndicats et caisses d'assurance-maladie négocient une nouvelle convention, il apparaît que les dépenses de médecine ambulatoire du régime

général ont progressé de 11,9 % en 1989 (dont 8,1 % pour les honoraires, 15,5 % pour les prescriptions et 16,7 % pour la pharmacie)...

En revanche, les retraites évoluent, comme prévu, à un rythme de 7,5 % au lieu de 9,2 % l'année précédente. « Cette décelération mécanique traduit la fin progressive de la montée en charge de l'abaissement de l'âge de la retraite (...) et ne préjuge bien entendu pas du déséquilibre structurel sur longue période de la branche « vieillesse », précisent les experts de la commission. Enfin, la trésorerie du régime général risque de connaître des moments pénibles. Au troisième trimestre elle sera « difficilement gérable » mais devrait s'en sortir sans trop de dommages.

S'il constitue, comme l'a souligné la commission, une « mauvaise surprise », le déficit attendu pour 1989 ne saurait refléter un renversement de tendance (4,8 milliards de francs équivalent à une journée et demi de prestations). L'an passé, les prélèvements « exceptionnels », les dernières hausses de cotisations et la croissance économique ont comblé à peu de chose près le « trou » de la Sécurité sociale.

J.-M. N.

La Saur (groupe Bouygues) premier actionnaire des Eaux de Valence

La société des Eaux de Barcelone vient de céder ses 30,97 % du capital de la société des Eaux de Valence (150 millions de francs de chiffre d'affaires) qui dessert 300 000 habitants, pour un montant de 2,438 milliards de pesetas (un peu plus de 128 millions de francs), en réalisant une plus-value de 2 milliards de pesetas. Le groupe du Banco Central, qui détenait 14,6 % du capital des Eaux de Valence, en détient

maintenant 21,67 %, et conserve son leadership financier. Mais c'est la Saur, filiale de Bouygues et troisième société française de distribution d'eau, qui, en ajoutant 10,63 % aux 14,3 % qu'elle avait acquis en février devient le premier actionnaire, et sans doute l'opérateur. Ce rachat n'est sans doute pas achevé : la Bascapital a acquis de son côté 13,3 % des actions pour un client encore inconnu.

AXA poursuit sa réorganisation

M. Bebear annonce la fusion de la Compagnie du Midi et de Patrimoines et participations

A l'occasion de l'assemblée générale de la Compagnie du Midi, M. Claude Bebear, président du groupe d'assurances AXA Midi, a annoncé la fusion du Midi et de Patrimoines et participations. La sous-holding Patrimoines et participations était détenue à 73 % par la compagnie financière Dnosc et possédait 25,7 % du Midi.

Dans le nouveau schéma, le Midi absorbe Patrimoines et participations et deux autres holdings non cotées, la financière Bayard et l'immobilière Victoire. Des activités proches du Midi sont ainsi regroupées : la distribution de crédit auprès de la clientèle (Axa crédit), la banque de groupe (Axa Banque) et le financement immobilier (Immofin).

La Compagnie du Midi devrait enregistrer un résultat net consolidé de 2,4 milliards de francs, soit une hausse de 73 % par rapport à l'année précédente.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 février

Nouvelle baisse

Le mouvement de repli se poursuivait à la Bourse de Paris, l'indicateur instantané affichant un recul de 0,96 % en milieu de matinée, mardi 20 février. Les principales hausses étaient menées par Guyenne Gascogne (+ 5,45 %), Sainnes-Châtillon (+ 2,45 %), Rousselle (+ 2,45 %), Codeval (+ 1,94 %), Arions Dessault (+ 1,55 %). Casino était en baisse (- 5,64 %), ainsi que SAT (- 5,19 %), Essilor International (- 4,53 %), Fives-Lille (- 4,51 %) et Sagem (- 4,30 %).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

CONFÉRENCE SUR LE MEILLEUR MODE D'ABATTAGE DES ANIMAUX

animée par Aaron SKORNIK le jeudi 22 février 1990 à 20 h 30 au BATACLAN 50, bd Voltaire, Paris 11^e

Stéphane Martin rejoint Radio France. — Le président de Radio France, M. Jean Mabou, a nommé

La mesure au prix du prêt-à-porter

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 350 F PANTALONS 790 F VESTONS 1 570 F 3 000 tissus

Luxeuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS UNIFORMES et VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

150 000 000